

LIVRE SIXIÈME.

Conséquences de la guerre de Morée. — Système gouvernemental de Méhémet-Ali. — Loi du développement social de la population égyptienne. — Les Égyptiens ont plutôt subi la conquête qu'ils n'ont été conquérants. — Histoire de la propriété en Égypte. — Méhémet-Ali a été obligé de suivre les traditions. — Son système de fiscalité. — Accaparement des terres. — Monopole. — Solidarité des contribuables. — La dépopulation condamne le système monopolisateur. — Méhémet-Ali accueille bien tous les étrangers. — Innovations agricoles. — Le coton et M. Jumel. — Indigo. — Opium. — Chanvre. — Vers à soie. — Causes de l'avortement des réformes. — Vices de l'administration turque. — Les gouverneurs de provinces et le vice-roi. — Changements successifs dans l'administration. — Biographie de Boghoz-Joussouf, l'homme de confiance de Méhémet-Ali. — Extension inévitable du monopole. — Création des *chifliks* ou fermes du vice-roi. — Leur histoire. — *Abadiyes* ou concessions gratuites territoriales de Méhémet-Ali. — Quels genres de travaux et d'économie politique exige la prospérité de l'Égypte. — Motifs qui empêchèrent Méhémet-Ali d'en adopter le principe. — Travaux exécutés sous son gouvernement. — Canal Mahmoudië. — Théorie du Nil. — Améliorations qu'appelle ce grand fleuve. — Le barrage. — Son histoire. — Établissements d'instruction publique. — Les Ecoles. — Missions égyptiennes à Paris. — Caractère du Fellah. — Retour des élèves en Égypte. — Ils sont substitués aux professeurs européens. — Bien indirect résultant de la fondation des Ecoles. — Création d'un arsenal à Alexandrie et d'une flotte de guerre. — M. Cerisy. — M. Besson. — Réformes dans l'armée de terre. — Résumé général.





MÉHÉMET-ALI FONDATEUR.

I

La campagne de Morée coûta à Méhémet-Ali vingt millions de francs et trente mille hommes, sans compter une flotte équipée à grand'peine et à grands frais. Elle eut sur lui une influence plus fatale encore; malgré le revers qui la termina, elle lui inspira une idée exagérée de sa force et de ses droits acquis vis-à-vis du Grand-Seigneur; elle lui fit entrevoir la probabilité d'une haute fortune militaire; enfin, pour restaurer son armée et sa flotte perdue, il fallut qu'il s'engageât plus

avant dans le fatal système des monopoles, qui seul pouvait, *hic et hunc*, lui fournir des ressources en harmonie avec de telles prétentions.

C'est ce système qu'il nous faut maintenant apprécier dans son ensemble et dans ses résultats, avant de procéder au récit des faits ultérieurs. Une pareille appréciation comporte, pour être équitable, des éléments distincts dont on doit tenir compte, divers points de vue auxquels il faut se placer. Par exemple, si le caractère et l'énergie propres au Rouméliote furent le principe de son élévation, il n'est pas moins vrai que les manœuvres qu'il mit en usage lui furent suggérées par la nature toute spéciale du terrain politique où il avait mis le pied ; et quelque remarquable que fût sa valeur personnelle, cette influence locale devait survivre aux obstacles si heureusement franchis, et plier son initiative au besoin invincible des mœurs et des traditions. N'est-ce pas là le point de vue le plus général d'où l'on puisse se livrer à l'examen d'un gouvernement, celui de Méhémet-Ali tout comme un autre ? Mais nous ne parviendrons pas à nous y placer sans une courte digression.

II

Tous les historiens se sont accordés à considérer l'Égypte comme la terre classique du despotisme : c'est peut-être le seul point non douteux qu'ils aient pu constater dans sa nébuleuse chronologie, le seul fil conducteur qui en relie les diverses phases, en passant à travers les lacunes. Ce fait a une importance philosophique qui nous paraît avoir été méconnue. Platon et Aristote, venant à examiner la forme du gouvernement égyptien, et la tyrannie qui pesait sur le peuple dans ce pays, en trouvèrent la raison dans la mollesse des mœurs et la pusillanimité des esprits, — ce qui était plutôt l'expression d'un effet que celui d'une cause.

La rapide excursion que nous avons faite dans ces limbes historiques, au commencement de cet ouvrage, a eu pour résultat d'établir, outre ce point irréfragable, un autre non moins certain : c'est l'impossibilité pour toute race humaine, autre que la race autochtone, de se perpétuer dans la

vallée du Nil. Là est peut-être toute la loi du développement du peuple égyptien.

Avant d'examiner comment cette loi a pu avoir son action, quelle en est la source ? — Le sol, évidemment. Quelle que soit l'origine de la population égyptienne, vint-elle de la Haute-Nubie, de l'Ethiopie, comme tout porte à le croire, ses habitudes et son caractère changèrent par suite de cette migration ; en s'établissant sur cette terre arrosée par le Nil fécondant, les tribus nomades de pêcheurs, de pasteurs ou chasseurs, devinrent agricoles et sédentaires. Or, parmi tous les modes d'aggrégation sociale, ce dernier n'appelle pas seulement l'oppression du dehors, il la crée dans son propre sein, et sert de gangue au pouvoir théocratique, le plus tyrannique et le plus abusif de tous les pouvoirs. Qui aurait pu empêcher cette sociabilité d'aller à son but fatal ? Quelle opposition, quelle réaction interne pouvaient se produire au milieu de cette population ? Les autres contrées ont des accidents de terrain, diverses physionomies géographiques ; elles ont des forêts, des montagnes, des cours d'eau sinueux qui favorisent l'attaque ou la défense, et deviennent ainsi des centres de nationalités. En Egypte, une terre plate, partout découverte, le Nil au milieu, et de chaque côté le désert. Sur cette uniformité de la nature se sont en quelque sorte moulées la régu-

larité, la constance, l'immobilité du peuple égyptien.

Des historiens faisant revivre les fables recueillies par Hérodote, sous la rubrique des prêtres de Memphis, nous dépeignent les Egyptiens pharaoniques comme une nation éminemment militaire, et font s'étendre les conquêtes de Sésostris jusque dans l'Inde et dans toute l'Europe orientale. Si quelques monuments véritables de ces conquêtes ont subsisté, ce n'est qu'en Ethiopie qu'on en a pu découvrir les vestiges. Rien ne répugne à croire, en effet, que les Rois égyptiens, parvenus à un certain degré de puissance, n'aient songé à augmenter leur domaine dans le Sud, par cette considération surtout que le grand fleuve leur offrait un cheminement naturel; mais de là à des invasions dans des contrées dont la géographie devait leur être inconnue, à travers de vastes déserts, ou par le moyen d'expéditions maritimes, dont l'état de la navigation, à cette époque, se refuse complètement à admettre la possibilité, il y a une différence susceptible d'arrêter tout autre esprit que celui des hiérophantes, habitués à donner libre carrière à leur imagination, comme ils l'ont prouvé en tant d'autres objets de leur chronologie.

Quoiqu'on en puisse dire, les Egyptiens étaient plus enclins à subir la conquête qu'à la porter en

quelque lieu que ce fût ; car si les victoires de Sésostris peuvent fournir matière à controverse, les nombreuses invasions dont le territoire égyptien fut le théâtre ne font l'objet d'aucun doute. Depuis les habitants du désert et ces mêmes Ethiopiens, desquels l'Egypte était sortie, jusqu'aux Turcs en dernier lieu, il n'est pas de peuple ayant joué un certain rôle dans le monde, qui n'ait laissé ses stigmates dans la vallée du Nil ; si bien que la possession de cette plantureuse contrée a toujours constitué une question capitale, et est devenue l'occasion des plus graves conflits.

Mais cette facilité à subir le joug ne serait pas, à elle seule, une explication satisfaisante si, en sous-œuvre, n'arrivait l'exception qui caractérise ethnologiquement le peuple égyptien. Car, actives ou passives, toutes les nations se mêlent, se transforment et se constituent par la conquête : la fusion des races est comme la greffe, qui améliore la qualité des fruits ; elle adoucit les rapports de vainqueurs à vaincus, crée entre eux l'homogénéité et les attache au sol. Rien de pareil n'a eu lieu en Egypte. Les nations conquérantes n'ont fait qu'y passer, sans parvenir à y fonder d'autres liens avec les aborigènes, que ceux de maîtres à esclaves ; les épaves de toutes les civilisations n'ont pu recouvrir le vieux tuf égyptien ;

le fellah actuel n'a pas une seule goutte de sang dans les veines différent de celui qui y coulait sous les Pharaons ; la signification de son nom (*cultivateur*) comporte, comme autrefois, une idée de mépris, et nous le montre attaché éternellement, ou du moins jusqu'à l'extinction de sa race, à cette glèbe fatale, que lui seul peut fertiliser.

III

On se doute bien que le droit de propriété n'exista jamais pour le cultivateur égyptien, et c'est ce qu'il est facile de prouver en remontant jusqu'aux origines de son histoire. Le système monarchique, succédant en Egypte à la théocratie, ne détruisit, n'affaiblit même pas celle-ci ; il se contenta de diviser le pouvoir avec elle : c'était l'affranchissement de la caste militaire et sa collusion avec les prêtres, pour maintenir les artisans et les cultivateurs, tout le reste de la nation, dans la servitude. Il faut aller jusqu'à Sésostris pour apercevoir le plus léger adoucissement à cet état de choses. Ce grand monarque, dont la sagesse gouvernementale est

mise au niveau de ses vertus guerrières, quand il fut de retour de ses expéditions, chargé des dépouilles des peuples vaincus, et traînant à sa suite une multitude d'esclaves, voulut, dit-on, que ses sujets partageassent sa félicité, et il leur accorda... le droit de propriété, — ce qui est une grande présomption pour admettre qu'ils n'en jouissaient pas auparavant. Et, en effet, un autre monument historique antérieur vient tout à fait justifier cette supposition; la vie de Joseph, racontée par la Bible, nous initie à la législation établie par les conquérants *hyksos*; car ce fut de l'un d'eux que le patriarche hébreu fut premier ministre. Lorsque la famine se déclara sur les bords du Nil, les greniers du Pharaon, dit la Bible, étaient pleins des blés provenant du cinquième des récoltes que l'Etat prélevait sur toutes les terres, excepté *celles qui appartenaient aux prêtres et aux temples*. Joseph ouvrit une première fois les réserves royales au peuple en échange de son or; la famine continuant, il exigea des Egyptiens, pour une seconde distribution, tous leurs troupeaux : tous les bœufs, brebis, ânes, chevaux, lui furent livrés. L'année suivante ne fut pas meilleure; le peuple n'avait plus rien à offrir, au ministre du Pharaon, que sa liberté et ses terres : c'est ce qu'il fit, se réduisant ainsi en un complet état d'esclavage. Joseph leur dit : « Vous

et vos terres, vous appartiendrez au Pharaon ; il vous donnera la semence, vous lui livrez le cinquième des récoltes ; le surplus vous restera pour l'ensemencement et votre nourriture. » Notons, toutefois, que les terres et les personnes sacerdotales furent encore les seules soustraites à cette dure loi. Est-ce là une ingénieuse façon, trouvée par le livre de Moïse, de faire honneur à un Hébreu de la législation en vigueur sur les bords du Nil ? Le ministre du Pharaon n'eut-il qu'à consacrer, par une interprétation légale, un état de choses qui existait depuis longtemps déjà ? Nous sommes de cet avis. L'invasion des barbares hyksos, qui est peut-être le fait le moins contestable de l'histoire de l'antique Egypte, eut le même caractère qu'on peut reconnaître dans toutes celles qui la suivirent : elle fut marquée par le respect des traditions religieuses et sociales qu'ils trouvèrent établies, et par la simple usurpation, à leur profit, du droit des souverains légitimes. On en a la preuve dans le maintien des privilèges de la caste hiératique. D'ailleurs, quelle autre différence y a-t-il entre le système de Joseph et celui qui était précédemment en vigueur, que la stipulation expresse qui rendait le Pharaon unique possesseur ? Or, cette possession pouvait-elle faire l'objet d'une question sérieuse vis-à-vis des Hyksos vainqueurs ? Et si le mas-

sacre général de la population n'accompagna pas leurs dévastations, ne fût-ce point parce qu'ils se trouvèrent en face d'une société fondée sur des caractères et des mœurs qui cadraient avec leurs plus dures exigences ?

Il ne paraît point que la race royale qui reconquit la souveraineté sur les Hyksos et chassa ceux-ci de l'Égypte, octroya au peuple une constitution plus libérale ; la concession de Sésostris, accomplie plus de quatre siècles ultérieurement, le démontre : et cette générosité du grand Pharaon, il ne semble pas non plus qu'aucun de ses successeurs l'ait prise pour modèle ; il n'a été, du moins, possible d'en constater le moindre indice depuis cette époque jusqu'au jour où les Perses firent de nouveau éprouver à l'Égypte le fléau d'une invasion, en chassant du trône à tout jamais les races nationales. Malgré la fureur dévastatrice dont ces nouveaux conquérants laissèrent partout des traces, il demeure évident, d'après de toutes récentes découvertes, qu'ils tolérèrent l'exercice de l'ancien culte et laissèrent libres ses ministres, voulant conserver cet antique et infaillible moyen de domination. Certes, la condition de la classe agricole ne put aller qu'en empirant sous ce double collier de fer. On sait pertinemment que la conquête des Grecs, et plus tard celle des Romains, n'eurent même pas pour effet de soustraire cette

misérable population à ses chaînes sacrées; et lorsque, rongées enfin par le temps et les lumières du christianisme, elles menaçaient de choir et de livrer cette race décimée, abaissée, flétrie par une éternité d'esclavage, à la féconde rénovation des sociétés modernes, la conquête islamique l'enveloppa dans son implacable réseau et fit succéder, au servage religieux, le plus dur esclavage politique (1).

(1) Rien n'est plus propre que cette dernière révolution à établir la constance et l'unité des races, et à montrer qu'elles sont la première base, la première loi du développement historique. La croyance qui devait faire sortir l'Europe des ténèbres où elle était plongée depuis la plus haute antiquité, naquit sur les confins qui séparaient la descendance de Sem de celle de Japhet, et ce fut parmi les populations sémitiques qu'elle fit ses premiers prosélytes; mais le christianisme, qui relevait la condition morale individuelle, contenait un germe d'indépendance qui ne pouvait fructifier dans des esprits voués à la grossièreté et à la tyrannie des anciens mythes; bientôt les sources vivifiantes de l'Eglise s'altérèrent au contact du panthéon des races énervées de l'Orient: à l'encontre de ce qui s'est passé pour toutes les religions, le christianisme ne put prendre racine au lieu même où il était né; et cet endroit devint, avec la ligne continentale qui passe par l'isthme de Suez et borde la mer Rouge jusqu'à l'Océan indien, partie de la barrière infranchissable opposée à l'extension de la doctrine divine du côté *d'où nous vient la lumière*. L'esprit ergoteur et usé des Grecs du Bas Empire fut un véhicule providentiel pour transmettre la révélation aux races fortes et neuves descendues du Nord à l'Occident; et dans ce partage du monde, délimité par la propagation de la foi, qui oserait ne pas reconnaître une inexorable nécessité attachée à la nature même de l'espèce humaine? Six siècles plus tard, lorsqu'il fut bien avéré que le christianisme avait arrêté sa marche à l'Orient et qu'il jouait chez les Grecs le rôle d'un remède violent dans un organisme débilité, l'islamisme prit naissance sur

IV

L'invasion des Arabes mahométans apporta un adoucissement relatif à la condition du peuple égyptien. Les Islamites, dans l'ivresse et le désintéressement d'un saint enthousiasme, firent preuve d'une certaine générosité pour les vaincus; Amrou fit succéder aux exactions impitoyables, aux vexations sans nombre des délégués impériaux, une contribution régulière, une espèce de capitation modérée, moyennant laquelle chacun eut la liberté religieuse, et put prétendre à un

cette même ligne de démarcation qui semble être celle des deux races. Nous avons déjà montré la convenance de la doctrine de Mahomet pour le lieu et les hommes auxquels elle fut immédiatement appliquée; mais la fortune qui l'attendait au dehors est une bien remarquable vérification de la grande loi que nous venons de signaler; car son extension s'accomplit dans un sens qu'on peut dire inverse de l'autre. Les Asiatiques témoignèrent autant de facilité à se laisser imposer la religion nouvelle qu'ils s'étaient montrés réfractaires au Christianisme. En Afrique, les Grecs hérésiarques favorisèrent sa propagande; mais les Maures bornèrent leurs conquêtes et leur prosélytisme en Europe aux Visigoths de l'Espagne, dont l'origine sémitique n'est pas douteuse; et l'on voit plus tard ces Turcs redoutables, toujours réduits à vivre des lambeaux du Bas Empire, s'arrêter juste au point où ils rencontrèrent l'Eglise Romaine, sans jamais pouvoir faire un pas au delà.

traitement équitable. La chose parut si nouvelle et si agréable aux habitants, tourmentés depuis plusieurs siècles par l'intolérance des Empereurs et les disputes des sectes chrétiennes, qu'ils conçurent dès l'abord du respect pour la religion de leurs nouveaux maîtres; et si on ajoute, à cette influence irrécusable, la dispense du tribut, que les premiers conquérants musulmans accordaient à ceux qui embrassaient leur foi, on comprendra la rapide conversion des riverains du Nil au culte de Mahomet.

Toutefois, les classes véritablement laborieuses ne gagnèrent rien au change; elles furent, aussi bien que par le passé, exclues de toute participation à la propriété. Ainsi que nous l'avons dit, les instruments de cette révolution furent les Coptes, résidu dégénéré de l'antique théocratie, produit bâtard de la collusion des anciens hiérogammates avec toutes les races parasites qui vinrent dévorer le sol égyptien. Dans cette suprême circonstance, ils n'avaient cherché qu'à sauvegarder leurs intérêts; les Musulmans se substituèrent aussi bien dans les propriétés des Grecs, expulsés du territoire, que dans celles des Coptes; mais ces derniers restèrent comme administrateurs et fermiers, et les agriculteurs, sous ces intendants, dont la rapacité s'accrut du désir de reprendre tout ce qu'ils avaient effectivement perdu, ne tar-

dèrent pas à s'apercevoir que s'ils avaient acquis une certaine sécurité dans leurs travaux, ce n'était pas pour eux tout profit. Cette sécurité même s'évanouit par le contre-coup des révolutions qui agitèrent les Empires islamiques. Sous les Mamelouks, toute espèce de garantie disparut, et le peuple fut soumis à la tyrannie la plus odieuse et à des spoliations effrénées. Sélim II, sultan de Constantinople, désireux de rattacher irrévocablement l'Egypte à l'Empire, annula les concessions de terres précédemment faites par les princes mameloucks, et décréta qu'à la mort des possesseurs actuels, ces terres feraient retour au souverain : par suite de quoi, les propriétaires, ou *moultezims*, ne furent plus que des usufruitiers. Ils ne purent plus vendre ni aliéner leurs biens, mais leurs héritiers les rachetaient ordinairement au fisc à un prix arbitraire. Le grand Soliman donna une nouvelle force à cet état de choses, en envoyant au Caire un *defterdar* qui avait l'administration des terres, et en tenait registre, sous le contrôle du Pacha siégeant ; celles qui étaient rentrées en la possession de l'État étaient cultivées pour son compte par les fellahs, auxquels étaient fournis les instruments de labour et le bétail, et qu'on payait à la journée. Ce système se détendit en même temps que tous les ressorts de l'Empire. Nous avons vu comment les beys mamelouks,

auxquels une notable partie du fonds territorial avait été attribuée, à titre de droit d'administration, finirent par s'emparer de la totalité, sauf les biens appartenant aux mosquées : c'est ce régime que trouva enraciné l'invasion française, et auquel elle s'efforça de faire succéder une plus juste répartition de la richesse foncière ; mais avec la retraite des Français s'évanouit jusqu'à la moindre trace de cette tentative de réforme.

V

Il était impossible à Méhémet-Ali de dévier du système oppressif qui lui avait été, en quelque sorte, légué par toute une chronologie : on aurait donc tort d'incriminer sa mémoire d'un défaut d'équité que sa naissance, son éducation, les circonstances et le pays même au milieu duquel il avait grandi justifiaient pleinement. Nous croyons avoir démontré que la constitution sociale de la masse du peuple égyptien n'a pas changé, du plus haut qu'il soit possible de remonter dans l'échelle des âges : elle nous paraît tellement inféodée au sol, qu'il nous semble douteux qu'aucun autre sys-

tème y puisse être efficacement appliqué. Pour nous en tenir aux seuls fellahs, ils sont si bien habitués aux rigueurs de leurs maîtres, qu'ils ne sauraient y concevoir d'adoucissement sans soupçonner la faiblesse, et sans qu'il leur vînt l'idée d'en abuser. Jamais ils ne pourront s'estimer propriétaires que de ce qu'ils parviennent à soustraire au contrôle du fisc ; il n'est peut-être pas un seul de ces misérables qui n'ait, enfouies dans cette terre, dont les produits lui sont refusés, peu ou prou de pièces de monnaie, ignorées même de ses proches, et à côté desquelles il vit nu en mourant d'inanition. Le sang de ce peuple s'est imprégné de servitude, et ses conditions organiques s'en sont modifiées. Il est constant, comme nous le verrons plus tard, que Méhémet-Ali, dont la sphère d'idées s'agrandissait de jour en jour, essaya en vain de tirer les fellahs de leur avilissement et de les associer, par l'action directe, à la rénovation dont son caractère n'avait compris que le côté glorieux et tout extérieur. A l'époque dont il est maintenant question, de pareilles idées étaient encore loin de lui ; mais ses exactions ne constituaient encore aucune aggravation au sort que les mamelouks avaient fait aux fellahs, et le pire des maux de ceux-ci était plutôt, comme on va le voir, dans la forme que dans le fond.

VI

Méhémet-Ali dépouilla d'abord les Mamelouks qu'il avait vaincus : c'était de bonne guerre. Après ceux-ci, ce fut au tour des Coptes. Il n'ignorait pas que depuis longtemps ces gens-là avaient joué en Egypte le rôle de sangsues s'attachant à la fois aux oppresseurs et aux opprimés ; aussi l'arbitraire qui enleva à ces parasites une partie de leurs richesses si mal acquises peut-il encore être considéré comme l'inspiration d'un esprit équitable. Mais, à partir de là, on n'en peut plus dire autant de la fiscalité mise en œuvre par Méhémet-Ali, et les moyens qu'il employa pour faire de l'argent ne trouvent plus d'excuses que dans les dures nécessités de sa position (1). Pen-

(1) On ne saurait croire jusqu'où alla par instant la pénurie du Pacha et les difficultés qu'il éprouva à satisfaire les suppôts de son jeune pouvoir. On cite plusieurs circonstances où il eut besoin de toute sa finesse, sa fermeté et son courage pour ne pas succomber misérablement sous une révolution de caserne. Un jour, un bey, chef d'une partie de ses arnaoutes, quelque peu de ses parents, entre dans son divan l'œil étincelant, la menace à la bouche : les soldats encombraient la cour du palais, et étaient décidés à n'en sortir que l'argent en poche. Le Rouméliote reçut son visiteur d'un

dant une certaine époque, tant que son autorité ne franchit point les limites du Caire, il puisa d'abondantes ressources dans ce centre populeux et commercial; mais en s'étendant de proche en

air triste, mais calme. Suivant la coutume des Orientaux, il roulait une espèce de chapelet dans ses doigts : celui-ci était en perles fines; c'était un cadeau que lui avait fait le gouverneur général des Indes anglaises à son passage au Caire.

— Est-ce enfin pour aujourd'hui? dit l'intrus.

— Hélas! dit le Rouméliote, je ne puis le dire, car cela ne dépend plus de moi.

— Comment, explique-toi?

— Juste comme tu es entré, je sortais d'un sommeil profond, où il plut à Allah de m'envoyer un songe secourable. L'ange Gabriel m'apparut pour me dire : Tu n'as pas obéi à la loi des commandements du Seigneur; n'accuse donc que toi seul de ta peine.—Quelle est, répondis-je, ma désobéissance,—Tu as, continua-t-il, en me désignant ce riche chapelet, accepté un présent de la main maudite d'un *noussourâni*, d'un infidèle.—Qu'à cela ne tienne, m'écriai-je, je vais le jeter dans le Nil.—Cela ne suffirait pas, me dit le messager céleste; rachète ta faute en pratiquant une des vertus les plus agréables au Prophète, la générosité. En passant par tes mains, ce bijou est lavé de toute souillure; donne-le au meilleur de tes amis, le plus fidèle, entends-le bien, et soudain tu verras le terme de tes embarras; l'argent que tu attends rentrera dans tes coffres, et une prospérité éclatante ne cessera d'accompagner tes pas et ceux des gens qui s'attacheront à ta fortune. Là-dessus, l'ange Gabriel disparut, et je me suis réveillé!

— Le moyen n'est pas difficile, reprit le superstitieux et cupide arnaoute, en jetant un coup d'œil de convoitise sur le chapelet.

— Certainement, pour ce qui me regarde; mais comment trouver cet ami qui ne le cède à aucun pour la fidélité?

— Ne t'ai-je pas toujours montré le plus absolu dévouement?

— C'est toi qui parles ainsi, au moment même où tu viens ajouter le fiel de tes paroles aux tourments que j'endure.

— J'y suis poussé par les miens, qui ne veulent plus te servir,

proche, cette autorité s'affaiblit dès le principe, car elle n'embrassait que des territoires toujours contestés, dont la garde exigeait un surcroît de forces, et qui, par l'état de ruine et de désolation où ils se trouvaient, étaient dans l'impossibilité absolue de fournir des subsides proportionnés. Vers l'année 1808, alors que ses succès contre tous ses compétiteurs, — les Mamelouks, les Turcs et

et si je m'opposais au débordement de leur colère, je serais leur première victime.

— Tu vois donc bien : que mon sort s'accomplisse ! dit le rusé Pacha en faisant chatoyer dans sa blanche et fine main le pur orient de ses perles.

— Mais, dit l'arnaoute, si je m'expose pour toi à cet imminent danger, diras-tu encore *que* je ne suis pas le plus dévoué de tes amis ?

— Oh ! certes, non ! Et dans ce cas, si tu parviens sans malheur à ton but, je reconnaitrai là le doigt de la Providence.

— Je vais essayer, dit l'arnaoute ; aussi bien (pensa-t-il sans doute en se retirant) si les miens sont par trop rétifs, il sera toujours temps de leur lâcher la bride et de prendre par force ce que le Rouméliote veut me donner de si bonne grâce.

Mais, dans ce dernier cas, le butin eût été à partager avec ses soldats, et cette considération fut le ressort de l'éloquence avec laquelle il sut leur persuader encore une fois de regagner leur logis sans esclandre.

Le Rouméliote acquitta religieusement sa promesse. L'argent tarda encore quelque temps à rentrer, et le Bey ne se fit faute, à diverses reprises, de le réclamer vivement ; mais le Pacha avait une réponse concluante :

— La prédiction céleste tarde en effet beaucoup à se réaliser, disait-il : il faut que nous nous soyons trompés. Crois-moi, aide-moi à chercher ce précieux ami auquel le chapelet doit être remis.

— Attendons encore un peu, disait l'arnaoute : le ciel va sans doute se décider.

les Anglais, — l'eurent débarrassé de toute crainte sérieuse, Méhémet-Ali commença à ériger en système les moyens grâce auxquels il avait jusque-là pu se soutenir. Comme il est facile de le comprendre, si l'impôt n'avait jamais eu, en Egypte, d'autre mesure que la discrétion des gouverneurs, il ne possédait, non plus, aucune garantie, et l'accord tacite des Coptes avec les contribuables tendait à le rendre continuellement illusoire. L'immunité dont jouissaient les dotations religieuses, comprenant toutes sortes d'immeubles sous le nom de *ouaqfs* et des terres considérables appelées *rizags*, faisait que le nombre en augmentait de jour en jour, au grand détriment du fisc. A la vérité, ce genre de propriété était grevé de charges assez fortes qui auraient dû incomber au trésor public, telles que l'entretien des mosquées, des écoles publiques, des citernes, et les secours à distribuer aux indigents; mais outre qu'elles étaient en bien petit nombre, l'avidité naturelle des cheiks et des gens de religion savait encore en éluder la plus grande partie. Une fois qu'il eut gagné de l'assurance et se fut senti hors des atteintes du clergé, qui l'avait si puissamment secouru lors du danger, Méhémet-Ali songea à le rançonner tout le premier, suivant la reconnaissance particulière aux ambitieux. Il put colorer cette usurpation du prétexte de procéder à une meilleure exécution

des charges afférentes aux propriétés cléricales, en constituant les cheiks dépossédés créanciers du trésor pour la part qui devait leur rester, une fois ces charges acquittées : mais le trésor du Rouméliote était un fort mauvais débiteur, et dans cette compensation, les cheiks furent encore victimes d'un expédient dont nous allons parler, et qui fut mis en pratique au sujet d'une expropriation plus étendue, dont cette première n'était que le prélude et créait en quelque sorte la nécessité : car celle-ci embrassa tout ce qui restait de propriétaires. Le nombre était encore grand de ces *moultezims*, anciennes créatures des mamelouks, et pourvus par eux de terres en usufruit. Ces gens-là avaient habilement profité de tous les désordres pour ne pas payer d'impôts ; le moins qu'ils faisaient était de frustrer le trésor en amoindrissant l'étendue déclarée de leurs domaines, et cette supercherie n'avait pu s'établir que par la complicité des fonctionnaires coptes (1). On a vu cepen-

(1) Voici comment les choses se passaient. L'ensemble des terres qui ressortissaient d'un même village était généralement divisé en vingt-quatre parties appelée *quirattes*, qui réglaient la délimitation des propriétés dans les titres authentiques, et entre lesquelles se répartissait proportionnellement l'impôt. Mais rien de plus inégal que la valeur de chacune de ces unités, dont quelques moultezims possédaient un certain nombre, tandis qu'un même *quiratte* formait la propriété de plusieurs d'entre eux. Les arpenteurs coptes, lorsqu'ils avaient à soumettre ces terres à une mesure fixe et unitaire, le *feddan*, étendaient ou restreignaient le résul-

dant que, lors des grands préparatifs de la première guerre d'Arabie, le vice-roi, pressé d'argent, frappa les provinces d'un impôt considérable dont, à raison des motifs que nous venons de déduire, et vu l'épuisement résultant des contributions antérieures, il ne rentra qu'une très-faible partie dans ses coffres. Les petits propriétaires et les paysans ruinés désertèrent en masse les cultures, et le Rouméliote profita de cette circonstance pour faire main-basse sur les terres des moultezims, comme il l'avait fait sur celles du clergé. Le palliatif à cette mesure fut l'inscription des moultezims pour une rente viagère équivalente à leur revenu avoué; mais, vérification faite, il se trouva que la valeur de leurs propriétés était généralement double de celle qui figurait sur les registres du miri, lesquels servaient de bases au gouvernement, et le vice-roi aggrava cette réduction en profitant de ce que les mesures unitaires variaient suivant les localités, pour les restreindre à une dimension inférieure à toutes (1). De sorte qu'à supposer que les nouveaux rentiers

tat de leur opération au gré des moultezims auxquels ils avaient affaire, moyennant un pot de vin qu'ils partageaient ordinairement avec le *cheik-el-belad*. Quand les propriétaires ne pouvaient pas payer, — ce qui arrivait communément pour les petits, — le comble de l'équité, aux yeux de ces officiers concussionnaires, était de s'adjuger l'excédant des terres, sauf à n'en pas rendre compte.

(1) L'unité de longueur légale était le *kassabé*, de 3 mètres

eussent eu quelque raison de compter sur la validité de leurs titres, ils se trouvaient, par le fait, réduits au tiers de leur propriété.

Mais les moultezims ne furent pas encore les plus à plaindre ; les cultivateurs fellahs eurent à supporter tout le poids de l'arbitraire, car l'impôt du miri ne subit pas une réduction analogue à celle de l'unité agraire, et pour le même champ pris à ferme, le paysan fut astreint à payer des contributions d'un tiers plus fortes.

VII

Les mamelouks, qui extrayaient 50 millions de l'Égypte, tandis que 40 millions seulement étaient inscrits au miri, se seraient bien gardés d'accaparer des terres aussi productives et de prendre la

85 centimètres, et la mesure *agraire* ou le *feddan*, un carré de 20 kassabès de côté. Le gouvernement réduisit le kassabè à 3 m. 64 c., ce qui rendait le feddan à peu près les $\frac{9}{10}$ de l'ancien ; puis il en diminua encore la contenance en kassabès, et de 400 la porta à $333 \frac{1}{3}$, par une réforme qui n'avait même pas sa raison mathématique d'exister ; ainsi les $\frac{9}{10}$ du nouveau feddan devinrent $\frac{9}{10}$ moins $\frac{1}{6}$, ou les $\frac{11}{15}$ de l'ancien, c'est-à-dire les $\frac{2}{3}$ environ.

moindre responsabilité dans la gestion agricole. Au contraire, possesseurs fonciers d'une majeure partie du sol en vertu des constitutions de Soliman, ils s'étaient hâtés d'en faire la cession à leurs créatures. Leur système consistait à ne s'occuper de la récolte que quand le fruit était mûr, et à laisser le cultivateur dans la croyance qu'il n'aurait à payer que l'impôt légal. Les beys et leurs kachefs intervenaient alors avec toutes leurs avanies, et vidaient radicalement les poches de leurs administrés. Ces exactions fortuites réduisaient bien le fellah à la même condition de misère, mais lui laissaient l'espérance, qui fait travailler. L'accaparement officiel de Méhémet-Ali porta une plus grande atteinte à la liberté individuelle, et ne tarda pas à l'anéantir tout à fait par les conséquences du système qui l'avait fait naître. Méhémet-Ali était profondément pénétré de la valeur agricole de l'Egypte; il savait que ce pays avait tiré de son sol fertile et du Nil tous les éléments de son antique splendeur. Cette idée lui suggéra d'abord la conviction qu'il en obtiendrait tout ce qu'il voudrait, et que le terme de ses embarras serait le moment où il en serait bien réellement maître. On comprend par là le rapide essor qu'il donna à ses projets et à sa fiscalité, et son vif désappointement sous ce dernier rapport.

Il est dans le caractère turc de peu analyser : lorsque le Rouméliote vit que les impôts ne rentraient plus , il attribua le fait en grande partie au mauvais vouloir des propriétaires , un peu aux vices de l'administration, et ne vit rien de l'impossibilité matérielle. En s'emparant des terres qui se refusaient à l'impôt, il crut non-seulement faire pièce aux détenteurs récalcitrants , mais encore consommer un acte de haute prudence et de sage économie. Ce n'était qu'un mauvais calcul, dans lequel se garderait bien de tomber même le simple intendant d'un riche domaine qui se trouverait lésé d'une partie de ses loyers : celui-ci se bornerait à chercher d'autres fermiers, comprenant trop que l'intérêt individuel est l'unique stimulant aux durs travaux du laboureur, et que la perspective d'un gain est toujours plus productive que la loi de la nécessité ou le charme de l'obéissance. Que si Méhémet-Ali n'eût dépouillé d'une main que pour donner de l'autre , sans prendre nul souci de la terre, et se contentant de faire monter les impôts au plus près possible en-deçà de la ruine des contribuables, il eût imité cet intendant dont nous venons de parler ; et quels fermages ! que ceux que peut prélever un despote, sans aucune espèce de contre-poids. En même temps qu'il aurait ainsi évité les inextricables difficultés d'une gestion directe, il



eût encore atténué le caractère violent de la mesure.

VIII

Ce goût d'accaparement conduisit fatalement Méhémet-Ali au monopole absolu sous lequel il finit par être écrasé, et voici par quel enchaînement logique. Les terres provenant de cette *razzia* constituèrent des espèces de glèbes auxquelles les fellahs furent de force attachés. Cet état de choses, qui ne différait du précédent que par un surcroît de misère pour le laboureur, lui laissait encore l'ombre de la liberté et la possibilité de ne pas mourir de faim, lui et sa famille. Il ensemençait son terrain à sa guise, portait son grain au marché, et, quoiqu'il dût compte au fisc d'un impôt hors de raison, il dépendait de son intelligence et de son activité que quelque chose lui restât aux mains. Mais le vice-roi, qui déjà, dans des moments de pénurie, avait conclu quelques marchés de céréales avec les négociants européens, s'était infatué des avantages que lui procuraient ces sortes de transactions, et, pour être mis à même de les continuer, il permit aux fellahs

d'acquitter l'impôt en nature. Ceux-ci, dont nous connaissons le faible pour le numéraire, se réjouirent de l'innovation : les malheureux ! pas plus que leur maître ils n'en pouvaient soupçonner l'effet. Les choses allèrent au mieux dans le commencement ; les *chounes* (1) de Méhémet-Ali s'emplirent, et son négoce fructifia ; mais bientôt les grains libres affluèrent sur les marchés, et créèrent au Pacha une concurrence désastreuse. Son instinct mercantile fut révolté et ne le céda point à ses déceptions fiscales d' auparavant. Incapable d'ailleurs de bien apprécier la véritable cause du mal et de revenir sur une erreur, il n'accusa encore que son infortuné peuple, et se crut volé par lui. Dès lors il ne songea qu'à absorber effectivement tous les produits d'un sol qu'il considérait comme bien et duement sien, et pour être le seul négociant de son royaume, il voulut en être le seul agriculteur. Les fellahs n'eurent plus la disposition d'aucune partie de leurs récoltes : le tout dut être consigné dans les magasins du gouvernement, à un prix fixé arbitrairement. Même les denrées nécessaires à leur chétive nourriture, ces infortunés furent contraints de les racheter plus cher qu'ils ne les avaient vendues. Il va sans dire qu'ils ne subirent

(1) Greniers.

aucune diminution de leurs charges ; que le *miri* continua à être fixé sur le même pied qu'auparavant, qu'on exigea le *ferdè* (1) plus rigoureusement que jamais, que les *corrées* pour les travaux publics, ou ceux des grands, se multiplièrent de jour en jour ; que les épidémies, la famine, la misère et le service militaire enlevèrent graduellement les meilleurs bras aux travaux agricoles ; qu'un grand nombre de fellahs valides, dans l'impossibilité de faire rendre à leur champ la récolte *prescrite*, l'abandonnèrent et s'enfuirent dans le désert. Tous ces désastres ne purent dessiller les yeux du Rouméliote : il lui fallait son compte, et les fellahs seuls furent tenus responsables même des énormes concussions, du gâchis immonde d'une administration rendue plus nombreuse encore par l'affermage général du **Pacha**. Cependant le génie qui l'animait dut rester un moment interdit devant la désertion, le dépeuplement et les terrains en friche : comment parer à ces inévitables causes de pertes ? Méhémet-Ali trouva un moyen, et ce fut là, sans doute, le chef-d'œuvre de son imagination en matière de fiscalité. Ce moyen consista à établir la solidarité de la dette entre tous ses sujets et dans toutes les parties du territoire, de façon que si un village, par une des

(1) Capitation.

nombreuses causes que nous venons d'analyser, se trouvait dans l'impossibilité de payer l'intégralité des sommes ou des récoltes exigées, le village voisin soldait le déficit, outre sa quote-part. Des communes payèrent pour des communes, des cantons pour des cantons, et quand il fut arrivé à établir cette solidarité de province à province, Méhémet-Ali fut en droit de juger son système parfait, et de se croire désormais à l'abri de revers financiers.

IX

Comme on ne levait l'impôt qu'après les récoltes livrées et emmagasinées, il est certain que si, à cette époque, les fellahs en eussent eu l'argent dans leur poche, il aurait été plus que difficile de l'en extraire ; en acquit de leurs fournitures, on leur délivrait donc des *teskerès* (1), qu'ils donnaient eux-mêmes assez volontiers à valoir aux agents du fisc. Ceci réglé, restait le bâton pour leur prendre les espèces, et un fellah n'a ja-

(1) Récépissés.

mais manqué de se laisser pousser jusqu'à ce moyen de persuasion avant de payer. De cet accaparement absolu, il résulta aussi d'étranges mécomptes et les plus dures calamités. Guidé par ses prévisions ou par les rapports de ses agents, souvent le Pacha, dont les greniers regorgeaient de grains, refusait d'en vendre à l'intérieur la portion nécessaire, dans l'espoir d'un bon placement à l'étranger : on voyait alors une disette se déclarer au sein de l'abondance, et après une riche moisson. Parfois aussi ce calcul était déjoué ; les mercuriales baissaient sur tous les marchés. Le vice-rôl, répugnant à vendre à bas prix, différant de s'exécuter jusqu'au moment où son grain se détériorait. Pareille chose arriva en 1829 ; les fellahs souffraient d'une cruelle famine pendant que des montagnes de céréales étaient en germination dans les magasins du gouvernement. L'année suivante, la disette fut réelle ; le Nil ne monta pas à la hauteur voulue, et le peuple de la Basse-Égypte en fut réduit à manger d'un pain fait avec des graines de coton.

Certes, les Pharaons avec leur administration dévorante étaient distancés, et jamais gouvernement ne se montra plus insensible aux malheureux courbés sous sa loi. C'est là le mauvais côté de Méhémet-Ali, et ses plus intrépides panégyristes ont réculé, nous ne dirons pas seulement devant

l'apologie de pareils actes, mais même devant la responsabilité d'en dissimuler le côté révoltant. Quelques écrivains, auxquels l'intérêt et la reconnaissance imposaient la loi d'atténuer la vérité, ont vainement épuisé à cette tâche ingrate leur talent et leur dévouement. Le véritable aspect des choses, masqué sous les fleurs de leur rhétorique et de leur statistique, se fait jour dans quelques réticences et dans la maladresse de certaines justifications. Une seule considération doit faire tomber tout l'échafaudage de leurs faux raisonnements : c'est la dépopulation croissante de l'Égypte sous Méhémet-Ali, cet indice bien irrécusable d'une administration vicieuse. Les 6,000,000 d'habitants de la terre des Pharaons et des Ptolémées, réduits à 4 lors de la conquête d'Amrou, à 2 sous le despotisme des mamelouks, n'ont jamais pu remonter qu'à 2,500,000, d'après l'estimation des historiens les plus prévenus en faveur du Rouméliote; encore ce chiffre a-t-il été donné à une époque où l'ordre de choses établi par lui n'avait pas encore, pour nous servir de l'expression, sorti son plein et entier effet. Plus tard, la peste, le choléra, les guerres, et plus que tout cela, la misère, lui ont fait une rude brèche, et à l'époque où le Pacha d'Égypte attirait le plus l'attention du monde, lorsque son nom était prôné par la pu-

blicité européenne comme celui du rénovateur de la *nationalité* arabe, il est certain que la population égyptienne était descendue au-dessous de ce nombre de 2,000,000, qu'expliquait si bien la barbarie des mamelouks. Mais, comme nous l'avons fait pressentir, Méhémet-Ali, par sa nature et par son ignorance, était moins coupable encore que les gens qui l'encourageaient dans cette voie, moins surtout que ceux qui, ayant les tristes effets sous les yeux, avaient le courage d'en entreprendre l'éloge motivé, les étouffaient sous leurs mensonges officiels et officieux, et en imposaient aussi bien à ce rude et inculte génie lui-même qu'à l'opinion publique.

X

Nous venons de voir Méhémet le seul propriétaire, le seul agriculteur, le seul négociant de ses États : nous l'en verrons bientôt l'unique industriel. Car ce sont les hommes d'un caractère énergique et entreprenant qui paient le plus large tribut à l'entraînement des choses et à la logique des circonstances. Il faut ajouter que notre héros, mieux

que tout autre, subit l'influence de son entourage, et qu'en conservant toujours un certain prestige sur les gens qui l'approchaient, il céda à leurs suggestions jusqu'au point de devenir plus tard leur dupe ; et cela arriva lorsque la résistance du Pacha aux bons conseils fut mise en balance avec l'intérêt des conseillers, car c'était la porte toute grande ouverte aux mauvais. Méhémet-Ali n'avait aucune estime pour les gens de sa nationalité ; il ne partageait ni leur fanatisme, ni leur flegme, ni l'amour de leur crasse ignorance ; ignorant lui-même, il en ressentait un tel déplaisir, qu'à l'âge de quarante-cinq ans il se mit à apprendre les premiers éléments de la lecture et de l'écriture. Ce fut un cheik qui lui montra à écrire, et une esclave de son harem lui enseigna l'alphabet. Méhémet-Ali considérait donc ses compatriotes comme des instruments passifs : il s'en servait, mais ne prenait jamais leurs avis. Son instinct le poussait à accorder sa confiance aux étrangers, dont il ne voyait que la supériorité intellectuelle, sans jamais suffisamment s'inquiéter de leur valeur morale. Dans l'origine, ce fut par le désir d'augmenter ses richesses qu'il appela les Européens à son aide, et il eut le bonheur de rencontrer des gens de cœur et de mérite, qui mirent une grande conscience à le servir ; mais le bruit de cette facilité du puissant Pacha à accueillir les

gens du dehors s'étant répandu, une nuée d'intrigants et d'aventuriers s'abattit sur l'Égypte, et occasionna une nouvelle plaie à ce malheureux pays. Nous ne rapporterons pas toutes les cruelles déceptions que cette *xénomanie* valut à Méhémet-Ali ; parmi les entreprises sans nombre dans lesquelles il fut induit à se jeter, nous ne mentionnerons que celles qui paraissaient devoir tourner à son profit ou à celui du pays en général.

XI

De bonne heure, Méhémet-Ali avait songé à établir sur les bords du Nil des manufactures qui l'affranchissent du tribut considérable qu'il payait à l'industrie européenne. La première idée lui en fut donnée par MM. Bokty, consul de Suède, et Drovetti, consul de France, qui restèrent ses intimes amis pendant les longues années qu'ils passèrent en Égypte. Mais, pendant un laps considérable de temps, il fut impossible de rien faire à cet égard qui ne fût point infructueux. Débarrassé des soucis de la guerre d'Arabie, le vice-roi revint à son projet favori. En 1823, il

fit venir un mécanicien français, M. Jumel, pour qu'il lui montât des filatures; mais M. Jumel était destiné à lui rendre un bien plus grand service encore. Le sol de l'Égypte produisait les deux espèces de coton, le coton herbacé, plante annuelle dont les usages étaient très-restreints, et qui servait principalement de rembourrure, et le coton arbuste, cultivé dans quelques jardins, et dont la laine, plus fine et plus longue, n'avait encore été filée que par la main des femmes au fond des harems. M. Jumel, ayant remarqué dans le jardin d'un des officiers de Mchémét-Ali un de ces beaux cotonniers à duvet long et soyeux, fit la proposition de le planter en plein champ. Les essais préparatoires furent couronnés de succès, et le vice-roi, sentant tout de suite l'importance de cette culture et quel surcroît de richesses elle pourrait procurer à l'Égypte, l'organisa sur un vaste pied, et l'encouragea par tous les moyens. Il fit établir des métiers à roue pour l'arrosage, et donna quelques avantages aux fellahs cultivateurs: leurs récoltes furent reçues à des prix élevés et en déduction de l'impôt, si bien qu'en peu de temps le coton arbuste couvrit les plaines du Delta, et que par contre-coup, la culture des autres produits fut négligée. Le coton égyptien à longues laines entra bientôt en concurrence sur tous les marchés de l'Europe avec ceux du Bengale et de l'A-



mérique, et produisit une baisse considérable sur cet article, car en peu d'années l'Égypte put en verser 400,000 quintaux dans la consommation.

XII

Cette grande révolution agricole devait en amener une autre dans la culture d'un produit qui a une étroite relation avec le précédent. Le soleil d'Égypte faisait aussi mûrir ce précieux végétal, dont la feuille macérée donne la fécule appelée indigo. Une meilleure et plus considérable production du coton appelait l'amélioration de l'indigotier ; car la couleur fournie par celui-ci devait servir à teindre les tissus faits avec l'autre. Jusqu'alors les fellahs l'avaient préparé grossièrement ; après l'avoir détrempé à l'eau chaude, ils mêlaient à la fécule un tiers de terre glaise, et faisaient sécher les pains en plein air, de sorte que le vent y introduisait du sable et d'autres substances hétérogènes. L'indigo d'Égypte avait acquis dans le commerce un renom d'impureté, et était rejeté sur tous les marchés d'Europe. Méhémet-Ali fit venir du Bengale des fabricants qui enseignèrent aux fellahs

les procédés suivis dans l'Inde pour cette manipulation. Cette plante aime les terres qui ne sont pas trop grasses, et qui surtout sont susceptibles d'être irriguées ; le vice-roi, fit choix des plus limoneuses, de celles qui, pouvant être arrosées en toute saison de l'année, étaient le mieux appropriées à la nature de ce végétal : huit ou dix indigoteries s'élevèrent presque simultanément dans la vallée du Nil, surtout dans le Nord. Les produits de la récolte, en 1833, s'élevaient à 77,300 okes. Cependant, en dépit de toutes les leçons, les fellahs ne purent se défaire complètement de leurs mauvais procédés de fabrication, et les indigos d'Égypte contenant toujours beaucoup de substances étrangères, persévérèrent dans leur mauvaise réputation. Cette même année 1833, il y en eut dans les magasins jusqu'à 200,000 okes invendus. M. Rocher, chimiste français, offrit de les purifier ; le vice-roi ne voulut pas entreprendre cette opération, et préféra baisser les prix.

XIII

Grand est encore le nombre des tentatives de Méhémet-Ali dans le domaine des réformes agricoles. Jadis l'opium de la Thébaidé était si renommé, qu'on le désigne encore aujourd'hui, dans nos officines sous le nom d'*extrait thébaïque*. Le vice-roi, pour donner une nouvelle activité à cette branche d'agriculture, depuis longtemps tombée en désuétude, fit venir de l'Asie-Mineure des Arméniens consommés dans la pratique. Après divers essais, quand les résultats parurent satisfaisants, on procéda sur une large échelle, et ce nouveau produit ne tarda pas à acquérir une grande importance. En 1833, la récolte de l'opium s'éleva à 14,500 okes, que le Pacha vendit 110 piastres l'oke.

Longtemps on avait été dans l'idée que le climat d'Egypte, à cause de sa sécheresse, n'était pas propre à la culture du chanvre. Le vice-roi, à qui le projet d'avoir une flotte imposait un impérieux besoin de cet article, ne se tint pas pour suffisamment convaincu : en 1827, il chargea un français de

Grenoble d'enseigner aux fellahs la manière de faire venir et de préparer le chanvre. Les premières expériences eurent lieu dans quelques villages riverains et à Mansoura, où l'humidité de l'automne et de l'hiver favorise la croissance de cette plante : elles furent assez bonnes pour donner de légitimes espérances. Cette culture prit momentanément une extension qui remplit les vues de Méhémet-Ali, et lui permit d'en appliquer les produits à la flotte. Plus tard, et lorsque la marine égyptienne eut dit son dernier mot dans la vie politique du Pacha, le chanvre fut à peu près abandonné.

Il faut ranger au même chapitre de progrès agricoles l'introduction du mûrier et des vers à soie, quoique l'industrie sérigène n'ait jamais fait florès en Egypte ; celle de l'olivier, qu'on n'avait jamais vu que dans les champs du Fayoum et dans quelques jardins des environs du Caire, et qui parvint à se répandre dans toute la vallée du Nil, grâce aux efforts persévérants du vice-roi et de son fils Ibrahim-Pacha. Cependant l'olive égyptienne est restée d'une qualité inférieure, charnue, grosse, sans être onctueuse, et fournissant une huile aqueuse de mauvais goût.

Somme toute, ces innovations furent loin de produire tous les avantages qu'en attendait leur promoteur, et que l'on fit trop souvent accepter

comme réels à sa crédulité, à son désir passionné. Elles étaient d'abord, dans leur germe, frappées du même principe de stérilité qui affecta, on peut le dire, la plupart des créations du vice-roi : imaginées pour donner des résultats hâtifs, beaucoup d'entre elles n'eurent même pas la durée de son existence ; quelques-unes furent mort-nées. La raison doit en être principalement attribuée à ce monopole, dont nous sommes loin d'avoir épuisé les méfaits, et qui fut cependant, le croirait-on ? le principal titre de Méhémet-Ali, dans la langue des thuriféraires, au surnom de *ré-générateur de la nationalité arabe*. Quel intérêt les cultivateurs pouvaient-ils prendre à des améliorations qui, loin de leur être profitables, ne faisaient que leur apporter une aggravation de soucis et de travaux ? Aussi, une fois livrés en leurs mains, tous ces nouveaux procédés périlclitaient ; ces fruits, ces produits riches ou savoureux, ils ne devaient jamais en jouir, ils n'en connaissaient même pas l'usage. Il aurait donc fallu que le Pacha prît aussi le monopole de la surveillance. Quand il était occupé de la naturalisation d'une espèce exigeant une attention soutenue, les premiers essais s'accomplissaient bien sous ses yeux ; mais, aussitôt qu'il avait vu ou supposé le succès, force était d'en livrer la suite aux Turcs, aux Grecs ou aux Arabes ; bientôt, faute de soins, le végétal mourait, et

on en concluait qu'il ne pouvait s'acclimater en Egypte. Encore, si pour chaque espèce le vice-roi eût créé un fermier et eût consenti à lui laisser quelques profits ; mais il ne voulait que des employés, des directeurs relevant immédiatement de son autorité souveraine, tant il craignait de perdre aucune parcelle du riche bénéfice qu'il se promettait ; pour ne pas accorder le moindre gain licite, il se faisait indignement voler. En toute chose, son absolutisme, sans objection possible, appelait la tromperie ; car Méhémet-Ali, cet homme qui déploya tant de finesse et de pénétration pour rouer ses adversaires, fut la dupe continuelle de ses créatures, et eut toujours, à leur endroit, un épais bandeau sur les yeux. Petits et grands, à tous les degrés de l'échelle administrative, s'entendaient pour ériger la concussion en système, et comme il était difficile que le fellah fût victime d'un surcroît d'exactions, c'est leur maître qui devait en souffrir.

Ce fut une espèce de franc-maçonnerie pour le mal, dont un plus avisé même que le Rouméliote eût eu de la peine à se garantir. En effet, jamais d'empêchements, de difficultés ; tout était possible ; tout devait se faire : c'était le servilisme non-seulement de l'esprit, mais du sens commun. Méhémet-Ali pêchait par l'instruction première ; mais il s'était habitué à compter de tête, et

il ne faisait ainsi que trop de calculs. Il supputait par avance son revenu, et distribuait en conséquence les cultures dans les provinces. Très-rarement il recevait un démenti ou une observation : on savait bien que la plus légère contradiction à cet égard amenait une disgrâce. Mais on n'ignorait pas davantage que le maître serait dans l'impossibilité de vérifier ses calculs, et que, pour tout contrôle, on n'aurait affaire qu'à d'autres employés. Avec ceux-ci il n'était pas difficile de s'arranger : au rebours du proverbe, il valait bien mieux, là, compter avec ses saints qu'avec le dieu lui-même. Presque tous les ans, Méhémet-Ali, qui avait le préjugé de *l'œil du maître*, faisait une tournée dans les provinces pour tout voir par lui-même, ou, comme le disaient alors ses historiographes, pour encourager l'agriculture. C'était la seule mauvaise chance, la seule épée de Damoclès suspendue sur la tête des effrontés dilapidateurs, et ils appliquaient toute leur ingéniosité à la conjurer, ce à quoi leur servait admirablement l'accord tacite qui régnait parmi tous les employés pour cette œuvre malfaisante. Il se passait alors une de ces comédies qui se jouent plus ou moins bien dans tous les gouvernements dont un seul est l'arbitre suprême, comédies qu'un célèbre courtisan russe eut l'audace de pousser, pour sa souveraine, jusqu'à la féerie, en transformant un désert en des

champs cultivés et peuplés..... de décors. Quand un gouverneur de province recevait ainsi l'avis de la visite du Pacha, grand était son émoi, et plus grande encore son activité. Sur-le-champ les écrivains étaient mis à l'ouvrage, et des courriers partaient dans toutes les directions pour donner le mot d'ordre : surtout, pas de plaintes ! Qu'aucune réclamation n'arrive aux pieds du maître pour faire tache sur le tableau de félicité générale dont il faut régaler ses yeux. Le gouverneur a son thème tout fait ; il sait à l'avance, par les indiscretions de l'entourage du Pacha, sur quoi il va être consulté : d'ailleurs, c'est presque toujours des cultures et des moissons que le Pacha s'enquiert : elles seront donc toujours parfaites. Le point capital, dès son arrivée, est d'obtenir un sourire. Alors la comédie succède à la mise en scène. Rusé non moins que crédule, le Pacha, satisfait des réponses, croit devoir faire comme ce quidam du roman de Don Quichotte, qui, apportant à son tailleur du drap amplement de quoi tailler un habit, et le voyant acquiescer facilement à sa commande, parvient jusqu'à lui faire promettre d'en confectionner cinq avec la même étoffe. « J'ai besoin, dit le Pacha, de deux mille ardebs de fèves, de cinquante mille ardebs de blé : les avez-vous ? — Comment donc ! Votre Altesse ! — J'ai vu de beaux champs de blé en passant, ajoutez-

t-il ; combien un feddan rapporte-t-il d'ar-debs ? — Six , sept , Votre Altesse. C'était faux. — Dans un canton du Bahirè, réplique le vice-roi, la terre rend davantage. » C'était encore moins vrai ; mais le gouverneur se penchait en saluant sans dire mot. Il s'est trouvé tel gouverneur qui s'est engagé à une fourniture considérable de grains sans en avoir un atôme en magasin. Arrivait enfin le moment de la présentation des notables. Ces pauvres fellahs, dépouillés, ruinés pour la plupart, se seraient bien gardés de proférer une apparence de plainte ; tout était pour le mieux dans leurs cantons ; ils avaient des bras, de l'eau, des bestiaux en suffisance ; c'était un hosannah sans fin sur le bonheur de vivre en ces temps prospères. Son Altesse daignait sourire, le gouverneur était radieux, et les malheureux, pour se mettre à l'unisson, se mettaient aussi à rire. Le lendemain, le vice-roi visitait les environs ; mais les ordres du gouverneur l'avaient précédé, quoiqu'il se mît toujours en route de bonne heure. Dès l'aube, on avait placé du monde aux canaux, dans les champs, les charrues étaient attelées ; on faisait passer le vice-roi dans des sentiers bordés de terres couvertes de riches moissons ; partout l'image de l'abondance et de l'activité, et Méhémet-Ali s'en retournait emportant la plus haute idée de son délégué, qui n'était qu'un fripon. Veut-on sa-

voir, au rebours, comment les employés intègres étaient traités? Achmet-Menikli-Pacha, le même qui vient de prendre part à l'expédition de Crimée, était un des plus braves, des plus habiles et des plus dévoués généraux de Méhémet-Ali ; après la campagne de Syrie, dont nous aurons bientôt l'occasion de parler, on lui donna, à titre de récompense, le gouvernement d'une province de la Haute-Egypte. C'était la première fois qu'il voyait d'aussi près la misère des fellahs, la corruption des employés subalternes, leurs dilapidations, leurs concussions sans nombre. Il en fut épouvanté, et écrivit au Pacha que, n'apercevant aucun remède à cet état de choses, il aimait mieux résigner son emploi, que d'être obligé à suivre les traces de ses prédécesseurs. Achmet-Pacha reçut l'ordre de remettre les insignes de son grade au ministre de la guerre ; aucune retraite ne lui fut accordée, malgré ses nombreux services militaires et ses blessures. Ce ne fut que plusieurs mois après cette disgrâce que Méhémet-Ali le nomma gouverneur de son fils Saïd-Pacha.

XIV

Ceci nous conduit naturellement à apprécier,

au point de vue général, l'administration organisée par Méhémet - Ali. A ce sujet, les opinions ont été bien différentes, comme sur tout ce qui concernait le chef de l'Egypte. Nous venons de mettre le mal en relief en montrant la vénalité et la fourberie des employés ; pour être juste, il nous faut reconnaître le bien accompli, et c'est ce qu'on ne saurait faire sans se reporter à l'état des choses avant le Rouméliote, et sans établir une comparaison qui reste certainement à son avantage.

On se rappelle à quels concurrents Méhémet-Ali fut obligé de disputer le pouvoir, et quelle anarchie régna dans toute l'étendue de l'Egypte pendant le temps de cette lutte. Certes, on aurait eu de la peine alors à découvrir le moindre élément d'administration, la plus légère trace de hiérarchie et de subordination. Méhémet-Ali commença à asseoir son autorité militaire, sans s'occuper du reste, et c'est à cette idée fortement conçue et non moins énergiquement exécutée, qu'il dut de pouvoir repousser la dangereuse invasion des Anglais. Que cette invasion eût eu lieu deux ans plus tôt, comme nous l'avons déjà fait remarquer en son temps, et l'Egypte passait sans retour sous la domination britannique. Ce n'est qu'à partir de ce moment que le nouveau chef de l'Egypte se trouva assez solidement assis

pour essayer de mettre un peu d'ordre dans le gouvernement de ses Etats. Voici, après plus de dix ans d'efforts, les résultats qu'il avait obtenus et le régime qui subsistait encore en 1820.

Le chef de l'administration civile était le *kiaya-bey*, comparable en beaucoup de points à un ministre de l'intérieur; ce fonctionnaire avait sous lui beaucoup d'employés de divers ordres. Il y avait un ministre de la guerre pour l'administration militaire et la direction de l'armée. La justice était administrée par le *cadi-askar*, ou grand-juge, qui relevait de la Porte, et était assisté par les gens de loi. La police était du ressort du chef des agas (*bachi-aga*) et de l'*ouali*, ce dernier remplissant les fonctions d'un commissaire pour maintenir l'ordre et la tranquillité. Les marchés et le service des subsistances regardaient le *mahteseb*. Les contrats étaient stipulés devant le *cadi*. Le trésor était confié à la garde du *kasnadar*, le grand-sceau au *murhudar*, et les troupes formant la garde du prince au *seligdar*.

Quelque imparfaite que fût cette administration, elle avait peut-être le mérite d'être plus en rapport avec les mœurs et les traditions du pays que celle que Méhémet-Ali lui substitua plus tard. Cette nouvelle réforme arriva en 1826, à l'époque où le vice-roi commença à tomber entièrement sous le joug des Francs et de leurs idées,

et à perdre, par cela même, quelque chose de sa grande individualité. Il voulut donc avoir un système administratif à l'européenne, comme le reste; mais malheureusement, là ainsi que partout, il ne trouvait que des Turcs pour instruments, et si le besoin d'un changement se faisait sentir, c'était moins dans le système que dans les hommes. Méhémet-Ali abolit d'abord l'ancienne division en quatorze provinces, si populaire qu'elle est toujours restée dans l'usage commun, même pour les réformateurs. L'Egypte fut répartie en sept grands gouvernements ou *moudyrliks*, dont les chefs furent les *moudyrs* (au propre, intendants). Ces *moudyrliks* se subdivisaient en soixante-quatre *mamourliks*, administrés par soixante-quatre préfets ou *maimours* (subdélégués), chaque *mamourlik* en *nazirliks*, à la tête desquels étaient les nazirs, et enfin, les *nazirliks* en communes ou villages, toujours régis par ces espèces de maires, nommés cheiks-el-belad. Ces dignitaires se contrôlaient l'un l'autre; chacun exerçait une surveillance sur son inférieur, duquel il devait recevoir les rapports, qu'il transmettait substantiellement à l'autorité supérieure.

Nous laissons à penser si cette machine administrative compliquée, modelée sur celle de Napoléon, que le Rouméliote affectait d'imiter en tout, pouvait avoir le ressort et l'énergie qui dis-

tinguaient son prototype. Ajoutez qu'au milieu de tout cet appareil de réformes, la grande, la vraie préoccupation de Méhémet-Ali étant d'augmenter ses revenus, chacun de ces fonctionnaires devenait responsable des impôts dans le cercle de son autorité ; et comme le cheik-el-belad, le dernier, ne pouvait user d'autre argument envers ses administrés que la *contrainte par coups*, cette jurisprudence administrative se transmettait par ricochets, et le bâton resta toujours une moyenne et extrême raison de gouvernement.

Là ne se borna point cette intempestive copie ; il y eut autant de départements ministériels que dans les Etats les plus considérables ; la guerre, les affaires étrangères, les finances, la marine, le commerce, etc., eurent chacun leur titulaire, avec des conseils ou divans respectifs, et une multitude d'écrivains coptes à la suite. On créa un conseil d'Etat pour avoir la main haute sur toute l'administration, un conseil privé spécialement attaché à la personne du souverain et formé, dit un historiographe de l'époque, *dans la crainte que le vice-roi ne se laissât trop facilement entraîner à l'arbitraire que sa position lui permettait d'exercer*. Nous citons textuellement. Enfin, pour tout couronner, en 1829, au moment des vives luttes parlementaires de la France, le Rouméliote, séduit sans doute par l'éclat qu'elles projetaient dans le

monde, voulut avoir, lui aussi, ses *assemblées électorales*, sa chambre représentative, peuplée de cent quatre-vingt députés, qui se chargeraient de soutenir les intérêts des fellahs !... Nous croyons même, nous n'en sommes pas bien sûr, que chaque département eut son conseil général. Si nous avons le dessein d'égayer nos lecteurs, nous leur peindrions l'ignorance, la paresse et la vénalité des fonctionnaires turcs aux prises avec les rouages compliqués de cette machine administrative, qu'ils eurent bientôt mise en pièces, et aux débris de laquelle ils restèrent attachés comme à des entraves. Quand nous songeons, cependant, que ce fut là le fondement de la popularité de Méhémet-Ali en France, et qu'après avoir provoqué ces réformes, les meneurs eurent l'art de les faire accepter par l'opinion publique jusqu'au point de transformer le Rouméliote, le vainqueur des Hellènes, en un instrument d'opposition libérale qui battit en brèche, dans de graves occasions, et successivement, plusieurs ministères, — nous n'aurions pas le droit de plaisanter sans qu'il en retombât quelque chose sur notre patrie, et nous sommes certainement trop respectueux pour cela.

XV

Méhémet-Ali, dans ce bouleversement complet d'une routine si invétérée, ne sacrifia rien de son idée dominante ; il voulut, quoi qu'il arrivât, rester le maître absolu et ne rien abandonner de son cher monopole. Peut-être bien qu'en ce dernier point, ses conseillers Francs partageaient son avis. D'ailleurs, ces réformes, sous un certain rapport, étaient encore une concession à cette pensée unique : en prenant quelques-uns des usages et les institutions des nations chrétiennes, le Pacha croyait trouver le secret de leurs richesses et de leur puissance, et tombait ainsi, avec beaucoup de bons esprits, dans cette erreur qui consiste à croire que les peuples se transforment sous l'influence des lois, — tandis que celles-ci ne sauraient être que le fruit naturel du caractère des peuples. Quoi qu'il en soit, Méhémet-Ali continua à tenir seul tous les fils de cette vaste trame qui avait nom monopole, et pour tout ce qui concernait cette importante matière, il ne s'en fia qu'à lui-même et à un *alter ego*, un Giaffar de cet autre

Haroun-al-Rachid. Ce personnage joua sous son règne un rôle trop important pour que nous n'en esquissons pas une biographie.

XVI

Boghos-Joussouf, Arménien d'origine, naquit à Smyrne, et y fut élevé. Comme il manifesta, dès son bas âge, l'aptitude des gens de sa nationalité pour l'étude des langues, ses parents dirigèrent son éducation pour faire de lui un drogman, et c'est en cette qualité qu'il fut d'abord employé auprès du consul d'Angleterre. Mais ces fonctions ne procurent qu'indirectement la richesse, et le jeune Joussouf, qui ne mentait pas plus à sa race sous le rapport de l'avidité que sous d'autres, voulut en même temps essayer du commerce ; il trouva cependant, pour s'associer à cet effet, un compatriote plus fin que lui ; car un beau jour l'associé disparut avec la caisse. Cette déconfiture obligea Boghos à abandonner le lieu de sa naissance, et il vint à Chypre, où il eut l'occasion de nouer des relations avec M. Morier, secrétaire de lord Elgin, ambassadeur auprès de la Porte, qui

revenait de remplir une mission près du grand-visir, au camp de Jaffa. C'était, comme on le voit, immédiatement après l'évacuation de l'Égypte par l'armée française. M. Morier procura à Boghos des lettres de recommandation pour son chef, muni desquelles notre Arménien s'embarque pour la Syrie, voyage dans le Liban et vient enfin dans le camp de l'armée, où par hasard se trouvait un sien parent, sérafe du reis-effendi (1). Justement la peste venait d'enlever le drogman du grand-visir ; grâce à l'entremise de son parent, Boghos fut pourvu de ce poste important. Il suivit le prince musulman au Caire, et revint avec lui à Constantinople. Là le grand-visir n'avait plus besoin d'un drogman particulier ; pour témoigner cependant à Boghos sa satisfaction de ses services, il le renvoya en lui assignant une pension de 500 piastres par mois sur ses revenus des provinces moldo-valaques. Il y avait strictement de quoi vivre, mais c'était une goutte d'eau pour un homme très-altéré. Boghos se remit à solliciter, et il obtint l'emploi de drogman auprès d'Ali-Djézairly, lors de la promotion de celui-ci au gouvernement de l'Égypte. Le traitement de Boghos ne dépassait pas 6,000 piastres

(1) Nous avons déjà donné la signification de ces deux qualités ; la première veut dire au propre changeur, et qualifie, en général, un homme livré au commerce si varié de l'argent ; la seconde signifie secrétaire d'État aux affaires étrangères.

annuels, à prendre sur l'Hôtel des monnaies du Caire ; mais il se doublait de l'occasion et de l'aléatoire, les meilleures sources de richesse. Il accompagna son patron à Alexandrie, et sut le quitter à point dans son malheur ; il s'attacha alors à Méhémet-Ali, dont la fortune commençait à se dessiner nettement. Toutefois, elle n'était pas tellement indiscutable, que le dévouement de l'Arménien ne fût sujet à quelque réticence. Un jour le Rouméliote, pressé d'argent pour payer ses soldats, met à contribution la bourse de ses officiers, celle de sa maison : chacun doit fournir sa quote-part, et l'interprète est taxé à dix bourses. Boghos répond d'abord en toute humilité qu'il est loin de posséder cette somme. Nouvelles instances de Méhémet, refus persévérant de Boghos. Le Pacha, irrité de ce qu'il considère comme une ingrate lésinerie, ordonne qu'on le conduise sur-le-champ à Boulac, pour de là être dirigé sur Damiette et expulsé de l'Egypte. Fort heureusement pour Boghos, des amis intercedent ; l'un d'eux, qui gérait par intérim le consulat - général d'Autriche et de Russie, envoie prier le vice-roi de laisser le disgracié au Caire quelques jours encore, pour lui donner le temps de régler ses comptes avec les négociants. Méhémet-Ali y consent, à la condition que Boghos ne sortira pas de la maison consulaire, sous peine

de la vie. Comme tous les caractères irascibles, celui du Rouméliote revenait toujours, après l'explosion, à de meilleurs sentiments. D'ailleurs Boghos avait su se ménager des protecteurs puissants, justement en raison de l'influence qu'il avait déjà acquise sur son maître : de ce nombre étaient Omar-Bey et Salè-Kock, et surtout Hassan-Pacha. Méhémet-Ali ne pensa plus à son interprète, et celui-ci put poursuivre secrètement l'œuvre de sa réintégration dans son poste ; il n'y réussit qu'au bout de trois ans, après s'être faufilé dans les bureaux du divan-effendi et avoir rendu ses services en quelque sorte indispensables. Depuis sa retraite, sa place n'avait pas été occupée ; M. Bozari, médecin du vice-roi, lui avait tenu lieu d'interprète ; mais il était rebuté des fatigantes assiduités que ce surcroît de fonctions lui occasionnait ; sachant, du reste, sa faveur inébranlable, il voulut bien oublier son ancienne rivalité avec Boghos, et entreprit de le faire rentrer dans les bonnes grâces du vice-roi. Il choisit un moment propice, et un beau jour le présenta à la cour, sans aucune préparation : il savait bien que tout dépendait du premier coup d'œil du maître. Sans doute l'accueil fut tel que Boghos le désirait, car il se précipita aux pieds de Méhémet-Ali, lui baisa la main, et tout fut dit. De ce jour, Boghos se jura de ne jamais compromettre

une faveur si heureusement reconquise, et il se tint parole ; l'intimité du vice-roi et de son interprète fit de tels progrès qu'elle suscita la jalousie de ceux-même qui avaient aidé à la faire renaître : mais l'Arménien avait cette fois jeté l'ancre au bon endroit, et compris enfin qu'il fallait, même pour sa fortune, faire ses plus chers intérêts de ceux de son maître.

Cet exemple prouve que si en Orient la possession de plusieurs langues est un sûr moyen de parvenir à un poste élevé, la souplesse, la ruse et le bon sens sont, là comme ailleurs, les seules qualités propres à s'y maintenir. Boghos, qui fut plus tard promu à la dignité de bey, aux fonctions simultanées de ministre du commerce et des affaires étrangères, resta pendant plus de trente ans le seul confident des pensées les plus secrètes de Méhémet-Ali, son unique conseiller et le principal exécuteur de ses volontés. Prince et ministre s'entendaient admirablement pour se rejeter l'un l'autre les détours, les refus, les atermoiements qui convenaient à la politique du vice-roi. Un homme comme Boghos, dans les états despotiques, est comme ces tampons à ressorts établis entre les wagons pour amortir le choc de toutes les rencontres ; l'élasticité de son caractère pliait à la fois sous la volonté de son maître et sous la pression extérieure, de façon à faire souvent céder l'une

et l'autre. Le drogman arménien a donc rendu plus de services au Pacha que tout le fatras administratif que l'astuce du Rouméliote se laissa peut-être imposer pour donner le change à cette Europe, à laquelle il soupçonnait qu'il aurait bientôt affaire.

XVII

D'unique propriétaire, devenu unique agriculteur, et de seul agriculteur, seul commerçant, Méhémet-Ali avait été obligé de fermer successivement toutes les sources d'activité à son peuple, comme autant de soupapes par où se serait échappée la force de la machine. Vendeur exclusif dans ses Etats, il avait fallu qu'il n'y eût pas d'autre acheteur que lui, car ce dernier débouché livré à la liberté individuelle eût encore tout absorbé, par cette loi d'équilibre qui est aussi vraie en économie sociale qu'en hydraulique. Par exemple, si le fellah avait été libre d'acheter les objets de ses besoins à d'autres qu'au gouvernement, il aurait commencé par rechercher le blé qu'on lui faisait payer si cher, et on aurait fini par importer les

céréales en Égypte. Mais cet inéluctable équilibre, que le Rouméliote combattait victorieusement chez lui, et qu'il croyait avoir terrassé, lui porta ses plus rudes coups du dehors. Méhémet-Ali disposant de tous les produits de l'Égypte, faisait bien les prix qu'il voulait aux négociants étrangers, mais se présentant comme le seul consommateur au nom de son peuple, les négociants lui rendaient nécessairement la pareille pour les objets qu'il était contraint d'acquérir. Il y a plus, comme il avait plutôt besoin de ces objets qu'eux de ses produits, et que pour l'écoulement d'un article sur un marché, la demande doit être supérieure à l'offre, il arrivait le plus communément que le Pacha gardait ses magasins encombrés pendant qu'on lui faisait payer très-cher ce dont il manquait. C'est ainsi que la statistique commerciale venant le prendre à la gorge, Méhémet-Ali voyait baisser ses revenus quand, après une bonne récolte, il les croyait augmentés. Or, il possédait la plupart des matières premières, le coton, le lin, la soie; ses troupeaux lui fournissaient des laines; il avait les matières tinctoriales, l'indigo, le carthame, la garance; on fit même des essais, infructueux, il est vrai, pour la cochenille. Il pensa naturellement à l'avantage qui résulterait de la mise en œuvre de ces riches éléments, et de la fabrication sur place des objets manu-

facturés, — avantage réalisable non-seulement pour ce qui regarderait son usage personnel, mais encore pour celui de son peuple, sur lequel il récupérerait ainsi tout le gain qu'absorbait la fabrique étrangère. En se lançant dans cette voie nouvelle, il obéit donc beaucoup moins aux incitations de son entourage qu'aux nécessités de sa position. Certes, cette logique est excellente et infaillible quand elle est l'expression libre des tendances d'une population; car l'intérêt privé ne s'y trompe pas, il a bientôt créé les établissements réclamés par les besoins généraux, et s'il les abandonne, c'est qu'en définitive ils ne conviennent pas, économiquement parlant, aux conditions naturelles du pays. Mais pour Méhémet-Ali ce critérium ne pouvait pas exister : le Pacha ne pouvait que déplacer la difficulté, au lieu de la vaincre. Dès l'abord, l'achat des machines, leur montage, le paiement des mécaniciens et ouvriers, mandés à grands frais d'Europe, exigea une avance considérable de capitaux; les fabriques donnèrent des produits à un prix de revient plus élevé que l'ancien prix d'achat, et bien inférieurs en qualité. On crut que le temps ferait justice de ces imperfections; il n'en fut rien, comme on va le voir. Aux ouvriers européens, le Pacha avait joint des Arabes pour qu'ils apprissent la fabrication, et, lorsqu'il les jugea suffisamment instruits, il ren-

voya les premiers, croyant pouvoir se passer de leurs coûteux services : c'est là que fut l'écueil sérieux. L'Arabe est adroit et présomptueux ; il imite assez bien ce qu'il voit faire, et se croit dès lors aussi habile que ses instructeurs ; mais il est sans intelligence et sans énergie ; le moindre obstacle l'arrête et le rebute ; sans un chef qui le dirige, tout se gâte entre ses mains. Il faut ajouter à ces vices de son caractère l'effet corroborant du régime auquel il était soumis ; la servitude détruisait chez lui l'émulation ; il ne travaillait que pour accomplir sa tâche, bien ou mal faite, et recevoir le prix convenu ; tous ses soins se concentraient à ne pas avoir de déchet dans sa main-d'œuvre, car le gouvernement le lui rabattait sur son salaire, et il fallait encore qu'il compensât les vols que les employés turcs commettaient dans la distribution de la matière à fabriquer. La seule chance que le Pacha eût eue d'avoir des ouvriers passables, il l'avait perdue dans l'intérêt de son monopole. Avant que celui-ci ne fût établi, l'Egypte possédait une espèce d'industrie en harmonie avec sa fabrication ; elle fabriquait une grande partie des produits en usage chez les indigènes et quelques-uns pour les pays limitrophes, tels que les toiles de lin et de coton, les soieries, le fil d'or, les nattes, les peaux apprêtées, l'eau de rose, l'indigo, etc. Il

s'était formé dans ces diverses branches nombre d'ouvriers habiles qui nourrissaient leur famille avec les bénéfices de leur travail : c'était de 6 à 7 millions de francs jetés annuellement dans la circulation du pays. Méhémet-Ali n'eut garde de laisser échapper cette source de lucre : il engloba toute l'industrie, sans exception, dans son monopole, et les ouvriers, comme les agriculteurs, durent travailler au profit du fisc. La loi fut si absolue à cet égard, que, même l'objet qu'il confectionnait, l'artisan ne put le retenir pour son usage, et fut contraint de l'acheter dans les magasins du gouvernement, cela va sans dire beaucoup plus cher qu'il ne l'avait vendu. Il en résulta que quantité d'ouvriers, les tisserands surtout, et les meilleurs, abandonnèrent leurs métiers et s'enfuirent, préférant se livrer à la mendicité, plutôt que d'être soumis à la visite d'agents tyranniques et vexatoires. Ces ouvriers eussent formé un excellent noyau pour le travail des fabriques, tandis qu'il fallut en créer, pour ainsi dire, de toutes pièces. Et puis, les Arabes n'étaient point faits pour les délicats engins des machines modernes ; leur incurie les eût bientôt mis hors de service : c'étaient à chaque instant des réparations qui nécessitaient de nouveaux frais et des chômages préjudiciables. Ce n'est pas tout : d'autres impossibilités naissaient de la nature même

du pays. Il ne produit pas de charbon, et toutes les machines modernes sont fondées sur l'usage de cet agent ; le climat aussi est contraire à ces mécanismes ; il s'introduit continuellement une poussière imperceptible dans les engrenages et entre les pièces en contact, qui dessèche les huiles et arrête ou gêne le mouvement ; l'extrême chaleur fait déjeter le bois le plus sec. Les filatures éprouvèrent principalement les effets de ces inconvénients : la sécheresse faisait casser les fils, et on était obligé de tenir de l'eau sous les métiers. Néanmoins Méhémet-Ali avait une de ces volontés qui ne se découragent pas facilement. La fabrique chôme faute de machines : on confectionnera, on réparera les machines sur lieu : voilà ce que se dit le Pacha, et en peu de temps, des fonderies, des forges, des ateliers de toute sorte s'élèvent à Boulac. C'était la dernière raison, ou plutôt l'extrême déraison de ce système si fautif par sa base ; il n'y avait plus moyen d'aller au delà, et l'insuccès de cette tentative jugeait en dernier ressort la fabrique égyptienne, même aux yeux de Méhémet-Ali. Aussi, à partir de ce moment, l'ardeur du Pacha se refroidit-elle sensiblement pour ces établissements si coûteux ; s'il ne les abandonna pas tout de suite, ce fut un peu par respect humain et beaucoup dans un but d'ostentation qui cadrait avec ses projets. Quoiqu'elles

figurassent toujours avantageusement dans les rapports et les statistiques, les manufactures égyptiennes cessèrent peu à peu de fonctionner, sauf pour quelques produits grossiers, tels que les tarbouches, fabriqués avec la laine du Saïd, les indiennes, les mouchoirs à l'usage de la partie la plus pauvre de la population. Elles finirent par ne plus rien livrer au commerce ni à la consommation, et la fabrique étrangère, surtout la fabrique anglaise, reconquit sur le marché égyptien la faveur qu'elle n'avait jamais complètement perdue.

Plus tard, quand les événements eurent mis des bornes infranchissables au rôle politique que l'espérance du Rouméliote avait caressé, il suspendit, comme nous le verrons, presque radicalement, tout cet appareil de civilisation de serre chaude, et les étrangers, venus, sur la foi des comptes-rendus complaisants, pour admirer les merveilles de l'industrie égyptienne, ne contemplèrent que l'énorme *caput mortuum* de ferraille et de chaudronnerie qu'elle avait laissé dans les magasins du Pacha.

XVIII

Nous avons maintenant, pour clore l'histoire désastreuse du monopole, à relater peut-être son plus funeste résultat. En dépit de la solidarité et de sa brutalité ingénieuse, comme l'insolvabilité des fellahs venait surtout de ce qu'on leur demandait plus qu'ils ne produisaient effectivement, les mécomptes du fisc ne pouvaient qu'aller en augmentant, et la solidarité eut sa limite d'effet, comme la bastonnade avait sa limite d'action à la mort du patient ; une fois bien prouvé au fellah qu'il avait encore bénéfice à ne rien faire, il chercha à se soustraire aux cultures par tous les moyens, par la mendicité, par le vol, par la fuite ; quantité de villages restèrent sans bras valides, et les friches firent de rapides progrès dans ces terres naguère si fertiles. Quand cela vint au point de ne plus pouvoir être dissimulé aux yeux du Pacha, et qu'il entrevit ces causes pressantes de ruine, tout entier d'abord à la surprise de trouver son système en défaut, sa mauvaise humeur s'exhala contre ces paysans, qui se lassaient du régime

auquel il les avait mis ; mais sa réflexion despotique, aussi bien par les idées que par le caractère, devait infailliblement le mener au parti qu'il adopta ensuite, et dont on aurait tout à fait tort d'attribuer l'inspiration à d'autre que son mauvais génie : « Puisqu'il en est ainsi, proclama très-haut Méhémet-Ali, je cultiverai pour mon compte, et je montrerai aux fellahs ce qu'on peut faire de ce sol qu'ils répudient. » Le Rouméliote ne se doutait pas que, par ces paroles, il venait de consacrer une série d'écoles et de déconvenues, qu'il aurait pu pousser jusqu'au point de prendre lui-même en main le soc et l'aiguillon, tant il est vrai qu'une erreur trouve encore plutôt son châtimement qu'une cruauté ! Les fonctionnaires turcs eux-mêmes eurent si peu le pressentiment des terribles calamités qui allaient fondre sur eux, qu'ils sollicitèrent, à l'envi les uns des autres, les places d'administrateurs dont la création ressortait de celle des fermes du Pacha, appelées en turc *chifliks*. Nous insisterons peu sur les bévues de toute nature, les pertes de tout genre qui signalèrent l'organisation de ces établissements, affichant la prétention d'être *modèles* ; contentons-nous de dire que, bien que le tiers de l'étendue territoriale de l'Egypte eût été réduit en chifliks, il n'est pas un seul d'entre eux qui n'ait occasionné une perte sensible pour Méhémet-Ali. Les seuls

qui aient obtenu quelques succès furent ceux que possédaient Ibrahim-Pacha, par cette raison majeure qu'indépendamment des connaissances pratiques et solides que celui-ci avait en agriculture, il s'astreignit à jouer le rôle d'un véritable fermier, sut choisir ses mandataires et surveiller également l'économie des moyens et celle des produits; que, par sa position privilégiée de fils du vice-roi, il usurpa toujours au profit de ses fermes les hommes et les choses nécessaires à celles de son père, lequel, malgré sa prétention de tout diriger par lui-même, même desensemencements et des cultures qui se pratiquaient à cent lieues de distance, avait beaucoup trop d'autres sujets d'occupation et d'inquiétude pour donner à celui-là l'attention soutenue qu'il exigeait. Cette incapacité se montra, dès le principe, dans le choix des directeurs, choix émané des lumières du conseil privé; on alla les recruter parmi les officiers de marine, d'artillerie, d'infanterie ou de cavalerie qu'on détachait, à cet effet, de leurs corps respectifs: ceux-ci nommèrent leurs employés subalternes, et furent continuellement en opposition avec les moudirs, qui étaient les seuls intermédiaires par lesquels ils pussent communiquer avec le Pacha pour demander ou recevoir les ordres. En cette phase de l'administration du vice-roi, il semble que la Providence ait ménagé à lui ou aux

siens un remarquable effet de la peine du talion, sans pourtant que leurs victimes, les fellahs, en eussent la moindre exonération; tout au contraire, quand par suite d'insolvabilité la transformation d'une ou plusieurs communes en *chiflicks* avait été décrétée, avant toute chose le Pacha ordonnait la recherche des individus qui en avaient disparu, hommes, femmes et enfants, et une grande partie de ces malheureux étaient ramenés de force, avec leur chétive propriété, sur le théâtre de leur ancienne misère. Une fois devenus bien effectivement, bêtes et gens, propriété immobilière du gouvernement, leur condition avait changé vis-à-vis de leur maître; ils n'avaient plus de compte avec le fisc : désormais celui-ci récolterait lui-même, et, en retour de son travail, il donnerait aux fellahs.... quoi? D'abord le sixième de l'orge, du blé, du maïs récolté. Ce point fixé, voilà donc les employés turcs responsables de la pousse des récoltes. Grand fut leur embarras, on le suppose, d'avoir autre chose à faire jouer que ce bâton providentiel, avec lequel ils obtenaient naguère tout ce qui leur était demandé, et d'être obligés de tirer de temps à autre une idée de leur cervelle. Leur premier soin, tout bien pesé, fut de s'en reposer, hiérarchiquement parlant, les uns sur les autres; et, puisque tout devait remonter au Pacha, celui-ci eût été bien surpris, quand il trai-

tait, assis sur son divan, une question de politique, ou une réforme qui devait porter bien haut son renom de civilisateur, — de savoir qu'il ne faisait pourtant rien d'aussi positivement certain que de manger ses écus au soleil fécondant de l'Egypte. L'embarras des employés devint de la déroute quand ils reçurent mal ou ne reçurent point du tout leurs appointements; cependant ils se rabattirent sur le sixième des fellahs : ceux-ci, pressés par la faim, prirent les semences et les rations des bestiaux, au risque des coups de bâton; et le résultat final fut une nouvelle désertion des fellahs et une mortalité effrayante dans les bêtes de somme. Quand ce bilan parvenait aux pieds du trône, Méhémet-Ali cherchait sur qui frapper, et ne voyait rien devant lui qu'une responsabilité fuyant en cercle vicieux pour ménager son auguste personne; les envieux qui entourent toujours un monarque ne manquaient pas de lui faire observer que tout le mal venait de ce que sa confiance avait été surprise, et qu'ils se chargeaient eux de mener à bien l'œuvre gâtée par les délinquants. Cela bien convenu, on pendait les petits, on envoyait les grands aux galères, et l'entreprise était replacée dans les mains des postulants. On ramenait les fellahs à leurs cultures; mais, comme point d'amélioration, on portait leur part au cinquième des produits, ce qui établissait implicite-

ment le fait que les malheureux avaient précédemment joui de leur sixième. Ils jouissaient, on le croira facilement, de la même manière de cette portion augmentée, et l'expérience se renouvelait avec des variantes qui ne portaient que sur le chiffre des pertes, des morts et des châtimens.

XIX

Et pendant longtemps Méhémet-Ali s'attacha à ce travail de Sysiphe. En 1840, l'administration des domaines privés du Pacha constatait, pour cette année, un déficit de 10,000 bourses (2 millions 500,000 fr.). La consternation était générale, le zèle des courtisans était à bout; chacun se garantissait comme de la peste de tout ce qui touchait aux chifliks. Méhémet-Ali seul tenait bon. Encore une fois, il voulut que les fellahs fussent rattrapés et parqués comme devant; mais le difficile était de reconstituer l'administration. Pourtant un certain bey mamelouk accepte l'inspection générale des chifliks : il avait son idée, idée franchement turque, comme on va voir. Après un examen approfondi des diverses localités, il annonce, dans

un long rapport au divan, qu'il a mis le doigt sur la plaie. « Les *chifliks* sont dans un état déplorable, dit-il; règle générale, sur cent têtes de bétail, plus de soixante ont péri; mais la faute en est aux directeurs, qui se sont appropriés tout ou partie des rations. En assurant dorénavant, comme je m'y engage, la nourriture des troupeaux, le gouvernement ne doit plus prendre à sa charge une aussi grande mortalité, et je propose qu'il rende une ordonnance par laquelle il n'acceptera désormais pour son compte que quatre morts pour cent têtes de bétail. L'excédant sera retranché de la solde des employés. » Le conseil privé accueillit ce moyen comme un trait de génie; dans son admiration enthousiaste, il voulut en faire une des bases du droit administratif, et d'abord l'appliquer partout où le gouvernement avait des animaux à nourrir, dans les régiments, dans l'école de cavalerie et même dans les haras de Choubra. Cela occasionna un soulèvement général d'opinion. Les médecins vétérinaires, parmi lesquels il s'en trouvait plusieurs venus d'Europe, répondirent par une pétition qui demandait qu'on fit également payer aux médecins des hôpitaux humains tout ce qui excéderait le chiffre de quatre pour cent dans la mortalité, s'appuyant sur ce fait que, si les animaux représentaient en Egypte une valeur vénale, il n'en était pas autre-

ment des hommes, et surtout des mamelouks, qui avaient été achetés à beaux deniers comptants. Mais s'il est une chose qui ait peu de prise sur l'esprit des Turcs, c'est le sarcasme : l'idée du mamelouk directeur des *chifliks* n'en fit pas moins un chemin rapide, et nous la verrons plus tard s'introduire jusque dans les états de pertes et dommages survenus en campagne devant l'ennemi.

En 1841, on comptait dans la seule province de Garbiyè cent mille feddans de terre réduits en domaines privés, quatre-vingt mille dans le Char-kiyè et le Dalakiyè, autant dans le Bahirè, douze mille dans le Menoufiyè, quatre ou six mille dans le Galioubiyè. Nous ne parlons ici que des chifliks de Méhémet-Ali, et non de ceux de ses enfants, qui avaient également pris une extension considérable. C'était devenu un système bien arrêté chez le Pacha : dès qu'une province était en retard pour ses contributions, possédât-elle encore des ressources et les moyens de s'acquitter avec le temps, elle passait à l'état de *chiflik* et était enclavée dans le domaine particulier du vice-roi ou d'un des siens. A une certaine époque, les circonstances étaient bien changées ; Méhémet-Ali se trouvait dans ce qu'on peut appeler un déclin de fortune ; il ne songeait plus à s'étendre, mais à défendre pied à pied ce qu'il avait acquis : eh bien ! même à ce moment, il y eut une recru-

descence de chifliks. Il faudra voir à quel but elle se rattachait, et comment le Rouméliote était enfin parvenu à trouver un côté avantageux à ce système, qui ne lui avait jusque-là procuré que des pertes.

XX

Mais déjà sa ruse s'était appliquée à le modifier partiellement, de façon à en recueillir des bénéfices sur qui de droit. Quand il voyait, d'un côté, une de ses créatures bien engraisée à son service, et cependant toujours âpre au lucre, et de l'autre une terre fortement grevée d'impôts arriérés et tout à fait hors d'état de se racquitter, il donnait l'une à l'autre en toute propriété, à la condition, bien entendu, que l'arriéré fût soldé des deniers du donataire : la terre prenait alors la qualification d'*abadiyè* (régal, cadeau). Il faut ajouter qu'une fois l'*abadiyè* constitué, il jouissait de la préférence pour tous les genres d'avanies, et que le gouvernement y faisait exercer, avec une prédilection marquée, tous les genres de presse à l'aide desquels se peuplaient

ses chantiers et se remplissaient les cadres de son armée. Pendant quelque temps les courtisans n'en purent mais, et furent contraints d'accepter ces onéreux présents; toutefois l'expérience de ces singuliers privilèges répandit l'alarme; on avisa aux moyens de conjurer le danger, et le placement de ces sortes d'*abadiyès* devint à peu près impossible. Méhémet-Ali changea d'amorce. Outre les terres rendues improductives par les exigences du fisc et par la désertion des habitants, il y en avait encore d'autres, incultes depuis un temps plus ou moins long, soit par la mort des propriétaires, soit par leur situation, qui ne leur permettait pas de jouir des bienfaits de l'inondation ou de l'arrosage. Méhémet-Ali fit relever avec soin l'état de ces terrains, et en fit la matière de nouveaux *abadiyès*; cependant comme il fallait des frais considérables pour les mettre en état de rapport; que, dans quelques-uns, la charrue n'avait point pénétré depuis nombre d'années; qu'ils étaient peuplés de joncs, de fortes racines; que le sol était à défoncer et à niveler; qu'il y avait encore à pourvoir aux moyens d'irrigation, — non-seulement le gouvernement ne demandait rien avant l'envoi en possession, mais même, pendant six années à partir de ce moment, le fisc s'engageait à ne point réclamer ses droits. Quelle sérieuse objection pouvait-on faire à ces générosités, qui cadraient si bien

avec les projets d'amélioration agricole du vice-roi? Comment refuser de s'associer, avec tout bénéfice, à l'extension des cultures, à l'enrichissement du pays? Et les courtisans d'applaudir comme jamais ils n'avaient fait. Les plus avisés, néanmoins, cherchèrent à ne pas se trouver sur le chemin de ces nouvelles faveurs; ils se dirent, *in petto*, que le mieux qui pût en advenir, c'est qu'au bout de ces six années, le bénéficiaire mit ses recettes en équilibre avec ses déboursés, — cela n'arriva pour aucun; — mais que, ce laps de temps écoulé, les abadiyès tomberaient sous la législation commune du monopole, qui prescrivait le genre de culture à sa convenance et payait les produits à son caprice; qu'on laisserait, il est vrai, au propriétaire, le droit de vendre au marché le surplus de sa récolte, mais *après* seulement que le vice-roi aurait vendu la sienne. Pour l'exemple, Méhémet-Ali prit à son compte plusieurs de ces établissements, et toute sa puissance ne parvint pas à faire qu'un seul d'entre eux n'ait pas continuellement donné un déficit considérable : terrible procès que se faisait le monopole à lui-même!

XXI

La meilleure justification de Méhémet-Ali pour avoir ainsi résumé en lui seul l'universalité des forces vives de l'Egypte, consisterait dans l'usage qu'il en pouvait faire. Ce point nous reste à examiner. Si, dans cette appréciation, le blâme doit encore compenser l'éloge, au moins nos yeux, peu faits aux pratiques du despotisme oriental, n'auront-ils plus le spectacle navrant des misères dont s'était formée cette opulence; l'égoïsme de l'homme se transfigurera par la hauteur de ses visées; souvent son audace se couronnera du succès, et toujours son courage absoudra ses revers.

L'économie, qui augmente la plus belle fortune, est aussi parfois le seul moyen de la conserver. La fortune de l'Egypte est dans ce cas : exclusivement agricole, elle ne peut, elle ne doit compter que sur ses moissons; mais plus facilement productive qu'aucune contrée du monde, par la condition de son fleuve débordant, elle est plus sujette que pas une à la faillite de la nature.

Que le Nil lui refuse, une année, ses eaux bien-faisantes, ou qu'il en exagère le volume, et voilà un sinistre qui n'atteint pas seulement des portions restreintes de son territoire, mais le territoire tout entier. Si la tradition biblique constate la fertilité extraordinaire de ce pays, c'est aussi le seul dans lequel elle ait signalé une famine de sept années consécutives. L'apologue des sept vaches maigres précédées des sept vaches grasses est un symbole d'une entière vérité, car en Egypte, les mauvaises années se suivent comme les bonnes. Il en est résulté que ses souverains, après la précaution de faire des réserves dans les années d'abondance, à l'imitation de l'Hébreu Joseph, n'ont pas eu de plus grand soin que celui de contenir et de régulariser le cours du Nil et ses débordements; c'est par des travaux conçus dans ce but que les Pharaons portèrent leur nom à la postérité. Napoléon, avec son coup d'œil d'aigle, ne s'y trompa point; il avait à peine posé le pied sur le sol égyptien, que déjà il avait arrêté l'ensemble des mesures propres à obtenir du Nil le maximum de son effet (1). La conquête du pays

(1) A la suite de son remarquable *Voyage en Orient*, le duc de Raguse a inséré une série de notes réunies par Napoléon lorsqu'il commandait en chef l'expédition d'Egypte. Avant et après ce document, on a fait paraître de gros volumes concernant la terre des Pharaons : on n'a rien dit de plus exact et de plus complet que ces quarante-trois paragraphes, écrits en la forme pleine et concise

achevée, il en méditait une plus belle, celle d'une large portion du désert, ou plutôt sa restitution aux cultures, dont l'insouciance et la barbarie des gouvernements mahométans avaient contribué à le priver. Méhémet-Ali aurait dû être d'autant plus porté à diriger toute son activité dans ce sens, que les meilleures raisons, en droit comme en fait pour expliquer son usurpation, reposent sur l'exception naturelle que crée le fleuve à qui l'Égypte doit la vie. Si la propriété foncière n'a pas subi, dans ce pays, les mêmes révolutions que

qui caractérise la manière du grand homme. Nous en extrayons les passages suivants :

15. Le Nil n'a aujourd'hui que deux branches : celle de Rosette et celle de Damiette. Si l'on fermait ces deux branches de manière qu'il coulât le moins d'eau possible dans la mer, l'inondation serait plus grande et plus étendue, et le pays habitable plus considérable.

16. Si les canaux étaient bien nettoyés, bien étudiés, plus nombreux, on pourrait parvenir à conserver l'eau la plus grande partie de l'année dans les terres, et par là augmenter d'autant la vallée et le pays cultivable. C'est ainsi que les oasis de la Charkyïè, et une partie du désert depuis Peluze, étaient arrosées. Tout le Bahirè, le Marijout et les provinces d'Alexandrie étaient cultivés et habités.

17. Avec un système bien entendu, ce qui peut être le fruit d'un bon gouvernement, l'Égypte peut acquérir d'accroissement huit à neuf cents lieues carrées.

18. Il est probable que le Nil a passé par le Fleuve-sans-eau, qui, du Fayoum, passe au milieu des lacs Natron et se jette dans la mer au delà de la tour des Arabes. Il paraît que Mœris a bouché cette branche du Nil, et a donné lieu à ce célèbre lac dont Hérodote même ne connaît pas le travail.

19. Le gouvernement a plus d'influence sur la prospérité pu-

partout ailleurs, on en a donné pour motif que ce qui constitue la valeur d'une terre, en Egypte, ne saurait être ni dans sa situation, ni dans son étendue, mais dans son arrosement; qu'en tout autre endroit le possesseur d'un champ a beaucoup à attendre de son travail et des conditions atmosphériques; qu'ici il ne peut rien espérer que d'un aménagement convenable des eaux, et que le gouvernement y a toujours été maître de diriger ou de modifier le cours du fleuve, de négliger ou d'étendre l'inondation, par suite de donner de la

blique que partout ailleurs; car l'anarchie et la tyrannie n'influent pas sur la marche des saisons et sur la pluie. La terre peut être également fertile en Egypte. Une digue qui n'est pas coupée, un canal qui n'est pas nettoyé, rendent déserte toute une province; car les semailles et toutes les productions de la terre se règlent en Egypte sur l'époque et la quantité de l'inondation.

20. Le gouvernement de l'Egypte étant tombé dans des mains plus insouciantes depuis une cinquantaine d'années, le pays dépérissait, toutes les années, dans beaucoup d'endroits. Le désert a gagné sur la vallée, et il est venu former des monticules de sable sur le bord même du Nil; encore vingt ans du même gouvernement que celui d'Ibrahim et de Mourad-Bey, et l'Egypte perdait le tiers de ses terres cultivables. Il serait peut-être facile de prouver que cinquante ans d'un gouvernement pareil à celui de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie, pourrait tripler l'étendue cultivable et la population. Les hommes ne manquent jamais au sol, car ils abondent de tous les côtés de l'Afrique et de l'Arabie.

25. Un travail que l'on entreprendra un jour sera d'établir des digues qui barrent la branche de Damiette et de Rosette au *Ventre de la Vache*; ce qui, moyennant des batardeaux, permettra de laisser passer successivement toutes les eaux du Nil dans l'Est de l'Ouest, dès lors de doubler l'inondation.

valeur à des terres qui n'en avaient pas, et l'ôter tout à fait à celles qui en avaient; que conséquemment il doit être bien réellement propriétaire de tout le sol, et peut le distribuer selon son bon plaisir. Nous avons donné nous-même cet argument sans vouloir l'ajuster aux règles du droit le plus strict, en nous contentant de signaler la force qu'il emprunte aux faits : une apologie moins osée des procédés du Rouméliote consisterait à les présenter comme les seuls aptes à introduire sur les rives du Nil la grande culture et les riches produits que la routine et l'ignorance des fellahs, restés propriétaires, auraient à tout jamais repoussés. L'argument est spécieux, et aurait effectivement une grande valeur si le vice-roi, une fois les nouvelles pratiques agricoles bien acclimatées, en eût abandonné quelques-uns des fruits aux fellahs; voire même, si au fur et à mesure que ses coffres se remplissaient, il leur eût restitué la portion de nourriture qu'il leur avait enlevée. Mais Méhémet-Ali n'avait nul souci de ne pas démentir ses apologistes; quand il eut amené son revenu au sextuple de ce qu'étaient celui de ses prédécesseurs, plutôt que de consacrer, par des grands travaux d'utilité publique, la continuité de ce chiffre, plutôt que d'allonger un peu la laisse famélique de son peuple et de chercher l'augmentation, de ses richesses dans celle de la population, Mé-

hémét-Ali ne songea qu'à édifier une force militaire tout à fait en disparate avec l'exiguité de l'Etat auquel il commandait, avec la stabilité de son pouvoir, avec les besoins de sa sûreté personnelle; et subordonnant toutes les parties de son œuvre à cette première intention, il révéla ses desseins ultérieurs et le sentiment qui lui faisait regarder l'Egypte en quelque sorte comme le premier échelon de sa haute fortune. Quant à ces travaux destinés à développer, dans leur juste mesure, la richesse agricole du pays, il ne leur donna qu'une partie très-faible de son attention et de ses finances, ne fit qu'un accessoire très-restreint de ce qui aurait dû être le principal, et s'en reposa uniquement sur la rigueur de ses moyens fiscaux pour maintenir ses revenus au niveau de ses grandes dépenses.

En ceci le Rouméliote pouvait se tromper comme point de départ; mais il était guidé par une logique beaucoup plus solide que celle de ses courtisans et de ceux qui voudraient autrement expliquer ses actes. Méhémet a toute sa vie senti, qu'on nous passe l'expression, là où le bât le blessait; bien que ses relations apparentes avec la Porte fussent demeurées amicales, et qu'elles eussent dû se resserrer encore par sa coopération à la guerre de Morée, Méhémet-Ali se savait impatiemment toléré, et perdu le jour où il aurait

abandonné la défiance. Il ne pouvait oublier la conspiration de Latif-Pacha, tramée juste au moment où il croyait avoir acquis les meilleurs titres à la bienveillance du divan; il sentait peser sur lui l'œil implacable de son suzerain. Plus ses richesses augmenteraient, plus l'Egypte aurait acquis de prospérité, plus imminent deviendrait le danger suspendu sur sa tête. Un homme de la trempe de notre héros ne peut rester longtemps avec cette crainte au cœur, et ne s'en croit délivré que du jour où il quitte le terrain de la défensive pour se mettre sur celui de l'offensive. Voilà ce qui explique l'exagération de ses moyens militaires. Rien de surprenant donc à ce que les œuvres qui sont particulièrement le fruit de la paix et de la sécurité aient d'abord trouvé peu de place dans ses préoccupations.

XXII

Aussi, les développements qu'il donna à la canalisation, cet objet de première importance, et qui avait été relégué dans un oubli profond sous le gouvernement des mamelouks, furent-ils res-

treints à la stricte nécessité. Le Nil est un fleuve tout spécial, dont on trouve à peine l'analogue dans le monde, et qui exige, pour être bien connu, une étude persévérante. Toutes les rivières à large embouchure ont ce qu'on appelle une barre, c'est-à-dire une masse d'alluvions que les eaux déposent et accroissent sans cesse lorsque, par suite de leur choc avec celles de la mer, leur cours se trouve ralenti ; mais le Nil, par sa largeur exceptionnelle lors de la crue, et par la grande quantité de limon qu'il apporte des montagnes d'Abysinie, forme à Rosette une barre si considérable, qu'elle empêche la navigation ou la rend très-périlleuse. Cependant tous les produits de l'Égypte n'ont qu'une seule voie de circulation, qui est le fleuve, et dans les premiers temps du gouvernement de Méhémet-Ali, ceux de ces produits destinés à l'exportation devaient, de toute nécessité, passer par le boghâz de Rosette. Cette circonstance décida le Pacha, vers la fin de 1818, à établir une communication par eau entre le Nil et Alexandrie. Cette communication avait existé dans l'antiquité par le moyen du canal dit Kalidji, dont les traces ont toujours subsisté, et qui servait encore à alimenter les citernes d'Alexandrie d'eau douce à l'époque de l'inondation. On pouvait agrandir et rétablir ce canal ; cette opération avait fait l'objet d'une étude particulière de la part de Lepère, mem-

bre de la commission d'Égypte. Méhémet-Ali ignorait sans doute l'existence de ce projet; l'ingénieur turc, chargé de l'exécution du nouveau canal, l'ignorait encore plus que lui; autrement il se fût gardé de procéder, comme il l'a fait, contre toutes les règles de l'art. Il est plus juste de dire que sa science ne prévit pas d'autres difficultés que celles du creusement d'un simple fossé. Une fois déterminé le point où le canal prendrait naissance, à Atfè, celui auquel il aboutirait, dans le port vieux d'Alexandrie, — sans tracé, sans nivellement préalables, on mit à l'œuvre les fellahs, qu'on fit venir de tous les points du Delta et qu'on répartit dans l'intervalle compris entre ces deux points.

Ce canal, auquel Méhémet-Ali, par hommage envers son suzerain, donna le nom de *Mahmoudiè*, est encore, malgré ses vices nombreux, le même qui sert à l'usage auquel il a été destiné. Il offre un développement de 80 kilomètres, avec une pente très-peu sensible; il est large et profond, mais ses parois, n'ayant pas assez de talus, s'éboulent continuellement, ce qui exige un curage fréquent. D'ailleurs toutes les dispositions ont été si mauvaises, qu'en temps ordinaire le niveau du Nil se trouve à 5 mètres au moins au-dessous de celui du canal, et que ce canal ne pouvant s'alimenter sur ce point, on a été obligé d'en construire un autre, qui a sa prise d'eau à

60 kilomètres plus en amont, et vient, à 8 kilomètres d'Atfè, fournir le supplément d'eau nécessaire; mais pendant quatre mois que dure l'inondation, la communication directe avec le fleuve est coupée au moyen d'une barre en terre palissadée, de sorte que les marchandises descendant de la Haute-Egypte pour être chargées dans le port d'Alexandrie sont obligées de subir trois transbordements. En faisant aboutir le canal un peu plus haut, on aurait évité un second travail, et on aurait eu l'avantage d'un tracé direct et d'une pente plus sensible : des écluses de retenue entre le fleuve et le canal, entre le canal et le port, auraient permis à la même barque de porter son chargement depuis le point le plus reculé de la Haute-Egypte jusqu'à bord du navire destiné à le recevoir (1).

Le canal Mahmoudiè est le plus important des travaux hydrauliques accomplis par Méhémet-Ali : il faut entendre ceux que le temps et l'étendue de l'entreprise lui ont permis de terminer. On ne saurait nier que sous son administration un assez grand nombre de canaux d'irrigation ont été creusés ; mais ces travaux furent partiels, disséminés, et d'ailleurs faits avec une inintelligence qui en

(1) En 1842, on a construit une écluse toute petite, propre seulement aux barques de faibles dimensions, et qui n'en prélève pas moins un péage très-considérable.

fit perdre, pour ainsi dire, tous les fruits probables. Aucune large vue d'ensemble, aucune entente des conditions générales du fleuve ne présidèrent à cette dispensation de ses éléments précieux. Presque partout les nouveaux débouchés fournis aux eaux débordées le furent au préjudice d'anciens ; des portions du sol qui jouissaient du bénéfice de l'inondation s'en trouvèrent privées, et tombèrent, suivant l'expression locale, en *cheraky* (1), tandis que des plaines de peu de valeur furent abondamment inondées ; quant à la répartition, elle fut faite d'une façon si inégale, qu'elle continua toujours à engendrer chaque année des querelles et des combats parfois sanglants entre les habitants de pays contigus. A supposer donc que Méhémet-Ali eût alors la meilleure volonté de résoudre la question, on peut dire qu'elle avait été abordée au rebours du sens commun. Plus tard, quand l'assurance qu'il fondait sur le développement acquis de sa puissance matérielle eut fait évanouir chez lui l'appréhension d'une chute inopinée, toutes ses vues s'élargirent à la fois, et si ce ne fut pas en parfaite connaissance de cause, ce fut au moins par une attention plus complaisante aux avis des Européens de mérite dont il s'était entouré. La question du Nil vint alors se poser avec toute sa gran-

(1) Terre placée en dehors de la portée des eaux.

deur ; on offrit au Pacha de reprendre l'ancien projet de barrage conçu par Napoléon ; le grandiose et surtout l'origine de ce projet sourirent à son imagination ; mais avec l'impatience qui le caractérisait pour tout ce qu'il s'était mis en tête de voir réalisé , il voulut, à peine achevées les études préliminaires, faire procéder à l'exécution. C'était se jeter à corps perdu dans l'extrême opposé, et, comme l'on dit, attaquer le taureau par les cornes. Quelques explications sont ici nécessaires.

XXIII

Ainsi qu'on a pu juger par ce que nous en avons déjà dit, — c'est d'ailleurs une notion généralement répandue, — le Nil constitue, à proprement parler, toute l'Egypte ; c'est lui qui tient lieu à cette contrée des pluies, dont le climat est pour elle extrêmement avare ; et non-seulement il lui apporte annuellement l'humidité dont elle ne saurait se passer, mais encore il dépose sur son sol l'élément principal de sa fertilité, ce limon fécondant dont la base est un silicate d'alumine

présentant à peu près deux atômes de silice pour un d'alumine, et qu'une assez forte proportion de peroxyde de fer, — plus de 10 pour 100, — colore de cette teinte jaune-rougâtre si remarquable. Il est donc plus que probable que la vallée entière est due aux dépôts du Nil, et les savants, appuyés du témoignage de l'antiquité, admettent comme un point hors de doute que le Delta est un attérissement formé par les alluvions du fleuve : la forme demi-circulaire de la côte, en cet endroit, est un indice très-confirmatif de l'hypothèse. Quoi qu'il en soit, cette révolution périodique du Nil détermine des conditions dont il importe de tenir compte. D'abord, l'accumulation des dépôts limoneux doit élever le sol de la vallée et restreindre peu à peu la portion du sol accessible à l'inondation. Cet effet est corroboré par une autre circonstance : lorsque le fleuve croît, il creuse, il mine ses grèves, que rien ne protège contre son action ; chaque année, des éboulements considérables ont lieu, et le lit du fleuve s'élargit, ce qui diminue d'autant la hauteur de son niveau. Il en résulte que des terres jadis submergées sont maintenant à une assez grande distance du Nil, lors même des plus hautes crues. Enfin, s'il empiète insensiblement sur la mer à ses embouchures, ce n'est pas sans que celle-ci résiste et n'attaque ces terres de récente formation. Aux mois d'avril

et de mai, alors que le Nil a le moins d'eau, la mer remonte à trois lieues au-dessus de Damiette et de Rosette : de là, dépôts de lacs salés sur les plaines basses cultivables. Ainsi se sont formés le lac Mensalè et d'autres qui ont disparu. Autrefois, les branches pélusiaque, tanitique et mandésienne s'étendaient dans l'espace occupé actuellement par le Mensalè. Le lac de Bourolas est situé vers l'embouchure de l'ancienne branche sébennitique, et le rameau canopique aboutissait au lieu que couvre le lac Madiyè.

Le Nil commence à croître vers le solstice d'été ; il acquiert sa plus grande élévation à l'équinoxe d'automne, reste permanent pendant quelques jours, puis diminue, mais avec plus de lenteur. Au solstice d'hiver, il est déjà très-bas, mais il y a encore de l'eau dans les grands canaux : c'est alors que les terres sont mises en culture. Après l'équinoxe de printemps, les canaux sont à sec, à très-peu d'exceptions près. L'arrosage se fait alors, dans certaines parties de l'Égypte, au moyen de canaux intérieurs ou rigoles, alimentés par des puits à roues mues par des bœufs, espèce de norias qu'on appelle dans le pays *sakyes* ; mais outre que ce mode d'arrosage est lent, pénible et dispendieux, il n'est possible que dans une portion très-limitée des terres, les plus voisines du fleuve. Dans celles-ci, la faculté de l'arrosage

continu peut donner lieu à trois, quatre récoltes par an. Mais la majeure partie du sol cultivé se trouve dans les conditions ordinaires d'une récolte annuelle, déterminée par le fait unique de l'inondation, qui remplace imparfaitement les pluies des autres climats, et donne des produits inférieurs à ceux des pays où l'on cultive avec soin.

Ces observations prouvent que si le Nil, combiné avec la température, est une magnifique source de productions, il est cependant, comme toutes les forces organiques de la nature, sujet à une régularisation qui peut en augmenter considérablement la puissance, pourvu qu'elle soit fondée sur une étude attentive et rationnelle des phénomènes.

Ainsi il doit demeurer évident que l'action d'un gouvernement prévoyant, en Egypte, doit avant toute chose s'appliquer à combattre les trois principales causes naturelles qui tendent à l'amoindrissement du sol cultivable en Egypte. Ces causes sont : 1° l'exhaussement de la vallée, qui rend de plus en plus difficile la visite des eaux d'inondation en de certains points; 2° la détérioration des rives, qui élargit le lit du fleuve et abaisse son niveau; 3° l'envahissement des eaux de la mer, qui soustrait de larges étendues de terrain à la production. Des amendements dirigés dans ces divers

sens n'assureraient pas, sans doute, le bénéfice de plusieurs récoltes annuelles en tous lieux ; mais ils mettraient en égal rapport toutes les parties du sol accessible au fleuve ; et peut-être ce dernier résultat est-il d'abord préférable et le seul qu'on doive primitivement s'efforcer d'atteindre. Or, il est une manière très-simple et peu dispendieuse de conjurer à la fois les trois causes pernicieuses dont nous venons de parler : c'est de contenir le fleuve par un endiguement convenable ; c'est de lui faire un lit qu'il ne puisse dégrader. L'excédant de niveau qui en résultera portera le bienfait de l'inondation là où il n'était pas encore parvenu ; le resserrement du lit augmentera la vitesse, et créera conséquemment un obstacle plus considérable à l'envahissement des eaux de la mer. Des travaux de cette nature ont été faits sur plusieurs fleuves d'Europe qui reproduisent, en diminutif, les diverses physionomies du Nil. Nous citerons entre autres le Pô et la Loire, pour lesquels l'expérience a justifié tous les calculs de la théorie. Avant que le Pô ne fût endigué, les crues n'arrivaient pas jusqu'à Mantoue : grâce aux travaux exécutés par les Français, elles s'élèvent maintenant à la hauteur de quatre mètres et plus.

Après ce que nous avons dit des travaux hydrauliques exécutés primordialement par Méhémet-Ali, il est inutile d'ajouter que rien de ce

genre n'avait été fait. Le fleuve a continué d'être livré à lui-même, d'élargir son lit; aucune levée d'une importance suffisante n'a été construite; c'est à peine si quelques-uns des anciens canaux ont été curés; l'eau de la mer a continué son invasion, et les lacs salés se sont agrandis.

Cependant l'attention du Pacha fut appelée de ce côté. M. Prisse, architecte français, qui déjà lui avait soumis un projet pour le canal d'Alexandrie, lui proposa ce système d'endiguement, dont il augurait de la manière la plus favorable, d'après l'avis des savants compétents en cette matière. Mais le vice-roi était entraîné irrésistiblement vers le projet napoléonien du barrage. Il faut donc que nous en disions deux mots.

XXIV

Ce projet, avec son incontestable grandeur, était, qu'on nous passe l'expression, d'un calibre qui ne convenait pas au tempérament de l'Egypte, et nul doute que l'homme qui l'avait conçu en courant dans les hasards d'une conquête, et qui était d'ailleurs habitué à juger les

choses du plus haut, sauf à y revenir et à en rabattre si besoin était, n'eût senti, à tête reposée, que ce système exigeait de profondes méditations, qu'il ne pouvait être que le couronnement d'une assez grande série de travaux préparatoires. Il ne saurait donc être considéré que comme une ébauche de Napoléon et de la commission scientifique, à la suite d'un examen un peu superficiel. On n'avait encore vu en quelque sorte que le Delta, et c'est lui qu'on voulait favoriser, préférablement à la Haute-Egypte. Mais, sans endiguements sur tout le parcours du Nil, sans un travail d'irrigation exécuté *ad hoc*, il est évident, *à priori*, qu'un barrage à la pointe du Delta exagérerait encore, au lieu de les atténuer, les inconvénients que nous avons signalés. La vitesse étant ralentie, le dépôt limoneux serait plus considérable, la vallée s'exhausserait davantage, et enfin, même en temps d'inondation, le fleuve n'aurait plus virtuellement la force de combattre les eaux de la mer. Au barrage même, où la vitesse deviendrait nulle, ces dépôts s'accroissant outre mesure, auraient peut-être la propriété d'entraver tout à fait la navigation et de changer la direction du fleuve, à moins qu'on n'y remédiât par une attention continue et des travaux prodigieusement étendus.

Mais si de la question que soulevait le plus ou moins de convenance du barrage on passe aux

difficultés matérielles que présentait l'exécution, c'est bien autre chose, et pour mettre le lecteur à même d'en juger, il suffira d'exposer sommairement et le but et les moyens proposés pour l'atteindre. 1° Barrer le Nil à la pointe du Delta, à l'endroit nommé le *Ventre de la Vache*, de manière à retenir les eaux d'inondation et les faire se déverser naturellement dans les grands canaux, dans les bassins irrigateurs, et de là dans toutes les subdivisions, sans aucun des appareils d'élévation précédemment employés; 2° maintenir, dans les plus grandes crues, le niveau à une hauteur fixe et suffisante pour obtenir cet effet; 3° au moyen d'écluses, laisser aller le superflu des eaux à la mer, en tenant la navigation libre dans les deux branches de Rosette et de Damiette; 4° conserver enfin cette navigation même dans le temps des plus basses eaux : telles furent les conditions principales du problème à résoudre. Voici maintenant l'ensemble du projet de M. Linant, ingénieur français, qui se trouvait au service du Pacha depuis un certain nombre d'années. On aurait comblé par deux digues les deux branches et forcé les eaux à s'écouler par deux canaux, creusés le plus près possible de la tête du Delta, et aboutissant, après un court trajet, respectivement dans les deux anciens lits; ces canaux, coupés transversalement par des ponts éclusés, auraient laissé

écouler la quantité d'eau qu'on aurait voulue ; chacun de ces ponts barrages aurait eu, en son milieu, une grande arche restant toujours ouverte pour donner passage aux eaux nécessaires à la navigation ; celui de Rosette, composé de vingt-quatre arches, douze de chaque côté de l'arche principale, large de 34 mètres, les petites arches étant de 10 mètres, aurait présenté un développement total de 470 mètres ; les piles des arches auraient eu 10 mètres à la grande et 8 aux petites. Le pont barrage de Damiette, composé seulement de dix-sept arches, n'aurait eu que 326 mètres de longueur. Enfin, comme ces grandes arches, vu le très-fort courant qui s'y serait développé, auraient présenté des obstacles à peu près infranchissables, on faisait un canal de navigation de la partie supérieure à la partie inférieure de chaque barrage, avec un sas donnant passage aux bateaux.

Tel est l'ensemble des vastes travaux qui furent projetés. Certes, ils ne dépassaient pas la force humaine, et on compte en Europe plusieurs spécimens d'œuvres tout aussi gigantesques, par exemple, l'aqueduc de Roquefavour, les travaux de Cherbourg, le tunnel de la Tamise. Mais, *à priori*, un barrage sur le Nil, construit dans de telles proportions, était-il accessible aux finances du Pacha, et en supposant qu'il fût réalisable, une sage économie ne devait-elle pas en faire l'objet d'un

travail lent et persévérant, de manière à ne lui consacrer annuellement qu'une partie des ressources disponibles et à ne pas négliger les autres sources de revenu ? Le temps est un élément de succès indispensable pour de pareilles entreprises ; c'est celui qui est le plus approprié à la nature de l'Egypte et dont se servirent de préférence les Pharaons pour leurs vastes travaux. L'œuvre du barrage, menée à bonne fin, avait de quoi illustrer toute une dynastie : ne suffisait-il pas à Méhémet-Ali de la gloire de l'avoir fondée ? Mais, par position aussi bien que par caractère, le Pacha n'était pas apte à goûter cette façon de voir : il voulait jouir tout de suite de ses créations, et les gens qui le servaient, sachant bien que c'était une condition *sine quâ non* de son acquiescement, n'avaient garde de combattre son envie. Il en résultait cependant un effet directement inverse, c'était une égale facilité du Rouméliote à se dégoûter dès l'instant que les progrès ostensibles ne répondaient pas à son impatience : dès-lors il fallait, chez ses agents, autant de sollicitations pour l'amener à persévérer que, dans le principe, il eût fallu de bonnes raisons pour le détourner d'une précipitation irréfléchie : mille prétextes à erreurs naissaient de cette fausse situation et fourniraient des textes à un esprit prévenu, aussi bien pour accuser l'ignorance téméraire du vice-roi que pour

taxer de légèreté présomptueuse les gens qu'il employait. L'exécution du barrage fut un mémorable exemple de ce que nous avançons. Décidé à mettre la main à l'œuvre dès que la présentation du projet lui eût été faite, Méhémet n'écoula même pas les objections de simple prévoyance faites par l'ingénieur, et sans nul souci de l'ordre logique des opérations, il fit incontinent requérir des fellahs pour creuser les canaux de dérivation. Au fond, Méhémet-Ali ne voyait là rien qui ne fût analogue au creusement du Mahmoudiè. Quant à réunir de prime abord le nombre d'ouvriers nécessaire de chaque spécialité, organiser des ateliers, se pourvoir de matériaux, on n'y songea que pour l'avenir. Mais comme il va de soi qu'un travail aussi grandiose devait être abordé par beaucoup de points simultanément, il arriva que pendant un très-long laps de temps, — une dizaine d'années au moins, — chaque portion de travail exécutée ne se trouvait pas en parfaite harmonie avec celle qui l'avait précédée, quand elle ne l'annulait pas tout à fait, et qu'en fin de compte, après avoir remué de la terre, du bois, de la pierre et des métaux, dépensé cent mille bourses et plus, Méhémet-Ali, parvenu à une lassitude complète, pressé d'ailleurs par les tristes conjonctures de la politique extérieure, se résigna à abandonner à peu près complètement le bar-

rage. Mais, ainsi que nous l'avons fait pressentir, le pire de cette affaire fut que Méhémet-Ali, absorbé par son grand projet, négligea tous les points, pour lui secondaires, d'amélioration partielle mais efficace; que la Haute-Egypte, cette région qui tenait une si grande place dans l'attention de ses anciens rois, fut reléguée dans un complet oubli, parce qu'elle ne produisait pas de coton; que le Delta même, qui en produisait, resta sous l'empire des causes d'amoindrissement qui agissaient d'une façon permanente; qu'après le projet pratique d'endiguement de M. Prisse, le Pacha, toujours à raison du barrage, repoussa celui de M. Pascal Coste, ingénieur distingué qui lui proposa de rétablir sur de nouvelles bases le Mahmoudiè, lequel s'obstruait de jour en jour par les dépôts du fleuve, réduisait chaque année le temps pendant lequel la navigation était praticable, et tendait infailliblement à mettre son lit au niveau de ses berges.

XXV

Il serait hors de propos d'aborder ici la discus-

sion des difficultés matérielles et pratiques qu'offrait le projet de M. Linant; nous aurons d'ailleurs sujet de revenir sur cette question à l'occasion de la part qu'y a prise M. Mougel, un autre ingénieur; nous nous contenterons présentement de faire une seule observation, qui a trait à la nature toute spéciale du fleuve qu'il s'agissait de soumettre. Les calculs fondamentaux étaient relatifs à la dépense moyenne observée dans les deux branches du Nil, pendant et hors l'inondation : ces calculs ne peuvent-ils pas, ne doivent-ils pas être déjoués par des crues tout à fait anormales, soit en excès, soit en déficit? Le projet y avait pourvu par l'hypothèse, suivant nous gratuite, qu'en cas d'excès des eaux dont la dépense est évaluée, par minute, dans une seule branche, celle de Rosette, à 332,165,159 mètres cubes, elles pourraient ne pas renverser les digues et se borner à entrer dans un déversoir supplémentaire, construit dans le prolongement de la partie des branches condamnées : ceci est l'affaire d'un calcul de résistance des matériaux que nous croyons difficile d'ajuster avec toutes les éventualités. Celle de déficit n'était pas prévue, par la raison que le barrage, entretenant le niveau, même à l'étiage, à une hauteur suffisante pour l'arrosage de 3 millions 800,000 feddans de terre, il y aurait toujours eu un excédant. Nous signalerons cependant un fait dont

on n'a pas paru tenir compte. Le ralentissement de vitesse, conséquence du barrage, est un effet qui ne sè produirait pas seulement au contact des digues, mais qui, se propageant de proche en proche, se ferait sentir à une assez grande distance en amont; et cet effet, corroboré par l'état local des berges, par une pente plus prononcée du terrain, ne pourrait-il pas très-facilement dégénérer en un autre, à savoir, la dérivation du fleuve? Pour en revenir au point de départ de notre critique, comment donc avoir songé à maîtriser en un point unique, voisin de son embouchure, un cours d'eau si considérable, avant de s'être pour ainsi dire garanti de ses écarts dans tout son parcours, sans lui avoir, au préalable, fixé un lit en quelque sorte définitif?

XXVI

Si nous voulions nous livrer à une statistique analogue à celles auxquelles les créations du vice-roi ont donné lieu, nous aurions moins beau jeu que nos prédécesseurs, attendu que ceux-ci faisaient entrer en ligne de compte les entreprises

en cours d'exécution, et même les simples projets, c'est-à-dire une foule de choses dont le temps a eu justice, et dont il ne serait permis de parler que pour mémoire. Nous préférons nous abstenir et constater, en forme d'excuse pour le vice-roi, qu'il était impossible qu'il en fût autrement, vu l'infini quantité d'objets divers que son amour des nouveautés lui fit aborder à la fois, et le défaut très-sensible d'appropriation que ces objets devaient présenter, tant à l'égard des localités et des circonstances, que par rapport à son peuple. Il ne faudrait cependant pas faire abus de ce dernier argument en faveur de Méhémet-Ali, si on veut bien se rappeler que la nature toute spéciale du sol et du peuple égyptien a été invoquée comme une légitimation des procédés usurpateurs du Rouméliote, car il ne pourrait être que fâcheux pour sa mémoire qu'il eût abandonné la considération des intérêts de son peuple juste au moment où il pensait que les siens seuls étaient en jeu.

C'est pénible à dire, mais il faut bien s'y résigner, pour tous les travaux publics comme pour la culture des terres, comme pour son armée, Méhémet-Ali voyait dans ses fellahs un fonds inépuisable, à la conservation et au ménagement duquel, par un calcul malheureusement très-faux, il ne se croyait pas tenu au même titre qu'il veillait à l'économie de ses ressources matérielles :

un trop vif désir de faire des épargnes dans ce dernier sens le conduisit dans l'autre à des prodigalités hors de raison. Ce n'était pas sans des dépenses excessives que toutes ces innovations avaient pu être mises en train; le Rouméliote n'avait pas tardé à s'apercevoir combien la civilisation coûtait cher, surtout par l'entremise de ses associés étrangers dans cette œuvre méritoire. Ce fut alors que quelqu'un d'assurément bien venu lui suggéra le moyen d'avoir, à peu près gratuitement, des capacités à son service; on persuada au Pacha, il le crut, qu'avec la même facilité qu'il avait fait des bêtes de somme de ses fellahs, il pourrait, à très-peu de frais, les transformer en médecins, ingénieurs, diplomates, légistes et industriels. Telle fut la cause de l'organisation de l'instruction publique en Egypte. Ici encore le motif n'importait guère, si le but eût été quelque peu atteint; mais le maître courait au-devant d'un double mécompte par l'étendue des déboursés et l'avortement du résultat. N'en déplaise aux hommes très-honorables, et très-habiles pour la plupart, qui coopérèrent à cette fondation ou s'en firent les organisateurs, l'insuccès final incombe tout autant à leur responsabilité qu'à celle du vice-roi et du peuple égyptien. La première faute fut un malentendu. Méhémet, peu juge des moyens, savait pertinemment, comme nous l'avons dit, où il vou-

lait en arriver ; il accepta, comme un boni de son marché, le côté humanitaire que les hommes en qui il plaça sa confiance lui firent entrevoir, et qu'ils prirent, eux, pour objet capital, si ce n'est unique, de leurs efforts. De là un développement d'institutions tout à fait disproportionnées, qu'on nous permette de le répéter, avec le tempérament de l'Egypte ; par suite, impossibilité des élèves de se maintenir au niveau des études, et leur dégoût inévitable. Établir en Egypte une Faculté de médecine, une Ecole des ponts et chaussées, une Ecole polytechnique, c'était vouloir recueillir les fruits d'un arbre sur un roseau. Des institutions, fruits de la lente expérience d'une grande nation, et qui résument les besoins les plus élevés de la sociabilité, ne sauraient tout d'un coup s'implanter chez un peuple mineur que le fanatisme et l'esclavage tiennent en tutelle. Encore si l'ambition de ces malheureux pastiches, se bornant à des titres pompeux, exigés peut-être pour l'illusion du maître, n'eût pas voulu pousser plus loin la copie, et se fût résignée à donner aux Arabes l'instruction élémentaire, la seule dont ils eussent besoin ! Mais point, tout fut imité ; jusqu'aux programmes d'étude, jusqu'aux infiniments petits de l'ordre hiérarchique. D'un autre côté, si on se fût avisé de dire la vérité au Pacha et de l'assurer qu'au bout des grands sacrifices qu'il imposait à

son trésor, il trouverait difficilement cette pépinière d'hommes spéciaux que réclamaient ses grands projets, il est indubitable qu'il n'aurait pas avancé le premier écu. Ainsi placés dans la nécessité de mentir à leur origine, à leur utilité finale, aux faibles espérances même de leurs directeurs, les établissements d'instruction publique en Egypte furent une triste parade que les élèves jugèrent assez sévèrement dans leur conscience ignorante, par l'obligation où ils furent d'y jouer les rôles de comparses ; car ce ne serait pas suffisant, — et ce serait banal d'ailleurs, — de dire que ces établissements n'eurent aucun succès ; il faut avouer qu'ils ne se maintinrent que par une supercherie pratiquée non seulement vis-à-vis du Pacha, mais à l'égard aussi d'autorités plus compétentes, que le hasard amenait en Egypte. En effet, il n'arrivait point un étranger de distinction qu'aussitôt Méhémet-Ali ne voulût lui faire les honneurs de toutes ses créations, et les écoles tenaient dans cette ostentation une place proportionnée aux espérances qu'elles faisaient naître. Dans ce cas, on procédait, en présence des visiteurs, à des examens publics pour tout le monde, excepté pour ces juges improvisés, qui, ne connaissant pas la langue des élèves, ne pouvait avoir leurs réponses que par la voie d'une interprétation plus ou moins fidèle. Il se passa, à ce sujet,

des scènes d'un fort bon comique et dont la mémoire est restée dans le pays. On eut cependant la précaution de toujours limiter le choix des questions à un nombre déterminé, et par avance seriné à l'élève ; aussi le *satisfecit* des examinateurs vint-il toujours récompenser tant d'efforts malheureux, et il avait le don de peser beaucoup plus dans la résolution du maître que la voix de l'opinion publique et celle des rivalités envieuses : c'est ce qui explique pourquoi les écoles furent maintenues.

Le Pacha, d'ailleurs, attendait l'époque qu'il avait bien fallu lui fixer pour un commencement de résultat. Cela fut l'écueil inévitable pour les partisans des écoles. On eut beau choisir parmi les élèves les plus intelligents, leur faire apprendre une espèce de catéchisme pratique, puis leur donner un titre, un uniforme et une décoration : mis en présence de la plus simple question ayant trait à leurs spécialités respectives, ces nouveaux fonctionnaires témoignaient d'un embarras et d'une ignorance absolus ; ces soi-disant ingénieurs étaient incapables de faire curer un canal ; maint de ces médecins porta hardiment le bistouri dans une tumeur anévrysmale. Ibrahim-Pacha, qui se trouvait alors en Syrie avec l'armée, renvoya les élèves chirurgiens qu'on lui avait mandés, par la raison, écrivait-il, qu'ils estropiaient tous les blessés confiés à leurs soins.

XXVII

Ce fut un coup terrible pour les écoles, et leurs chefs virent bien que le temps des subterfuges étant passé, ils ne pourraient conserver leur position précaire que par des concessions. Arguant de l'indocilité des élèves, résultant, disaient-ils, de ce qu'ils n'étaient pas complètement séparés du milieu dans lequel ils avaient vécu, ils se laissèrent aller à proposer qu'on en envoyât un certain nombre en Europe, pour étudier à fond chaque faculté et former, à leur retour, un noyau autour duquel tout le reste se serait groupé. C'était finir par où l'on aurait dû commencer, et quelque bonne que fût la mesure, elle comportait l'abdication tacite des chefs de l'instruction publique. La suite le leur prouva encore mieux qu'ils ne pouvaient alors le supposer. Sous l'empire de ces circonstances, la mission égyptienne fut créée, et Paris, le lieu naturellement choisi pour son installation. Nous n'entrerons dans aucun détail sur la façon dont elle fut organisée; il nous suffira de constater que le calcul qui l'avait fait naître

fut en partie justifié, et qu'elle procura une moyenne d'éducation supérieure à ce qu'avaient produit les institutions du crû. Mais les conditions d'échec, qui ne manquèrent pas plus à cette tentative qu'aux autres, dépendirent exclusivement de la nature morale du peuple égyptien. Ce caractère inné, fruit mixte de la race et des habitudes, est, dans l'homme aussi bien que dans les animaux, l'élément le plus influent, même à l'égard du profit qu'il peut tirer d'une éducation toute spéciale. Vouloir qu'il se transforme complètement ou s'éteigne chez l'individu, alors qu'on a observé qu'il se reproduit virtuellement chez ses enfants, est une absurdité au-dessous de la critique. Or, dans l'Égyptien le mieux organisé, il y a trois choses, la race, la religion et l'habitude, qui minent sourdement toutes les idées qu'il peut acquérir au contact de la civilisation occidentale. Par influence de race, l'Arabe, comme nous l'avons dit, est inattentif et léger; il ne réfléchit guère, et son cerveau n'a qu'une force de concept tout à fait inférieure. Sa mémoire, sa facilité d'élocution et ses qualités mimiques peuvent illusionner sur l'étendue de ses connaissances acquises : au fond, il y a chez lui un grand vide où dorment quelques idées qu'il a acceptées toutes faites, et où s'agitent, irréfrénées, ses passions pour le luxe, pour les femmes, pour tout ce dont

il est privé. La religion est pour le mahométan l'éteignoir dont il coiffe orgueilleusement sa paresse et son inertie ; tout est si bien pour lui manifestation de la fatalité, il se repose avec tant de confiance sur son dieu ou sur son diable de l'activité qu'il ne se sent pas l'énergie d'avoir ; il tient tant pour la maxime : *Aide-toi, et le ciel te nuira!* que, par un renversement singulier des idées qui ont le plus de fortune chez les nations avancées, il prend le mal qui lui arrive pour une manifestation de la volonté divine, et le bien pour œuvre de Satan. C'est ainsi, comme on l'a judicieusement observé, que ce même fellah qui se résigne à la peste, aux fléaux, à la persécution, parce qu'il plaît ainsi à Allah, ne peut voir un des résultats de l'industrie moderne, comme la vapeur, le télégraphe, etc., sans le croire possédé d'un *afrite* ou démon. Un musulman qui se revêt d'instruction doit donc quitter à tout jamais la livrée du prophète : s'il la reprend, c'en est fait de son labeur, de ses peines et de celles qu'on a prises à l'instruire. L'habitude, enfin, a inoculé chez l'Egyptien le génie de la servitude ; si on relâche sa chaîne, il cherche plutôt à la passer au cou de son prochain qu'à s'en débarrasser tout à fait. Quand Méhémet-Ali a relevé quelques-uns de ses fellahs de leur condition vile, pour leur déléguer quelque faible portion d'autorité, il les a trouvés d'une

servilité tout aussi grande vis-à-vis de leurs supérieurs, mais d'une implacable cruauté pour leurs anciens compagnons de servitude (1).

Lors donc que l'Egyptien écoutait sur les bancs de l'école les leçons qui tentaient de l'initier aux merveilles de la science et aux bienfaits de la solidarité sociale, la patrie ne laissait pas de l'attirer aussi de ses séductions, — car les organisateurs de la mission firent la faute de la composer d'adultes et même d'hommes ayant atteint tout le développement de la virilité : mais Méhémet-Ali était aussi par trop pressé. — Or quel type d'existence rêvaient ses néophytes ? Chacun se voyait dans un poste élevé, grâce à son éducation supérieure ; grâce à ses appointements, dont il calculait déjà le chiffre, il comptait le nombre de ses domestiques, celui de ses pipes à bouquin d'ambre, qu'il fumerait dans le *dolce far niente*, et dans l'intervalle des tasses de café. Il se marierait : — pour un fellah, c'est là le premier point ; — il prendrait successivement une, deux, trois, autant de femmes que la faveur du maître pourrait lui faire franchir de grades ; et si dans l'avenir il entrevoyait un harem, avec

(1) Après la guerre de Syrie, dans laquelle les troupes du Nizam battirent les Turcs, on fut bien étonné de voir les soldats fellahs, rentrés dans leurs foyers, tout aussi obséquieux et tremblants que par le passé devant le courbache d'un arnaoute.

des esclaves des deux sexes , un eunuque pour les garder, — ce maximum de félicité ! — c'est qu'alors notre rêveur était un ambitieux personnage. Mais l'existence semée de peines, de périls, de labeurs, d'ennuis, du médecin civil et militaire, de l'administrateur, du chef de fabrique, du chimiste, de l'ingénieur, aucun assurément n'avait point, nous ne dirons pas la résolution de la mener, mais même la plus légère teinture de ce qu'elle pouvait être.

Ce courant d'idées, la connaissance imparfaite du français, quelques notions acquises et une insupportable présomption : tel fut le bagage avec lequel la mission revint en Egypte. Les premiers arrivés furent, cela va sans dire, les mieux accueillis. On avait reçu sur leur docilité et le succès de leurs études des rapports extrêmement favorables. Leur contenance n'en devint que plus fière et leur langage plus assuré. Les écoles indigènes ayant continué, pour les raisons que nous avons dites, à donner d'aussi faibles résultats, les rapports des directeurs avec le ministère de la guerre, dont elles relevaient toutes, étaient devenus très-difficiles, et les nouveaux venus en profitèrent pour s'arroger un droit de critique que leur perspicacité semblait légitimer. Ils se jugeaient, dans leur for intérieur, capables de remplir les postes qu'occupaient les Européens comme insti-

tuteurs, et, ligüés avec l'administration turque, que la présence et la clairvoyance des étrangers avaient toujours gênée, ils assiégeaient Méhémét-Ali pour les supplanter. D'un autre côté, ce dernier se trouvait assez embarrassé d'employer ces jeunes gens en raison de leurs capacités, et il fut ainsi démontré que, par la trop grande latitude laissée au savant directeur de la mission à Paris sur le choix des études, celles-ci manquaient tout à fait d'appropriation avec les besoins réels. La distribution des emplois qui leur fut faite, et les motifs dont s'appuya le Pacha, offrirent même un piquant que nous ne pouvons passer sous silence. Ayant demandé à l'un ce qui avait fait la matière de ses études, — L'administration civile, Altesse, répondit l'effendi. — Qu'est-ce cela? — C'est la théorie, le gouvernement des affaires. — Les affaires! le gouvernement! Que pouvez-vous avoir de commun avec cela? c'est moi seul qui gouverne; quant à vous, vous me traduirez les ouvrages militaires. A un second : Et vous, que savez-vous? — L'agriculture. — L'agriculture! s'écria le vice-roi. — L'agriculture, répéta son secrétaire intime, qui était présent, avec un inexprimable ton de dédain et de surprise. Mais cet homme n'en sait pas plus que les fellahs! Eh quoi! est-ce donc là le sujet de cinq ans d'études? — Allez, allez au Caire, ajouta le Pacha, vous me ferez de

la poudre. Un troisième avait étudié les langues, les mathématiques ; il dirigea une filature de coton. Un autre s'était occupé de diplomatie ; on lui donna la direction du matériel dans une administration publique.

Donc, si Méhémet-Ali n'était pas très-satisfait de l'aptitude des nouveaux venus, ceux-ci avaient dû beaucoup en rabattre de leurs espérances, et leurs fonctions ne répondant ni à leur capacité ni à leur désir, ils n'en furent que plus disposés à s'agiter dans des intrigues dont le but était de circonvenir le vice-roi et de lui persuader qu'il trouverait un plus utile emploi de leurs facultés et de leur savoir en les leur faisant enseigner à leurs compatriotes. L'insinuation ne manquait d'adresse ni d'opportunité. Méhémet-Ali, toujours entiché de ses écoles indigènes, était cependant, à leur endroit, dans une période de découragement ; il n'eut aucune peine à prêter l'oreille à cet arrangement qui lui offrait la perspective d'économie qu'il avait tant recherchée. D'un autre côté, les tiraillements existant entre les professeurs européens et l'administration, rendaient impossible le maintien de l'état actuel des choses. On procéda donc à une réorganisation des écoles avec les Egyptiens de la mission pour professeurs, et l'instruction publique fut retirée de l'administration de la guerre pour de-

venir l'objet d'un ministère séparé, avec un conseil composé de Turcs, d'Egytiens et d'étrangers, le tout sous la présidence de Mouktar-Bey, faisant déjà fonction de président du conseil d'État.

Est-il besoin d'ajouter que ce prétendu perfectionnement fut la désorganisation complète des faibles éléments subsistants, et que si quelque école ressortait encore, au milieu de la langueur générale, par l'énergie et l'habileté de son directeur, elle revint bientôt, avec cette soi-disant unité d'action, au niveau commun. Les vices bien connus de l'administration turque compliquée des écrivains coptes; des professeurs égyptiens cherchant à démontrer ce qu'ils ignoraient, dans une langue qui ne présente, pour la définition des termes relatifs aux arts et sciences d'Europe, qu'une phraséologie vague et incertaine, à laquelle il aurait fallu au préalable, pour peu qu'on eût voulu s'entendre, substituer un système complet de technicité avec des vocabulaires faisant loi; des élèves qui, habitués à ne rien comprendre, n'avaient de mémoire que pour les préceptes du Coran, répétés quinze ans durant sur la natte de l'école, avec ce balancement de la tête et du corps, qui indique que cette opération n'a rien d'intellectuel; ces élèves, dont les seuls progrès consistaient à mépriser un peu plus qu'auparavant les sciences qu'on voulait leur in-

culquer : tout cela faisait un chaos déplorable, qui continua cependant d'exercer la sollicitude du vice-roi. C'était payer bien cher les fastueux comptes-rendus que le charlatanisme du président de l'instruction publique avait soin de faire insérer dans les journaux de France, et le maintien de la réputation de libéralité qu'ils créaient au Pacha dans cette portion si légère et si indifférente du peuple français.

Affirmer cependant que tant d'efforts et d'argent dépensé aient été radicalement stériles, ce serait dépasser la vérité ; mais le bien, tout pratique, qui en résulta pour l'Égypte, fut accessoire, collatéral aux écoles, pour ainsi dire, et ne vint d'elles que par ricochet. C'est ainsi que la création de l'École de médecine amena celle d'un Conseil de santé, qui, sous l'active et persévérante impulsion de son chef, le docteur Clot-Bey, parvint à réaliser de grandes réformes dans la salubrité publique ; que plusieurs hôpitaux furent créés, qu'une École d'accouchement donna des élèves abysiennes très-remarquables, que la vaccine fut introduite. Et, à propos de ce dernier point, pour juger des terribles difficultés qui s'opposaient à la vulgarisation, en Égypte, d'idées et d'institutions aussi contraires à la nature et à l'esprit du peuple, il suffira de savoir que pendant très-longtemps les fellahs furent persuadés que l'opération de la

vaccine avait pour but de marquer ceux des leurs que le Pacha destinait au service militaire. A leur point de vue donc, parvenir à y soustraire un enfant, c'était éloigner de son existence le plus grand malheur qui pût l'accabler.

XXVIII

Dans ce tableau complet de l'action de Méhémet-Ali à l'intérieur de ses états, il ne nous reste plus à parler que d'une spécialité qui, à part le principe plus ou moins discutable, a le mérite de ne présenter rien d'abortif, et montre un résultat quelquefois magnifique couronnant une force de volonté peu commune : nous entendons l'édification de la force militaire que le Rouméliote entreprit avec les seuls éléments que l'Egypte pouvait lui fournir.

Nous avons déjà vu comment Méhémet-Ali, lors de la première expédition qu'il dirigea contre les Ouahabites, tira, comme par enchantement, un équipement maritime d'un pays tel que l'Egypte, qui ne produit ni bois de construction, ni fer, ni cordes, ni même de toile suffisante. Plus tard,

nous le voyons associer cette guerre d'Arabie à ses projets de réforme disciplinaire, et déployer autant de patience et de sage temporisation, pour ce but hérissé de difficultés, qu'il montrait de fougue et d'ardeur lorsque rien ne pouvait restreindre son désir. Nous reviendrons tout à l'heure sur l'organisation définitive donnée à cette armée ; mais nous n'ignorons pas qu'elle était déjà sur un pied respectable au moment de l'expédition de Morée. Le plus difficile, dans cette expédition, fut de procéder à l'armement maritime, car le Grand-Seigneur, tout en réclamant l'assistance des troupes de son vassal, n'avait pas envoyé de vaisseaux pour les transporter. Or, l'Egypte ne possédait aucune marine sur la Méditerranée ; quand l'armée française entra dans Alexandrie, elle y trouva deux caravelles (1) en construction, qui ne furent même pas achevées. Pour armer ces soixante-trois vaisseaux et les cent bâtiments de transport qui figurèrent à Navarin, le vice-roi fut obligé de mettre un embargo sur des navires de tout bord, de frêter des bâtiments en Europe et de les équiper tant bien que mal. Après la destruction de cette flotte, le Pacha, qui ne pouvait s'accoutumer à l'idée d'en être privé, songea à s'en procurer

(1) Anciens bâtiments turcs de trente canons environ, quoique d'un échantillon supérieur à nos frégates de cinquante, d'une forme et d'une marche tout à fait détestables.

une autre plus considérable encore ; mais l'achat en pays étranger, outre qu'il était très-dispendieux, l'astreignait à des formalités difficiles à remplir et fort désagréables : tout son désir le porta bientôt à s'affranchir, sur ce point comme sur les autres, du tribut qu'il payait à l'Europe. Bien que l'entreprise pût, à bon droit, être considérée comme très-hasardeuse, cependant le vieux port d'Alexandrie était d'une largeur suffisante pour admettre, quoiqu'on en ait dit, des vaisseaux du plus haut bord ; sa passe n'a pas moins de 9 mètres (près de 28 pieds) ; il n'était donc pas déraisonnable de vouloir établir là des chantiers de construction et un arsenal. Le besoin le plus pressant était celui d'un ingénieur : on peut dire que Méhémet-Ali eut la main heureuse en s'adressant à M. de Cerisy, un constructeur de la marine à Toulon, dont les rares qualités n'avaient pas encore eu le temps ni l'occasion de se faire apprécier dans sa patrie. M. Cerisy était connu de Méhémet-Ali pour lui avoir déjà lancé deux frégates à Marseille : il accepta l'invitation de se rendre en Egypte, et sur-le-champ se mit à l'œuvre avec une ardeur qui n'eut d'égale que celle du Pacha. On conçoit ce que ces deux volontés acquirent de force par leur mutuel soutien ; aussi est-il juste de dire qu'elles accomplirent des merveilles. Cinq ans suffirent pour créer l'alpha et l'oméga de cette vaste entreprise : en 1828,

la presqu'île d'Alexandrie n'était qu'une plage aride, déserte et marécageuse, que M. Cerisy fut obligé d'affermir avant d'y jeter des fondements; en 1833 s'élevait à cette même place un arsenal complet, capable de soutenir la comparaison avec les meilleurs établissements de ce genre, muni d'ateliers de toute sorte, de magasins pour tous ses approvisionnements, d'une corderie de 347 mètres de longueur,—celle de Toulon n'est pas plus grande;—et de cet arsenal étaient sortis plus de trente bâtiments armés, dont dix vaisseaux de ligne de cent canons, le reste en frégates, corvettes, bricks, etc. La population égyptienne avait fourni tout le personnel, ouvriers et matelots, nécessaire à cette flotte formidable. M. de Cerisy commença par former dix-sept compagnies d'ouvriers de cent hommes chacune, sous le commandement de chefs d'ateliers venus de Toulon; dans ces compagnies, astreintes au régime militaire, les grades étaient donnés aux plus habiles de chaque spécialité. Grâce à cette émulation, à un traitement relativement plus doux, ces fellahs, arrachés à leur labour, devinrent d'assez bons ouvriers. Un si grand succès aura lieu d'étonner si on le met en regard des échecs essuyés dans toutes les branches de l'industrie; mais il faut l'attribuer en partie à la sagesse, à la fermeté de M. de Cerisy, et aussi à cette circonstance que tous les

gros travaux s'étant faits à bras, vu la modicité du prix de la main-d'œuvre, les Arabes n'eurent pas affaire à la fonction la plus antipathique à leur nature, c'est-à-dire le gouvernement des machines.

Il faut avouer aussi que le Pacha, s'il ne put, à l'exemple du czar Pierre le Grand, mettre habit bas et donner le premier à son peuple l'exemple du travail, ne ménagea cependant pas le stimulant de sa présence, de ses encouragements et de sa sévérité. Son plus grand plaisir était de passer de longues heures sur les chantiers, s'intéressant au moindre détail, mais toujours prêt à appuyer de ses ordres l'autorité absolue qu'il avait déléguée à son ingénieur. Cette humilité valait bien celle du czar. Son fils Ibrahim-Pacha, non moins intéressé que lui à cette œuvre grandiose, témoignait encore plus d'ardeur à la voir terminer et de déférence pour M. de Cerisy : il passait les journées entières à l'arsenal, et s'y faisait même porter ses repas, qu'il partageait avec l'ingénieur français, le forçant à s'asseoir à côté de lui. C'est avec une joie enfantine que l'orgueilleux Rouméliote suivait de l'œil ces travaux si nouveaux pour lui, et voyait s'élever ces vaisseaux sur lesquels il comptait bientôt embarquer, pour ainsi dire, toute sa fortune : mais cette satisfaction n'existait pas sans inquiétudes, car jusqu'au jour où il vit un de

ces vaisseaux lancés, il ne pouvait se figurer qu'un si grand bonheur lui fût réservé ; il craignait toujours quelque empêchement imprévu ; mais lorsqu'une carène, glissant sur ses supports, au milieu du silence profond d'une foule attentive, fût venue se balancer mollement devant lui, le vice-roi ne put retenir un cri d'allégresse. Peut-être fût-ce en ce moment que ses grands dessein et les malheurs qui les suivirent se fixèrent irrévocablement.

M. de Cerisy, habile constructeur, introduisit dans la disposition des navires de guerre égyptiens les améliorations réclamées depuis longtemps par les officiers français, et dont ses propres observations lui avaient fait reconnaître l'opportunité. Partout les bâtiments diminuent de largeur dans leur partie supérieure ; cette forme a pour but de laisser un vide entre les parties correspondantes aux ponts, quand deux vaisseaux se touchent, et de rendre ainsi l'abordage plus difficile ; mais, outre que ce genre d'attaque constitue par lui-même l'exception, ce n'est pas en général bord à bord, mais bien par l'arrière ou l'avant qu'il est tenté ; on sacrifie ainsi, pour une précaution à peu près inutile, un avantage permanent, celui de donner plus de largeur au pont, plus de capacité au vaisseau, plus de facilité pour la manœuvre du canon. Sous le bénéfice de ces judicieuses observa-

tions, les vaisseaux égyptiens eurent dans toute leur hauteur une largeur uniforme. Leur artillerie jouit aussi d'une autre amélioration : composée de pièces du même calibre et employant des projectiles de même dimension, le poids seul de ces pièces varia ordinairement; sur les gaillards et les passavants, ce furent des caronnades : toutes eurent le calibre de trente. Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'utilité de cette disposition pour la rapidité des manœuvres et des évolutions.

Mais il ne fut malheureusement pas donné à M. de Cerisy de pouvoir éviter, toutes les causes d'infériorité et d'avaries résultant de la mauvaise qualité des matériaux employés. Ce fut à Trieste, et surtout en Caramanie, que le Pacha se procura les bois nécessaires; ses agents, improbes ou inexpérimentés, se laissèrent souvent vendre des bois trop verts ou n'ayant pas les qualités requises. En 1838, après une croisière de quarante jours, la flotte fut obligée de rentrer à Alexandrie dans un état pitoyable : les navires faisaient eau de toutes parts.

C'était une grande chose pour Méhémet-Ali que de pouvoir faire construire une flotte à sa volonté; ce n'était pourtant pas le plus important, car il fallait, pour la monter, une armée de matelots. Cette tâche fut poursuivie concurremment avec la première. Le Pacha procéda à peu près comme pour

l'organisation de l'armée de terre : il institua une Ecole de navigation, y plaça de jeunes mamelouks destinés à former les cadres de la marine ; en même temps il mandait au directeur de l'Ecole égyptienne à Paris de choisir plusieurs sujets parmi ceux qui lui étaient confiés, pour leur faire étudier tout ce qui constitue le marin expérimenté. Le gouvernement français ouvrit ses Ecoles spéciales aux jeunes Egyptiens, et plus tard, il les associa aux expéditions lointaines de nos marins ; car la France s'est toujours plu à fournir à Méhémet-Ali tous les moyens de pousser son œuvre de rénovation, et lui-même, il ne s'adressait jamais à d'autre qu'à elle aussitôt qu'un besoin d'hommes ou de choses se faisait sentir dans l'édifice hâtif de sa puissance. Ce furent donc encore des officiers français qui se chargèrent de l'armement des vaisseaux du Pacha et de l'instruction de leurs équipages ; aussi toute cette organisation fut-elle exactement modelée sur celle qui a prévalu en France, et le matelot arabe devint, comme chez nous, gabier, fusilier et canonnier. Ces officiers instructeurs, que nous pourrions nommer tous, ont été, après M. de Cerisy, l'âme véritable de la marine égyptienne ; mais le plus habile, celui que rechercha la faveur de Méhémet-Ali, et qui était sans doute destiné à prendre dans l'armée navale l'influence décisive qui a illus-

tré dans l'autre armée M. Sèves,—si une mort prématurée ne fût venue l'enlever en pleine activité de corps et d'esprit, — fut M. Besson, qu'une circonstance des plus honorables avait malheureusement éloigné du service de son pays. M. le duc de Raguse a tracé en quelques lignes la biographie de cet homme distingué. Nous la citons textuellement :

« Cet officier servait dans la marine française en qualité de lieutenant de vaisseau, et était, en 1815, employé au port de Rochefort. Il avait épousé une demoiselle danoise assez riche, qui possédait un bâtiment de commerce, et ce navire, nommé la *Madeleine*, se trouvait précisément à Rochefort au moment où Napoléon y arriva et se disposait à quitter la France. M. Besson proposa à l'Empereur de le conduire sur son vaisseau aux Etats-Unis d'Amérique. Napoléon accepta : tout fut en conséquence disposé à bord. On fit préparer un endroit pour le cacher, au moyen de tonneaux défoncés communiquant entre eux et matelassés intérieurement. Les effets les plus précieux de l'Empereur furent embarqués mystérieusement en plusieurs fois. Il avait donné l'ordre à M. Besson de se trouver entre l'île d'Aix et le rocher d'Eneste, et de venir ensuite le prendre. Mais quand M. Besson arriva auprès de Napoléon, celui-ci avait changé d'avis : il lui annonça qu'il re-

nonçait à ce parti, que trop de chances contraires accompagnaient, et qu'il avait envoyé M. de Las-Cases auprès de l'amiral anglais pour lui demander de le recevoir. La *Madeleine* mit à la voile et arriva en Amérique très-promptement et très-heureusement, sans même avoir été visitée. Si Napoléon avait persisté dans son premier projet, sa destinée prenait un autre cours.

« Cet acte de dévouement de M. Besson envers l'Empereur ayant été connu du gouvernement français, le compromit; son nom fut rayé des contrôles de la marine, et il se vit obligé, afin d'assurer son existence et celle de sa famille, de naviguer pour le commerce. Ses premières opérations ayant mal réussi, et se trouvant à Alexandrie en 1820, il proposa au vice-roi d'Egypte, qui s'occupait de la création d'une marine militaire, d'entrer à son service. Son offre fut acceptée. D'abord il fut chargé de surveiller la construction des bâtiments que le Pacha faisait faire en France; puis il eut le commandement de la belle frégate de soixante-quatre canons, *la Bahiré*, qui sortait des chantiers de Marseille. Bientôt après le Pacha appréciant sa capacité, et convaincu qu'il pouvait lui être beaucoup plus utile dans un grade plus élevé, l'avança : il est devenu, en peu d'années, vice-amiral et major-général, c'est-à-dire le véritable ministre de ce département. »

Nous avons peu de choses à ajouter à cette notice, car quelques années après la visite de M. Marmont en Egypte, M. Besson mourut universellement regretté. Nous dirons seulement qu'en 1827, se trouvant à bord de sa frégate, dans l'escadre égyptienne qui figurait à Navarin, M. Besson, et quelques autres officiers français au service du Pacha, se retirèrent avant la bataille, par un scrupule qui ne fut que l'inspiration du plus légitime devoir. Dès l'année 1834, M. de Cerisy avait manifesté le désir de quitter à la fois le service du Pacha et l'Egypte; cette retraite eut lieu l'année suivante. M. de Raguse, qui en fait mention, l'attribue à une vive discussion qui se serait élevée entre M. de Cerisy et M. Besson au moment où la peste se déclarait à Alexandrie. Cette rivalité entre compatriotes, qu'aurait dû encore réunir la conformité de la tâche acceptée, ne s'est en effet que trop souvent manifestée; mais est-il nécessaire, dans le cas présent, d'y avoir recours pour expliquer l'éloignement de M. de Cerisy? En prévoyant ce départ, le même auteur émet l'avis qu'il serait un véritable malheur pour le Pacha; « cependant, ajoute-t-il, aujourd'hui qu'Alexandrie renferme un bel arsenal, et que de nombreux ouvriers instruits lui donnent le mouvement et la vie, un homme d'un génie supérieur est beaucoup moins nécessaire. » L'illustre maréchal était alors

le confident du Pacha, on le voit, et quelque peu sous le charme de son accueil, sinon sa phrase n'aurait pas aussi naïvement offert un reflet des sentiments secrets du Rouméliote ; car, dès 1833, Méhémet-Ali put supposer qu'il n'aurait plus besoin de M. de Cerisy : en faut-il davantage pour expliquer la retraite de ce dernier ?

Ces deux pertes, et celle que fit la marine égyptienne, dans l'intervalle, par la défection d'Osman-Pacha, son amiral, dont nous aurons à parler dans le livre suivant, affaiblirent l'essor qui lui avait été primitivement imprimé, et peut-être furent-elles la cause principale de l'inutilité radicale dont la flotte fit preuve ultérieurement pour la défense du Pacha.

XXIX

Nous avons dit que l'organisation de l'armée de terre n'avait subi aucun ralentissement ; d'autres officiers français furent appelés à consolider l'œuvre si bien établie par M. Sèves. En 1824, sous le ministère Villèle, les généraux Boyer et Livron, le colonel Gaudin, s'étaient rendus en Egypte. Dès

son arrivée, le général Livron repartit, investi de l'importante mission d'aller faire construire, à Marseille, des frégates, des corvettes et des bricks qui furent en grande partie détruits à Navarin. Le général Boyer se rendit immédiatement à Kanka, où étaient campées les troupes du Nizam ; il avait sous ses ordres M. Gaudin-Tarlé, chef d'état-major, et deux aides de camp. A peine fut-il installé dans ses fonctions qu'il sentit s'agiter autour de lui mille intrigues et les plus ténébreuses manœuvres ; l'honorable lieutenant général y opposa quelque temps son indifférence et son mépris ; mais elles finirent par le lasser, et il envoya sa démission au Pacha, en ne lui cachant aucun des motifs d'une résolution, si bien prise, que tous les efforts pour le retenir furent infructueux. En 1826 il était de retour en France, et le peu de temps de son séjour avait suffi pour donner une face toute nouvelle à l'infanterie. Le colonel Gaudin hérita de son emploi d'instructeur en chef, mais nullement de ses capacités, et comme il ne sut ni se faire aimer des soldats, ni se faire respecter des officiers subalternes, il dut, lui aussi, quitter bientôt l'Egypte.

Méhémet-Ali n'avait pas jugé utile d'introduire dans la cavalerie une organisation correspondante à celle de l'infanterie. Tout entier aux impressions et aux préjugés de sa jeunesse, qui lui faisaient

considérer les mamelouks comme la première cavalerie du monde, — car il avait eu lieu de connaître sa valeur à ses dépens, — il ne pensait pas que la manœuvre et la tactique européenne pussent en créer une pareille ; c'était donc à ce type qu'il s'en voulait tenir. Il fallut la guerre de Morée pour inspirer à son fils, Ibrahim-Pacha, une conviction toute opposée. La vue des régiments français lui révéla leur incontestable supériorité, et, de retour en Egypte, il s'occupa sans retard à organiser sur ce type les troupes à cheval. En cela il fut puissamment aidé par les soins et les conseils de M. Paulin de Tarlet. On fit venir des instructeurs français, et des régiments de chasseurs, de dragons, de cuirassiers, etc., furent promptement organisés. Méhémet-Ali pourvut d'abord à la monture, en exigeant que tous les hauts fonctionnaires lui fournissent des chevaux. Mais cette ressource ne tarda pas à s'épuiser ; il fallut prendre des chevaux où et comme on pouvait, ce qui bigarra les régiments de montures de toutes les provenances, grecques, dongolas, syriennes, égyptiennes.

L'artillerie éveilla également la sollicitude de Méhémet-Ali. Un ancien officier de la jeune garde, M. Gouthard du Veneur, fut nommé instructeur dans cette arme. Cet homme distingué inventa un système d'artillerie applicable à l'Egypte, où le sol sablonneux est incommode pour les évolu-

tions ; mais les jalousies de ses compatriotes empêchèrent M. du Veneur de faire adopter son projet. Il mourut en Egypte, abreuvé de dégoûts et de chagrins. En 1825 , un colonel d'artillerie, M. Rey, arriva de France avec des modèles de tous les calibres et de tous les genres de bouches à feu, quatre pièces de campagne, quatre caissons et une forge, précieux cadeaux que mandait le roi Charles X à Méhémet-Ali. Le colonel, à la demande de ce dernier, visita l'arsenal qu'il avait fait construire dans la citadelle du Caire, et fit sur cet établissement un rapport dans lequel il exposait, avec les plus grands détails , les abus à détruire et les réformes nécessaires. En ce moment, l'arsenal n'avait plus d'ouvriers européens ; le directeur, un Turc ignorant et présomptueux, les avait tous congédiés avant qu'ils n'eussent formé des élèves en état d'exécuter les travaux de précision. M. Rey visita aussi la manufacture d'armes. C'était encore l'œuvre d'un Français , M. Guillemain, ancien contrôleur de la fabrique de Versailles, homme plein d'habileté et d'instruction. Malheureusement, il ne put rester assez longtemps à la tête de sa création, et lors de l'arrivée de M. Rey, la manufacture, presque abandonnée à elle-même, était dans un chômage à peu près complet. Grâce aux soins éclairés du colonel, les deux établissements se relevèrent ; ils continuèrent à prospérer,

et il en sortit un bon matériel de guerre, fait sur les modèles français.

Une fois l'armée mise sur un pied d'organisation suffisant, il y allait de l'intérêt du Pacha qu'elle se perpétuât par son action propre; en conséquence, il créa des écoles spéciales pour les diverses armes. La première école d'infanterie, fondée à Damiette, reçut quatre cents élèves; on y enseignait le turc, l'arabe, le persan, la comptabilité militaire, l'exercice et la tactique. Au sortir de cette école, les jeunes gens entraient dans les troupes actives en qualité d'officiers et de sous-officiers. Un réfugié piémontais, M. Bolognino, homme aussi bon que sage, instruit et habile, la dirigea. L'école de cavalerie ne fut établie qu'en 1830, sous le commandement d'un officier français, M. Varin, chef d'escadron, ancien aide de camp du maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Le palais de Gizè, ayant appartenu à Mourad, lui fut consacré. Trois cent soixante élèves y apprirent l'exercice à pied et les manœuvres de la cavalerie, l'escrime, le dessin et la comptabilité. En peu de temps, la précision, la tenue des élèves, la propreté, l'ordre intérieur de l'établissement, excitèrent l'admiration générale. L'œuvre de M. Varin est du nombre de celles qui rencontrèrent, en Egypte, une réussite complète.

Une école d'artillerie, établie à Toura, reçut

trois à quatre cents jeunes gens. L'active sollicitude de M. Rey contribua au succès continu de cet établissement, qui eut également un Français pour directeur.

Enfin, l'école d'état-major reçut son organisation en 1824, de M. Planat. Conduite dans l'origine par des professeurs français, elle semblait devoir fournir de bons officiers à l'armée, lorsque, par une cause inexplicable, les progrès des élèves se ralentirent et l'indiscipline se mit dans leur camp. Ils dépassaient cependant à peine le nombre de deux cents ; c'étaient, en général, des mamelouks achetés par le Pacha, ou des Turcs envoyés de Constantinople ; quelques Arabes y étaient bien admis en vertu d'une faveur toute spéciale, mais ils n'y obtinrent jamais le moindre grade, tandis que les Turcs y entraient avec celui de lieutenant. On défendait même aux professeurs de porter les Arabes sur les cadres d'examen. Ce fut sans doute à cette anarchie, au défaut d'émulation qui en résultait, peut-être bien au niveau trop élevé des études, qu'il faut attribuer le complet insuccès de cette école, qu'Ibrahim-Pacha fut obligé, plus tard, de reconstituer sur d'autres bases.

XXX

Nous ne nous sommes attaché qu'à définir bien exactement le caractère et la portée des innovations de Méhémet-Ali, en négligeant, pour éviter la confusion, nombre de points accessoires, dans lesquels, cependant, l'infatigable activité du Rouméliote trouva un aliment continuel. La comparaison incessante que lui fournissait la civilisation européenne ne laissa jamais son ardeur en repos; chaque jour apportait pour ainsi dire sa révélation et son désir, bientôt suivis d'une tentative d'exécution, quelquefois heureuse, le plus souvent stérile, et n'occasionnant au Pacha qu'une perte sèche d'argent. Il faut distinguer pourtant, dans la légitime critique de ces bévues économiques, qu'on pourrait appeler les *écoles du progrès*, leur côté pratique, resté si fort au-dessous de l'espérance qui les avait fait naître, de leur valeur politique; car il est incontestable, au demeurant, que Méhémet-Ali a inauguré en Égypte la vie sociale

moderne. Ce ne sera pas en pure perte que le fellah, végétant depuis tant de siècles dans l'abrutissement de la misère, aura été mis un instant en contact avec ces produits d'une sociabilité élevée : le télégraphe, la vapeur, les machines ; quand ce malheureux peuple n'y aurait gagné que ce respect pour les étrangers, qui lui fut violemment imposé par le Rouméliote, c'en est assez pour faire vivre cette chaîne des communications qui le préservera des langueurs de l'isolement, et doit, tôt ou tard, le lancer dans les voies civilisatrices. Telle est la signification qui se dégage peu à peu du rôle complexe de Méhémet-Ali, et finira par être la haute caractéristique de son individualité. Qu'il ait essayé cette initiation par des vues égoïstes, des moyens brutaux, au risque de faire suffoquer ce pays déjà anhélant, et à l'instar des empiriques, qui suppriment tout à la fois malade et maladie, — c'est vrai ; mais il n'en est pas moins, pour cela, le médecin hardi, et puisque le pays a résisté à la violence du remède, il y a lieu d'espérer qu'il en ressentira, dans un avenir plus ou moins éloigné, tout le bénéfice. Cette tâche est réservée aux successeurs du Rouméliote, et ils doivent la considérer comme la plus belle partie de leur héritage.

LIVRE SEPTIÈME

MÉHÉMET-ALI REBELLE



SOMMAIRE.

Méhémet-Ali élude une nouvelle demande de secours de la Porte.

— Le Sultan cherche à semer la discorde entre le vice-roi et son fils Ibrahim. — Il refuse de céder la Syrie et accorde Candie. — Négociation entre M. de Polignac et Méhémet-Ali à l'occasion d'Alger. — Projets d'agression. — Différend entre le vice-roi et Abdalla, pacha de Saint-Jean-d'Acre. — Première expédition interrompue par le choléra. — Seconde expédition. — Tentatives infructueuses contre Saint-Jean-d'Acre. — Belle défense d'Abdalla. — Diversion des Turcs. — Ibrahim lève le siège. — Bataille de Zéran. — Prise de Saint-Jean-d'Acre. — Joie de Méhémet-Ali à cette nouvelle. — Réception d'Abdalla à Alexandrie. — Menaces de la Porte. — Hussein est envoyé contre Ibrahim. — Ce dernier prend Damas sans coup férir. — Bataille de Homs. — Les Turcs en fuite. — Mot d'Ibrahim-Pacha. — Bataille de Beylan. — Etrange conduite des flottes turque et égyptienne. — Lâcheté d'Osman-Pacha. — Fuite d'Hussein. — Premiers pourparlers pour la paix. — Méhémet-Ali exige le district d'Adana. — Le Sultan penche pour un appel à la Russie. — Opposition du Divan. — Nomination de Réchid-Pacha aux fonctions de sérasker. — Ibrahim-Pacha entre dans Konié. — Bataille de Konié. — Ineptie des armées turques. — Ibrahim est accueilli avec enthousiasme en Syrie et en Asie mineure. — Pourquoi il n'est pas allé jusqu'à Constantinople. — Emoi de la Diplomatie. — Le Sultan revient à l'intervention russe. — Efforts de M. de Varenne pour l'en détourner. — Arrivée de la flotte russe à Constantinople. — Energique protestation de M. le baron Roussin. — Sa lettre à Méhémet-Ali et la réponse de celui-ci. — Paix de Kutayé. — Traité d'Unkiar-Skelessi entre la Porte et la Russie. — Guerres d'Arabie. — Révolte de Turckè-Bilmès. — Sa fin. — Le vice-roi persiste à vouloir faire la conquête de toute la péninsule. — Revers d'Achmet-Pacha. — Déconfiture des troupes égyptiennes. — Seconde mission de Kourchid-Pacha. — La guerre change complètement de face. — Conquêtes de Kourchid. — Il n'est pas en faveur à la cour du vice-roi. —

Réclamations des Anglais à propos des îles Bahreïn et de Sana. — Ils s'emparent d'Aden. — Méhémet-Ali donne l'ordre à Kourchid de rétrograder. — Révolte à Candie. — Défection d'Osman-Pacha. — Aperçu topographique et historique sur la Syrie. — Les Druses et les Maronites — L'émir Béchir. — Insurrection de la Palestine. — Le cheïk Cassim et ses enfants. — Fin des troubles de la Palestine. — Révolte des Druses. — Revers des Egyptiens. — Ibrahim rend leurs armes aux Maronites, à la condition de les tourner contre les Druses. — Défaite des Druses. — Mots caractéristiques d'Ibrahim et de Méhémet-Ali. — Situation réciproque du Sultan et du vice-roi. — La politique du juste-milieu. — Audacieuse proposition de Méhémet-Ali aux cabinets de France, d'Angleterre et d'Autriche. — Intérêt des puissances dans la question d'Orient. — Leur réponse à Méhémet-Ali. — Elles mettent le vice-roi dans l'obligation de négocier. — Première mission de Zera-Kanouné, belle-fille de Méhémet-Ali, à Constantinople. — Conférences dirigées par la chancellerie de France. — Leur rupture. — Ruses de Méhémet-Ali pour amener la Porte à faire les premières ouvertures. — Il fait écrire au capitain-pacha Achmet. — Mission de Sarim-Effendi en Egypte. — Elle n'aboutit à rien. — Ultimatum du vice-roi et réponse du Sultan. — Première tentative de la Diplomatie pour un concert européen. — La Russie en détourne Mahmoud. — Le vice-roi menace de se déclarer indépendant. — Improbation de l'Europe. — Eloquente protestation de Méhémet-Ali. — Animosité du Sultan. — Intrigues à Constantinople. — Disgrâce de Kousrouf-Pacha. — Divergences occultes entre les ambassadeurs de France et d'Angleterre. — Lord Ponsonby est d'accord avec le Sultan. — Traité de commerce de 1838. — Il est ratifié par la France. — Le Sultan trompe la France. — Embarras du roi Louis-Philippe : la coalition parlementaire. — Ministère du 12 mai. — Imminent conflit entre les troupes égyptiennes et ottomanes. — Plan d'invasion des Turcs. — Passage de l'Euphrate. — Préparatifs d'Ibrahim. — Conduite diplomatique de Méhémet-Ali. — Premières hostilités. — Tactique du sérasker Hafiz. — Prise d'Aïntab par les Turcs. — Occupation des villages syriens. — Ordre de Méhémet-Ali à Ibrahim d'attaquer. — Bataille de Nézib.

MÉHÉMET-ALI REBELLE.

I

Maître d'une force militaire imposante, Méhémet-Ali brûlait de la mettre en action, ne fût-ce que pour s'en prouver à lui-même la valeur. Ce désir ne resta pas étranger à sa résolution de porter secours au Sultan contre les Grecs, quoique ce fût là certainement la dernière des destinations qu'il eût donnée à son armée. Mais après l'issue de la guerre de Morée, qui mit dans un jour favorable le courage et la discipline des soldats du Nizam, les vues belli-

queuses du Pacha ne connurent plus de bornes, et l'ardeur qu'il déploya à réorganiser ses troupes fut un sûr garant de ses futures tentatives. A travers les empêchements et les désastres qui l'assiégeaient, la Porte ne suivait pas ces grands préparatifs d'un œil indifférent; nullement convertie par l'expérience au bon vouloir du Pacha, elle se disait que ce ne serait pas de sitôt que cette accumulation de forces concourrait à la défense de l'Empire. Elle eut bientôt l'occasion de s'en convaincre, car à peine Ibrahim avait-il mis le pied hors du Péloponèse, que le Divan s'était adressé à Alexandrie pour une nouvelle demande de secours.

Nous avons vu Mahmoud pousser l'opiniâtreté, relativement à la révolution grecque, jusqu'au point de résister aux démonstrations armées de la triple alliance, et recevoir, sans en être ébranlé, le coup terrible de Navarin. Au fond, la Russie était enchantée de cet aveuglement. Au printemps de 1828, Nicolas poussa brusquement son armée sur le Danube, et malgré la belle résistance des Turcs, cette campagne se termina par la capture du Dobrutcha et celle de l'importante place de Varna. En même temps le général Paskewitch, en Asie, s'emparait de Kars, Poti, Akhalziké, et menaçait Erzeroum. L'hiver interrompit les opérations et donna aux Turcs un moment de répit;

mais loin d'être abattu par ces revers réitérés, Mahmoud ne songea qu'à recommencer la guerre ; c'est alors qu'il fit parvenir à Méhémet-Ali l'ordre d'envoyer aux Dardanelles une partie de sa marine, et de pénétrer en Syrie avec vingt-huit mille hommes, pour aller renforcer l'armée opposée aux Russes en Asie. Quoique les pertes récentes qu'il avait essuyées au service de l'Empire donnassent au Rouméliote des excuses spécieuses pour ne pas obtempérer à cette intimation, il l'osa d'autant moins qu'elle était appuyée par la France et l'Angleterre, que commençait à inquiéter sérieusement la vigueur déployée par leur alliée, la Russie; mais tout en paraissant s'y résigner, Méhémet-Ali mit tant de tiédeur à obéir, que bientôt son adjonction devint inutile. En effet, dès le mois de mai 1829, les Russes avaient repris les hostilités sous les ordres du général Diébitch, et marché rapidement de triomphe en triomphe. Le 11 juin, ils battent les Turcs en Bulgarie, s'emparent de Silistrie, et pendant que le grand-vizir se renferme dans les lignes de Choumla, Diébitch, par une manœuvre habile, franchit les Balkans en trois points, se répand dans la Roumélie, et se présente, le 19 août, sous les murs d'Andrinople. La terreur inspirée par cette marche audacieuse ne permit pas aux Turcs d'user des moyens de défense qui leur restaient encore, et dont l'impru-

dence de l'ennemi pouvait favoriser le développement ainsi que le succès. D'ailleurs, la diplomatie intervint pour préserver Constantinople d'une chute irrémédiable, et Mahmoud fut obligé de souscrire au traité d'Andrinople, par lequel la Russie acquerrait la possession des bouches de Sulina, d'importantes positions militaires, et plus de deux cents lieues de côtes ; elle s'arrogeait en outre le droit d'isoler la Turquie des principautés danubiennes par l'établissement d'une quarantaine, et celui de s'immiscer dans son administration intérieure par un protectorat religieux ; enfin, pour comble, elle imposait à son ennemi épuisé un tribut de 135,000,000, et retenait la forteresse de Silistrie en garantie.

Voilà ce qui permit au vice-roi de considérer les réquisitions de la Porte comme non-avenues.

II

Le Sultan y puisa un nouveau motif de haine contre son vassal. Mais moins à même que jamais de la traduire en voies de rigueur, il s'attacha à ne pas perdre une occasion de lui être désagréable.

Grâce aux mesures énergiques prises par le Pacha, la révolte du chérif de la Mecque, qui pouvait réveiller le ouahabisme, avait été promptement étouffée ; en l'envoyant complimenter sur ce nouveau gage donné à la religion, Mahmoud, comme s'il eût voulu reporter sur Ibrahim-Pacha tout l'honneur de cette pacification, nommait celui-ci prince de la Mecque. Le but machiavélique du Sultan était facile à saisir. Cette dignité, suprême dans l'Empire, donnait le pas à son titulaire sur tous les vizirs, et créait ainsi au fils une position hiérarchiquement supérieure à celle de son père. Mais en croyant faire plus que d'humilier Méhémet-Ali, en espérant semer, entre lui et l'aîné de ses fils, des germes de division, le Sultan échoua complètement ; car, parmi les qualités d'Ibrahim-Pacha, la plus remarquable fut une continuelle et respectueuse soumission à son père : la gloire d'être le bras armé de la politique qu'il admirait chez lui parut toujours suffire à son ambition.

Méhémet-Ali eut bientôt contre son suzerain un grief plus positif. Nous avons vu qu'il n'avait consenti à prêter le concours de ses armes, en Grèce, qu'à la condition d'être investi du gouvernement des contrées qu'elles feraient rentrer sous la loi du Croissant ; la Grèce ayant été soustraite à cette bonne fortune par des causes indépendantes de la

volonté du Grand-Seigneur et de celle du Pacha, ce dernier ne voulut pas, pour cela, perdre le prix de son dévouement, de ses sacrifices, et demanda qu'une autre province de l'Empire lui fût donnée en compensation, par exemple la Syrie, dont la proximité de son pachalik lui paraissait une raison tout à fait déterminante. Le Divan ne méconnut ni ses promesses ni les droits du Rouméliote, mais, réservant son choix, lui conféra par firman l'administration de Candie. Le change était plutôt onéreux, car Candie, échappée à l'attention des protecteurs de la révolution hellénique, recélait de nombreux germes d'insurrection, et devait procurer plus de charges que de profit à quiconque voudrait la faire rentrer sous les lois de l'obéissance. Nous verrons, en effet, combien peu les Candiotes goûtèrent l'économie politique de Méhémet-Ali et le charme de rentrer dans le cercle de la rénovation orientale.

III

A cette époque, le désir persistant du Pacha d'employer ses troupes à quelque expédition où il

pût trouver gloire et profit, l'entraîna à une négociation que l'événement ne couronna pas de succès, et dont, pour cette raison, il est resté peu de traces historiques. Voici ce que nous croyons être la vérité à ce sujet.

En 1830, le gouvernement français s'était enfin décidé à sévir contre le dey d'Alger, et cette décision était peut-être moins motivée par le refus constant du dey à réparer ses torts, par ses nouveaux outrages, que par un revirement de politique extérieure qui semblait vouloir rapprocher la France de la Russie, en l'éloignant de l'Angleterre. Les alliances à trois ont toujours cet inconvénient de donner lieu à la collusion de deux contre le troisième. Pour la Russie, l'enjeu était Constantinople et valait bien la partie; mais l'Angleterre ne pouvait entrer dans aucune transaction avec elle à cet égard, et, d'un autre côté, l'orgueil et l'ambition britanniques ne savaient point se plier à aucun des petits sacrifices de détail qu'exigeait la susceptibilité un peu malade du gouvernement des Bourbons. La conformité du régime parlementaire était loin, pour ceux-ci, d'être un titre décisif à leur alliance dans un moment où, à bout d'expédients, ils méditaient le renversement de ce régime par un coup d'Etat; ils se sentaient, au contraire, attirés vers le principe autocratique qui faisait la force du Czar, et ils

furent tout à fait gagnés lorsque la diplomatie russe, sans cesse à l'affût des occasions, laissa entrevoir un arrangement au moyen duquel la France reprendrait ses limites du Rhin. Aucun avantage ne pouvait, à leurs yeux, être mis en balance avec celui-là, qui leur aurait assuré une popularité dont ils avaient tant besoin pour mener à bien leurs projets liberticides. Sous l'empire de cette nouvelle politique, la poursuite, par voie coercitive, de la réparation que refusait la régence d'Alger, acquerrait l'opportunité dont jusque-là elle avait été dépourvue : on ne devait plus craindre de froisser la Turquie, immolée au principe de cette nouvelle alliance, et dont le partage était réglé à l'avance ; on n'avait pas à ménager davantage l'Angleterre, qui, par une jalousie mesquine contre nos armes, s'était maintes fois prononcée contre toute mesure de violence. L'expédition fut donc résolue, et Charles X l'annonça au monde politique à l'ouverture de la session de 1830. Mais auparavant, de nombreuses discussions avaient eu lieu, dans le sein du conseil, sur le choix des moyens à employer. Il ne fallait pas se dissimuler que l'entreprise était hasardeuse et nécessiterait de fortes dépenses ; elle aurait en outre pour effet d'occuper une notable partie des forces de la France sur un théâtre éloigné de celui où s'agiteraient les véritables intérêts européens, lors de la

chute, estimée si prochaine, de l'Empire ottoman. M. de Polignac, soucieux de parer à toutes les éventualités, sans cependant ajourner la punition des Barbaresques, jeta les yeux sur le vice-roi d'Egypte, comme pouvant, pour ce dernier objet, exécuter la condamnation portée par la France. Ce que cette délégation pouvait offrir d'étrange et d'anormal était combattu par des raisons toutes particulières. Le Pacha d'Egypte ne devait-il pas à l'aide et à la protection de la France une grande partie du développement de sa force matérielle? Ne pouvait-on considérer son acquiescement comme inspiré par un mouvement de reconnaissance, sans avoir besoin de proclamer l'alliance d'un roi si chrétien avec un champion de l'islamisme? D'ailleurs, les avantages offerts au Pacha étaient bien suffisants pour lui faire tenter cette aventure : pour le seul fait de purger ce nid de pirates et de venger les outrages subis par l'Europe, le gouvernement de ces parages lui était abandonné, aux seules conditions de céder à la France quelques points militaires sur la côte d'Afrique, et de favoriser le commerce de ses nationaux. Des ouvertures en ce sens furent secrètement faites à Méhémet-Ali par l'entremise de M. Drovetti, consul de France, et du marquis de Livron, général à son service. Le Pacha s'empressa d'accepter ; il poussa hâtivement ses préparatifs, et les deux agents firent

un voyage à Paris pour arrêter les derniers arrangements. Mais, dans l'intervalle, les Anglais ayant eu vent de l'affaire, éveillèrent immédiatement l'attention de la Porte. Celle-ci, arguant de son droit de suzeraineté aussi bien sur les états barbaresques que sur ceux de Méhémet-Ali, manda à ce dernier l'ordre de ne pas donner suite à ses projets d'agression. Le Rouméliote, sans doute, n'aurait eu qu'une médiocre déférence pour les vœux de la Porte; mais il lui fallait les prendre en sérieuse considération, appuyés qu'ils étaient des menaces de l'Angleterre. Dans cette délicate occurrence, il ne manqua point de se dire que, tandis qu'il guerroyerait pour détrôner le dey d'Alger, il se pourrait bien faire qu'il fût lui-même expulsé de l'Egypte. En conséquence, il reprit la parole qu'il avait donnée, et la négociation en demeura là. Il est même douteux que sans l'intervention des Anglais et le *veto* de la Porte, elle eût pu aboutir à un résultat, car, pure conception de M. de Polignac, celui-ci l'avait entamée à l'insu de ses collègues, et quand il jugea à propos de la leur proposer, ils se récrièrent, en la considérant comme inconciliable avec la dignité de la France et l'honneur de ses armes.

IV

Ainsi, lorsque l'ambition du Rouméliote se détournait de la Haute-Nubie, du centre de l'Afrique ou des solitudes du Nedjd, lieux où elle avait eu trop beau jeu, pour porter ses regards en un point plus rapproché du cœur de l'Empire, elle venait se heurter de prime-abord contre un obstacle inévitable, l'intervention de la politique européenne. Cet obstacle, dont le prompt effet avait été jusqu'à prévenir ses tentatives, aurait dû le faire sérieusement réfléchir ; mais il en était arrivé au point d'étouffer, pour ainsi dire, dans ses états, pourtant si vastes : comme la chrysalide dans sa coque, il était possédé de l'envie de la briser. Réduit à épier l'occasion, il attendait, tout en se fortifiant ; mais ce développement anormal de force militaire le rendait besogneux au sein de l'abondance, et le faisait pousser à outrance le monopole qui menait l'Égypte à la ruine : il voyait arriver l'époque où il ne pourrait plus trouver dans ce pays ni assez d'hommes ni assez d'argent pour maintenir son armée sur le pied où il l'avait

mise, et il s'avouait que cet instant serait celui d'une décadence forcée. Sur ces entrefaites, un grand événement s'était produit dans le monde : la révolution de juillet, dont la politique interrogeait avec anxiété les résultats, n'avait pas encore dessiné nettement son caractère; l'Europe attentive tournait les yeux vers la France. Méhémet-Ali pensa avec assez de raison que le moment était favorable pour donner carrière à ses projets envahisseurs. La prudence lui commandait aussi de se faire l'agresseur, s'il ne voulait point être devancé; car il n'ignorait pas que la Turquie, profitant également du répit que lui donnaient les affaires d'Europe, concentrait tous ses moyens pour étouffer, chez elle, la rébellion; il savait que ses relations secrètes avec Mustapha, pacha de Scodra, étaient éventées, que le Divan avait intercepté les lettres écrites par lui à ce rebelle, lettres dans lesquelles il offrait argent, troupes, munitions, et s'engageait à marcher en temps opportun sur Constantinople. La révélation de cette intrigue avait été suivie d'un firman de déchéance prononcé contre lui et communiqué aux puissances étrangères; et, pour l'exécuter, la Porte se préparait à mettre sur pied une armée formidable.

Quant au choix de son point d'attaque, il n'avait pas à hésiter. La Syrie, objet constant de sa convoitise, se trouvait tellement à sa portée, qu'elle

était pour ainsi dire une annexe à l'Égypte. Dans la prévision d'une lutte avec le Grand-Seigneur, elle devenait un boulevard inexpugnable ; elle servait, en outre, au vice-roi, de complément obligé pour tous les riches produits qu'elle fournissait en abondance et que l'Égypte ne possédait point, tels que bois de construction, minéraux, houille, soie brute, etc. ; elle était le débouché naturel d'un grand commerce d'échanges avec les plateaux asiatiques. Enfin, sa population, presque aussi nombreuse que celle de l'Égypte dans une moindre étendue, promettait au Pacha une pépinière de soldats qui lui permettait d'étendre à perte de vue l'espérance des futurs contingents.

V

Il fallait un prétexte ; mais un conquérant en a-t-il jamais manqué de plausibles ? Voici celui que Méhémet-Ali s'était en quelque sorte ménagé de longue main :

Le pachalik d'Acre avait alors pour titulaire un certain Abdallah, l'ancien Emir Hadgi, dont nous avons raconté les prouesses dans le livre relatif

aux Ouahabites. Ce pacha ne s'était jamais distingué que par l'art de frapper des avanies. Successeur de Soliman, il se rappela la manière dont celui-ci s'était, un beau jour, emparé de Damas et avait joint ce pachalik au sien (1) : l'envie lui prit d'en faire autant. Mais quoique la Syrie fût dans un état d'anarchie qui datait du déclin de l'Empire, ses pachas se liguèrent pour réprimer les vellétés ambitieuses d'Abdallah, le battirent en rase campagne et le refoulèrent dans sa capitale. Là, il pouvait impunément braver la colère et les efforts de ses ennemis ; mais si un siège, du côté de la terre ferme, ne lui inspirait aucune crainte, il n'en était pas de même d'un blocus maritime, qui l'aurait coupé de ses communications et privé de tout approvisionnement. Comme le ressentiment de la Porte réservait cette punition à ses méfaits, il chercha à négocier son pardon, et s'adressa, en cette extrémité, à Méhémet-Ali. Celui-ci y mit de la complaisance : il lui obtint sa grâce moyennant une amende de 60,000 bourses ; il fit plus : Abdallah ne possédant pas toute cette somme, il lui prêta 11,000 bourses pour la compléter.

Ceci avait eu lieu en 1822. Près de dix années s'étaient passées ; Méhémet-Ali avait inutilement,

(1) Nous avons raconté cette aventure dans le § XXXVII du troisième livre.

à diverses reprises , redemandé la restitution de son prêt. En admettant que le Rouméliote eût eu l'idée de semer le bienfait pour récolter l'ingratitude , certe sa ruse avait tout le succès désirable : non-seulement Abdallah se montrait oublieux de tous les services de Méhémet-Ali, mais encore il donnait asile aux fellahs déserteurs que le monopole avait ruinés ; il encourageait la contrebande, que rendait facile la contiguité des deux pays, et quantité de riches produits s'écoulaient de l'Égypte en Syrie par le commerce interlope des tribus arabes. Lorsque le pacha d'Égypte s'était plaint, soit à la Porte, soit à Abdallah lui-même, de cette émigration continuelle de son peuple, l lui avait été répondu , assez spécieusement , que les fellahs étant tous sujets de l'Empire, il leur était loisible de se fixer en tel lieu de l'Empire qu'ils voudraient. Les choses en vinrent au point qu'en 1831, plus de six mille paysans de la province de Charkiè avaient passé sous la domination d'Abdallah. Méhémet-Ali lui fit dire catégoriquement de les lui renvoyer, et, sur son refus plein de hauteur, il lui manda qu'il irait reprendre ses six mille fellahs, *avec un homme de plus.*

VI

Cette parole comminatoire équivalait à une déclaration de guerre, et, prompt à joindre l'effet à la menace, Méhémet-Ali eut bientôt mis son armée en état d'agir. Au mois de juin 1831, six régiments d'infanterie, quatre de cavalerie, quarante pièces de campagne et un plus grand nombre de pièces de siège, avec Ibrahim-Pacha à leur tête, se disposaient à entrer en campagne. Les vivres, l'artillerie, les munitions de guerre étaient à bord de l'escadre; plusieurs milliers de chameaux transportaient à travers le désert les bagages et les ambulances. De son côté, la Porte, tout à fait résolue à vider ce grand différend, voulait se jeter dans la lice; elle puisait une grande confiance dans les succès récemment obtenus contre les pachas de Bagdad et de Scutari, et ne paraissait pas douter qu'elle n'eût raison de Méhémet-Ali tout comme des autres; mais se sentant dépassée en activité, elle chercha à entraver les voies de fait par des négociations; elle appela la cause de Méhémet-Ali et d'Abdallah devant sa justice souveraine, leur dé-

fendit d'en venir aux mains, lança des firmans, manda des commissaires, le tout à nul effet, comme on doit le penser. Le Rouméliote, répondant à peine à ces sommations, était sur le point de passer outre, lorsque les intérêts de la Porte furent servis par un auxiliaire bien autrement puissant : le choléra éclata en Egypte. Venu des bouches du Gange, le long du golfe Persique, à la suite du pèlerinage mahométan, il sévit d'abord avec fureur à la Mecque; les dévots pèlerins l'y prirent et le répandirent à Djeddah, à Yembo, à Suez dont la population fut décimée, et enfin au Caire, où il sembla s'installer au mois d'août, pour de là irradier dans la Haute et la Basse-Egypte. L'armée, par sa concentration, offrait des conditions favorables au développement du fléau; en moins d'un mois il préleva une dime équivalente à celle qu'aurait coûtée une guerre meurtrière. L'épidémie, qui ne fut pas d'une longue durée, enleva, dans toute l'étendue de l'Egypte, cent cinquante mille âmes, environ huit pour cent de la population. Comme si elle avait hâte de précipiter ses coups, afin de parcourir plus de pays, — car c'était sa première excursion hors de son berceau naturel, — elle fut communiquée aux Turcs par l'armée égyptienne, et repassa avec les premiers dans l'Europe méridionale, tandis que, prise aux frontières de la Sibérie par les Russes,

elle s'introduisait, dans le Nord, par l'effet de leur contact avec les révoltés polonais. On sait que le choléra était rendu à Paris et à Londres au mois de mars 1832. La visite du terrible fléau en Europe peut donc être considérée comme une des annexes de la question d'Orient.

Le choléra n'arrêta Méhémet-Ali que juste le temps nécessaire; les fraîcheurs du mois d'octobre l'ayant fait disparaître à peu près complètement, le généralissime égyptien reçut aussitôt l'ordre de se mettre en marche. Le 2 novembre, les troupes se dirigèrent sur El-Arych, rendez-vous général de l'armée. Ibrahim, avec son état-major, s'embarqua à bord de l'escadre. Il avait sous ses ordres Abbas-Pacha, petit-fils du vice-roi; Ibrahim-Pacha, son neveu; Soliman-Bey (colonel Sèves), Sélim-Bey et Achmet-Bey-Menikli.

VII

Abdallah s'était bien gardé d'attendre l'armée égyptienne et de vouloir lui barrer le passage. D'abord, l'infériorité de ses forces ne lui aurait pas permis de l'affronter en rase campagne. Pen-

sant avec juste raison que le général égyptien s'affaiblirait en s'avançant, aussi bien par sa marche en pays ennemi que par la nécessité de laisser des garnisons dans les villes dont il lui fallait s'emparer, il n'envoya au-devant de lui qu'un petit corps de cavalerie, plutôt pour l'observer que pour le combattre, et se tint hermétiquement enfermé dans sa ville d'Acre, qu'il jugeait imprenable depuis le jour où il y avait bravé les assauts de nombreux ennemis : d'ailleurs, n'avait-elle pas été surnommée *la Pucelle*, en raison des tentatives infructueuses d'une armée française, dirigée par le génie de Bonaparte ? Cette qualification prouvait que les Turcs n'étaient pas plus forts en histoire qu'en stratégie, car, bien que la ville ait soutenu à diverses reprises des assauts mémorables, — justement parce qu'elle était constamment regardée comme la clef de la Syrie, — il n'en est point qui ait été autant de fois prise et reprise par les partis qui se sont disputé la possession de ce territoire.

Acre, l'antique ville phénicienne d'Acco (1), fut capturée par un des Ptolémées, on ignore lequel, qui lui donna le nom de Ptolemaïs. Devenue colonie romaine sous l'empereur Claude, elle était, dans les premiers temps du christianisme, le

(1) Les Arabes la nomment Akka.

siège d'un évêque relevant du patriarcat d'Antioche. Les Arabes, sous la conduite du grand Omar, s'en emparèrent en 636, ainsi que de toute la Syrie, et désormais musulmane, Acre subit les nombreuses vicissitudes des dynasties islamiques. Lors de la première croisade, elle appartenait au sultan d'Egypte. Baudouin I^{er}, roi de Jérusalem, la prit en 1104; elle devint l'endroit ordinaire du débarquement des croisés, jusqu'en 1187, époque à laquelle elle se rendit au fameux Saladin : mais, quatre ans plus tard, Richard-Cœur-de-Lion et Philippe-Auguste la reprirent aux Sarrasins, après vingt mois de siège. En 1192, les chevaliers de Saint-Jean en firent la métropole de leur ordre, d'où lui vint le nom de Saint-Jean-d'Acre; ils réussirent à s'y maintenir pendant un siècle encore, et ce fut le dernier poste abandonné par les chrétiens en Syrie. Le 48 mai 1291, un sultan mamelouk, El-Melik-el-Achraf, l'enleva d'assaut et la ruina de fond en comble : 60,000 chrétiens y furent égorgés. Dès lors elle resta presque déserte et sans aucune importance. Malgré la conquête turque, vers l'an 1750, un chef de Bedouins, le cheik Daher, étendit sa domination de la montagne à la côte, et remarquant l'excellente position d'Acre, il tenta de la relever de ses ruines, y bâtit un palais et l'entoura de quelques fortifications. Avec de belles promesses, et mille sequins, il par-

vint à en imposer à la juste susceptibilité de la Porte ; mais plus tard celle-ci, alarmée de la puissance qu'il acquérait par l'extension de son commerce, lui suscita l'inimitié de ses voisins, et le vieux Daher périt par la trahison. La Porte donna ses domaines à Ahmed, dit Djessar (le boucher), pacha de Beyrout, qui avait été son plus constant ennemi. Djessar fixa sa résidence à Acre et y compléta les travaux de fortification entrepris par son prédécesseur : c'est lui qui repoussa l'attaque des Français en 1799. Il conserva son poste jusqu'en 1804, et fut remplacé par Ismaël-Pacha, auquel succéda bientôt Soliman, prédécesseur d'Abdallah.

Acre occupe l'extrémité nord d'une baie circulaire de quatre ou cinq lieues d'étendue, dont la limite est tracée au sud par la ville de Caïffa, adossée au Mont-Carmel ; elle est bâtie sur une presqu'île de forme ovale, liée au continent par un isthme étroit : c'est en face de cet isthme, seul côté abordable par la terre ferme, que se développe la maitresse-fortification, composée d'une courtine flanquée de trois grosses tours carrées, à la manière du douzième siècle, le tout n'offrant pas plus de 250 mètres de largeur. Ce front fait face à l'est ; le rempart tourne au midi et suit le bord de la mer : c'est là que se trouve le port ; du midi le mur va à l'ouest et vient, par le nord, retrouver le front principal. Cette enceinte fut bâtie par Djessar

Pacha, après la retraite de l'armée française ; elle en contient une seconde du côté de l'isthme, la seule qui existât quand les Français en firent le siège. Le plus grand diamètre de cette place n'ex-cède pas 700 mètres.

Quelque imparfaits que fussent ces moyens de défense, ils étaient rendus très-dignes d'attention par l'excellente position de la ville qui, n'étant accessible qu'en un seul point, permettait d'y concentrer toutes les forces disponibles ; et bien qu'Ibrahim fût maître de la mer, le général égyptien devait éprouver une fois de plus l'exactitude de la réputation de bravoure qu'ont acquise les Turcs, lorsqu'ils sont derrière des remparts.

VIII

Ibrahim débarqua à Jaffa, que la garnison turque avait évacuée, et prit le commandement de l'armée, qui y était parvenue par le désert sans résistance. Il s'avança à petites journées sur Saint-Jean-d'Acre, et s'empara de Caïffa, pour y établir, ainsi que l'avait fait Bonaparte, ses magasins et ses réserves ; l'escadre y trouva un mouillage sûr, et

débarqua les munitions de toute espèce. Cinq vaisseaux de ligne et plusieurs frégates devaient seconder l'armée de terre et bombarder la ville. Ibrahim disposait de 35 à 40,000 hommes et d'un équipage de siège assez considérable. Abdallah ne pouvait lui opposer qu'une garnison de 2,500 hommes ; mais plein de confiance, approvisionné pour plus d'une année, il comptait que ce laps de temps ne s'écoulerait pas avant l'arrivée des secours que lui avait promis la Porte ; il se prépara donc à une vigoureuse résistance. Le 26 novembre, la place fut investie, et les travaux du siège commencèrent.

De part et d'autre l'ignorance était égale ; mais dans l'attaque et la défense des places fortes, toutes les difficultés sont du côté de l'assaillant ; c'est à lui à faire tous les efforts d'habileté. L'assiégé n'a guère à mettre en œuvre que son courage, protégé qu'il est par des travaux qui n'ont besoin que d'être réparés sous le feu de l'ennemi. Cette différence se fit cruellement sentir à l'armée d'Ibrahim ; privée d'ingénieurs capables d'établir une batterie dans les règles, elle put bientôt constater que l'artillerie d'Abdallah était beaucoup mieux servie que la sienne et lui faisait un mal considérable, tandis qu'on parvenait à peine à enlever quelques pierres au rempart. Une brèche fut cependant faite ; mais elle était insuffisante, et un premier assaut fut repoussé avec une énorme perte. Le

bombardement par mer n'eut pas plus de succès ; les gros temps empêchèrent les vaisseaux égyptiens de s'embosses convenablement, et les boulets des forts leur firent tant d'avaries qu'ils furent obligés de battre en retraite et de rentrer à Alexandrie, où ils portèrent la nouvelle de ce grave échec. L'ardeur et la résolution du vice-roi n'en subirent aucune atteinte ; malgré la présence de deux commissaires de la Porte, venus pour tenter les voies de la conciliation, les préparatifs reçurent un surcroît d'impulsion ; un nouveau vaisseau de cent canons fut lancé, et la flotte réparée se trouvant, dès le commencement de février, en état de reprendre la mer, des renforts, des munitions en abondance prirent le chemin de la côte de Syrie.

IX

On touchait à la fin de février, et la place tenait comme aux premiers jours ; quatre batteries de vingt pièces de 36 anglais, et de dix mortiers de 16 pouces, faisaient un feu continu, mais divergent et à longs intervalles ; le rempart était criblé de boulets, délié en plusieurs endroits, la tour

carrée dominant le point d'attaque était presque entièrement détruite; mais trop de facilité avait été laissée aux assiégés pour réparer les dégâts, et aucune brèche réellement praticable n'avait pu être ouverte. Un second assaut fut aussi infructueux que le premier. Les Egyptiens commençaient à se décourager; les fatigues du siège, les rigueurs de l'hiver et les privations de tout genre occasionnaient un grand nombre de maladies; parmi les Nubiens surtout, ce climat si différent du leur causait une mortalité effrayante. La position d'Ibrahim devenait pleine de périls. Dans tout le pays d'alentour on considérait le sort de la Syrie entière comme si bien attaché à celui de Saint-Jean-d'Acre, que le général égyptien avait pu, sans coup férir, occuper les autres points; les troupes égyptiennes tenaient la côte tout entière, depuis Gaza au sud jusqu'à Tripoli au nord. Mais les tribus guerrières du Liban n'avaient pas offert franchement leur concours; quelques troupes de Bedouins nomades s'étaient seules jointes à l'armée d'Ibrahim, et ce dernier n'ignorait pas que le reste de la population attendait l'événement pour se déclarer en sa faveur ou contre lui. D'un autre côté, la volonté de Méhémet-Ali s'était énergiquement prononcée; en envoyant à son fils les renforts et les munitions amplement nécessaires, il lui avait mandé de prendre Saint-Jean-d'Acre à tout prix. Ainsi

Ibrahim voyait non-seulement sa sûreté, mais même toute sa réputation militaire, intéressées à cette capture. Résolu à frapper un coup décisif, il ordonna les préparatifs d'un assaut général.

Sur ces entrefaites, il apprit que les Turcs faisaient quelques démonstrations : encouragé par les longueurs du siège, le pacha d'Alep, Osman, était venu faire une pointe sur Tripoli; reçu assez vigoureusement, il s'éloignait sans trop d'insistance, lorsqu'un colonel égyptien, enhardi par cette promptre retraite, s'élança à sa poursuite avec un bataillon de 5 à 600 hommes. Il eut bientôt tout le corps d'Osman sur les bras, et prit la fuite ; mais le bataillon fut taillé en pièces. Enflé par ce succès, Osman était revenu à la charge, et avait été encore repoussé des murs de Tripoli.

Cette nouvelle compliquait la situation d'Ibrahim. Sans doute Osman ne s'en tiendrait pas là, et recommencerait ses attaques : le général égyptien laisserait-il son avant-garde du nord aux prises avec un ennemi tenant la campagne et enrôlant chaque jour de nouvelles recrues sous ses drapeaux ? S'exposerait-il lui-même à être assiégé dans son camp, et à se trouver pris entre deux feux ? Sur-le-champ, Ibrahim prit la résolution d'un véritable homme de guerre. Il comprit que la chute de Saint-Jean-d'Acre devait se décider dans les plaines de la Syrie, et s'obtenir par des victoires

en rase campagne, comme l'avait fait le grand stratégiste des temps modernes à Mont-Thabor, manœuvre depuis lors renouvelée à Ulm. Il prit avec lui la plus grande partie de son armée, ne laissant devant la ville que 5,000 hommes, et se porta au-devant de cet autre ennemi, au risque de voir perdre tous les travaux précédemment exécutés. La chose, en effet, ne manqua d'arriver comme il l'avait prévu; à peine se fut-il éloigné que Abdallah, par une sortie simulée d'une partie de son monde, réussit à attirer les Egyptiens jusqu'à portée du canon; alors l'artillerie des remparts ouvrit un feu très-vif, et le reste de la garnison, s'élançant hors des murs sur les Egyptiens surpris, en fit un grand carnage. Ces derniers s'enfuirent dans toutes les directions. Abdallah détruisit la plupart des ouvrages du siège, encloua les canons, et emmena avec lui l'artillerie de campagne et les munitions.

X

Si l'énergie d'Abdallah et la valeur de ses troupes eussent été secondées par ses alliés du dehors,

Ibrahim eût été à deux doigts de sa perte ; mais, à la nouvelle de l'approche des Egyptiens, Osman fut saisi d'épouvante ; sans se donner le temps de ployer ses tentes, il s'enfuit, abandonnant bagages, artillerie, munitions, et ne se crut en sûreté qu'après avoir mis le Liban entre lui et son ennemi. Ibrahim, avec un corps de 5 à 6,000 hommes, franchit la montagne, attaché à sa poursuite ; mais ne voulant pas trop s'engager, il s'arrêta à Homs, sur le bord de l'Oronte, et campa dans les plaines qui entourent la ville. Cette halte suffit pour rendre un peu de cœur à Osman ; il fit courir le bruit, et lui-même le crut peut-être, que le général égyptien reculait à son tour ; à la faveur de ce mensonge, il réussit à obtenir l'adjonction des pachas ses voisins, notamment ceux de Kaisseriè et de Maadè. Réunis, les Turcs coalisés présentaient une masse d'une vingtaine de mille hommes : ils revinrent sur leurs pas, et rencontrèrent les Egyptiens dans la plaine de Zeran, en avant de Homs. Malgré la supériorité du nombre, ils furent complètement battus ; Ibrahim leur tua trois cents hommes et les poursuivit pendant deux heures l'épée dans les reins. Les pachas se mirent en retraite et s'arrêtèrent à Hâmah, cette fois pour n'en plus bouger et y attendre l'armée que le Grand-Seigneur allait envoyer à leur aide.

Pendant qu'il faisait ces prouesses à l'avant-

garde, Ibrahim avait concentré le gros de son armée à Balbeck; trop faible pour pousser plus loin son aventure, il se replia lui-même, chargé de dépouilles, sur cette position, admirablement choisie pour l'état de la campagne. Placé en travers de la route la plus directe de Homs à Saint-Jean-d'Acre, il couvrait le siège, ses ailes appuyées sur le Liban et l'anti-Liban, et ne pouvait être attaqué que de front, tandis qu'il lui était loisible de tomber sur le flanc droit d'une armée se dirigeant vers Damas, ou sur son flanc gauche, si elle marchait sur Tripoli. Mais il n'y avait garde que les pachas, terrifiés, fissent un mouvement si décisif. Après quelques jours d'attente, Ibrahim ne les voyant pas se remuer, laissa un corps d'observation à Balbeck, et se porta de sa personne à Saint-Jean-d'Acre, résolu d'en terminer avec ce siège si prolongé.

XI

Cette courte campagne avait suffi pour changer les conditions réciproques des belligérants. Abdallah devait perdre tout espoir d'être secouru de

longtemps, et la surexcitation morale de ses soldats était passée au camp égyptien. Le beau temps était enfin venu. Les munitions et les vivres destinés à ravitailler la place servirent, au contraire, à Ibrahim, qui, d'ailleurs, instruit un peu tard par l'expérience, avait demandé en Egypte un ingénieur capable d'introduire quelque régularité dans les opérations du siège. Le vice-roi, en même temps que deux régiments de vieilles troupes, remplacés à Candie par des recrues, lui envoya un officier de génie napolitain nommé Romey. Dès lors tout prit une nouvelle face : en quinze jours une attaque dans les règles fut menée avec vigueur, et dans la nuit du 26 au 27 mai, trois larges brèches, ouvertes dans le rempart, avaient comblé le fossé de leurs débris. Le 27, un peu avant le lever du soleil, l'assaut fut donné à la fois sur les trois points, au bruit des fanfares et des houras. Les Egyptiens parvinrent à se maintenir sur deux brèches ; les troupes dirigées contre la troisième manifestèrent de l'hésitation et étaient prêtes à lâcher pied, lorsque Ibrahim accourut, le sabre en main, menaçant de frapper quiconque reculerait. Tandis qu'il les poussait en avant, il faisait avancer le corps de réserve, dont une partie se logea sur la brèche et y éleva un retranchement ; pendant ce temps-là, le reste faisait tête à l'ennemi. La garnison opposa une résistance dé-

sespérée, et mit hors de combat plus d'Égyptiens qu'elle ne comptait de combattants. La lutte se prolongea avec acharnement jusqu'à quatre heures du soir ; mais, à ce moment, 1,400 Turcs avaient péri sur la brèche ; un bataillon égyptien sortit des retranchements et fit une charge si furieuse sur la garnison, réduite à 400 hommes, dont beaucoup de blessés, que ces débris demandèrent à poser les armes. Le feu cessa, et la garnison eut les honneurs de la guerre, qu'elle avait certes bien mérités. Quant à Abdallah, Ibrahim lui envoya le général Selim-Bey pour lui dire qu'il était retenu comme prisonnier de guerre. Le Pacha ayant manifesté le désir de se rendre en Egypte, il fut conduit à Caïffa le 29 mai, et embarqué immédiatement à bord d'une goëlette faisant voile pour Alexandrie.

Ainsi se termina ce siège qui avait duré six mois, et dont on fit d'autant plus un mérite à Ibrahim, que Bonaparte y avait échoué, et trouvé l'écueil de ses vastes projets sur l'Orient. Cela ne prouve qu'une chose, c'est qu'on doit se garder des assimilations en matière historique, et que Napoléon eut autant de tort à vouloir imiter Alexandre qu'Ibrahim à croire qu'il était destiné à réaliser ce que n'avait pu faire Napoléon. Sans nier l'énergie et l'habileté du général égyptien dans cette campagne, nous n'insisterons pas sur toutes les diffé-

rences qui repoussent l'analogie qu'on a voulu établir entre les deux circonstances : une seule suffira, c'est que la garnison commandée par Djes-sar-Pacha, qui n'était dans le principe que de 2 ou 3,000 hommes, fut portée, grâce aux vaisseaux de Sidney-Smith, jusqu'au chiffre de 12,000, tandis que l'armée française, privée d'artillerie de siège, eut à subir toutes les réductions provenant de la guerre, de la disette et de la peste. Ibrahim fut dans la condition précisément inverse : il reçut des renforts à volonté, et la garnison d'Acre, coupée de toute communication, ne rendit la place qu'après avoir été réduite à un nombre qui rendait chimérique tout espoir d'une plus longue défense.

XII

La nouvelle de la prise de Saint-Jean-d'Acre ne mit que quatre jours à parvenir à Alexandrie. D'Acre au Caire, on compte, par le désert, 600 kilomètres ; mais, dans sa juste impatience, Méhémet-Ali avait fait établir, de 20 kilomètres en 20 kilomètres, des postes de dromadaires. La ligne té-

légaphique du Caire à Alexandrie transmet la nouvelle en douze heures, tandis que les courriers du Pacha mettaient vingt-quatre heures à franchir cette dernière distance.

On se ferait difficilement une idée de la joie du Pacha, et quoique cette victoire, premier *gage* de sa rébellion envers la puissance suzeraine de la Porte, dût lui ouvrir toute une ère de luttes, il ne put, même aux yeux du corps diplomatique, qui considérait avec inquiétude la voie dans laquelle il s'engageait, dissimuler l'essor que prirent subitement ses espérances. Tout son caractère, tout l'Orient même, avec sa ruse empreinte de fausse humilité, sont dépeints dans la réponse qu'il fit à un consul européen, venu pour le féliciter à cette occasion : « J'espère maintenant, dit-il, que le Grand-Seigneur daignera me pardonner. » Méhémet-Ali voulut donner des marques plus extérieures de son contentement : pendant trois jours, des salves d'artillerie tentèrent de réveiller l'enthousiasme assoupi des habitants, et tous les soirs des distributions de vin et d'eau-de-vie furent faites aux Turcs et aux Arabes, qui s'enivrèrent fort bien en dépit du Koran. Mais toutes ces démonstrations ne servirent qu'à témoigner de la félicité du maître ; le peuple, courbé sous un joug écrasant, ne s'y associa que médiocrement, et, ne comprenant pas qu'il y eût là pour lui un triomphe de nationalité,

il avait cependant le pressentiment que cette victoire présageait de nouveaux sacrifices de sa part.

Aux termes de ses propres déclarations, à son souverain aussi bien qu'à la diplomatie, la chute de Saint-Jean-d'Acre aurait dû être pour Méhémet-Ali une suffisante réparation des justes griefs qu'il avait contre Abdallah : tout au plus, selon le droit strict, pouvait-il exiger le remboursement des frais de la guerre. Mais il y avait longtemps que, sans avoir levé le masque, le Rouméliote laissait clairement lire dans sa physionomie. Saint-Jean-d'Acre était pour lui la clef de cette Syrie si désirée, clef également bonne pour se l'ouvrir ou pour la fermer à d'autres. Ibrahim avait des ordres positifs : à peine entrés dans la ville, les soldats égyptiens se mirent à relever ces murs qu'ils avaient abattus ; dès le 2 juin, le Pacha faisait à une maison de commerce anglaise d'Alexandrie une commande considérable de canons de gros calibre, destinés à garnir les fortifications de la place, lesquelles furent relevées d'après les principes de la science, et suivant les indications que l'expérience des deux derniers sièges avait pu fournir. Il voulut qu'un immense dépôt d'armes et de munitions de toute nature y fût constamment entretenu, pensant, en cas d'événement malheureux, se faire une retraite sûre de la ville célèbre dans les guerres de l'Orient. Triste vanité des prévisions hu

maines ! Quand l'orage gronda sur sa tête, Acre eût été pour lui le plus incertain des abris.

XIII

Comme si ce n'était déjà pas assez révéler ses intentions, Méhémet-Ali, par la manière dont il accueillit son ennemi vaincu, s'attacha à donner un démenti aux prétextes qui lui avaient fait entreprendre la guerre,—à moins que l'imprudence de cette divulgation n'ait pu réprimer chez lui la satisfaction d'accabler un rival du poids de sa clémence.

On attendait impatiemment à Alexandrie des détails sur le fait d'armes du 27. Vers le soir du 2 juin, on signala un brick de guerre de la marine du vice-roi, qui annonçait avoir à bord un personnage de distinction. Tout aussitôt, le bruit, répandu dans la ville, qu'Abdallah était arrivé, fit affluer du côté du port une grande foule. Le vice-roi se trouvait aux arsenaux de la marine ; ayant su, par le retour de l'embarcation envoyée en reconnaissance, qu'en effet la goëlette portait Abdallah et son kiaya, il donna l'ordre qu'on les con-

duisît à son palais de *Ras-ettine* (1), où il se rendit lui-même en toute hâte. Parvenu au bas de l'escalier, Méhémet-Ali fit descendre, dans la chaloupe qui l'avait amené de l'arsenal, Kendji-Osman, payeur général de l'armée, bien connu d'Abdallah, et lui ordonna d'aller à la rencontre de ce dernier pour l'assurer de toute sa bienveillance.

Le vice-roi entra au Divan avec sa suite, s'assit à sa place ordinaire, et resta plus d'un quart d'heure sans proférer une parole ; rompant le silence enfin, il dit tout haut : « On vient de m'apprendre qu'Abdallah est dans une grande anxiété ; je veux qu'on fasse à cet hôte un accueil capable de le tranquilliser et de le relever de son grand abattement. » Il n'en fallut pas davantage pour apprendre aux courtisans quelle mine ils devaient offrir aux regards du proscrit ; à défaut du maître, le canon de la forteresse saluant l'entrée d'Abdallah, le leur aurait enseigné. Ils se précipitèrent donc en foule au-devant de ses pas lorsqu'il descendit à terre au coucher du soleil, et lui firent un cortège jusqu'au palais. Abdallah recevait ces marques d'intérêt d'une figure contrite, quoique son œil vif donnât à sa physionomie un certain air de fierté. C'était un homme de trente-cinq ans, maigre et de taille moyenne. Il traversa les salles du

(1) Cap des Figuiers.

palais, magnifiquement éclairées et peuplées pour la circonstance, et parut sur le seuil de la salle d'audience. Méhémet-Ali se leva à son aspect et l'invita courtoisement à s'approcher. Abdallah se précipita à ses pieds, et baisa le bord de ses vêtements, accompagnant ce geste tout oriental de ces paroles : « Pardonnez, seigneur, et puisque le ciel a placé dans votre âme les qualités d'un monarque, que votre pardon soit celui d'un monarque et non d'un vizir. » Cette délicate flatterie devait aller au cœur du Rouméliote. Il prit la main de son hôte, le releva et le fit asseoir ; passant de là à une conversation pleine d'aménité, il l'assura qu'il ne conservait aucune rancune du passé, et qu'il le traiterait désormais comme son fils. Après le café, on offrit à Abdallah une pipe qu'il refusa modestement ; mais il fut forcé de la prendre des mains du Pacha. Ceci s'était passé devant une grande assistance. A un signe de Méhémet-Ali, tout ce monde se retira, et il resta seul avec Abdallah et son kiaya dans une conférence secrète qui dura une demi-heure. A la reprise de l'audience publique, Méhémet-Ali congédia son hôte en lui disant qu'il lui avait fait préparer un palais voisin du sien, et qu'en raison de ce voisinage il espérait qu'il viendrait souvent lui rendre visite.

Quand Abdallah se retira, toute trace de tristesse avait disparu de son visage, et, non moins

bien accompagné qu'en arrivant, il trouva, au bas de l'escalier, le propre cheval du vice-roi, qu'on avait préparé pour lui. Il demanda si c'était la monture de Méhémet-Ali, et sur la réponse affirmative, il baisa la selle avant d'y monter. Une garde d'honneur l'attendait à l'appartement qui lui était destiné.

On avait déjà expédié au Caire l'ordre de préparer un palais pour Abdallah et pour sa famille, qui devait arriver de Saint-Jean-d'Acre quelques jours après.

XIV

On serait étonné de l'inertie et de l'aveuglement de la Porte au milieu de ces événements, si on ne savait que doublement frappé, au dehors par les Russes, au dedans par les rébellions sans nombre, tout ce que pouvait faire un état politique si voisin de sa dissolution, c'était de vivre. Les guerres sur le Danube auraient encore fait naître des illusions sur ses ressources; la force de ses ennemis ennoblissait là sa résistance et sa défaite : mais ce qui venait de se passer en Syrie

mettait sa faiblesse dans toute son évidence, et le sort de la campagne qui allait s'ouvrir était facile à pronostiquer. Le Divan était instruit, plus d'une année à l'avance, des projets d'agression de Méhémet-Ali; il avait appuyé moralement Abdallah dans son droit, et promis, au cas où il serait attaqué, le secours le plus effectif de ses armées : l'attaque ayant eu lieu, comprend-on que, dans l'espace de six mois, tout ce qu'il put tenter en faveur d'Abdallah et de son héroïque poignée d'hommes, se réduisit à l'insignifiante démonstration d'Osman-Pacha, démonstration qui eut pour résultat, nous l'avons vu, de faire tomber Saint-Jean-d'Acre un moment plutôt qu'elle ne l'eût fait, si elle eût été complètement abandonnée à elle-même; encore faut-il moins attribuer cette diversion, tout illusoire qu'elle fût, aux ordres de la Porte qu'à l'initiative des pachas de Syrie. Quand on vit la garnison d'Acre repousser itérativement les assauts d'Ibrahim, on se dit à Constantinople qu'elle suffirait toute seule à sa défense, et qu'il n'était point besoin de se presser : ou plutôt les grands hommes d'État qui présidaient alors aux destinées de l'Empire, pensèrent que le moment était favorable pour rouvrir les négociations. Négocier avec un rebelle, et quand les armes de ce rebelle viennent d'essuyer un échec ! En vérité, la chose est incroyable ! Méhémet-Ali amusa les commissaires de la Porte de

demandes extravagantes et de fins de non-recevoir ; en attendant, ses vaisseaux , avariés par le canon d'Acre, se radoubaient dans le port d'Alexandrie ; pendant ce temps, aussi, la flotte ottomane était tranquillement à l'ancre dans le Bosphore, et perdait la seule occasion propice de porter, sans coup férir, des secours à Abdallah, — à supposer qu'elle n'eût pas osé se mesurer avec sa rivale. Au commencement du Baïram, grande solennité religieuse des Turcs, la Porte publie le Tioudjihal ou liste de promotion et de confirmation de tous les Pachas de l'Empire : c'est le moment des destitutions, des avancements et des nominations. Cette pièce, parue en mars, laissa l'Egypte sans indication de Pacha. Ce n'était encore qu'une menace ; mais, à la suite du premier engagement des troupes d'Ibrahim avec les soldats d'Osman, le Divan, forcé de relever le gant, s'empressa de mettre solennellement Méhémet-Ali au ban de l'Empire. Le Rouméliote avait aussi dans son arsenal des armes de cette espèce, et, prévoyant ce qui devait lui advenir, il s'était fait donner à l'avance du chérif de la Mecque, — placé, comme on sait, sous sa domination, — une proclamation adressée à tous les croyants, et dans laquelle le Grand-Seigneur lui-même était excommunié, déclaré traître et rebelle à la foi de Mahomet. Le Grand-Seigneur riposta par la

destitution du chérif et l'envoi d'un remplaçant, Abdul-Moutaleb, sans savoir comment celui-ci, pour parvenir au siège de son pontificat, passerait à travers les troupes de Méhémet-Ali ? Il partit cependant, pour ne jamais arriver.

On ne saurait croire jusqu'où alla cette petitesse de moyens agressifs que la Porte mit en usage contre son vassal redouté. A cette époque, l'Hedjaz, toujours imparfaitement contenu par les bandes d'Albanais qu'y entretenait le vice-roi, était le théâtre d'une collision entre ceux-ci et les troupes régulières; elle dégénéra en révolte ouverte par le fait d'un certain Turckè-Blimès, chef d'arnaoutes. Le Divan vit dans ce complot de caserne une branche de salut, et il manda incontinent un firman qui légitimait la sédition de Turckè-Blimès et l'investissait, en Arabie, des pouvoirs les plus étendus. Nous verrons plus tard quel fut le sort de ce malheureux. L'Orient, tel que l'a fait la loi musulmane, est un pays où les puérilités, les bévues et les crimes s'accomplissent avec la même gravité solennelle : tout n'y est que mensonge; l'emphase des paroles recouvre la pauvreté des raisons, la haine est voilée sous les formules du respect, et la révérence, dont la force brutale n'est pas le principe, cache toujours au fond le mépris.

La prise de Saint-Jean-d'Acre eut au moins pour résultat de secouer la torpeur du Divan et de faire

parader la flotte ottomane : d'abord, l'émotion populaire l'aurait difficilement soufferte à l'ancre dans les Dardanelles. Elle sortit donc pour aller, sur les côtes d'Asie mineure, débarquer mille hommes de cavalerie envoyés à l'armée d'Hussein-Bey. Il y avait déjà deux mois que ce séraskier, tour à tour portefaix, espion, gouverneur de place forte, émeutier, assommeur, bourreau, pacha et enfin pacha des pachas, — le fameux exterminateur des janissaires, le vainqueur du pacha de Scutari, — avait été nommé au commandement de l'armée qui devait agir en Syrie. Un titre nouveau avait été créé tout exprès pour lui, celui de *Serdari-Ekrem* (1) : cependant, depuis deux mois, il n'avait pu dépasser les frontières de la Caramanie, et, pour qu'il se rencontrât avec l'armée égyptienne, il fallut qu'Ibrahim vînt le chercher et le battre à Koniè.

XV

C'est que si du côté de la Porte et de ses défenseurs on ne vit que lenteur et irrésolution, il en

(1) Feld-maréchal.

fut tout autrement pour Ibrahim et son armée : la virile décision de Méhémet-Ali sut leur imprimer une énergie et une promptitude d'action irrésistibles. Il ne pouvait plus, du reste, y avoir lieu à aucune équivoque : en envoyant Hussein commander l'armée, le Grand-Seigneur l'avait investi du titre de pacha d'Egypte, de Candie et de Sennaar ; et ça allait être plutôt pour son pachalik que pour la Syrie que Méhémet-Ali serait dans l'obligation de se mesurer avec son suzerain. Ordre fut donc donné à Ibrahim de marcher en avant. Le 8 juin, il partit de Saint-Jean-d'Acre, se dirigeant sur Damas avec une partie de ses forces, tandis qu'un faible corps fut envoyé à Tripoli et que le reste de l'armée conservait la position de Balbeck. Un peu en avant de Damas, la colonne égyptienne rencontra une petite troupe de recrues rassemblées à la hâte par le gouverneur Ali-Pacha, et qui se dispersèrent aux premiers coups de feu. Ibrahim entra dans la capitale de la Syrie presque sans résistance, le gouverneur l'ayant évacuée avec les principales autorités et les troupes placées sous ses ordres, pour se retirer sur Homs. La lâcheté de cet abandon révolta la pudeur du Sultan ; il voulut lui donner une couleur moins scandaleuse en faisant publier que la ville de Damas ayant toujours été considérée comme *lieu saint*, il n'avait point

voulu consentir à ce qu'elle devînt le théâtre d'un combat, et en conséquence s'était refusé à ce que des fortifications y fussent élevées. Le *Courrier ottoman*, chargé de donner cet avertissement, ajoutait : « Ibrahim, qui ne respecte rien, devait pousser l'irrévérence jusqu'à s'emparer de la ville sainte ; et le gouverneur de cette ville, n'ayant pas de troupes à sa disposition, devait se retirer : mais l'armée de Hussein s'avance en bon ordre et aussi vite que le permettent les chaleurs de la saison. Les premiers coups qu'elle frappera seront sans doute décisifs.

Il est vrai, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le remarquer, que la rapidité n'était pas de l'essence du généralissime ottoman. On était au commencement de juillet, et il était à peine arrivé à Antioche, sur la frontière de Syrie, au débouché du Taurus ; il paraissait en abandonner les défilés avec répugnance, tandis qu'une partie considérable de son armée, sous les ordres de Méhémet, pacha d'Alep, favori du séraskier Kousrouf, s'était concentrée à Homs. Cette inexplicable inaction avait permis à Ibrahim de faire exécuter à ses colonnes, sans être le moins du monde inquiété, un mouvement de convergence vers ce dernier point, et le 9 juillet il se trouva en bataille avec trente mille hommes devant l'armée turque, qui en comptait à peu près autant.

La première faute du général turc fut d'accepter la bataille dans la position prise par l'ennemi, et de ne s'être point lui-même emparé de cette position avant que les colonnes égyptiennes fussent réunies. L'armée d'Ibrahim se présentait sur trois lignes : la gauche, appuyée au lac de Tatli-Gueul, à deux heures et demie de marche en avant d'Homs, la droite dans le désert, sa cavalerie aux ailes, trois batteries en première ligne, au centre et aux ailes, quatre en réserve, en arrière de la seconde ligne, et les bagages entre la seconde et la troisième ligne. Ces savantes dispositions furent dues en partie aux conseils du colonel Sèves, aide de camp du prince. La seconde faute des Turcs fut de disséminer leur artillerie sur le front de leurs deux lignes, à raison d'un canon par bataillon. On aurait peine à concevoir une plus ridicule et plus ignorante conception ; c'était vouloir perdre tout le fruit qu'on peut tirer de l'artillerie : aussi l'issue de la bataille ne devait-elle pas être un instant douteuse. Le général ottoman ajouta encore, si c'est possible, à l'ineptie de cette combinaison, en logeant toute sa droite dans une île formée par la route et un canal. Il la jugeait là inexpugnable : elle l'était si bien qu'elle ne put elle-même s'en dépêtrer, quand il s'agit de venir au secours de la gauche débordée et du centre enfoncé. En effet, profitant de ce que sa gau-

che, appuyée au lac, ne pouvait être tournée, le général égyptien, par un prolongement oblique de sa seconde ligne vers la droite, prit la gauche de l'ennemi en flanc, et l'écrasa en faisant appuyer ce mouvement de toute son artillerie, de sa réserve et de sa cavalerie. Les Turcs voulurent faire un changement de front en arrière; mais le centre étant en déroute, et la droite paralysée dans son île, ce mouvement ne trouva pas le pivot nécessaire; le désordre se mit dans leurs rangs, puis la panique, et la déroute fut complète; ils opérèrent précipitamment leur retraite, laissant deux mille morts sur le champ de bataille, trois mille prisonniers et douze pièces de canon aux mains de l'ennemi. Ils ne s'arrêtèrent même pas à Homs; les Egyptiens, en y passant, purent encore recueillir quinze cents hommes et trois pièces de canon.

Dans sa fuite précipitée le séraskier Méhémet-Pacha ne se donna pas le temps d'emporter ses papiers et sa correspondance, qui furent saisis et envoyés à Méhémet-Ali; à partir de ce moment, la guerre dégénéra en poursuite : les Turcs semaient les routes de canons, d'armes, de bagages; la tribu des Arabes Anezès tomba sur les fuyards, et en tua ou dépouilla le plus grand nombre. Evitant même de passer par Hamah, les neuf Pachas à trois queues, commandants de l'armée de

Méhémet, vinrent communiquer leur épouvante à Hussein, qui s'était avancé timidement jusqu'aux environs d'Alep. Le généralissime ottoman avait eu un moment la pensée de s'établir dans cette position ; mais les habitants lui fermèrent les portes de la ville, et refusèrent d'avoir avec lui aucune communication. Il vit bien qu'il fallait en revenir à son premier projet de barrer à Ibrahim le passage du Taurus ; il se mit donc en retraite, et alla se poster avec ce qui lui restait de monde en avant du village de Beylan.

Hussein, vaincu avant d'avoir combattu, s'en prit à Méhémet-Pacha ; il le fit dégrader par ses soldats, et le malheureux n'échappa à la mort que par la fuite. Il se passa très-peu de temps avant qu'Hussein ne subît la peine du talion.

Après de tels résultats obtenus si rapidement et avec si peu de peine, on conçoit que le général égyptien, dans un mouvement exagéré d'orgueil, ait pu dire : « Trois cent mille hommes de pareilles troupes ne m'inspireraient aucune crainte. »

XVI

Ibrahim fit reposer son armée quelques jours à

Alep : elle était alors en proie à une nouvelle épidémie de choléra. Après avoir rétabli son matériel et poussé des reconnaissances dans toutes les directions, il s'ébranla par Klifs pendant qu'une troupe d'irréguliers contournait le lac d'Antioche, et se porta de nouveau à la rencontre de l'ennemi. Le 29 juillet, à trois heures de l'après-midi, il déboucha en vue de la position que celui-ci avait prise sur les premières hauteurs de la chaîne du Taurus. Pour comprendre à quel point Hussein était ignorant des premières règles de l'art, il suffira de savoir qu'il s'était posté à gauche de l'unique route qui se présentât aussi bien aux Egyptiens pour se rendre au village de Beylan, situé sur l'autre versant de la montagne, qu'à lui-même pour opérer sa retraite ; et comme les redoutes qu'il avait élevées à la hâte étaient commandées par des hauteurs situées en arrière et accessibles de plain pied, en quelque sorte, à partir du point par où se présenta l'armée égyptienne, il suffit à Ibrahim d'avancer par sa droite pour tourner la position d'Hussein, et lui couper la retraite de la chaussée de Beylan. Il ne fallait pas grand coup d'œil pour saisir l'idée de ce mouvement : le mérite d'Ibrahim fut de le faire exécuter tout de suite, malgré l'heure avancée de la journée, et sans donner à ses troupes le temps de se reposer,— mais aussi sans permettre

aux troupes turques, qui se trouvaient encore dans les environs, de prendre part à l'action. Il plaça donc une partie de ses forces en face de l'armée turque pour la contenir et l'occuper, tandis que l'autre partie gravissait la montagne de droite et prenait la position à revers. Aussitôt qu'il sut que le mouvement était effectué, il précipita l'attaque de tous côtés. Les Turcs, pressés de front et menacés dans leur point de retraite, voulurent se replier; la gauche se retira par la route de Beylan, sous le feu de quatre bataillons égyptiens, et se débanda; le reste, privé de chemin, obligé d'opérer sa retraite par la montagne, se dispersa également, et les fuyards se rejetèrent sur Alexandrette. Vingt-cinq pièces de canon et deux mille prisonniers furent les trophées de cette victoire, qui ne coûta pas plus de vingt hommes tués à l'armée d'Ibrahim. Le lendemain, les Egyptiens descendirent à Alexandrette, qu'ils occupèrent sans résistance, et y trouvèrent encore quatorze pièces de canon et des magasins de vivres immenses. Cette action eut lieu à peu de distance du champ de bataille d'Issus, où Alexandre battit les Perses.

Cette dernière défaite fit reculer les Turcs jusqu'au Taurus, dans les défilés duquel ils firent une halte. Ibrahim avait, pour le moment, quelque chose de mieux à faire que de les poursuivre. Sa course avait été si rapide jusque-là, qu'il n'avait pas

eu le temps de jeter un coup d'œil en arrière. Il lui fallait mettre un peu d'ordre dans les pays conquis, et faire respirer son armée, que les grandes chaleurs auraient trop éprouvée. Adana, Tarsous, Antioche, toute la contrée située au sud du Taurus, étaient tombées en son pouvoir. Les populations, éblouies par la gloire du vainqueur, venaient en foule faire leur soumission et protester que le jour où elles pouvaient reconnaître l'autorité de Méhémet-Ali était un jour longtemps désiré et qui mettrait fin à leurs maux. L'armée égyptienne se concentra à Adana et y séjourna jusqu'au 13 octobre.

XVII

Un autre phase non moins caractéristique de cette guerre se passa sur la mer. Si la marine turque ne fit rien pour réparer les échecs subis sur le continent, la marine égyptienne fut aussi fort au-dessous de l'armée de terre, et les deux flottes donnèrent ce singulier spectacle, certainement bien rare dans les fastes militaires, de rester en présence, durant toute une saison, sans

en venir aux mains. Cependant l'amiral turc dut s'attribuer la plus grande partie de la honte de cette inaction, à moins, ce qui était probable, qu'elle ne fût conforme à ses instructions formelles ; car l'escadre égyptienne servant à établir d'une façon ininterrompue les communications de l'armée d'Ibrahim avec l'Egypte, c'était pour l'escadre ottomane plus qu'une faute, c'était un crime que de ne pas chercher à l'en empêcher, surtout avec la supériorité des forces. Il en résulta que les troupes d'Ibrahim furent continuellement mieux approvisionnées sur les terres du Sultan que les troupes du Sultan lui-même. Nous avons vu qu'après la prise de Saint-Jean-d'Acre, le capitain-pacha était sorti des Dardanelles pour aller porter un renfort de cavalerie à l'armée d'Anatolie : il devait en même temps débarquer à Alexandrette des munitions de guerre de diverses espèces pour cette même armée. Toute la célérité que put déployer Halil-Rifaat,—cet amiral,—ce fut de paraître dans les eaux de Rhodes vers le commencement de juillet, et d'opérer son débarquement quinze jours après. Dans l'intervalle, Hussein-Pacha, faute de vivres et de munitions, avait été obligé de s'éloigner d'Alep, et les Turcs, battus à Homs, à Beylan, ne purent profiter des secours qu'avait apportés leur flotte : ce fut un corps égyptien qui s'en empara.

Le 9 juin, à la première nouvelle qui lui parvint de l'apparition de la flotte turque, Méhémet-Ali ordonna que tous les bâtiments en état de tenir la mer sortissent du port d'Alexandrie et rejoignissent les croisières qui observaient l'ennemi. En même temps, il pressa les travaux dans l'arsenal, pour mettre le surplus de ses forces à même de sortir ; une activité extraordinaire fut imprimée à tous les services de la marine. Une corvette était spécialement chargée de surveiller les mouvements de l'escadre ottomane ; le 8 juillet, elle vint à Alexandrie annoncer que cette escadre au grand complet, avec une cinquantaine de bâtiments de transport, avaient paru dans les parages de Rhodes. Tout n'était pas encore prêt ; le dernier des quatre vaisseaux de ligne exigeait plus d'une semaine pour être complètement armé : on fit en trente heures l'ouvrage de dix jours, grâce à l'étonnante diligence de M. Cerisy. L'impatience de Méhémet-Ali était, suivant les apparences, partagée par le grand-amiral, Osman-Pacha ; dans cette circonstance, on dit que le vice-roi, sans cesse présent, ne dédaigna pas d'avoir recours à sa propre main pour distribuer les corrections et les récompenses. Enfin le 12, à la pointe du jour, l'escadre égyptienne mit à la voile. Elle se composait de 4 vaisseaux de ligne (3 de cent canons, 1 de soixante-quatorze), 7 frégates (5 de

soixante, 2 de quarante-quatre à cinquante), 2 corvettes, 3 bricks et 4 brûlots commandés par des Grecs. Cet empressement du Rouméliote à jouer la partie sur mer comme sur terre doit éloigner toute idée de restriction dans les ordres donnés à Osman-Pacha, et si celui-ci n'osa pas attaquer avec des forces moindres que celles de l'ennemi, il est vrai, mais avec des équipages d'une discipline et d'une instruction supérieures, — et qu'avaient surtout exaltés les succès de terre, — c'est que l'amiral égyptien n'était pas doué du courage indispensable à sa position, ou que, comme il le prouva plus tard, la trahison avait déjà germé dans son âme. Du golfe d'Alexandrette, la flotte turque, comptant en tout 35 bâtiments de guerre, dont 7 vaisseaux et 9 frégates, revint vers Chypre et louvoya pendant plusieurs jours sous le vent de cette île. La flotte égyptienne s'attacha étroitement à ses pas, paraissant implorer la faveur d'un coup de canon. Il ne partit point. De Chypre, le capitán-pacha fit voile pour Marmarice et se renferma dans le port, dont il fit tendre l'entrée de chaînes. Osman l'y suivit pour le bloquer; on était déjà au mois d'octobre, les vents d'équinoxe ne lui permirent pas de tenir le blocus, et il fut obligé de venir lui-même se réfugier dans le port de la Sude. Après une relâche de vingt jours à Marmarice, la flotte turque rentra, le 5 novembre, dans

l'Hellespont. Dans cette campagne de trois mois, plusieurs fois, dit-on, Mehémet-Ali envoya à son amiral l'ordre impératif d'attaquer. En apprenant qu'il n'en avait rien fait, Ibrahim-Pacha fut saisi d'une si vive indignation qu'il ne pu jamais le pardonner à Osman-Pacha. Quant à l'amiral turc, ses instructions devaient être beaucoup moins positives, et il s'y mêla sans doute l'avertissement de la terrible responsabilité qui pèserait sur lui, s'il perdait la flotte qui lui était confiée, et laissait ainsi les Dardanelles exposées à une descente des Egyptiens. Telle est, sans doute, la raison qui l'empêcha d'entamer le combat loin des parages qu'il avait surtout pour mission de couvrir. Pendant que sa flotte jouait ainsi, qu'on nous permette cette expression puérile, à cache-cache avec la flotte égyptienne, Hussein, le généralissime ottoman, était contraint, après sa dernière défaite, de confier sa tête à un pavillon étranger. Sa tête était sans doute peu de chose; mais il portait avec lui son trésor particulier et les restes de celui de l'armée, le tout pouvant s'élever à cinq ou six millions. Il nolisait un bâtiment grec pour lui et les cinq ou six Turcs qui l'accompagnaient. Le patron de ce navire ne sut pas résister à l'appât d'une telle somme : il mit à terre ses hôtes musulmans, et prit le large avec le magot, sans qu'on ait jamais pu savoir ce qu'il était devenu.

Halil-Rifaat recueillit un triste fruit de sa prudence : en arrivant à Constantinople, il fut destitué. Nous verrons plus tard quel sort échet à Osman-Pacha, l'amiral égyptien.

XVIII

La suspension d'armes, qui résultait tacitement du repos d'Ibrahim-Pacha, donna lieu à une reprise des négociations entre les parties belligérantes ; mais de part et d'autre, elles étaient entachées de trop de mauvaise foi pour aboutir. La Porte n'entendait pas faire entrer sa défaite en ligne de compte, et parlait de paix tout en réorganisant son armée ; Méhémet-Ali, que la conquête de la Syrie semblait devoir mettre au comble de ses désirs, n'en cessait aucunement pour cela ses préparatifs : il demandait encore le district d'Adana, riche en bois de construction. La diplomatie européenne commença à s'interposer ; dès l'abord elle sentit s'agiter, sous les prétentions et les réticences, une haine aveugle entre les rivaux, et comprit que ce que chacun d'eux voulait, c'était la ruine complète de l'autre. Le Divan eut en vain

recours à la médiation de la France et de l'Angleterre; le Sultan, qui, à l'origine de la guerre, avait repoussé l'intervention offerte par sir Stratford-Canning, penchait actuellement pour un appel à la Russie, car il sentait instinctivement que quelques bonnes divisions de troupes moscovites feraient mieux son affaire que toute cette entremise diplomatique. Nul, au reste, que le cabinet de Saint-Pétersbourg, n'était disposé à entrer complètement dans les vues du Grand-Seigneur, ni à lui prêter un appui effectif; quant à savoir si cette protection était tout à fait désintéressée, la suite montra ce qu'il en fallait penser. A la première communication de la Porte relativement à Méhémet-Ali, la Russie avait répondu par le retrait de son agent d'auprès du vice-roi, tandis que la France et l'Angleterre continuèrent à y laisser les leurs pour faire entendre au moins la voix de la modération.

Mais le Sultan trouva au sein de son conseil une énergique résistance contre un recours aux puissances chrétiennes, et particulièrement contre l'intervention russe; dans une séance où il proposa directement ce dernier moyen, la discussion devint si orageuse, qu'il fut obligé de déclarer qu'il y renonçait. L'emploi des forces nationales fut donc considéré comme le seul parti digne de la puissance musulmane, et il fut décidé qu'on

tenterait encore une fois, vis-à-vis du rebelle Méhémet-Ali, le sort des combats.

Cette résolution prise, le plus important était de trouver un chef à l'armée ; car naturellement Hussein-Pacha, naguère comblé de faveurs, était devenu le bouc émissaire de toutes les colères du Divan : un firman l'avait destitué de son titre de général en chef en investissant Réouf-Pacha du titre de Lieutenant-général, pour commander par intérim les débris de l'armée. « Hussein, » disait la pièce officielle, « n'a pas connu l'art de faire manœuvrer convenablement et à propos ces troupes que j'avais formées moi-même pour les grandes opérations militaires. » Celui qui fut jugé digne de comprendre et de mettre à exécution la haute stratégie du Sultan, et capable de tenir tête à Ibrahim-Pacha, fut Réchid-Pacha, son ancien associé dans la guerre du Péloponèse : depuis lors Séraskier de la Roumélie, il avait su écarter des murs d'Andrinople Mustapha, le pacha rebelle de Scodra, et sa réputation militaire s'en était démesurément accrue. Ce n'était cependant au fond qu'un chef d'arnaoutes, assez brave et assez fin, mais n'ayant rien de ce qui constitue l'apparence même d'un capitaine. Le Sultan lui donna l'ordre de faire des levées d'Albanais et de Bosniens, de les joindre aux six régiments d'infanterie et de cavalerie qui formaient l'armée ré-

gulière placée sous son commandement, et de se rendre avec toutes ces forces à Constantinople. Suivant l'usage, Réchid reçut en même temps, par lettre autographe du Grand-Seigneur, sa nomination au grade de grand-vizir, et le même hattissherif lui conférait les gouvernements de Méhémet-Ali, déjà si vainement accordés à son prédécesseur. L'arrivée des troupes réveilla l'espoir à Constantinople ; il y eut comme une apparence d'enthousiasme. Le sultan se montra très-libéral envers l'armée, et combla les chefs de de fêtes et de présents ; le jour du départ, s'étant rendu au camp du généralissime, établi près de Scutari, il prit congé de lui en ces termes : « Sauve l'Empire, et ma reconnaissance pour toi et tes soldats n'aura point de bornes. »

XIX

S'il avait plu à Ibrahim de rester indéfiniment tranquille, ce ne sont pas les Turcs qui l'auraient inquiété, car pour décider le nouveau généralissime Réchid à se mettre en marche, il fallut la nouvelle que les Egyptiens s'avançaient rapide-

ment et étaient déjà à Koniè. Ibrahim avait dû supposer que l'ennemi profiterait de la longue trêve qu'il leur avait donnée pour fortifier les défilés du Taurus, s'y établir solidement et en faire les thermopyles de l'Empire. Il ne procéda donc qu'avec une extrême prudence, et se fit précéder d'une avant-garde, s'avancant elle-même en deux colonnes par deux routes différentes. Mais leur approche suffit pour faire évacuer aux Turcs leurs positions : ils se retirèrent d'abord sur Erégli, qu'ils abandonnèrent à la vue des avant-postes égyptiens. Toute l'armée étant réunie Erégli, elle en repartit le 11 novembre, pourvue de vivres et de fourrages pour six jours, se dirigeant sur Koniè en cinq colonnes. Les Turcs n'eurent garde de disputer Koniè aux Egyptiens, et se retirèrent discrètement, leur laissant un parc d'artillerie considérable et des vivres en abondance. Tel était, pour débiter, l'usage que faisait de son commandement le lieutenant général Réouf-Pacha : il faut dire aussi que Réchid n'étant pas encore arrivé, son substitut aurait regardé comme une trop grande compromission de faire sans lui aucune tentative de résistance.

Ibrahim trouva cette ville de Koniè tout à fait sortable ; c'est là qu'il résolut d'attendre et de battre l'ennemi ; car il se doutait bien, que par une manœuvre inverse, dès que l'arrivée de Réchid aurait

rendu aux Turcs la confiance, ils feraient volte face, et viendraient l'attaquer dans la position qu'il aurait choisie. Ce fut absolument comme à la bataille d'Homs. En vérité, on n'est pas plus inepte; Allah lui-même, ce grand dispensateur de succès, n'aurait pu, dans sa toute puissance, donner la victoire aux Turcs.

Ibrahim fit pendant plusieurs jours manœuvrer ses troupes, pour les accoutumer au terrain. Le 18 et le 19 décembre, il battit l'avant-garde des Osmanlis, composée d'irréguliers; le 20, on apprit que le grand-visir, avec toutes ses forces, était parti de Ladick, qui n'est distant de Konie que de huit heures de marche. Le lendemain, vers midi, les reconnaissances signalèrent l'approche de l'ennemi, et l'armée égyptienne se mit en bataille dans un ordre à peu près pareil à celui qu'elle avait dans la journée d'Homs. Les Turcs s'avançaient dans un assez bon ordre, formé de quatre lignes, sur le flanc et le derrière desquelles se présentaient des masses de cavalerie; mais ils avaient encore fait la faute de disposer leur artillerie sur toute la ligne, à raison de deux pièces par bataillon. Quoique bien supérieure en nombre, puisqu'elle comptait plus de soixante mille hommes, et que les Egyptiens n'étaient pas trente mille, cette armée avait le désavantage d'attaquer un ennemi connaissant toutes les

ressources d'une localité, sur laquelle le généralissime ottoman, dans sa présomptueuse incapacité, avait jugé inutile de se renseigner. Il s'avancait donc, d'autant plus ignorant de la position réelle des Égyptiens, qu'un brouillard épais empêchait les deux armées de se voir. A cinq cents mètres, les Turcs ouvrirent leur feu, ce qui fit connaître aux Égyptiens leur ordre de bataille ; ils n'avaient pu, en raison de l'obscurité, bien combiner leur développement, de sorte qu'il se trouva un grand vide entre la gauche de leur infanterie et la cavalerie. Ibrahim s'en aperçut et comprit que ce hiatus maladroit, s'il pouvait y pénétrer, lui offrirait des chances de victoire. Il disposa pour cet effet de sa réserve et de presque toute sa cavalerie. Les mouvements sous la direction de Soliman (Sèves) furent exécutés avec nerf et précision ; la cavalerie turque, culbutée par la cavalerie égyptienne, ou se rendit ou s'enfuit. Le grand-visir s'avança en personne pour la ramener au combat ; il s'aperçut alors qu'il n'était pas suivi, et se mit à appeler tout haut ses soldats. Des Bédouins de l'escorte d'Ibrahim entendant ce langage, qu'ils ne comprenaient pas, s'approchèrent de lui et le firent prisonnier. L'infanterie turque prise en flanc, tout à la fois par l'infanterie de la réserve et par la cavalerie égyptienne, se rompit et posa ses armes. Les fuyards de cette

aile gauche allèrent porter à l'aile droite la terreur et la nouvelle de la prise du grand-visir, ce qui fit cesser toute résistance; sur tous les points les Turcs se retirèrent en désordre, abandonnant vingt pièces de canon attelées et quelques bagages. On s'était battu pendant six heures environ; il n'y eut que cinq cents hommes tués ou blessés du côté des Turcs, et deux cents seulement parmi les Egyptiens.

XX

Cette bataille de Koniè termina la guerre; car l'armée turque, quoique presque intacte, se dissipa comme par enchantement: on n'a jamais vu l'exemple d'une dissolution si rapide portée au sein d'une masse compacte par des coups relativement aussi faibles. Evidemment les milices ottomanes ne demandaient qu'à se débander, et Ibrahim avait gagné la bataille bien avant de l'avoir livrée. Depuis les opérations de Syrie, sa confiance en lui-même était partagée par ses troupes, et, chose plus grave, elle accablait aussi ses adversaires. Chez lui, ce sentiment était sans doute uni-

quement fondé sur la bonne opinion de ses talents militaires ; en réalité, il avait une base plus large, c'est-à-dire une parfaite sécurité au sein des pays qui volaient au-devant de sa conquête. Autrement est-il présumable qu'il se fût hasardé, à 240 kilomètres d'une base d'opérations, — base incertaine, puisqu'elle dépendait de la possession de la mer, — de l'autre côté d'une grande chaîne de montagnes, à affronter, avec une poignée d'hommes, l'ennemi sur son propre terrain ? Pendant que le général égyptien s'exposait dans les plaines de l'Anatolie, n'aurait-il pas suffi d'une seule démonstration sur son flanc pour le forcer à rétrograder ? Une opération liée, de terre et de mer, ayant pour but le golfe d'Alexandrette, l'aurait mis dans un sérieux embarras, et pourvu qu'elle réussît à couper ses communications avec la Syrie, — communications étendues sur 800 kilomètres stratégiques, — elle eût causé sa perte irrémédiable. C'est à quoi eût dû s'occuper la flotte ottomane, au risque de se mesurer avec la flotte égyptienne, préférablement à rester à l'ancre dans l'Hellespont ; c'est ce qu'aurait dû songer à faire Osman-Pacha, ce général déjà battu à Homs, et qui, pendant les progrès d'Ibrahim, pendant même qu'on se battait à Koniah, concentrait son armée à Sivas, à 400 kilomètres de là. Mais était-il probable que les Turcs, qui avaient abandonné les

défilés du Taurus sans combat, voulussent les reprendre de haute lutte ? Cela eût supposé de leur part un plan, une tactique qui leur étaient tout à fait inaccessibles, à commencer par l'unité de commandement, si essentielle dans ces sortes de choses. Ibrahim connaissait bien ses ennemis, et cette connaissance fit une partie de son audace.

Dieu nous garde d'être de ces historiens qui refont à froid, sur le papier, les campagnes accomplies dans la chaleur de l'action, stratégistes *in partibus* qui expliquent toujours comment une bataille perdue pouvait être gagnée, et comment, gagnée, elle pouvait se perdre. Notre insistance, ici, a un autre motif. A tort ou à raison, la réputation militaire d'Ibrahim, qui avait commencé à se répandre en Europe depuis la campagne de Morée, acquit par celle de Syrie une extension extraordinaire ; elle s'accrut encore plus tard par d'autres événements. Cette opinion de grand homme de guerre, accordée libéralement à Ibrahim, sur tout en France, où l'on est si sensible à ce genre de mérite, ce brevet d'invincibilité octroyé à l'armée égyptienne furent les mobiles de l'intérêt que l'un et l'autre excitèrent dans notre pays, lorsque leur sort vint à être discuté par la diplomatie. Entraînée par une espèce de Don Quichotisme qui lui est particulier, et qui ne l'expose pas à moins de bévues que n'en commit l'honorable chevalier de la

Manche, notre nation fut sur le point de faire la guerre à l'Europe pour le soutien d'une soi-disant nationalité égyptienne, lorsqu'elle avait, et par trois fois, laissé plonger un fer homicide dans le sein de la malheureuse Pologne. Fort heureusement, les circonstances retardèrent de quelque temps l'acte définitif qui aurait, à cet égard, compromis sans retour la France; elle hésita, comptant que la force de résistance qui gisait dans Ibrahim et son armée pouvait encore tenir en suspens les destinées de Méhémet-Ali, — et elle y était bien fondée, d'après le cas qu'elle faisait de l'un et de l'autre. Quel ne fut donc pas son étonnement de voir quelques milliers de soldats anglais et autrichiens avoir raison de ce foudre de guerre? Car nous verrons, plus tard, qu'Ibrahim, avec des forces encore accrues et bien mieux organisées, perdit la Syrie plus facilement qu'il ne l'avait conquise. Et, du même coup, la France put juger à quelle mystification elle avait échappé, et combien celle-là eût été plus complète que celle dont elle se crut victime par le fameux traité Brunow.

XXI

C'est à expliquer ce mirage, dont notre patrie

subit l'influence, que nous voulons nous attacher ; c'est à pénétrer la cause effective de ces grands succès expiés par des revers aussi inattendus. Il y avait donc autre chose en jeu que les qualités militaires d'Ibrahim, que son incontestable énergie, autre chose même que l'extrême ineptie des Turcs : il y avait le rôle que joua l'armée égyptienne vis-à-vis des populations syriennes, et celles de l'Asie-Mineure, rôle qui se rapprocha beaucoup plus de celui de libératrice que de celui de conquérante. La condition négative de l'administration ottomane se montrait en ce pays dans toute sa force ; ces peuples, rattachés à l'unité impériale par l'unique responsabilité fiscale de gouverneurs qui n'avaient qu'un but, celui de s'affranchir de tout contrôle de la métropole, gémissaient sous la cruelle domination de tyranneaux vivant d'extorsions et de rapines. Ibrahim ne manqua point de faire vibrer le mot magique de délivrance, cette corde toujours sensible chez les opprimés ; ce banal moyen, à l'usage de tous les envahisseurs, devait rencontrer chez les Syriens un succès complet, et faire luire, aux yeux de ces infortunés, le rayon d'une espérance qu'ils croyaient morte à tout jamais. Avant la prise de Saint-Jean-d'Acre, Ibrahim n'eut à sa solde que des Bedouins, pillards indifférents à toutes les causes, mais dont le flair est assez bon pour devi-

ner le parti à qui doit rester la victoire. La chute de Saint-Jean-d'Acre fit, ainsi que nous l'avons déjà dit, naître spontanément l'adhésion de toutes les populations, celles de la plaine comme celles de la montagne. Si le gouverneur de Damas se retira aussi vite devant l'armée égyptienne, c'est qu'il remarqua des signes évidents d'hostilité dans les cent mille habitants de cette ville : le lendemain, l'émir Béchir, le chef des Druses, vint, avec cinq mille des siens, se mettre à la disposition d'Ibrahim. Désormais, tous les vœux iront se précipiter au-devant du libérateur, et les Turcs, dans leur retraite, ne rencontreront plus une seule ville qui leur offre un abri pour tenir un moment devant l'ennemi. Alep ferme ses portes à Osman, et lui refuse des provisions dont il manquait : c'est pour les ouvrir toutes grandes à Ibrahim. A Koniè même, Mohammed-Pacha ne trouve pas dans l'attitude des citadins une suffisante sécurité, et il est obligé de vider les lieux, sans emporter bagages ni artillerie. Partout il en fut ainsi. Le 28 février 1833, un certain Méhémet-Aga, se disant agent d'Ibrahim, vint, accompagné de quatre hommes, prendre possession de Smyrne, au nom du vice-roi d'Egypte. Il en chassa toutes les autorités turques et occupa la ville plusieurs semaines. La ville de Diarbekir, en Arménie, avait aussi proposé d'ouvrir ses portes, après la victoire de

Homs. On peut dire que les plus habiles et les plus heureux, parmi les pachas de la Porte, furent ceux que leur éloignement ou leur faiblesse empêchèrent de se trouver sur le chemin d'Ibrahim : ceux-là seuls, grâce à leur soumission, qu'ils lui envoyèrent, purent se maintenir dans leur poste.

Nous ne dirons qu'un mot pour faire sentir la différence entre cette situation et celle qui fut faite à l'armée égyptienne en 1840 : à cette époque les Syriens étaient convaincus, depuis fort longtemps déjà, qu'ils n'avaient rien gagné au change par l'administration du vice-roi d'Egypte ; de nombreuses insurrections, étouffées dans le sang, avaient mis leurs souvenirs ineffaçables entre les vainqueurs et les vaincus ; enfin, par un retour fort commun chez les peuples qui vivent d'agitations, les Syriens s'étaient mis à désirer la restauration des Turcs avec plus d'ardeur encore que naguère ils n'en avaient témoignée à les combattre. Si ce n'est pas là tout le secret de la singulière retraite que fit Ibrahim devant une poignée de matelots, c'en fut assurément la raison décisive.

XXII

Le prestige qui entourait Ibrahim après la bataille de Konié fut si grand, qu'aucun obstacle ne pouvait plus l'arrêter jusqu'à Constantinople, et que dix jours de marche tout au plus l'auraient mené sur les bords de l'Hellespont. La majorité des écrivains, qui ont traité de ces événements, se sont étonnés que le fils de Méhémet-Ali n'ait point pris ce parti, et n'ont pas douté que sa présence dans la métropole n'eût eu pour effet de déterminer une révolution qui aurait placé, dans les mains du vice-roi d'Egypte, le sabre d'Osman, et sur sa tête la couronne impériale. Nous ne pouvons partager cette manière de voir; et d'abord, hâtons-nous de dire qu'à cette époque un tel projet était loin de l'esprit de Méhémet-Ali, si jamais il y vint, et que ne l'ayant pas même entrevu, le Pacha n'eût point été en mesure de le mettre à exécution, lorsque l'opportunité s'en présenta. Nous n'en voulons pas rechercher la preuve dans des discussions incertaines et oiseuses : ne ressort-elle pas suffisamment du fait de l'inaction d'Ibrahim après la ba-

taille de Koniè ? Battre l'armée turque : telle était toute l'étendue de ses instructions, et s'il en avait eu d'autres, quelles qu'elles fussent, Ibrahim, ce bras aussi audacieux qu'irréfléchi, n'aurait pas hésité à les accomplir. Soutiendra-t-on que le succès surprit Méhémet-Ali lui-même ? Cela pourrait être bon à dire du début de la campagne, mais non point de la bataille de Koniè, qu'une série inouïe de bonheurs avait préparée. Or, avant de faire ce pas décisif qui consistait à affranchir le Taurus, Ibrahim était resté assez longtemps au repos pour demander et recevoir des ordres qui l'eussent mis à même de parer à toutes les éventualités. Le général égyptien n'ayant plus d'ennemis devant lui, s'arrêta ; c'est qu'il ne pouvait plus avancer, en effet, sans nouvel avis. Mais il avait par-devers lui le programme des vues de son père, des conditions à obtenir du Sultan : nous allons en parler tout à l'heure. Ce fut sur cette base qu'ayant fini de vaincre, il entama les négociations. Un mois se passa, et si, passé ce laps de temps, Ibrahim se remit en marche, c'est qu'il en reçut l'intimation de son père, qui ne voyait pas encore le Divan prêt à satisfaire à toutes ses exigences.

Au cas où il eût tenté cette aventure, nous repoussons également l'opinion favorable au plein succès d'Ibrahim, motivé sur cette triple raison : 1^o du désarroi des défenseurs du Sultan, 2^o du

parti nombreux que Méhémet-Ali avait à Constantinople, 3^o enfin de l'impossibilité où auraient été les Russes, et à plus forte raison toute autre puissance, d'intervenir pour empêcher cette révolution. Si l'on n'a rien exagéré de la prostration où se trouvaient alors toutes les forces de l'Empire, nous croyons qu'on a fort surfait le parti de Méhémet-Ali, surtout le nombre des gens disposés à lui laisser prendre la place de Mahmoud. Dans l'espace de huit siècles qu'a déjà duré l'empire ottoman, bien des révolutions ont eu lieu, bien des membres de la famille d'Osman ont été précipités du trône et égorgés; l'ordre de succession a même été changé; mais jamais les Turcs n'ont eu l'idée d'aller chercher leur souverain dans une autre race. L'inviolabilité de ce droit héréditaire constitue un des faits les plus saillants dans l'histoire du monde. Nous croyons donc que peu de Turcs, pour ne pas dire aucun, eussent vu d'un bon œil un parvenu, quelque glorieux qu'il fût, chasser la dynastie régnante, et nous craignons bien que cette utopie n'ait pris naissance dans la cervelle de quelques-uns des partisans de l'empire arabe, de ces politiques à vue courte qui méconnaissent les vivants en cherchant à galvaniser les morts.

Mais admettons même que, jusque-là, tout se fût passé comme on l'a prophétisé depuis; qu'avec

une armée de vingt mille hommes à peine, encore diminuée par la nécessité de conserver ses communications, Ibrahim se fût avancé contre une ville de cinq cent mille habitants ; qu'il y fût entré sans coup férir et se fût, par délégation, emparé du pouvoir suprême. Mais l'armée et la flotte russes de Sébastopol ? mais les masses qui, depuis plusieurs mois, se concentraient sur les frontières des provinces danubiennes ? mais les flottes de France et d'Angleterre ? Toutes ces forces-là auraient donc ainsi laissé se vider, sans leur coopération, une question aussi capitale ? Arguera-t-on de leur respect pour les faits accomplis ? C'est une niaiserie. Dira-t-on que la divergence d'intérêts pouvait entre eux déterminer l'équilibre, c'est-à-dire l'inertie ? C'est plus sérieux. Cependant, supposer que les Russes attendissent l'agrément d'une consultation européenne pour intervenir en Turquie, c'eût été une espérance aussi contraire à l'enseignement du passé que démentie par les événements futurs.

Voilà donc les partisans de l'hypothèse que nous discutons réduits à prendre leur parti d'une guerre de la Russie avec l'armée égyptienne, isolée ou soutenue par une puissance européenne. Il faut convenir, en vérité, que cela était bien propre à modifier la solution qui leur paraissait si inévitable.

XXIII

En poussant les choses aussi loin, Méhémet-Ali ne se doutait même pas sur quels serpents il venait de marcher. A la nouvelle de la défaite de Koniè, toutes les chancelleries furent sur pied à Constantinople, et la première bataille diplomatique à l'occasion du vice-roi d'Egypte ne tarda pas à s'engager : désormais ce sera plutôt sur ce terrain que sur les champs de bataille que se décidera le sort de Méhémet-Ali. C'était juste au moment où l'Occident de l'Europe se rassérénait, que le pacha d'Egypte venait en troubler l'Orient et fixer sur lui l'attention du monde. En France, l'établissement de Juillet paraissait se consolider ; la guerre civile de la Vendée et l'émeute républicaine de juin 1832 avaient été étouffées ; le siège d'Anvers terminait la première phase de la question belge. Louis-Philippe commençait à donner des gages aux gouvernements contre la propagande révolutionnaire, et Nicolas, le pied sur la Pologne terrassée au nord de son empire, pouvait consacrer tous ses soins, dans le sud, à préparer les voies au testament de Pierre le Grand.

Toutes les puissances marchandaient à Mahmoud leur médiation (1); la Russie seule lui offrait un secours sans condition, et le flattait de l'espoir de réduire par les armes son orgueilleux vassal : rien d'étonnant donc à ce que le Sultan penchât pour l'intervention russe. Mais nous avons dit que le Divan entrevoyait plus de danger à se mettre entre les mains de la Russie qu'à céder aux prétentions de Méhémet-Ali. Celles-ci ne tendaient rien moins, en effet, qu'à obtenir le gouvernement héréditaire de l'Egypte, avec allégeance de toutes les provinces qu'il avait conquises, y compris le district d'Adana, au revers sud du Taurus, fertile en bois de construction. Il exigeait en outre une indemnité de guerre, à valoir sur le tribut annuel qu'il consentait à payer à la Porte. Le Divan en était arrivé à accorder une partie de la Syrie; il tenait ferme pour le district d'Adana, et la situation des finances lui faisait une loi de repousser l'indemnité de guerre.

La France, d'accord avec le Divan, poussait de toutes ses forces à un arrangement direct du Sultan avec Méhémet-Ali, non qu'elle fût encore portée pour l'un ou pour l'autre d'aucune préférence; elle ne voulait qu'éviter l'intervention russe, qui,

(1) La Porte avait adressé un memorandum à toutes les puissances : voir aux documents historiques, à la fin de l'ouvrage, n° I.

dans tout autre cas, était inéluctable. L'Angleterre ne refusait pas d'intervenir, mais elle aurait voulu le faire de concert avec la France, de manière à parler haut et à être écoutée; et ce dernier parti était trop décisif pour le tempérament de la quasi-légitimité, condamnée à louvoyer entre tous les écueils et à les choquer tous, faute d'en aborder un franchement. L'Angleterre, qui avait déjà éprouvé la défection de la France dans la question d'Orient, se tenait donc sur la réserve, et cherchait un point d'appui.

Ces divers intérêts s'observaient et attendaient beaucoup du résultat de la guerre pour se concilier, lorsqu'arriva le coup de foudre de Konie. Le Sultan, donnant les premiers moments à la panique, réclama de l'ambassadeur russe, M. de Bouteniéff, les secours qui lui avaient été si souvent offerts; et, en effet, M. de Mourawief venait d'arriver de Saint-Pétersbourg avec des pleins pouvoirs pour appeler, à la première réquisition du Sultan, la flotte de Sébastopol. M. de Varenne, le chargé d'affaires de France, s'émut à juste titre de cette démarche; il négocia habilement, avec l'aide des membres du Divan, pour faire retirer cette demande. Mais le cas était pressant, et il n'y parvint une première fois qu'en offrant sur-le-champ la médiation de la France. Le 8 janvier, il y eut un grand conseil chez le séraskier Kosrouf-Pacha, —

l'ancien adversaire de Méhémet-Ali en Egypte, — et, d'accord avec les nouvelles résolutions prises, il fut décidé que le fests d'excommunication rendu l'année précédente contre le vice-roi d'Egypte serait rapporté, et qu'à la condition de faire pleine soumission à l'autorité de la Porte, *l'investiture du pachalik de Syrie, qu'il avait désirée, lui serait accordée*. De l'hérédité, du district d'Adana, de l'indemnité de guerre, il n'en fut pas même question. C'était folie, de la part du Divan, d'offrir à un ennemi victorieux des conditions inférieures à celles qu'il demandait avant la guerre, et c'était maladroite à la France de les patronner; cependant, dès le lendemain, M. le baron de Varenne écrivit à Ibrahim « que la Porte venait d'envoyer Kalil-
« Pacha à Alexandrie pour traiter directement et
« définitivement avec le vice-roi, et qu'en cet état
« il ne fallait pas compliquer la négociation par
• un mouvement en avant. (1) » Mais ces propositions du Divan n'étaient pas nouvelles pour Méhémet-Ali; d'ailleurs, après la bataille de Konié, il manda à Ibrahim de pousser en avant jusqu'à ce qu'il eût obtenu celles dont l'acceptation pouvait le faire consentir à donner la paix à la Porte. Ibrahim répondit donc assez cavalièrement à

(1) Documents historiques, lettre de M. de Varenne à Ibrahim, pièces n° 2.

M. de Varenne « qu'il avait des ordres et devait marcher sur Brousse », c'est-à-dire à quelques lieues seulement de la mer de Marmara.

A cette réponse, les craintes du Sultan redoublèrent ; il revint à son idée d'implorer l'assistance des Russes. M. de Varenne réussit une deuxième fois à faire retirer cette demande, et il expédia une nouvelle lettre à Ibrahim, pour l'inviter, sur un ton plus vif, à s'arrêter. Le lendemain du départ de cette lettre, on apprit à Constantinople que les troupes égyptiennes avaient quitté Koniè dès le 20 janvier : le 2 février elles campaient à Kutayè, c'est-à-dire à cinq journées de Constantinople. Pour cette troisième fois, le Sultan se cramponna à sa résolution : la demande du secours fut faite, et un bâtiment partit immédiatement pour le réclamer à Sébastopol. Ibrahim répondit, le 3 février, à la seconde lettre de M. de Varenne, que, conformément aux ordres de son père, il s'arrêterait à Kutayè (1). M. de Varenne, muni de cette lettre, revint une dernière fois à la charge, et parvint encore à obtenir que le secours fût contremandé ; mais la dépêche fut portée par un bâtiment russe qui s'arrangea de manière à ne pas rencontrer l'escadre de Sébastopol. Le 20 février, cette escadre était rendue dans le Bosphore.

(1) Pièces n° 2.

XXIV

Trois jours auparavant, le 17 février, M. le vice-amiral Roussin, l'ambassadeur de France récemment nommé près la Porte, arrivait à Constantinople. A peine avait-il mis pied à terre, qu'il reçut du Divan un memorandum qui donnait avis aux diverses légations que, les dernières forces de la Porte ayant été défaites par l'armée égyptienne, le Sultan avait accepté le secours de la Russie, et ne pourrait plus s'en passer que dans le cas où un accommodement avec le Pacha d'Egypte se concluerait immédiatement. Sur cette information, M. Roussin, malgré le *Haïram*, qui suspend toutes les affaires à Constantinople, malgré les antécédents qui n'offraient pas encore l'exemple d'entrevue diplomatique accordée à un envoyé politique avant sa présentation officielle, sollicita si vivement une entrevue du Reis-Effendi qu'il l'obtint à l'instant même. Renchérissant encore sur les énergiques représentations de M. de Varenne, il fit une peinture si vive de la position où se plaçait la Porte, des dangers qu'elle courait en appelant les forces russes, qu'il

parvint à faire décider qu'un second bâtiment, cette fois de la marine turque, serait envoyé au-devant de la flotte de Sébastopol pour lui faire rebrousser chemin. Mais la lenteur propre aux Turcs, et le temps écoulé depuis que le secours avait été demandé, ne laissaient pas douter qu'il ne parût bientôt; rien qu'un obstacle matériel dans les préparatifs aurait pu l'arrêter, et les Russes se tenaient prêts depuis longtemps. En effet, le 20, à l'aube, on aperçut l'escadre, composée de quatre vaisseaux de ligne, quatre frégates et deux corvettes; à onze heures, elle était mouillée sous les murs du sérail, réalisant ainsi le rêve favori de l'ambitieuse Catherine et de ses successeurs. Quatre heures après, l'ambassadeur de France fit déclarer à la Porte par son drogman que l'arrivée et l'intervention de l'escadre russe dans ces circonstances, privant le gouvernement turc de toute indépendance politique, la présence d'un ambassadeur de France à Constantinople devenait inutile, et qu'il donnait dès ce moment l'ordre de suspendre le débarquement de ses bagages. L'effet de cette menace ne se fit pas attendre; dès le soir même, deux envoyés, l'un du Sultan, l'autre du séraskier, vinrent déclarer à M. Roussin que s'il voulait garantir la retraite de l'armée égyptienne, et la conclusion de la paix aux conditions déjà offertes, on signifierait en même temps à la légation

tion russe que ses secours n'étaient plus nécessaires, et qu'on les refusait. Malgré les graves conséquences qui pouvaient résulter d'un engagement aussi formel, le baron Roussin n'hésita pas un instant à en assumer toute la responsabilité; les actes en furent signés dans la nuit, malgré les obstacles d'un coup de vent violent et les distances qui séparaient les demeures des négociateurs (1).

XXV

Autant la protestation de l'amiral Roussin fut digne et sensée, autant l'engagement qu'il crut devoir prendre au nom de son gouvernement, par suite du dilemme posé par le cabinet turc, fut imprudent et malhabile. Il était certain *à priori* que, surpris par l'événement, et sortant du calme dont un agent diplomatique ne devrait jamais se départir, il outrepassait ses instructions et ses pouvoirs; que le doute nécessairement élevé sur la question de savoir si le gouvernement français ratifierait sa parole en affaiblissait beaucoup le

(1) Voir aux documents historiques, pièces n° 2.

poids auprès des parties intéressées ; et, en effet, aucun désaveu ne manqua à la solution imaginée par M. Roussin, depuis le refus des Russes à souscrire à une retraite sans condition, jusqu'à la critique de la cour de France des bases acceptées, en passant par la dénégation péremptoire de Méhémet-Ali.

En examinant plus froidement la situation, M. Roussin aurait reconnu que la Porte ne cherchait qu'à se débarrasser d'un fardeau devenu trop lourd pour elle, et dont, par suite de l'engagement qu'il avait signé, il faisait accepter tout le poids à la France, sans compensation possible, nous dirons plus, sans probabilité même de voir se réaliser l'objet principalement en vue, c'est-à-dire la retraite des Russes ; car, dans l'imminence du danger où il se trouvait, c'eût été folie au gouvernement turc de considérer la parole d'un ambassadeur comme un palladium plus efficace que la présence des baïonnettes russes ; aussi n'y avait-il point à douter qu'en même temps qu'il solliciterait ouvertement leur retraite, il ferait en secret tous ses efforts pour les retenir.

Ce premier pas montrait l'ambassadeur français sous un jour trop arbitraire, et qui ne pouvait préparer qu'un recul humiliant ; comme suite nécessaire de la convention conclue, M. Roussin écrivit, à la date du 22 février, une dépêche

comminatoire à Méhémet-Ali, où, de son chef, il lui disait que, « ayant garanti la paix entre la Porte et lui, à la condition de l'investiture des pachaliks de Saint-Jean-d'Acre, de Jérusalem, de Tripoli et de Naplouse, qu'on lui concédait, il invitait le vice-roi, dans l'intérêt même de sa sûreté, à accéder à cette proposition, car la France en poursuivrait, au besoin, l'exécution par les armes. » Son aide de camp, porteur de cette lettre, était en outre chargé de donner aux Français établis en Egypte l'ordre de quitter le pays, si le vice-roi n'obtempérait pas aux demandes de la France.

La réponse de Méhémet-Ali fut nette et dégagée de toute appréhension ; il prétendit « qu'il ne pouvait accepter des propositions qui étaient une *sentence de mort politique*, et qu'il s'en rapporterait plutôt au jugement de Dieu, préférant une mort glorieuse à l'ignominie (1). » Il envoya ensuite

(1) En même temps, il faisait remettre aux consuls généraux de France et d'Angleterre une note que l'on a prétendu avoir été écrite sous sa dictée, et qui récapitulait les divers fondements de ce qu'il appelait son *droit* aux larges concessions qu'il demandait. Cette pièce est très-curieuse pour ce double motif, qu'elle peut être considérée comme la première communication du Pacha à l'Europe, et qu'elle offre une image bien exacte de son caractère. C'est l'exagération du défaut de sincérité qu'on reproche en général au langage diplomatique : mélange d'artifice et de naïveté, qui, à côté d'insinuations d'une grande finesse, place des arguments puérils et dignes de la comédie : on placera au nombre des traits d'un fort

directement à la Porte son ultimatum, par lequel il réclamait toute la Syrie et le district d'Adana, donnant cinq jours pour l'accepter, et avertissant qu'en cas de refus, *Ibrahim avait ordre de marcher sur Constantinople.*

Le langage de Méhémet-Ali était présomptueux, et ne témoignait pas suffisamment de respect pour une nation comme la France ; mais il faut convenir aussi que le ton de M. le baron Roussin était par trop tranchant, et avait mérité cette boutade. Combien la diplomatie russe fut-elle plus habile ! M. de Mourawief avait eu une double mission, et après s'être acquitté de l'une auprès du Sultan, il était venu à Alexandrie pour remplir l'autre auprès de Méhémet-Ali. On ne doutait pas que l'arrivée de ce diplomate ne coïncidât avec une déclaration de guerre de la Russie à l'Egypte, ou que tout au moins il ne fût chargé d'exprimer à Méhémet-Ali le vif mécontentement de son maître. On fut donc tout étonné de voir la parfaite intelligence et les relations courtoises qui s'établirent

bon comique celui par lequel il prétend que la Porte sera bien plus forte et plus en état de résister aux empiétements des Russes alors qu'elle sera définitivement *débarrassée* de la Syrie : ne croirait-on pas entendre Toinette du *Malade imaginaire* exhortant Argan à se défaire au plus vite de l'œil droit, qui absorbe toute la vie, au préjudice de l'œil gauche ? — Voir aux documents historiques, pièces n° 2, la correspondance échangée avec M. le baron Roussin, et le memorandum de Méhémet-Ali.

aussitôt entre le vice-roi et l'envoyé russe. Le premier protesta de ses vifs sentiments pour son suzerain et de son désir de soumission à des conditions acceptables ; ce fut à la prière du second qu'il expédia à son fils l'ordre de s'arrêter dans sa marche : un armistice de quarante jours fut ensuite convenu. On peut dire que la lettre de M. Roussin vint tout brouiller, et était susceptible de remettre le feu à la question : elle fut sur le point de produire l'opposé même de son objet ; car il est bien certain que Méhémet-Ali, non plus qu'Ibrahim, n'eussent pris le parti d'attaquer l'armée russe, campée sur le rivage du Bosphore, avant de s'être assuré l'appui de quelque puissance européenne : c'eût été alors le moment de leur imposer des conditions.

Quant à ce qui concernait leur retraite, les Russes y mirent la même mesure ; la lettre du Divan, remise le 24 février à M. de Boutenieff, resta quelques jours sans réponse, mais rien ne témoigna, dans le langage de l'ambassadeur russe, qu'il ne fût disposé à souscrire à l'invitation qui y était contenue. La principale objection qu'il pouvait faire valoir était celle de la nécessité d'un vent favorable pour le départ de la flotte ; depuis ce jour, le 28 fut le seul où la direction du vent eût permis aux vaisseaux de sortir du canal ; mais, à cette époque, un événement dont nous

avons déjà parlé vint, à souhait pour les Russes, colorer leur séjour du prétexte de l'urgence : il s'agit de l'équipée de Smyrne, qui s'était reconnue sujette de Méhémet-Ali. Cette nouvelle plongea le Divan dans de nouvelles incertitudes. L'ambassadeur de France, ne se lassant pas de fulminer des notes, écrivit à Ibrahim pour lui faire sentir les conséquences d'un fait qui semblait annoncer de sa part des intentions aussi hostiles ; il ordonna en même temps au consul de France, à Smyrne, d'abaisser son pavillon ; le consul anglais, qui avait reçu des instructions semblables, en fit autant, et cette double démonstration produisit un effet décisif. Le gouvernement provisoire, installé par le peuple, au nom d'Ibrahim, se retira spontanément ; l'ancien gouverneur reprit ses fonctions, et tout rentra dans l'ordre. Ibrahim, dans sa réponse à M. Roussin, déclara, ce qui d'ailleurs était vrai, que tout s'était fait à Smyrne sans sa participation. Cette affaire n'eut donc aucune autre conséquence que celle de fournir un argument à M. de Boutenieff, et de permettre d'attendre le 20 mars, jour où l'on apprit à Constantinople le refus de Méhémet-Ali d'adhérer aux propositions que lui avait transmises l'ambassadeur de France. Il ne pouvait plus être question du départ des Russes, et ils déclarèrent catégoriquement qu'ils ne s'en iraient point, tant qu'il y aurait en-

core un soldat égyptien en deçà du Taurus. Quant à la pensée intime de la politique du Czar dans cette intervention, elle fut révélée par l'arrivée de deux nouvelles divisions pendant les négociations qui prirent place, ce qui porta à 15,000 le chiffre des troupes que la Russie eut à Constantinople, sans compter une flotte formidable.

XXVI

Pour le coup de grâce de la négociation de M. Roussin, il ne lui manquait plus que de ne pas être ratifiée par le gouvernement français, et cela ne tarda pas à arriver. On ne trouva pas, à Paris, que les bases offertes à Méhémet-Ali fussent assez larges pour engager l'honneur de la France à leur acceptation, et, sans refuser la faveur de la médiation, il fut recommandé à l'ambassadeur de se tenir plus prêt des conditions demandées par le vice-roi. C'était le cas, pour un homme aussi engagé que l'était M. Roussin, de donner sa démission. Mais, fort heureusement pour lui, l'insuccès général qu'il avait rencontré lui fournit un échappatoire, car si d'un côté

il n'avait pu faire agréer ses propositions à Méhémet-Ali, de l'autre le Divan n'avait pas réussi à éloigner les Russes, et l'engagement du 21 février pouvait être considéré comme réciproquement nul ; il était donc permis à notre ambassadeur de reprendre la négociation sur d'autres bases. Justement les conférences de Kalil-Pacha avec Méhémet-Ali avaient amené une solution moyenne, dans laquelle chacune des parties avait abandonné de ses prétentions : laissant de côté la question d'hérédité et celle de l'indemnité, le vice-roi se contentait de l'investiture de la Syrie tout entière et du district d'Adana. Le 23 mars, Réchid-Bey, le secrétaire de Kalil, arriva à Constantinople, porteur de ces nouvelles propositions. M. Roussin, qui avait hâte d'en finir, les appuya chaudement auprès du Sultan, à qui le district d'Adana tenait grandement à cœur ; il finit pourtant par l'emporter, et le 29, Réchid-Bey, accompagné de M. de Varenne, partit pour le quartier général d'Ibrahim, qui, de son côté, avait reçu pleins pouvoirs de son père pour traiter. M. de Varenne était chargé de combattre pour le district d'Adana ; mais toutes ses tentatives échouèrent à obtenir une renonciation formelle. Néanmoins, dès le 8 avril, le général égyptien avait signé une convention par laquelle il devait évacuer l'Asie-Mineure : il fallut encore une suspension de cette re-

traite pour contraindre la Porte à céder le fameux district, qui semblait être le nœud de la difficulté. Enfin, le 6 mai, tout obstacle fut définitivement aplani ; la Porte publia un firman d'amnistie pour les personnes qui s'étaient compromises dans l'Asie-Mineure, et Ibrahim repassa la chaîne du Taurus.

Telle fut cette paix, conclue définitivement le 14 mai 1833, et appelée *paix de Kutayé*, du nom du lieu où se trouvait Ibrahim lorsque la convention fut arrêtée. Elle n'eut point le caractère d'un traité dans les formes. La Porte réintégra les noms de Méhémet-Ali et d'Ibrahim sur le Tioudjihal de l'année courante ; ils y figuraient le 13 avril avec l'investiture des pachaliks d'Egypte et de Syrie pour le premier et des villes saintes pour le second, qui prenait également le titre de *mohassi* (fermier général) pour le district d'Adana. Cette concession, qui n'avait d'autre garantie que le bon vouloir de la Porte, était faite moyennant un tribut annuel ; comme toutes les nominations aux pachalicks, elle était *annuellement révocable* ; d'où il demeurait évident que la Porte avait l'espérance de révenir bientôt sur des conditions arrachées par la force.

XXVII

Nous examinerons plus tard la convention de Kutayè, et nous n'aurons pas de peine à prouver qu'elle contenait en germe toutes les complications qui en surgirent depuis lors ; pour le moment, nous nous bornerons à constater que, faite au détriment de tout le monde, sauf la Russie, cette dernière sut tirer de la situation un fruit certain, et imposer à la Porte un prix coûteux pour une protection qui ne lui avait été nullement profitable. Cette paix avait pourtant été patronnée par toute la diplomatie européenne, en vue uniquement de faire partir les Russes de Constantinople ; aussi, s'agita-t-on démesurément pour hâter ce départ qui n'eut pourtant lieu que le 12 juillet suivant. Lord Ponsonby, ambassadeur d'Angleterre, arriva dans l'intervalle à Constantinople, et les deux flottes anglaise et française vinrent à Smyrne, puis à Ténédos. On ne fut pas longtemps à apprendre à quelles conditions la Russie avait encore lâché sa proie. Au commencement de mai, le comte Orloff, l'aide de camp de l'Empereur, était venu à Cons-

tantinople, et depuis lors la diplomatie moscovite avait déployé une activité dont on n'avait pu pénétrer le motif. Avec quel étonnement les puissances de l'Europe n'apprirent-elles pas que, le 8 juillet, le traité d'Unkior-Skelessi avait été conclu entre la Porte et la Russie, traité soi-disant de conservation et de *défense mutuelle*, mais qui déguisait mal l'acte de vasselage qu'il imposait à la Porte. Il devait durer huit ans; — la prévoyance russe avait calculé que ce laps de temps ne s'écoulerait pas sans donner lieu à l'application d'un article secret sur le passage des Dardanelles, article qu'il suffit de livrer sans commentaires à l'appréciation du lecteur. Il était ainsi conçu : « En vertu des clauses de l'article 1^{er} du traité portant alliance défensive, conclu entre la Porte ottomane et la Russie, les deux hautes parties contractantes sont tenues de se prêter un secours matériel et l'assistance la plus efficace pour la sûreté de leurs États respectifs. Néanmoins, comme Sa Majesté l'Empereur de Russie, voulant épargner à la Porte la charge et les embarras qui résulteraient pour elle de la prestation d'un secours matériel, ne demandera pas ce secours : si les circonstances mettaient la Porte ottomane dans l'obligation de le fournir, la Porte, à la place des secours qu'elle doit prêter au besoin, d'après le principe de réciprocité du traité patent, devra

borner son action en faveur de la Cour impériale de Russie, à *fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous aucun prétexte quelconque.* »

La France et l'Angleterres'alarmèrent avec juste raison du traité d'Unkiar-Skelessy ; des notes assez vives furent échangées ; pendant un moment on crut que les puissances occidentales protesteraient avec le canon, car les escadres des deux nations vinrent à l'embouchure des Dardanelles ; mais pour en venir à cette extrémité, il aurait fallu entre elles une alliance plus étroite que ce que la politique de Louis-Philippe qualifia plus tard d'*entente cordiale*. Tout se borna donc à de timides réserves pour l'avenir. Quoi qu'il en soit, le premier grave dissentiment de l'Europe, à propos de la question d'Orient, venait de naître, et s'il n'en faut pas rendre Méhémet-Ali tout à fait responsable, au moins en fut-il la cause occasionnelle, — ce dont plus tard la diplomatie devait lui demander un compte sévère.

XVIII

Les affaires de Syrie ont détourné notre atten-

tion des événements qui avaient lieu concurremment dans les autres parties de ce qu'on pouvait appeler alors l'*Empire* de Méhémet-Ali; quoique ces événements ne présentassent qu'un intérêt secondaire, nous profiterons, pour en dire quelques mots, de l'instant de répit donné par le traité de Kutayè, à ce grand duel qui marqua la fin de la carrière du Rouméliote.

Depuis le moment où Ibrahim quitta l'Arabie, pour revenir en Egypte jouir du triomphe, il n'a plus été question de cette contrée dans notre récit, sauf la mention incidentelle d'une première tentative de révolte faite par le chérif de la Mecque, et d'une seconde, plus sérieuse, dont un chef d'arnaoutes, Turkè-Bilmès, fut l'auteur. Méhémet-Ali, en abandonnant les solitudes de Nedjd, qui n'offraient absolument aucune ressource pour l'entretien d'une armée, et en bornant son occupation à celle du littoral de l'Hedjaz, tenait à cette conquête pour plusieurs raisons; d'abord la possession des villes saintes lui donnait, aux yeux du monde mahométan, une force et une considération d'autant plus valables qu'elles étaient enlevées au Grand-Seigneur : on a vu, en effet, comment le vice-roi, qui disposait du chérifat de la Mecque, — la première dignité sacerdotale de l'islamisme, — en avait extrait, à point nommé, une excommunication contre le Sultan ; puis, les ports du littoral,

et principalement Djeddah, étaient les points intermédiaires du commerce de l'Inde; enfin, ces localités elles-mêmes, avec leurs produits spéciaux, pouvaient devenir la source d'importants débouchés.

Ces raisons admises, il restait encore à examiner si les avantages de cette occupation pouvaient en balancer les inconvénients. Mais le vice-roi en voulut faire la coûteuse expérience. Méhémet-Ali, dans l'administration des peuples conquis, était parti d'un point de comparaison fondamentalement vicieux et dont la fatale influence devait peser sur toute sa carrière. Cette fausse appréciation, le peuple égyptien, si malléable, si complètement inerte, lui en fournissait sans cesse le principe. Il n'imaginait pas de sujets sur un autre type que celui-là, et ne pensait pas que les façons de gouverner pussent varier avec les latitudes : îles ou continents, plaines ou montagnes, villes ou déserts, chrétiens, juifs ou musulmans, il voulut tout plier à un despotisme aveugle, dont le sabre était tout à la fois la loi, les moyens et la fin. Mais c'était aussi un principe inévitable de chute, et de chute bien plus certaine que celle qui pouvait résulter de son antagonisme avec son suzerain et de ses démêlés avec l'Europe. L'Hedjaz fut le premier pays à lui fournir l'exemple et la leçon : ils ne lui profitèrent pas plus là qu'ailleurs. Ce que

nous avons dit des Arabes de la péninsule en général, et particulièrement des habitants du désert, ou Bedouins, est bien suffisant pour faire reconnaître que jamais ces gens-là n'auraient pu se plier au régime qui florissait sur les bords du Nil. Le Ouahabisme n'avait été chez eux qu'un prétexte au développement du sentiment hostile qui les pousse contre toute espèce de société organisée, et le Ouahabisme lui-même succomba moins par les armes de Méhémet-Ali que parce que les chefs avaient tenté, sur la fin, d'introduire parmi ses sectateurs des mœurs moins farouches et une hiérarchie plus compliquée ; aussi, le Ouahabisme éteint, ne fallait-il pas compter sur la condescendance des Arabes à adopter une autre manière de vivre, et devait-on s'attendre à la continuation des meurtres, des pillages, des dévastations, et généralement de la série des attaques qui caractérisent la haine des gens du désert contre les habitants des villes fermées. La seule chance qu'aurait eue le vice-roi de faire respecter son autorité dans ces parages, c'eût été de n'y envoyer que des troupes d'élite, et de veiller soigneusement à ce qu'elles fussent bien payées et approvisionnées, avec des chefs capables, dévoués et énergiques. C'est justement ce qu'il ne fit point, ou ne fit que trop tard, alors que les sables du désert avaient déjà englouti des armées et des trésors. On a vu que Mé-

hémét-Ali avait trouvé, dans les premières campagnes du Nedjd, un utile débouché pour les soldats mercenaires dont la présence gênait, en Egypte, ses projets de réforme. La conquête achevée, l'éloignement de ces irréguliers n'avait pas cessé d'être urgent; d'ailleurs, le vice-roi n'envoyait qu'avec répugnance, en Arabie, ses troupes du Nizam, qu'il réservait, comme on l'a vu, pour des desseins plus vastes; il continua donc de pourvoir l'armée d'occupation de soldats maugrebins ou turcs, qui se trouvaient en nombre égal avec des bataillons de troupes régulières. Ce fut encore une faute. Les premiers continuèrent de mépriser les seconds, et pour leur qualité d'Egyptien, et pour leur subordination disciplinaire. Il y avait en outre une cause d'inimitié dans la différence de la solde; mais, à cet égard, tous vinrent bientôt sur le même pied, attendu qu'ils ne furent plus payés, ni les uns ni les autres. De là des séditions, qui, par le moyen d'intelligences nouées avec les Bedouins, dégénérèrent en révolte ouverte; de là, la nécessité d'expéditions de plus en plus nombreuses pour châtier les rebelles et les tribus qui avaient fait cause commune avec eux. Mais le désert est profond, et les Arabes ont le pied leste : de proche en proche, Méhémet fut conduit à la nécessité de faire la conquête de l'Arabie entière. D'ailleurs, les Etats libres de l'Yémen faisaient à son com-

merce de cafés et autres denrées une concurrence désastreuse qu'encourageaient les Anglais : le système de monopole trouvait trop de résistance à s'y établir. Une armée d'invasion fut organisée sur une grande échelle et pénétra dans l'Assir. Une première fois, ce qui ne succomba pas sous le fer des Bedouins périt de besoin ou de fatigue dans le désert, et cette désastreuse expérience fut toujours à renouveler jusqu'au jour où Méhémet-Ali, par suite des événements accomplis autre part, fut obligé de faire passer la mer Rouge à ce que l'Arabie lui avait laissé de soldats. Il n'est pas étonnant, du reste, que le Rouméliote n'ait pu réussir là où avaient échoué les plus fameux conquérants de l'antiquité.

Pour n'avoir plus à revenir sur ce qui a trait à cette partie de l'histoire de Méhémet-Ali, nous ferons un résumé très-succinct des principaux faits arrivés en Arabie jusqu'à cette époque, sauf à devancer tant soit peu l'ordre chronologique.

On a vu comment, du Caire, Méhémet-Ali avait donné un chérif à la Mecque en envoyant un certain Ebn-Haun pour prendre la place de ce Yahia, également sa créature, mais qui s'était mis à la tête des révoltés de la tribu de Harb. Ebn-Haun doubla la prise de possession de son siège de celle de son prédécesseur, qui fut saisi dans la ville de Taïfa, avec deux autres petits chérifs, ses

amis : ils furent tous envoyés au Caire ; et comme la religion ne permettait pas de traiter ces saints personnages avec la même rigueur que des rebelles ordinaires, on se contenta de les retenir comme otages et de leur donner la ville pour prison, avec des pensions assez grasses. Cette échauffourée apaisée, l'Hedjaz demeura assez tranquille pendant quelques années. Vers la fin de 1831, Méhémet-Ali, fort préoccupé de son expédition de Syrie, ne songea plus à ses troupes d'Arabie, qu'il négligea tout à fait de payer et de nourrir, ses nouveaux projets réclamant d'ailleurs l'emploi de toutes ses ressources. Incapable de s'élever à la hauteur d'abnégation requise par la circonstance, l'armée d'Arabie s'agita ; les Turcs irréguliers surtout firent entendre d'énergiques réclamations, qui sonnèrent mal aux oreilles de Kourchid-Bey, un homme de mérite que le vice-roi avait placé à la tête du gouvernement du pays. Kourchid résidait à la Mecque, qu'occupait l'infanterie régulière ; les irréguliers campaient sous les murs de Djeddah. Le premier eut l'imprudence de se rendre auprès de ceux-ci pour venir conférer avec eux de l'aplanissement des difficultés : il fut traîtreusement saisi à son arrivée et embarqué pour l'Egypte. Un chef de Delhis, commandant 400 hommes, ce Turkmènes dont nous avons déjà parlé, se mit à la tête

des mécontents, et se fit proclamer, à Djeddah, gouverneur de l'Hedjaz. C'était un ancien mamelouk de Moustapha-Bey, beau-frère du vice-roi, et qui, à la mort de son maître, avait hérité de son commandement : ignorant, arrogant, brutal, l'audace était son seul mérite. C'est à lui que la Porte s'était hâtée d'envoyer un firman d'investiture. Dès lors ce malheureux s'était cru vizir de l'Empire, et plus solide dans son poste que le vice-roi lui-même. Il commença par piller Djeddah qui l'avait élevé sur le pavois, s'empara des vaisseaux qui étaient dans le port, de tous les magasins militaires, et en distribua les dépouilles à ses soldats. Il fit aussi beaucoup de largesses à des cheiks arabes, croyant ainsi les attacher irrévocablement à sa cause. Cependant le régiment en garnison à la Mecque était resté fidèle à Méhémet-Ali, grâce surtout à son colonel, Ismaïl-Bey, qui occupait la citadelle. Les habitants embrassèrent la cause des révoltés, et se joignirent à eux pour emporter le fort d'assaut : ils furent repoussés ; les Egyptiens sortirent, poursuivirent les Turcs l'épée dans les reins, et revinrent piller la ville sainte, qu'ils entourèrent ensuite de retranchements.

Forcé de renoncer à la capitale de son gouvernement, Turkè-Bilmès était très-embarrassé de ses faits et gestes, lorsqu'il apprit le débarquement à Yambo du corps égyptien envoyé par le vice-roi

pour le mettre à la raison ; ce corps se composait d'un régiment d'infanterie et de 1,600 hommes de cavalerie, en tout 4,000 hommes, à la tête desquels revenait Achmet-Pacha, l'ancien gouverneur. Turckè-Bilmès n'hésita plus : il embarqua son infanterie dans les vaisseaux sur lesquels il avait fait main basse, et leur fit faire voile pour Confoudah, pendant que lui-même, à la tête de la cavalerie, gagnait cette ville en suivant les bords de la mer. Il espérait la surprendre ; mais le gouverneur ferma les portes, resta sourd aux menaces comme aux captations, et force fut à Turckè-Bilmès de se rejeter sur Hodeïdah, où il eut plus de bonheur : en effet, les habitants s'effrayèrent du feu de deux pièces de canon et capitulèrent. De Hodeïdah, il se rendit à Moka, et s'y établit. Il arrêtait les bâtimens de l'Inde qui relâchent d'ordinaire dans ce port au printemps, avant de continuer leur route dans la mer Rouge, et les priait simplement de débarquer leurs cargaisons dans ses magasins et de retourner là d'où ils étaient venus ; il gagnait à cela le double avantage de se procurer des marchandises au meilleur marché possible, et de priver le vice-roi de moyens de transport pour les troupes détachées à sa poursuite. Ce moment fut celui de la plus haute prospérité de notre aventurier : il ne pouvait pas durer. L'iman de Sâna, que ses petites opé-

raisons commerciales gênaient beaucoup, tenta, quoique vainement, de l'expulser ; mais quand il fut ébruité qu'Achmet-Pacha, à la tête d'une armée qui n'était pas moindre de dix-huit mille hommes, s'avancait pour le mettre à la raison, le principal cheik de l'Assir se décida à épargner cette besogne aux Egyptiens et vint, avec vingt mille Bedouins, assiéger Turkè-Bilmès dans son dernier refuge. L'Arnaoute fit bonne contenance, et se déclara résolu à s'ensevelir, lui et les cinq cents hommes qui formaient sa troupe, sous les ruines de la ville ; pourtant au premier feu, ses soldats, se voyant débordés, s'enfuirent du côté de la mer, et cherchèrent leur salut sur de frêles embarcations non pontées qui se trouvaient dans le port. Ils essayèrent de gagner un des bâtiments anglais qui tenaient le large ; privés qu'ils étaient de voiles et d'avirons, ils n'y auraient pas réussi, si les Anglais n'eussent envoyé des canots à leur secours. Cent vingt de ces malheureux furent sauvés, et Turkè-Bilmès dans le nombre : il réclama du capitaine du vaisseau *le Tiger*, qui l'avait reçu à son bord, la protection de l'Angleterre. Le cheik de l'Assir, rentré à Moka, n'en fit qu'un monceau de ruines, et la pilla si complètement, que depuis lors cette malheureuse cité n'a jamais pu se repeupler ni rien regagner de son antique prospérité commerciale ; celle-ci échut à Aden, à partir de l'établisse-

ment des Anglais dans cette dernière localité.

Les Bedouins de l'Yemen et de l'Assir, par cette expédition contre Turkè-Bilmès, croyaient avoir racheté la faute de ceux d'entre eux qui s'étaient laissé séduire par les dons de ce rebelle, et conjuré la colère du puissant souverain de l'Egypte. Ils se trompaient. D'abord, Méhémet-Ali tenait au prestige de ses armes ; triomphantes contre son maître légitime, il ne pouvait supporter l'idée de les laisser sous le coup d'un échec infligé par des bandes de mendiants et de pillards ; et puis, plus les chefs de Bedouins pouvaient produire en campagne d'hommes militants, plus le vice-roi se confirmait dans la résolution et l'espérance de les plier à son joug, et d'en faire des soldats pour son armée, que l'Egypte, épuisée, ne pouvait pas continuer longtemps à alimenter. Cette pensée persévérante du Rouméliote tenta de se réaliser dans tous les pays passés sous sa domination : partout elle essuya des échecs, et fut la principale cause de ses revers. C'est un point de ressemblance de plus entre sa destinée et celle de Napoléon, qui s'imagina toujours que ses victoires transformaient instantanément ses ennemis en auxiliaires. Méhémet-Ali voulut donc qu'aucun point de l'Arabie occidentale ne fût désormais en état d'offrir un asile à la rébellion. En 1834, il envoya sur les lieux Achmet-Pacha, ministre de la guerre, — le

même qui avait déjà gouverné l'Hedjaz, -- avec de nouveaux renforts et l'ordre impératif de s'emparer de l'Yemen. Malheureusement, ce chef était plutôt administrateur que bon soldat, et s'entendait mieux à la pacification qu'aux conquêtes. Ordre avait été transmis concurremment au chérif Ebn-Haun d'appuyer l'expédition de toute son influence, et d'y prendre lui-même la part la plus active; mais ce nouvel instrument du Rouméliote devait trahir sa confiance comme celui qui l'avait précédé et comme celui qui le suivrait. Méhémet-Ali voulait une chose bien difficile : un pontife, pris en quelque sorte dans sa domesticité, qui captât le dévouement des indigènes, et le fit entièrement tourner aux fins de son maître. Or, précisément en vertu de cette haine qui leur est propre pour toute espèce de domination, le chérif ne pouvait acquérir l'appui des Arabes qu'en leur immolant les intérêts de Méhémet-Ali.

Achmet-Pacha mit d'abord tous ses soins à pacifier l'Hedjaz; quand il crut y avoir réussi, il jugea sa mission personnelle suffisamment remplie, et sa présence plus utile au centre de son gouvernement que sur les lieux des opérations de guerre : il nourrissait d'ailleurs, contre les gens du désert, une appréhension qu'expliquait les défaites qu'il avait précédemment essuyées dans ses rencontres avec eux. Ibrahim-Pacha, son frère, dit le *neveu*,

lui avait été adjoint; c'est lui qu'il mit, en compagnie du chérif, à la tête de l'expédition de l'Assir. L'armée égyptienne, forte de dix-huit mille hommes, partit de Taïfa; sa marche ne tarda pas à être entravée des mille obstacles de la route, du climat, et de ceux que semaient sur ses pas les Arabes, retranchés à coup sûr dans leurs montagnes, et se bornant systématiquement à une guerre de partisans. Elle subit en peu de temps une réduction considérable. Arrivée enfin devant une position que les Bedouins avaient formidablement hérissée de défenses, il lui fallait l'enlever pour passer outre: c'était une montagne coupée de nombreux retranchements. Le général égyptien ordonna à Omar-Bey de l'aborder de front avec un régiment, tandis que lui-même, avec un autre régiment, la tournerait pour l'attaquer à revers. Mais il ne put effectuer sa marche en temps utile, soit par les difficultés du pays, soit qu'il fût dupe de ses guides; il ne parut point, alors que le général Omar-Bey, exécutant bravement ses instructions, se trouva avec la totalité des ennemis sur les bras. Le régiment fut rompu, poursuivi, exterminé; son colonel tué, ainsi que Omar-Bey, qui tomba frappé de deux balles: il n'en resta enfin qu'un assez grand nombre de prisonniers aux mains des Arabes. Ibrahim, qui avait assisté à la déroute, sans pouvoir y porter remède, fut obligé à la retraite

devant un ennemi victorieux; le désordre ne tarda pas à se mettre parmi les siens, et il se sauva à Confoudah, laissant à Méhaël plus de deux mille malades que les Bedouins égorgèrent impitoyablement. Pendant ce temps-là, le chérif se faisait battre à Reïda; assailli par des nuées d'Arabes venus de toutes les directions, Ebn-Haun prit lui-même le parti d'une fuite rapide. Quinze mille Egyptiens avaient péri dans cette courte campagne, dont les malheurs furent en entier rejetés sur le chérif: on l'accusa d'avoir laissé l'armée manquer de vivres, de s'être entendu avec l'ennemi pour conduire les troupes dans des chemins impraticables. Quelque fût le vrai de ces accusations, si habituelles aux généraux musulmans quand la victoire ne les favorise point, aussitôt que Méhémet-Ali en fut instruit, il donna l'ordre de s'emparer du chérif et de le lui amener au Caire. On s'attendait encore à une victoire; mais le vice-roi n'en fit qu'un pensionnaire de plus, tant il craignait de froisser le sentiment religieux des peuples.

Achmet-Pacha fut aussi rappelé pour rendre compte de sa conduite. Certes, les preuves d'incapacité qu'il avait données étaient assez grandes pour le rendre passible au moins d'une destitution, n'eût été la haute faveur dont il jouissait auprès du maître et qui l'exonérait d'avance. Il

conserva son gouvernement ; les attributions militaires lui furent seules retranchées , et son commandement échut à Kourchid-Bey, le même qui avait été renvoyé en Egypte par Turkè-Bilmès.

Plus que jamais l'Hedjaz réclamait la présence d'un homme énergique, car les conséquences de la défaite des Egyptiens n'avaient guère tardé à se manifester : le désert vomissait incessamment des Bedouins attirés par l'appât de la victoire et du butin ; le centre du Nedjed se réveillait sous le souffle du Ouahabisme ressuscité ; les villes saintes étaient serrées de près, et les Arabes venaient jusque sous les murs de Djeddah et d'Yambo, points de débarquement des troupes égyptiennes. Kourchid n'arriva pourtant qu'avec un peu plus de quatre mille hommes de renfort et six pièces d'artillerie. Dès le premier pas, il fut arrêté par le manque de bêtes de somme, toutes tombées entre les mains des Arabes. Il en référa au vice-roi, qui lui expédia Ismaïl-Bey, le chef de la police du Caire, avec quatre mille irréguliers et Bedouins nubiens, destinés à opérer, dans la Nedjd, la précieuse capture des dix mille chameaux nécessaires. Ismaïl, après de nombreux combats et des marches pénibles, parvint jusqu'à Deriyé, l'ancienne métropole du Ouahabisme ; là, il se trouva aux prises avec une telle quantité de tribus en armes qu'il fut obligé de reculer,

et ne put ramener dans l'Hedjaz que de faibles débris de sa troupe.

A Kourchid-Bey échut le dangereux honneur de recommencer cette terrible campagne. Il se mit en marche avec moins de monde encore, quatre mille hommes à peine, dont la moitié d'irréguliers; mais il avait dix pièces de canon dont il sut tirer un très-habile parti. C'était d'ailleurs un général prudent, énergique et concentré, un homme d'une toute autre trempe que les précédents chefs égyptiens, et à qui il ne manqua peut-être qu'une éducation supérieure, un théâtre d'action plus vaste, pour se révéler comme un capitaine de premier ordre. Il franchit tous les obstacles, battit et dispersa les Arabes dans toutes les rencontres, malgré l'énorme disproportion du nombre; et si la faiblesse de son corps d'armée ne lui permit pas d'imposer une soumission absolue dans un aussi vaste réseau de pays, il tint continuellement l'ennemi en respect, et conserva l'ascendant des armes égyptiennes. Le vice-roi aurait dû saisir avec empressement l'occasion d'un si bon lieutenant, et ne pas, faute d'encouragements et de renforts, lui laisser perdre des avantages si bravement conquis. Il faut dire que Kourchid avait des rivaux qui lui étaient supérieurs en dignité, et bien plus avant que lui dans la faveur du vice-roi : ils ne lui pardonnèrent pas d'avoir réussi, là où ils

avaient si complètement échoué. C'est d'ailleurs un fait d'une observation bien exacte, que si les souverains n'aiment pas les généraux qui se font battre, ils ont un goût plus médiocre encore pour ceux qui se peuvent prévaloir de succès trop éclatants : à consulter le nombre des favoris qui ont illustré les fastes monarchiques, on trouvera certainement parmi eux plus d'hommes militairement nuls que de grands capitaines. Le parfait accord qui sembla toujours exister entre Méhémet-Ali et Ibrahim-Pacha serait un démenti donné à cette faiblesse humaine, si toutefois les relations de père à fils n'étaient point jugées, dans l'espèce, comme un correctif naturel, et si quelques indices irrécusables n'avaient révélé plus tard, dans cette bonne entente, une certaine jalousie d'un côté, et, de l'autre, une défiance réciproque.

Quoi qu'il en soit, il est avéré que les campagnes de Kourchid ne furent pas, à la cour du vice-roi, appréciées à leur valeur ; qu'il ne reçut aucun des secours qu'il sollicitait avec une grande insistance ; que ses soldats périrent plus par les privations de toute sorte que par le fer de l'ennemi. S'il en eût été autrement, le vice-roi n'aurait pas manqué d'employer Kourchid à l'affaire qui était devenue sa marotte, en dépit des conseils de ses meilleurs amis, malgré même l'expérience des revers passés, — nous voulons parler de la conquête

de l'Yémen. Mais tout en manifestant à ce sujet une obstination insensée, on aurait dit qu'il prenait en même temps à tâche de faire avorter ses projets. Kourchid fut donc continuellement relégué dans le Nedjd, où les opérations avaient surtout pour but de capturer les moyens de transport, en chevaux et chameaux, indispensables à l'armée de l'Yémen ; celle-ci resta confiée à Ibrahim le neveu. Ce dernier, à l'exception des villes du littoral, ne parvint qu'à occuper successivement quelques districts. Les tribus d'alentour ne se faisaient faute d'accepter les larges dons que la munificence du Pacha leur octroyait pour servir d'auxiliaires ; mais à peine l'armée s'était-elle éloignée de leurs parages, qu'elles recommençaient leurs courses et leurs déprédations.

La marche de Kourchid fut plus décisive. Il pénétra dans le cœur du Nedjd jusqu'à Dériyè, s'empara de cette ville, fit prisonnier le prince El-Burski et toute sa famille, qu'il envoya au Caire. Il voulut encore aller plus loin que n'était allé le fils du vice-roi, Ibrahim-Pacha : il marcha sur Kassim. Arrivé dans cette ville, il hésita s'il se dirigerait sur Bassora, qui n'était qu'à dix journées de distance, ou sur El-Katif. Il fit un mouvement vers Bassora ; mais comme les Bedouins d'El-Haçà lui demandaient des secours contre les pirates du golfe Persique, et lui faisaient d'ailleurs

un tableau séduisant des perles qu'on pêche près de l'île de Bahreyn, il se tourna vers El-Katif, et passa dans Bahreyn. Il y réunit une flottille, s'empara d'une autre île au nord, et manifesta l'intention de se porter dans le Chat-el-Arab. Emerveillées d'une marche aussi rapide, toutes les tribus vinrent faire au général égyptien des offres de service; les peuplades circonvoisines s'émurent et se préparèrent à accepter le joug sans résistance; Bagdad même offrit de se soumettre. Mais les progrès de Kourchid devaient être arrêtés par des ordres venus d'Egypte même.

Méhémet-Ali n'avait jamais pensé ni à Bagdad ni au golfe Persique; il est même probable qu'il ignorait l'existence des îles Bahreyn; mais, en vertu du proverbe, *l'appétit vient en mangeant*, il ne resta pas indifférent aux rapports mirifiques de son lieutenant : « Déclarez-moi rebelle, lui écrivait celui-ci, mais, au nom de Dieu, laissez-moi faire. Je réponds du succès. » Le vice-roi aurait donc été assez disposé à lui donner carte blanche si, à cette époque, les complications survenues dans sa situation vis-à-vis de la Porte et des puissances européennes ne lui eussent, à bon droit, fait craindre de trouver de ce côté un écueil aux prétentions qu'il s'efforçait de faire accepter d'autre part. En effet, pour des raisons de longue date et que nous aurons tout à l'heure l'occasion de

développer, le Rouméliote ne pouvait pas compter l'Angleterre au nombre de ses amies; cette nation se laissant encore plutôt prendre aux intérêts qu'aux sentiments, le fait seul d'une autorité solidement établie sur les bords du Nil et aux sources de l'Euphrate, lui portait ombrage : c'était d'abord un ajournement indéfini à son espoir de créer une voie de communication plus courte avec l'Inde. Qu'on juge donc de ses alarmes lorsqu'elle entrevit le danger de voir cette même puissance étendue jusqu'au golfe Persique, aux bouches de l'Euphrate, pour ainsi dire aux portes de ses possessions indiennes. La diplomatie britannique avait déjà tenté en vain d'obtenir du vice-roi le transit indépendant de l'isthme de Suez, avec un chemin de fer et des postes fortifiés; elle avait également échoué dans sa demande de passage de ses troupes par la même voie; elle en gardait rancune à Méhémet-Ali; et pour s'assurer au moins la suprématie dans la mer Rouge, elle avait fait, au mois de janvier 1838, l'acquisition subreptice d'Aden, à la pointe sud de l'Arabie, en dehors du golfe Persique, dont elle commandait ainsi l'entrée. Les Anglais achetèrent la ville, la baie, assez spacieuse pour contenir toute une flotte, et un territoire attenant, moyennant la somme de 150,000 fr., payée à un cheik dont le nom est resté inconnu. De cette plage aride et

brûlée par le soleil des Tropiques, ils eurent bientôt fait un poste remarquablement fortifié, contenant deux mille hommes de garnison, un port de refuge et un lieu de dépôt pour les riches marchandises de l'Inde. Ce ne fut pas, à vrai dire, sans embarras. Ils eurent d'abord affaire aux Bedouins limitrophes, qui ne cessèrent pendant longtemps de les harceler; puis un beau jour, l'iman de Sana, pressé d'un côté par ce dangereux voisinage, inquiété de l'autre par les troupes de Méhémet-Ali, fit offrir à celui-ci de lui céder sa souveraineté, à charge d'une pension. Méhémet-Ali saisit la balle au bond, et envoya son secrétaire particulier, Sami-Bey, pour régler cette affaire sur les lieux mêmes. Mais cette transaction portait les troupes égyptiennes trop près de la possession anglaise : *indè iræ*. M. Haines, le gouverneur d'Aden, écrivit à son gouvernement que les Egyptiens, continuant à exciter le fanatisme des Arabes, Aden, au lieu de devenir un centre commercial, était condamné, sous la permanence de cet état de choses, à n'être qu'un dépôt de charbons pour les bateaux à vapeur de l'Inde orientale. Lord Palmerston, après la réception de ce rapport, fit prier le vice-roi de retirer immédiatement ses troupes de l'Yémen, et de se borner à occuper les villes saintes. Le Pacha donna d'abord des réponses dilatoires : mis enfin en de-

meure de se prononcer par le consul anglais, il argua de l'embarras de ses affaires, du retard apporté à une solution définitive par le Sultan, pour différer sa décision à l'égard de l'Yémen. La réponse du consul, M. Campbell, fut nette et menaçante : il déclara à Méhémet-Ali qu'il se trompait grandement, s'il croyait trouver dans le gouvernement anglais autant de longanimité que dans les conseils de la Porte, s'il s'imaginait même que la politique anglaise ne déploierait pas une activité bien supérieure pour la défense de ses intérêts personnels, que lorsqu'il s'agissait de prendre des mesures en commun avec les autres gouvernements. Ce dernier trait faisait allusion aux embarras que donnait à cette époque le différend turco-égyptien à la diplomatie. Le consul anglais expliquait parfaitement la politique de son pays, mais il ne faisait pas l'apologie de son équité ; car le vice-roi agissait-il autrement à Sana que les Anglais à Aden ? Et comment le droit d'acquisition des uns aurait-il comporté la prohibition du même droit chez l'autre ? Chez Méhémet-Ali, au contraire, le fait avait un caractère moins spolia-teur, puisque lui-même était, fictivement, il est vrai, sujet de la Porte et administrateur des villes saintes, dont l'iman de Sana relevait. Mais lord Palmerston n'entendit pas plus raison sur ce chapitre qu'à l'égard des îles Bahreyn, dont la prise

avait motivé, quelque temps auparavant, une réclamation énergique, — réclamation à laquelle le vice-roi avait cédé, en mandant à Kourchid de les évacuer sans retard.

Cette retraite fit perdre tout le fruit des victoires du général égyptien, et le força à repasser les solitudes du désert du Nedjd, avec le prestige de moins et les hordes bedouines de plus. Celles-ci, ne voyant plus en lui l'allié qui flattait leur espoir de pillage, devinrent ses ennemis. Pendant ce temps, les tribus du centre, chez lesquelles les nouvelles volent avec une rapidité inconcevable, se donnaient rendez-vous aux environs des villes saintes, et y écrasaient les troupes égyptiennes, qui n'étaient jamais préparées à la rapidité de ces attaques.

On n'aura jamais un récit bien détaillé et bien exact des dernières campagnes des Egyptiens en Arabie ; car le gouvernement, ne voulant que se targuer de ses victoires, ne publiait qu'une très-faible partie des nouvelles qui lui parvenaient, et mille bruits contradictoires circulaient à ce sujet. On ne pouvait être fixé sur l'issue malheureuse de toutes les expéditions, qu'en voyant, de temps à autre, les effrayantes exportations de troupes qui se faisaient pour l'Arabie : c'est à cette destination qu'étaient surtout employées les troupes si péniblement levées en Syrie. Or, jamais soldat n'en

revint, que lorsque Méhémet-Ali fut obligé à une évacuation générale de tous les pays qui formaient ses conquêtes. Ainsi l'Arabie, où allèrent s'enfouir les trésors de l'Egypte, et qui consumma plus de cent mille hommes, pendant que les cultures manquaient de bras, et que le gouvernement était obligé de s'emparer de vive force de tous les gens valides, artisans ou domestiques, pour faire rentrer les récoltes, — l'Arabie, à part une vaine satisfaction d'amour-propre, ne rapporta jamais rien à Méhémet-Ali qu'un grave conflit avec une puissance appelée bientôt à jouer un rôle décisif dans le règlement de la position politique du vice-roi.

XXIX

On se rappelle que l'île de Candie avait été donnée par la Porte à Méhémet-Ali, en lieu et place de la Syrie qu'il convoitait. La Syrie ayant été arrachée à la faiblesse de la Porte, c'eût été le cas pour celle-ci de réclamer la restitution de Candie ; mais elle ne le fit point, par la raison, déjà donnée, que cette île était d'une dépense supérieure à son rapport. Candie continua donc de faire partie de

l'apanage du vice-roi. Après la pacification de Koutayè, il s'inquiéta d'organiser cette possession de manière à en tirer quelque fruit, et résolut à cet effet d'aller y donner le coup d'œil du maître. Il partit d'Alexandrie le 2 août 1833, avec une escadre que commandait Osman-Pacha, le grand-amiral, — le même qui avait tenu une conduite si timorée pendant la dernière guerre ; il était accompagné de plusieurs consuls et négociants européens. Les travaux d'établissements militaires et maritimes occupèrent d'abord tous ses soins ; il arrêta les dispositions propres à faire de la Sude un port d'abri pour la flotte égyptienne. Quant à l'organisation administrative, agricole et industrielle, on connaît ses principes : il voulut, à cet égard, que l'île de Candie fût une exacte reproduction de ce qui existait en Egypte. C'était sans doute un bon moyen de tirer quelque chose de cette improductive localité ; mais restait la question d'application, qui pouvait ne pas se présenter là aussi favorablement que sur les bords du Nil. En effet, à peine Méhémet-Ali était-il parti que les Candiotes se révoltèrent. Ces malheureux se trouvaient victimes du premier règlement diplomatique de la question d'Orient ; mis en dehors, on ne sait pourquoi, de la famille grecque, ils étaient restés, malgré leur protestation, comme une sorte d'appoint, que tout le monde s'était rejeté, une fois d'abord dans la tran-

saction de la Porte avec l'Europe, et ultérieurement dans le marché conclu avec le vice-roi d'Egypte. La nationalité fut donc le premier mobile du soulèvement de cette population, qui, accessoirement, *paraissait avoir plus de propension pour le système européen de division territoriale et de liberté commerciale, que pour le système unitaire du Rouméliote*. Nous citons textuellement la phrase candide d'un historien de l'époque. Il faut dire que c'était un peuple de montagnards, gens qui, en quelque endroit du monde qu'on les prenne, ont toujours manifesté un dégoût profond contre toute espèce d'oppression. Six mille de ces paysans, obéissant aux incitations de quelques notables, — lesquels, au moment de l'action, se tinrent prudemment à l'écart, — descendirent tout armés de leurs montagnes, et se rassemblèrent dans la plaine. Ils ne purent surprendre la garnison égyptienne comme ils l'espéraient; mais celle-ci était trop minime pour les attaquer, et le gouverneur, Moustapha-Pacha, s'empressa de mander à Méhémet-Ali l'état des choses. Le vice-roi fit partir en toute hâte de nouvelles troupes, et Osman-Pacha, le capitaine, avec la mission de pacifier l'île, en évitant autant que possible l'effusion du sang. Osman, à son arrivée, d'accord avec le gouverneur, tâcha d'entrer en pourparlers avec les rebelles : toutes les exhortations furent inutiles, et ces

derniers refusant de se retirer, il fallut bien recourir à la force. Effrayés par les premières volées de mitraille, les révoltés se dispersèrent et regagnèrent leurs montagnes; trente d'entre eux, cependant, restèrent aux mains des Egyptiens, et Osman-Pacha crut pouvoir, conformément à ses instructions de modération, leur promettre la vie sauve. Cette promesse ne fut pas ratifiée par Méhémet-Ali, qui jugea le besoin d'un exemple salutaire supérieur aux considérations d'humanité : il manda l'ordre de faire exécuter les trente prisonniers. Osman, indigné d'une si froide cruauté, ou blessé peut-être du démenti public infligé à sa parole, disparut subitement de l'île. Il alla à Mytilène, sa patrie, d'où il écrivit une lettre en français à Bogbos-Bey, pour lui annoncer qu'il abandonnait le service du vice-roi. Il se rendit ensuite à Constantinople pour se mettre à la dévotion du Sultan, qui l'accueillit bien, ce qui ne suffit pas à lui attirer la considération dont il n'était pas digne. Il mourut quelque temps après de la peste, comme si son destin eût voulu lui épargner la honte de porter les armes contre son bienfaiteur. Car si Méhémet-Ali avait jamais mérité pleinement ce titre, c'était vis-à-vis de lui. Osman, surnommé *Nour-el-din* (lumière de la religion), était fils d'une espèce de majordome au service du Pacha, qui, intéressé par sa physionomie et les marques d'une

aptitude peu ordinaire, l'envoya en Europe pour faire son éducation. Il commença ses études à Milan, et vint les achever à Paris, sous le nom d'Osman-Hadji. Dès son retour en Egypte, il fut nommé directeur de l'Ecole militaire, et plus tard gouverneur d'une province. Sa faveur, ne cessant de croître, le vice-roi lui conféra le grade de major-général de l'armée, avec le titre de bey et des appointements considérables. Il avait été déjà envoyé à Candie, à la tête de dix mille hommes, lorsque le vice-roi reçut l'investiture de cette île. Enfin, quand la flotte du vice-roi fut créée, il lui fallait un chef : c'est lui qui reçut la haute dignité de grand-amiral, avec le titre de Pacha.

Osman pouvait avoir l'intelligence de sa fortune, mais il n'en avait pas le cœur. Sa pusillanimité devant la flotte turque en est encore une preuve plus certaine que sa défection. Il y a d'ailleurs une remarque consolante pour l'humanité, à quelque degré de civilisation et de lumière que celle-ci se présente, c'est qu'il n'y a jamais eu l'étoffe d'un homme supérieur dans un transfuge.

XXX

Méhémet-Ali venait de faire une triste expé-

rience à Candie : il allait en avoir une plus terrible à subir en Syrie. Pour juger, *à priori*, quels succès pouvait rencontrer sur ce terrain nouveau l'application de son système, quelques détails géographiques et historiques sont ici nécessaires.

La Syrie n'est, à proprement parler, qu'une chaîne de montagnes, qui court N.-S. à quelque distance et parallèlement aux bords de la mer, depuis sa jonction avec la chaîne du Taurus jusqu'en Arabie ; très-voisine de la mer, à la hauteur d'Alexandrette, qu'elle sépare de l'Oronte, après avoir donné passage à cette rivière, elle s'étend au midi, par une suite de sommets continus, jusqu'au Jourdain : là elle se divise en deux branches qui forment le bassin de ce fleuve et de ses trois lacs. De cette chaîne principale se détachent latéralement des rameaux qui vont se perdre soit dans le désert à l'orient, soit vers la mer à l'occident ; d'un côté, ils font les vives arêtes de plusieurs bassins, tels que ceux de Damas et du Hauran ; de l'autre, ils déterminent, avec des pentes plus ou moins douces, les limites d'une foule de cours d'eau, nécessairement de peu d'étendue, vu la proximité de la mer. Cette configuration du sol paraît identique avec celle que nous avons signalée sur la côte occidentale de l'Arabie, de sorte que la chaîne syriaque peut être considérée comme la continuation de la chaîne arabique, diffuse plutôt

qu'interrompue par l'isthme de Suez. Nous avons également fait remarquer que la côte opposée de la mer Rouge, la rive africaine, se présente exactement dans les mêmes conditions topographiques : ce qui permet de supposer, pour la formation de ces deux côtes, l'action d'un même soulèvement, qui les aurait fait simultanément émerger des eaux, — hypothèse qui établirait l'antique communication de la Méditerranée avec l'Océan indien, par le grand désert, et donnerait de l'existence anormale de ce dernier une explication satisfaisante.

Ainsi la Syrie se trouve tellement resserrée par la Méditerranée d'un côté, et par les déserts de l'autre, que sur cent cinquante lieues et plus de longueur, elle n'offre qu'une largeur moyenne de vingt-cinq à trente lieues, et qu'on peut la considérer comme une espèce d'isthme continental joignant l'Afrique à l'Asie-Mineure. L'extrême diversité des hauteurs des terrains qui constituent cette contrée, y donne lieu, pour ainsi dire, à toutes les variétés du climat, phénomène qu'il faut également constater sur les plateaux de l'Yémen, et dans les Alpes abyssiennes. « C'est un spectacle pittoresque pour un Européen dans Trioli, » dit Volney « de voir sous ses fenêtres, en janvier, des orangers chargés de fleurs et de fruits, pendant que sur sa tête le Liban est hérissé de frimats et

de neiges. Chez nous, » ajoute le même auteur, « la nature a séparé les saisons par des mois ; là, on peut dire qu'elles ne le sont que par des heures. Est-on importuné dans Saïde ou Tripoli des chaleurs de juillet, six heures de marche transportent sur les montagnes voisines, à la température de mars. »

La même variété doit nécessairement se rencontrer dans les productions de la Syrie, et, en effet, la plupart de celles qui sont connues y trouvent un sol et un climat appropriés ; mais une autre conséquence de ces conditions naturelles, qui n'est pas indifférente, c'est que toutes les races humaines peuvent s'y perpétuer, et que la race indigène ne se refuse pas, à l'exemple de l'égyptienne, à se renouveler par l'assimilation d'éléments étrangers. Il y a toute une série d'inductions et de règles politiques à tirer de ce fait, combiné avec l'aspect physique de ce pays et sa position relative. Un simple aperçu historique nous les fera saisir.

Il n'y a peut-être pas un pays sur le globe qui ait été le théâtre de plus de révolutions politiques que la Syrie ; mais, sans nous attacher à les dénombrer, et à remonter dans l'échelle des temps, nous nous bornerons à constater qu'il devait en être ainsi, vu la position intermédiaire de ce pays entre deux continents, et parce qu'il offrait la seule voie praticable aux migrations de l'un à l'autre. La Syrie

fut, en effet, le chemin de Sésostris comme celui de Xerxès, celui d'Alexandre et de Pompée; elle se trouva aussi bien sur la route des Mongols de Tamerlan que sur celle des Arabes de Mahomet. Les Mages y vinrent saluer le Christ, chaque empire islamique y posa son empreinte, les Croisés y plantèrent leurs drapeaux; et quand le grand conquérant des temps modernes songea à édifier la haute fortune où il se sentait appelé, c'est par la Syrie qu'il voulut prendre à revers l'empire du monde.

La Syrie a donc été forcée de jouer un rôle dans toutes les secousses politiques ou religieuses du vieux continent; mais ce rôle inévitable n'était que secondaire, car elle n'était qu'un lieu de transit, et ne servait que d'étape aux courses furibondes qui, successivement, précipitaient l'un des continents sur l'autre : en deçà et au delà vivait l'objet des aspirations de tous ces envahisseurs. Impatients seulement de se frayer un passage, on ne les voit pas longtemps s'arrêter à faire de ce pays une conquête complète, qui, pour une autre raison, leur aurait présenté une grande difficulté, — celle de combattre et de vaincre, dans leurs montagnes abruptes, des habitants sûrs de frapper sans être atteints. C'est une loi générale, et qui a reçu dans l'histoire bien peu de contradictions, que la guerre de montagnes a été l'écueil fatal de tous les capitaines

et des armées les mieux organisées ; aussi les plus habiles se sont-ils attachés à les éviter en les tournant. Il est donc à peu près certain que les invasions qu'eut à subir la Syrie s'étendirent comme des inondations dans les plaines, et vinrent mourir au pied de la chaîne syriaque. Si elles laissèrent des traces dans la montagne, ce fut par le moyen des déserteurs, qui, séduits par la perspective de cette vie large et toute de liberté, vinrent s'y fixer et y porter leur religion, leurs mœurs et leur sang. Toutes les probabilités sont pour cette constante indépendance des montagnards syriens, sous toutes les dominations, quoique l'histoire n'offre pas le moyen de la constater au delà de l'époque de l'arrivée des hordes arabes de la péninsule ; mais, à partir de ce moment, elle laisse des témoignages irrécusables et ininterrompus.

Dans cette épine dorsale de la Syrie, la chaîne du Liban est le point culminant ; elle prend naissance près de Tripoli, et va jusqu'à Saïde ; un rameau qui s'en détache, à la hauteur de ce premier point, prend le nom de Liban proprement dit : avec la partie de la chaîne principale qui lui fait face, et qui s'appelle Anti-Liban, il comprend la vallée de Bequa, où coule le Kasmiè, la plus grande des rivières de Syrie, après l'Oronte, qui se rendent à la mer. A l'extrémité de cette vallée se

trouve l'antique Balbek, C'est dans cette partie de la Syrie que se sont fixées les populations montagnardes les plus guerrières et les plus indépendantes. Nous jetterons un coup d'œil sur leurs origines et leurs mœurs, en même temps que sur les habitants de la Syrie en général.

XXXI

La population de la Syrie, qu'on a voulu exagérer, ne se composait pas, au moment de la conquête de Méhémet-Ali, de plus de 1,200,000 âmes, qui se répartissaient à peu près également entre les montagnes et la plaine, y compris les villes. La population du Liban et de l'Anti-Liban formait quatre races distinctes : les *Motualis* et les *Ansariés* occupaient la partie septentrionale, et les premiers descendaient jusque dans les plaines, vers Lataquié ; les *Maronites*, au sud de ceux-ci, habitaient les parties les plus élevées de la chaîne : la ville de Balbeck était le centre de leur puissance ; les *Druses*, tout à fait au midi de la chaîne, s'étendaient de la latitude de Damas aux limites de la Palestine.

Mais, de ces quatre races, les deux dernières seules étaient dignes d'intérêt. Les *Motualis*, musulmans de la secte d'Ali, avaient naguère joué un grand rôle, du temps des disputes religieuses : ils étaient peu à peu déchus de toute puissance. Le séjour de la plaine, et la pratique exclusive des travaux agricoles, furent la cause de cette décadence. Les *Ansariés*, qui ne comptaient pas plus de soixante mille âmes, étaient des idolâtres, mêlant à leur fétichisme des pratiques tirées du christianisme et du mahométisme, et les plus grossières superstitions.

Les *Maronites* sont chrétiens et viennent, dit-on, des bords de l'Oronte ; ils tirent leur nom de *Marone*, pieux solitaire du sixième siècle, qui, par son exemple et sa parole, leur fit prendre parti pour le pape dans les querelles entre l'église romaine et l'église grecque. Persécutés à raison de cela par le pouvoir de Constantinople, ils se réfugièrent dans les montagnes du Liban pour y défendre leur liberté et leur croyance. Rome, par de prudentes concessions à ces peuples, sut les faire demeurer fidèles à sa cause. Les *Druses* ont eu sans doute les mêmes lieux pour berceau, et un motif analogue les a jetés dans la montagne : initiés à l'islamisme, ils arborèrent le drapeau de l'une des nombreuses sectes qu'enfantèrent les disputes suscitées par la succession au califat ; plus tard,

ils s'associèrent au schisme créé par le troisième des Fatimites, Hakem, qui se faisait passer au Caire pour Dieu incarné : un nommé Mohammed-Ben-Ismaël vint leur prêcher cette doctrine, qui survécut parmi eux à la mort du calife et à celle du prophète, tandis qu'elle fut étouffée en Egypte, là où elle avait pris naissance. Il en est résulté, dans le culte des Druses, plus de disparate et d'inconséquence, par rapport au dogme islamique, qu'il n'en est resté dans celui des Maronites, relativement à l'orthodoxie catholique. Mais les uns et les autres, quoique séparés par la religion, s'entendirent en un point, celui de défendre leur indépendance contre les possesseurs de la plaine. Réunis, ils bravèrent la puissance turque à son apogée, et battirent toutes les troupes envoyées contre eux, jusqu'au jour où Amurat IV, fatigué des pillages et des dévastations qu'ils commettaient contre ses sujets soumis, résolut, à tout prix, de les plier à l'obéissance. En 1588, il chargea de cette expédition Ibrahim, pacha du Caire, qui vint, à la tête d'une armée considérable, attaquer les montagnards, les força à capituler et leur imposa un tribut qu'ils ont continué de payer, quoiqu'à un taux variable, jusqu'à ce jour. Les Druses, loin d'être abattus par cette défaite, en tirèrent un fruit précieux pour leur indépendance. Jusque-là ils avaient vécu dans

une anarchie et des divisions intestines qui n'avaient même pas fait trêve devant l'ennemi; les Turcs, pour garantir le tribut, voulurent leur imposer un chef unique, chargé de le recueillir, et qui en demeurât responsable devant la Porte. Ils n'avaient pas calculé que cette innovation pouvait leur être fatale, en ce sens qu'elle donnerait à ces populations une cohésion, une unité qui augmenteraient leurs forces, et c'est ce qui arriva bientôt. Vingt ans après, le chef des Druses était ce Facardin, qui joua un assez grand rôle dans le monde. Au commencement du dix-septième siècle, il avait fini par s'emparer de la plus grande partie de la Syrie, et son hostilité sourde obligea encore Amurat à faire marcher contre lui cent mille soldats. Après deux ans de résistance, Facardin, mis dans l'impossibilité de résister, surtout à cause des factions qui déchiraient son pays, se laissa persuader d'aller en personne faire sa soumission à Constantinople : il y fut étranglé en présence du Sultan. La descendance de Facardin continua de régner dans la montagne, qui, sauf le tribut, persévera dans son indépendance vis-à-vis de Constantinople. Au bout d'un siècle, cette famille s'éteignit, et l'autorité fut déléguée, par voie d'élection, à une autre famille arabe distinguée, du nom de *Chehab*. Celle-ci devint très-nombreuse, et, dans les derniers temps, elle comptait deux cent cinquante émirs. *Bechir*,

un de ses rejetons, régnait sur le Liban depuis déjà quarante ans, lorsque Méhémet-Ali fit la conquête de la Syrie; il s'était converti au christianisme, et exerçait ce culte publiquement.

On peut voir d'après cela que l'indépendance de ces montagnards concerne plutôt les mœurs que la nationalité. Ils vivent en clans, commandés par des cheiks, qui représentent pour eux tout pouvoir temporel ou spirituel, et qui les guident à la guerre; ils cultivent presque exclusivement le mûrier et la vigne : l'impôt est fixé à raison de chaque plant. Ils sont larges dans leur tolérance religieuse et dans leur hospitalité; ils vont à la mosquée, à l'église, selon qu'ils se trouvent avec des mahométans ou des chrétiens. Chez eux, quand l'émir et les cheiks ont décidé la guerre, des espèces de hérauts montent le soir sur le sommet le plus escarpé de la montagne, et crient à haute voix : « A la guerre, à la guerre ! Prenez le fusil, prenez les pistolets ! Nobles cheiks, montez à cheval, armez-vous de la lance et du sabre, rendez-vous à tel endroit ! Zèle de Dieu ! zèle des combats ! » Cet appel est répété par les villages voisins, et, vu la grandeur de l'écho dans ces pays de hautes montagnes et de vallées profondes, les cris se répercutent en peu d'heures jusqu'aux frontières. Deux jours après, vingt, trente mille *fusils* se trouvent réunis dans l'endroit désigné; car jamais un mon-

tagnard ne marche sans ses armes. Ces troupes n'ont rien de ce qui constitue les milices organisées ; c'est une cohue de paysans en casaques courtes, les jambes nues et le fusil à la main. Le terrain rendant impossible la manœuvre de la cavalerie, ils sont tous à pied, sauf les chefs ; aussi jamais ne se risquent-ils en plaine. Mais ils gravissent les rochers comme des chamois, se tiennent invisibles dans les broussailles, et tirent juste. Souvent ils se réunissent pour fondre tout d'un coup sur l'ennemi : s'ils sont repoussés, ils ne sauraient être défaits, et la montagne abonde en retraites sûres, en cavernes profondes, où des milliers de combattants peuvent se tenir cachés.

Cette population des montagnes s'évaluait, lors de l'arrivée des Egyptiens, à un demi-million d'âmes. Le reste des habitants de la Syrie, ceux des plaines et des villes, qui parlent tous arabe, se répartissaient à peu près de la manière suivante : 240,000 Turcs indigènes dans les villes de Damas, Alep, Homs, Hamah, Acre et autres ; 120,000 Kurdes et Turcomans pasteurs dans la partie nord autour d'Alep ; 100,000 Arabes Bedouins campant à l'est, à la limite du désert ; 140,000 Naplousiens, catholiques, chrétiens, chaldéens, grecs, juifs, pèlerins et négociants de tous genres, occupant plus particulièrement la Palestine et la partie méridionale de cette province.

XXXII

L'état de permanente insurrection de la Syrie, cette impatience du joug qui l'a caractérisée, sont donc des faits qui semblent relever avant tout de sa constitution physique, et ce n'est pas exagérer les inductions ethnologiques que de dire que ce pays était fatalement destiné à servir d'asile à des peuples en lutte avec toute espèce de gouvernement constitué, de même que la vallée du Nil devait nourrir la population la plus docile et la plus prompte à se plier à toute tyrannie, si impitoyable que celle-ci fût. C'était donc un immense paralogisme que de conclure l'appropriation aux premiers des moyens abusifs d'autorité qui convenaient à la seconde, et Méhémet-Ali, malgré une énergie surhumaine, allait se heurter à ces convulsions de révolte qui augmentent en proportion directe des efforts déployés pour les contenir.

Les éléments anarchiques qui avaient toujours existé dans cette province de l'Empire s'étaient encore accrus par la décadence de l'Empire lui-même, et depuis longtemps la Syrie était pour la Porte une possession presque aussi illusoire que

celle de l'Égypte. La lutte prolongée de la plaine avec la montagne avait contraint les gouverneurs ottomans d'entretenir une force armée, qu'ils avaient autant fait servir à se mettre en hostilité contre la métropole qu'à tenir en bride les ennemis qui les entouraient. En vain le Divan avait-il multiplié les divisions territoriales, pour diminuer la puissance individuelle de ses délégués : ceux-ci étaient devenus, dans les derniers temps, de petits feudataires reconnaissant à peine nominalement la suzeraineté du Sultan, et qui n'étaient occupés qu'à s'entre-détruire pour se dépouiller. Nous avons vu qu'Abdallah, le dernier pacha d'Acre, s'était mis plusieurs fois en révolte ouverte, et ne dut l'espèce d'assistance que lui octroya le Sultan qu'au fait de combattre un rebelle plus puissant que lui. Tripoli était resté, jusqu'en 1812, sous l'autorité du rebelle Moustapha-Berber. Les beys de Beylan s'étaient également déclarés indépendants. A Payas, au fond du golfe d'Alexandrette, Koutchouk-Ali et les siens commettaient d'affreux brigandages, malgré la mise hors la loi qu'avait prononcée contre eux le Divan. L'aga d'Antioche s'était arrogé le fief de cette ville. Damas, quelque temps avant l'invasion égyptienne, avait massacré son Pacha, et les janissaires en avaient élevé un autre sur le pavois. Le bassin entier du Jourdain était infesté de petits

cheiks usurpateurs rançonnant les pèlerins de Jérusalem. Bref, le désordre était si universel et si grand, qu'au commencement du siècle, la Porte avait eu le projet d'établir, pour la Syrie et l'Asie-Mineure, un gouvernement central dont Alep eût été le siège; elle avait même désigné Joussouf, l'ex-grand-visir vaincu à Héliopolis, pour en recevoir l'investiture. L'exécution de ce projet eût été le seul remède susceptible d'un peu d'efficacité; mais la guerre avec la Russie tourna l'attention d'un autre côté, et Joussouf fut rappelé.

Méhémet-Ali s'imagina à tort que ce rôle de ré-organisateur lui était dévolu par les événements, et que l'excès même du délabrement où était tombée la Syrie simplifierait sa tâche. Il fondait cette espérance sur l'accueil fait à ses troupes par toutes les nuances de la population, sur l'appui qu'elles s'étaient empressées de lui offrir contre le Grand-Seigneur. Mais il ne réfléchit point qu'elles étaient elles-mêmes leurrées de l'espérance de voir rompre les faibles liens qui les attachaient encore à un gouvernement oppresseur, et de réaliser les rêves d'indépendance complète qui leur avaient, de tout temps, mis les armes à la main.

Soit ruse, soit conviction, Ibrahim-Pacha contribua lui-même à entretenir ces illusions, et ses promesses furent d'abord magnifiques. La Porte avait fini par ne retirer de toute la Syrie que six

millions de piastres (1,500,000 fr.) : il ne préleva, lui, qu'une partie de cette somme. A peine les troupes du Grand-Seigneur y recrutèrent-elles l'équivalent d'un régiment : Ibrahim jure aux Syriens que jamais il n'enrôlera l'un d'eux dans ses armées, et les habitants de se forger une félicité qui leur fait croire au retour de l'âge d'or.

La chose alla bien pendant un an. Mais on pense bien que le Rouméliote n'avait pas voulu prendre la Syrie à titre onéreux, et que l'Egypte se trouvant à peu près épuisée par le fait même de ses conquêtes, il fallait que celles-ci subvinssent à l'entretien de sa coûteuse puissance. Au commencement de 1834, il manda donc à son fils Ibrahim l'ordre de veiller à l'exécution rigoureuse des trois mesures suivantes : 1^o l'établissement du monopole sur toutes les soies de la Syrie ; 2^o celui de la capitation, indistinctement appliquée aux habitants, de quelque religion qu'ils fussent ; 3^o une conscription exécutée dans les districts méridionaux du pays.

Ces mesures devaient être précédées d'une autre propre à les faciliter, celle du désarmement général de la population.

XXXIII

Les ordres de Méhémet-Ali étaient impératifs, et Ibrahim se mit en devoir de les exécuter. A la nouvelle du régime auquel ils allaient être soumis, un cri d'indignation retentit parmi les Syriens, et de toutes parts ils se préparèrent à la résistance. Toutefois, l'insurrection n'éclata que chez les montagnards habitant le bassin du Jourdain et de la mer Morte; c'est là qu'Abdallah, l'expacha d'Acre, avait conservé le plus de partisans; ses affidés, conjointement avec les émissaires de la Porte, y déterminèrent une première levée de boucliers. Ibrahim-Pacha vint à Jérusalem dans le mois d'avril 1834, et convoqua tous les cheiks des environs pour leur signifier les ordres qu'il avait reçus et s'entendre avec eux pour l'exécution. Surpris, ceux-ci se gardèrent bien d'exprimer tout haut les sentiments que cette communication faisait naître en eux, et se rejetèrent sur le besoin de connaître les dispositions des chefs de village. Un délai leur fut accordé pour les consulter. Les cheiks évitèrent ainsi de prendre toute la responsabilité d'une réponse qu'ils savaient bien ne pas être

douteuse. En effet, le refus de l'universalité des habitants se prononça énergiquement ; la conscription excitait surtout leur invincible répugnance : si on tentait de l'introduire chez eux, ils se déclaraient prêts à la repousser par les armes, et à désertier plutôt en masse que de s'y soumettre. Les cheiks essayèrent de fléchir Ibrahim par tous les moyens ; ils proposèrent leurs propres enfants en otages, offrirent de garantir une augmentation de tribut en argent, à la condition qu'on abandonnerait le projet de s'emparer des hommes pour en faire des soldats : tout fut en vain. La peste, qui apparut cette année après l'arrivée des pèlerins en Terre-Sainte, coupa court aux pourparlers. Ibrahim s'en alla à Jaffa attendre l'issue des ordres qu'il avait laissés pour qu'une première levée d'hommes fût rigoureusement exécutée.

Les montagnards de cette partie de la Syrie n'étaient pas moins belliqueux ni moins indomptables que les populations du Nord. Le passage continu des caravanes pour la Mecque ou pour Jérusalem entretenait chez eux l'amour du butin et l'usage des armes : jamais le Grand-Seigneur n'était parvenu à leur faire renoncer à l'un et à poser les autres. Ils vivaient donc, sous les ordres de leurs cheiks, dans une indépendance à peu près absolue, rançonnant indifféremment chrétiens ou mu-

sulmans, unis pour extorquer, divisés pour le partage des dépouilles, et vidant leurs querelles par des combats de village à village. La menace suspendue sur leurs têtes devait leur donner la cohésion qu'aucun autre objet n'aurait pu faire naître chez eux. Le signal de la révolte partit de Naplouse, en Palestine, que gouvernait alors le cheik Cassim, vieillard descendant d'une ancienne famille illustre dans ces contrées, et qui avait trois fils, également renommés dans les combats : l'aîné avait été précédemment nommé gouverneur d'Ebron par Ibrahim-Pacha lui-même. Les Abougos constituaient une autre famille princière, dont l'apanage s'étendait dans les montagnes qui vont du village de Saint-Jérémie à Jaffa ; les fils de celui-ci, outre l'injure commune, avaient à venger celle faite à leur père, qui expiait dans les prisons de Saint-Jean-d'Acre le refus de supprimer un droit qu'ils percevaient sur les pèlerins. Les Abougos, comme tous les autres, ne pouvaient rester sourds à l'appel du cheik Cassim, surtout quand ce dernier, exagérant encore les projets d'Ibrahim, faisait répandre parmi les montagnards le bruit qu'après avoir désarmé et incorporé leurs fils dans le Nizam, le généralissime égyptien donnerait leurs filles à ses soldats.

En très-peu de temps la révolte prit des proportions formidables. Ibrahim n'avait laissé que

de faibles détachements dans les postes qui sont autour de la mer Morte, et un général de brigade résidant à Jérusalem. Celui-ci, à la nouvelle que de tous côtés la montagne est en feu, veut, par prudence, se rapprocher de Jaffa : il part avec mille hommes, et se dirige vers le village des Abongos, dont il n'apprend l'insurrection que par la fusillade très-bien nourrie dont il est assailli. Obligé de revenir sur ses pas, il perd cinquante hommes et retrouve Jérusalem occupée par les montagnards, qu'y avaient appelés les musulmans. Ce digne général se sauve pendant la nuit, abandonnant ses troupes dans la citadelle, sans vivres, sans munitions. Partout l'insurrection victorieuse surprit et fit prisonniers les détachements égyptiens. Au premier bruit qui en était venu à ses oreilles, Ibrahim avait fait partir un régiment pour renforcer la garnison de Jérusalem : les montagnards attendirent ce régiment dans une embuscade, lui tuèrent trente hommes et son colonel, et le forcent à rebrousser chemin.

Ibrahim apprit tous ces désastres à la fois. Justement effrayé, il expédie sur-le-champ des courriers dans toutes les directions pour demander du renfort, et bientôt il lui en arrive de tous côtés, des villes de Syrie, d'Egypte par mer et par le détroit. Le 4 juin, il reprend le chemin des montagnes à la tête de six mille hommes de toutes

armes, laissant à Jaffa à peine la moitié d'un régiment de cavalerie et les ambulances.

Les révoltés avaient profité de ce temps de répit pour se préparer à une vigoureuse défense ; mais ils ne purent tenir dans aucune de leurs positions devant les soldats égyptiens, conduits par leur général, dont la réputation était celle d'invincible, et, trois jours après, ces derniers pénétrèrent dans Jérusalem, à la très-grande joie des chrétiens et des juifs opprimés et dépouillés par les montagnards. Les musulmans compromis suivirent ceux-ci dans leur retraite, et le surplus fut pillé par les Égyptiens, qui commençaient à ressentir vivement la privation de vivres ; car ils demeurèrent, pour ainsi dire, bloqués dans Jérusalem, attaqués à diverses reprises par les Naplousains, les gens d'Abougos et ceux d'Ebron, essayant, mais en vain, de ressaisir l'avantage qu'ils avaient perdu par la prise de la ville sainte. Une fois seulement les Égyptiens essuient une défaite : dans une rencontre, un colonel détache trop de l'aile gauche de l'armée son régiment, fort de sept cents hommes ; il se trouve entouré et écrasé par les montagnards ; Ibrahim accourt à son secours, mais trop tard : le colonel est tué avec plusieurs officiers, et le régiment a couvert le champ de bataille de ses morts.

Néanmoins Ibrahim se voit dans une mauvaise

position : ses communications avec Jaffa sont coupées ; les rebelles tiennent la campagne autour de lui, et ont encore en leur possession les postes enlevés dès le début de la campagne. Les vivres deviennent de plus en plus rares, et ne peuvent se conquérir que par des combats journaliers. Trop faible pour s'étendre, il ne tente aucune opération décisive ; il attend son père avec des renforts : il l'a instruit de toute la gravité de la situation ; il ne doute pas qu'il n'arrive bientôt. Mais ce n'est pas tout que de rester sur la défensive ; s'il est attaqué par un mouvement général et simultané, il peut être réduit à toute extrémité. Pour conjurer cette mauvaise chance, il cherche à renouer les négociations et fait des avances conciliatrices. Elles trouvent un succès inespéré. Aveugles et ineptes comme toutes les masses désordonnées, les insurgés se découragent de ne pouvoir entamer les Egyptiens, et leurs rivalités les empêchent de combiner une attaque générale, qui aurait étouffé l'ennemi sous leur nombre. Ibrahim ne se fait faute de promesses : il implorera la clémence de son père, et peut-être pourra-t-il obtenir de lui de révoquer la conscription. Tour à tour menaçant et plein de caresses, il intimide, il persuade. Entre tous, le cheik Cassim est l'objet de ses captieuses tentatives, et se décide à venir au camp égyptien conférer de la paix et de ses

conditions ; mais le vieux cheik est intraitable ; s'il consent à user de son influence pour faire reconnaître l'autorité du vice-roi par les chefs du peuple, il faut que, de son côté, le vice-roi commence par retirer ses ordonnances sur la conscription. Pendant qu'on parle, Ibrahim reçoit la nouvelle de l'arrivée de son père à Jaffa avec des forces considérables. Il n'a plus besoin d'amuser les rebelles : le 30 juin, il s'éloigne de Jérusalem avec un régiment à pied, la cavalerie et l'artillerie, laissant la garde de la ville au reste de l'infanterie ; il reprend le chemin de Jaffa, à la stupéfaction des montagnards. Il avait dû, au préalable, s'assurer la neutralité des fils d'Abougos, qui, sur la promesse de voir leur père délivré, lui abandonnent le passage de leurs redoutables défilés, et ne tentent rien contre sa faible escorte.

XXXIV

Le Rouméliote n'avait pas perdu de temps : il arrivait avec toute sa flotte, à bord de laquelle était une partie de l'armée qu'il amenait, pendant que l'autre, la cavalerie, tournait l'isthme de Suez par le désert. Soucieux, avant tout, de cir-

conscire la révolte et de savoir sur qui compter, il avait fait avertir l'émir Béchir, chef de la montagne des Druses, de son prochain voyage à Jaffa, l'invitant, à peu près comme on intime un ordre, à s'y trouver à son arrivée. L'émir était trop prudent pour obéir au pied de la lettre ; il dépêcha au vice-roi un de ses fils et son homme de confiance, chargés de l'excuser, sous le prétexte que sa place était dans le Liban, pour y rassembler ses troupes et exécuter des instructions ultérieures. Elles ne se firent pas attendre : Méhémet-Ali lui renvoya son confident, avec injonction de se porter, à la tête de son monde, contre les insurgés de Saffet, qui se livraient à d'affreux brigandages, de les exterminer sans pitié, s'ils ne se soumettaient. Béchir fit ainsi qu'il lui avait été prescrit ; et comme, à son approche, les révoltés posèrent les armes, il se contenta de prendre les principaux auteurs de la révolte, au nombre de trente-deux, et de les envoyer aux galères de Saint-Jean-d'Acre.

Méhémet-Ali ne modifia que par la ruse le système de rigueur dont il avait déjà donné un exemple dans l'île de Candie ; ses proclamations attiraient les chefs timides par des promesses de pardon et de concessions, qu'il n'avait certainement pas l'intention d'accorder. Quant aux rebelles endurcis, pris les armes à la main, deux

parts en étaient faites : celle des meneurs et des invalides : ceux-là furent impitoyablement mis à mort, et celle des hommes reconnus bons pour le service militaire, qui furent enchainés et dirigés sur les dépôts de ses régiments.

Les fils d'Abougos méritèrent les premiers la clémence du vice-roi. Ibrahim, de qui ils s'étaient fait bien venir en ne l'attaquant pas, les lui avait recommandés; Méhémet-Ali, qui, cette fois, ratifia le pardon, délivra leur père, et leur fit présent à chacun d'un châle de cachemire; il rétablit le fils aîné dans le commandement de ses villages patrimoniaux, et donna au plus jeune le gouvernement de Jérusalem et des lieux environnants, à la condition qu'il approvisionnerait immédiatement la ville et les troupes qui y étaient en garnison. Les Abougos partirent enchantés et tout à fait convertis.

XXXV

Cassim et ses enfants étaient d'une toute autre trempe; furieux d'avoir été joué par Ibrahim, à peine fut-il instruit du départ de celui-ci, que le vieux cheik adressa à tous les cheiks du territoire

une véhémence circulaire, où il les exhortait à se défendre, à repousser toutes les offres illusoires de paix par lesquelles on chercherait à les détacher de l'union. Quant à lui, il annonça l'intention de fortifier Naplouse, et d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité. Par malheur pour cette âpre constance, ses forces devaient en toutes les rencontres trahir son courage. Ibrahim n'était pas homme à lui laisser un instant de répit ; huit jours après son départ de Jérusalem, il quittait Jassa, toutes choses étant bien convenues avec son père, et prenait le chemin de Naplouse par les montagnes. Il rencontra une première fois les insurgés au village de Zeita, et les dispersa en leur tuant une centaine d'hommes ; une seconde fois à, Deir, sur une colline, où ils attendirent les Egyptiens de pied ferme, mais qu'ils furent contraints d'abandonner en désordre au premier choc : là le cheik Cassim et son fils furent tous deux blessés. Ces deux combats ouvrirent à Ibrahim les portes de Naplouse ; tous les environs se soumirent, et le général égyptien, jugeant la tranquillité suffisamment rétablie, put faire son entrée à Jérusalem, le 1^{er} août ; il marcha ensuite sur Ebron, où les fuyards s'étaient renfermés ; l'assaut fut donné le 14 à cette ville. Ses défenseurs firent bonne contenance : on peut en juger par les pertes des Egyptiens, qui s'élevèrent à soixante tués et deux cents blessés, parmi lesquels

trois commandants, sept capitaines et trois officiers. Cette troisième victoire soumit tous les lieux circonvoisins ; le généralissime accorda un pardon général, en exceptant toutefois la famille Cassim : leurs têtes furent mises à prix. De fuite en fuite, ils arrivèrent, avec quelques fidèles, à Karak, bourg situé dans les montagnes, au sud de la mer Morte. Là, ces malheureux espèrent un peu de repos ; des montagnes affreuses, des chemins impraticables, brûlés par le soleil, sans végétation, sans eau, les séparent des soldats égyptiens ; d'ailleurs Karak est une forteresse sur un mont à pic, qu'ils jugent à peu près inexpugnable. Mais Ibrahim s'attache à leurs pas comme le chasseur à sa proie ; il se jette à tout hasard dans des routes ignorées, est égaré par des guides conjurés pour sa perte ; la faim, la soif, la chaleur déciment ses soldats. Leur marche conduit ceux-ci sur les bords du lac Asphaltique ; ils ne peuvent résister au désir de s'y jeter et de s'y désaltérer de ses eaux : à peine en ont-ils bu qu'ils tombent et meurent dans des coliques atroces. Ibrahim perd là trois cents hommes. Enfin, l'armée gagne un lieu habité, Gor, village assis sur les bords de la mer Morte ; de l'eau potable, en quantité bien insuffisante, est apportée à l'armée par le moyen des chevaux de la cavalerie et des bêtes de somme des habitants : deux jours de repos, absolument nécessaires, sont arrachés à

l'impatience d'Ibrahim. Huit heures de marche séparent encore Gor de Karak, et il faut plus de quatre jours pour franchir cette distance, tant les chemins sont difficiles et si grande est la fatigue de l'armée. Un régiment atteint, le premier, la plaine qui est devant Karak ; l'eau vive coulait de l'autre côté de la montagne, et les soldats mouraient de soif. Ibrahim veut profiter de cette ardeur, qui les rend féroces, pour les lancer à l'assaut, sans attendre l'artillerie. Le colonel s'avance, à la tête de ses hommes, dans le seul chemin praticable, tout entier à découvert ; il a gagné le sommet de la montagne et se trouve au pied du rempart, lorsqu'un coup de feu le frappe au front : en un instant la route est jonchée de cadavres. Le lieutenant-colonel cherche à ramener les troupes hésitantes ; il tombe lui-même ; trois commandants partagent son sort, ainsi que la plupart des officiers. Le régiment est forcé de redescendre, et Ibrahim d'attendre son artillerie, qui arrive un peu avant la nuit.

Mais par cette impétuosité aveugle des Egyptiens, les défenseurs de Karak avaient pronostiqué le sort qui les attendait : quelques coups de canon, tirés contre eux avant la nuit close, fixèrent leur résolution. Pendant la nuit, ils abandonnent la forteresse, ils s'échappent par une voie souterraine du côté opposé à celui qu'occupe l'en-

nemi, et gagnent en silence le désert. Le lendemain matin, le canon tonne contre les remparts, une brèche est faite; un régiment de la garde s'élance à l'assaut; tout surpris de ne pas voir l'ennemi riposter, il pénètre dans la forteresse sans résistance, et y trouve des vivres en quantité. L'armée égyptienne nage bientôt dans l'abondance; le général fait battre la plaine, s'empare des bestiaux, désarme plusieurs villages environnants, fait combler les puits et part à la poursuite des fuyards. Après onze heures de marche, il les trouve retranchés à Salt, où ils essaient encore de se défendre. C'est en vain : le peuple est démoralisé; il accourt au-devant d'Ibrahim pour offrir ses armes. Pour cette fois, les Cassim jugent la partie définitivement perdue. Comme le cerf aux abois, ils ont fait l'immense tour de la mer Morte, entendant hurler derrière eux un terrible *hallali*. Ils gravissent les monts *Adjelan* et *Hauran*, et vont chercher un asile chez les Arabes Anezès, ces Bedouins si renommés pour leur hospitalité. Ceux-ci n'ont rien de plus pressé que de garroter les hôtes qui sont venus implorer leur pitié, et d'avertir Ibrahim de cette importante capture : cette proie lui parvient de tribu en tribu, ainsi qu'une riche marchandise recommandée. Un seul des fils de Cassim s'est échappé; mais la vengeance égyptienne trouve matière à compensation

dans d'autres cheiks que l'armée a pris sur son passage. Ils sont au nombre de six : aucun ne demande grâce. On les décapite tous, trois à Jérusalem, un à Damas et deux à Saint-Jean-d'Acre, le vieux Cassim dans cette dernière ville.

XXXVI

Jamais on n'avait fait aux montagnards une aussi rude guerre : il fallait qu'ils s'y habituasent. Cette sanglante répression eût permis à Méhémet-Ali de renouveler le mot de M. Sébastiani sur la fin de la révolution polonaise de 1831 : l'ordre régna effectivement dans la Palestine et en Syrie pour quelque temps. Mais les montagnards, s'ils ne pouvaient montrer plus de courage que les Polonais, étaient bien autrement farouches et indomptables, et le vice-roi eut lieu de s'en apercevoir plus tard. Pour le moment, en ne voyant plus d'obstacles à l'application du système que nous connaissons, il put se flatter de l'espoir que cette première sévérité serait une leçon décisive, et que le souvenir en resterait gravé dans l'esprit des populations. Il ne se réso-

lut donc à retourner en Egypte que lorsqu'il jugea tous les points qui lui tenaient à cœur en bonne voie d'exécution. Une fois le désarmement rigoureusement opéré, des levées d'hommes furent ordonnées dans toute la Syrie; la capitation fut universellement exigée, et des ordonnances les plus sévères promulguées pour que toute la soie fût accaparée par le fisc, à un prix fixé. C'était jusqu'alors le seul produit du pays susceptible de donner de gros bénéfices : plus tard, le progrès aidant, on verrait à étendre le monopole.

Certes, il serait inutile de renouveler ici, à propos de la Syrie, une critique que nous avons déjà faite par rapport à l'Egypte. Laissons donc les principes de côté. Mais si nous avons déjà vu les habitants de la Syrie se soulever rien qu'à la perspective de ces lois si nouvelles pour eux, il faut reconnaître qu'ils ne devaient point offrir la même facilité que les Egyptiens pour leur mise en pratique, et que l'application aurait dû avoir recours à des moyens plus persuasifs que ceux employés sur les bords du Nil. L'administration égyptienne, brutale comme un coup de sabre, ne pouvait pas saisir cette nuance ; sa sévérité crût en raison des obstacles, et ajouta l'odieux des procédés à l'arbitraire du but. De là une irritation permanente dans le peuple, qui, sourde d'abord, rechercha bientôt toutes les occasions d'éclater. Pour donner,

par exemple, une idée de la manière dont on opérait les levées de soldats, nous citerons deux faits. Lorsque le prince de Joinville parcourait, en 1836, les montagnes de la Syrie, les cavaliers égyptiens de son escorte se détachaient, au galop, pour capturer les hommes qu'ils apercevaient dans les campagnes ; ils les saisissaient, les attachaient à la queue de leurs chevaux, et les conduisaient au régiment le plus voisin, où ils étaient immédiatement incorporés. Ces malheureux ne pouvaient même pas rentrer chez eux pour prévenir leurs familles. Le second fait nous sera fourni par un document qui exprime assez naïvement les doléances commerciales des négociants anglais établis en Syrie ; ce document fut déposé dans le parlement à l'occasion des discussions qu'engendrèrent, dans la suite, les affaires d'Orient. Voici, entre autres, ce qu'il disait : « Quand la force militaire procède à l'enlèvement des conscrits, elle pénètre jusque dans l'intérieur des maisons musulmanes. Les soldats en profitent pour voler le mobilier, pour *dérober les femmes* et profaner les lieux sacrés aux yeux de l'islamisme. Enfin, l'on réduit les habitants à ce degré de désespoir, qu'ils nous crient : nous n'avons plus de cœur pour acheter.... Il en résulte que les mahométans, qui sont nos meilleures pratiques, négligent tout à fait l'ornement de leurs maisons et de leurs personnes ;

notre marché pour la vente des meilleurs effets se trouve ainsi, et à raison des dernières conscriptions, réduit à une proportion vraiment *lamentable*. »

XXXVII

Le pacte qui liait le prince du Liban aux Égyptiens le força à favoriser le désarmement des populations qui l'avaient pour chef; cette complaisance porta la plus vive atteinte à son autorité et à sa considération parmi les siens, et nombre de cheiks n'hésitèrent pas à le taxer de trahison. Mais les Druses avaient des retraites encore plus sûres et plus profondes que celles des montagnards de la Palestine; ils avaient aussi plus de fierté, plus de vertus patriotiques, et enfin ils étaient mieux armés : ils ne livrèrent qu'une partie de leurs armes, et encore les plus vieilles, celles qui étaient hors d'état de servir. L'autorité égyptienne, se voyant jouée, voulut procéder à des perquisitions sévères, et commença dès lors un système de vexations qui ne s'arrêtèrent plus; car ce fut bien pis lorsqu'il s'agit du service militaire et de l'impôt.

Des chefs hardis organisèrent des bandes dans la montagne, et se mirent sur un pied d'hostilité déclarée. L'autorité passa alors de la pratique de la contrainte à celle de la terreur. La brutalité du fellah égyptien, qui ne puisait, dans le souvenir de la violence dont lui-même avait été victime, d'autre sentiment que le désir de l'infliger à d'autres, ne connut plus de bornes ; les villes, les villages de la plaine, hors d'état de faire une sérieuse résistance, furent littéralement livrés à sac ; les soldats prenaient l'argent, saisissaient, frappaient les hommes, brûlaient les maisons. Les habitants, pourchassés, se réfugièrent dans la montagne, et vinrent grossir les partisans. Une première fois, en 1835, l'intervention d'Ibrahim, avec un corps d'armée, fut nécessaire pour étouffer ces germes de révolte qui menaçaient d'embraser toute la montagne : il y réussit par les moyens que nous lui avons déjà vu employer : les Druses furent traqués comme des bêtes fauves, leurs chefs saisis et décapités ; d'autres, jugés moins coupables, furent garrottés et expédiés dans les galères de Saint-Jean-d'Acre ou aux mines de Tarsous. On en avait mis à bord des bâtiments : ils se jetèrent à la mer ; les Egyptiens firent feu sur eux, et en tuèrent le plus grand nombre ; les autres abordèrent au rivage. Dans le mois de novembre, on embarqua à Alexandrette,

pour l'Égypte, cinq cents recrues, la chaîne aux pieds et aux mains.

Mais plusieurs raisons, outre la profonde irritation que ces traitements entretenaient parmi eux, devaient perpétuer l'état d'insurrection des Druses et faire que leur soumission ne fût qu'apparente. Nous avons dit qu'ils avaient soustrait des armes aux recherches de leurs oppresseurs ; quand il leur en manqua, ainsi que des munitions, ils purent s'en procurer par le désert, car la Porte se mit d'intelligence avec eux ; elle entrevit, dans cette guerre civile, outre les embarras qu'elle créait pour son ennemi, le vice-roi, une espérance de rentrer en possession de la Syrie, qu'elle n'avait jamais tant prisée que depuis qu'elle lui avait été soustraite par la force. Le Sultan, qui n'avait jamais entendu parler des montagnards qu'à l'occasion de leurs brigandages et de leurs délits contre son autorité souveraine, voulut voir, dans leurs récents méfaits, des preuves d'attachement à sa personne et de regrets pour le régime passé ; il s'appliqua donc à les favoriser autant qu'il serait possible : des émissaires grecs et turcs parcoururent les montagnes en soufflant le feu de l'insurrection, et promettant, de la part du Grand-Seigneur, un appui qui devait, hélas ! bien tarder à se prouver. On conçoit la fureur d'Ibrahim quand il découvrit ces intrigues ; en représailles, il sema

une agitation analogue chez les Kurdes révoltés, et leur fit distribuer des armes et des munitions ; plusieurs individus, soupçonnés d'être agents instigateurs, furent emprisonnés et étranglés dans leurs cachots, sans autre forme de procès ; enfin Ibrahim coupa court aux communications avec la Turquie, en interdisant, sous prétexte de quarantaine, tous les ports de la Syrie aux bâtiments turcs.

XXXVIII

Cette situation couva pendant les années 1836 et 1837 ; Ibrahim n'évita une explosion qu'en déployant une vigilance continuelle ; mais sa sévérité, qui ne se relâcha point, ne faisait qu'accumuler, dans le cœur des montagnards, de nouveaux désirs de vengeance. Ils attendaient une occasion propice, et, quoique les Egyptiens fussent sur leurs gardes, ils la saisirent vers la fin de 1837. Ils surprirent et égorgèrent les détachements qui occupaient leurs défilés, descendirent dans les plaines et massacrèrent les garnisons ; car avec eux, pas de quartier : ils ne voulaient point de prisonniers.

Le feu se propagea comme à une trainée de poudre ; en un instant tout le Hauran fut en armes, et l'insurrection s'étendit jusqu'aux portes de Damas. Ce fut une guerre d'extermination ; repoussés sur un point, les Druses en étaient quittes pour aller se reformer sur leurs monts inaccessibles, et revenaient à la charge pleins d'ardeur ; plus on en détruisait, plus il semblait en renaître, tandis que, lorsque les Egyptiens avaient le dessous, il était fait d'eux une horrible boucherie. En peu de temps ils perdirent vingt mille hommes. Le quatrième régiment d'infanterie fut entièrement détruit, il n'en resta pas un seul soldat ; deux corps d'Albanais, venus tout récemment de Candie, périrent dans des défilés où ils avaient été attirés par de fausses manœuvres. L'étoile d'Ibrahim-Pacha pâlit un moment ; Soliman-Pacha lui-même, à la tête de quelques milliers de soldats, fut repoussé, et Menikli-Pacha, général de division, entraîné trop loin par son courage, se vit dans un péril extrême : blessé d'une balle à la main droite, c'est à grand'peine qu'il parvint à regagner la plaine avec le peu de soldats qui lui restaient.

Cette tuerie se prolongea pendant près d'une année. Un seul épisode donnera une idée de ce genre de combats et de la difficulté qu'il y avait à vaincre ces guérillas. Chebil-el-Arian, le chef

des insurgés du Hauran, était le fils d'un simple paysan ; jusqu'au moment de l'invasion égyptienne, il n'avait songé qu'à la culture de ses champs ; mais la fibre patriotique existait dans son cœur, et se trouva violemment excitée par l'oppression qui pesa tout d'un coup sur ses frères : il fut l'un des premiers à quitter la charrue pour le fusil et à organiser la résistance dans la montagne. C'était un petit homme, maigre, robuste, au teint hâlé, aux yeux caves et perçants. Le premier besoin qu'éprouvent les gens mus par le désir d'attaquer ou de se défendre, c'est de se donner un chef ; mais la terreur ou la trahison ayant fait désertir la cause du peuple à ceux que leur naissance ou leur position destinait à ce rôle, Chebil s'en empara par le droit du plus fort et du plus audacieux. Ses actions justifèrent et sa confiance et celle des siens. Admirable pour les coups de main, les fuites simulées, les retours à l'improviste, pendant longtemps il tint en échec les corps d'Ibrahim et de Soliman ; il se trouva enfin acculé à une montagne, n'ayant plus d'autres moyens, pour échapper, lui et les cinq cents braves qui suivaient son héroïque fortune, que de passer à travers les forces de l'ennemi, s'élevant à huit mille hommes agueris, ou de franchir un de ces ravins, hideux d'escarpement, que les torrents des montagnes

creusent à des profondeurs effrayantes. Ibrahim avait jugé tellement impossible le passage de ce ravin, qu'il avait négligé de le faire surveiller par des vedettes. Déjà, pour arriver au bord de ce précipice, Chebil avait couru des dangers immenses, et sa troupe s'était affaiblie d'un grand nombre de soldats tués par les balles égyptiennes : mais, au delà de ce ravin, c'était le salut ; il n'hésite plus ; il se suspend aux crêtes des rochers, appuie ses pieds sur les saillies vives et glissantes, et, par cette échelle improvisée, avec l'eau qui mugit en bas sur les lames tranchantes de granit, il descend. Enhardis par son exemple, ses compagnons le suivent, et se fraient ce périlleux chemin. Pas un ne tomba. Ils gravirent de la même manière, à l'aide des mains et des pieds, l'escarpement opposé, et se trouvèrent délivrés au moment où les Egyptiens, rétrécissant leur cercle, se flattaient de les étreindre. Après avoir échappé si miraculeusement à sa perte, on pouvait croire Chebil éloigné pour longtemps : il revint dans la nuit même, tua aux Egyptiens plus de trois cents hommes et disparut, avec sa prestesse ordinaire, dans les défilés impraticables de ses montagnes.

XXXIX

Fatigué de ces victoires stériles, de ces défaites meurtrières, le généralissime égyptien pensa, avec juste raison, qu'il ne réduirait jamais ces montagnards, à moins d'aller les poursuivre dans leurs repaires ; mais ses troupes régulières étaient peu propres à ce genre d'expéditions, et les irréguliers manquaient de connaissances locales suffisantes. Soucieux de lever cette difficulté, Ibrahim en vint à penser que, comme le diamant seul use le diamant, il n'y avait que des montagnards qui pussent venir à bout d'autres montagnards, et de là, il eut l'idée machiavélique de se servir des Maronites contre les Druses. Si l'union politique de ces deux races avait été la meilleure garantie de leur indépendance, la différence d'origine et de religion, des froissements mêmes d'intérêt résultant de leur contact, n'avaient pas laissé d'établir entre elles des germes profonds de division et de rivalité ; souvent elles en étaient venues aux mains pour des questions de territoire, de prosélytisme, de femmes : ce n'est qu'en profitant de cette inimitié ou

verte ou latente, que les Turcs étaient parvenus à leur imposer leur régime : elle allait encore, au grand dommage de ces castes, fournir aux Egyptiens une non moins précieuse occasion. Soit que les Maronites eussent eu plus de propension à supporter le joug, soit que leur qualité de chrétiens fît naître quelques scrupules chez le gouvernement égyptien, — car il se sentait déjà, intimement, dans la dépendance des puissances chrétiennes, — ces populations n'avaient pas eu à supporter les mauvais traitements qui accablaient les Druses. Il est vrai qu'ils étaient dispensés du service militaire, — circonstance qui peut tout expliquer ; mais enfin, non moins fiers et jaloux que les Druses de leurs armes, ils les avaient cédées sans trop de façons aux réquisitions de l'autorité, et, beaucoup plus avarés qu'eux, ils s'exécutaient pour la capitation, en se contentant de murmurer. Ibrahim leur fit offrir de leur rendre leurs armes, à la condition qu'ils les tourneraient contre les Druses. Cette proposition comportait, pour leurs passions, une double flatterie à laquelle ils ne surent pas résister : récupérer leurs armes et satisfaire leur vieille rancune contre des rivaux déjà accablés, c'étaient deux bonnes fortunes à saisir du même coup, quoiqu'il y eût peu de générosité à profiter de la dernière. Ils acceptèrent et reçurent 16,000 fusils par l'entremise du prince du Liban,

resté fidèle à la cause égyptienne. Dès lors les choses changèrent de face. Les bandes maronites, au fait de toutes les manœuvres des Druses, rompus comme eux aux courses dans la montagne, en connaissant toutes les issues, délogèrent les insurgés de leurs positions et les rejetèrent dans la plaine, où les attendaient Ibrahim avec ses milices et un millier d'Arnaoutes. Le désespoir rendit les Druses terribles, et, sous leur premier choc, les Egyptiens plièrent ; mais ils reprirent courage en voyant descendre leurs alliés des hauteurs. Les Druses, pris entre deux feux, ne purent plus se battre que pour couvrir leur retraite ; au bout de deux heures, ils fuyaient dans toutes les directions, laissant plusieurs milliers des leurs sur le terrain. La victoire était brillante et décisive ; mais quel carnage indigne de véritables gens de guerre ! Les Arnaoutes étranglèrent impitoyablement les blessés qui leur tombèrent entre les mains. Le bulletin officiel d'Ibrahim célébra toutes ces horreurs de cannibales ; il prétendait que le champ de bataille de ce jour était plus *beau*, plus *glorieux* que celui de Konié ; on y lisait cet apophthegme, qu'on croirait arraché à la bouche d'un Attila ou d'un Tamerlan : « la raison et la vérité brillent mieux sur le sabre que sur le papier. »

Il s'ensuivit des exécutions, des vengeances et

une nouvelle apparence de pacification à laquelle le généralissime égyptien, exclusivement soldat, pouvait se tromper. Il se hâta d'en donner l'assurance à son père. Celui-ci, plus fin juge que son fils, ne partagea pas ses illusions : il savait bien qu'une étincelle rallumerait ce vaste incendie, et ne considérait sa possession de la Syrie que comme infiniment précaire, tant qu'elle ne serait pas assise sur des bases plus solides. Sa contenance en fut affectée, son humeur se rembrunit : un jour, comme un de ses familiers, le voyant soucieux, lui demandait si ce n'étaient pas les puissances d'Europe qui lui causaient cette inquiétude : « Les puissances d'Europe, » dit-il, « je les tiens dans ma tabatière ; ce sont ces maudits Syriens qui me tourmentent : ils seront la cause de tous mes malheurs. » Il pouvait se tromper sur le premier point ; il ne se trompait pas sur le second, comme nous le verrons par la suite.

XL

Dans la situation réciproque où se trouvaient le Sultan et le vice-roi après la bataille de Konié,

il leur eût été difficile de traiter à leur commune satisfaction; mais la convention de Kutayè, imposée en quelque sorte par l'ingérence étrangère, avait ce motif de plus de leur être désagréable : chacun y voyait une lésion de ses intérêts ; l'un croyait trop y perdre, l'autre n'y pas gagner assez, et tous deux ne l'eurent pas plus tôt signée qu'ils brûlèrent en secret du désir de la déchirer. Il faut avouer que ce compromis entre la légitimité vaincue et la rébellion victorieuse paraissait méconnaître les titres de la première en paralysant les forces de la seconde ; transaction bâtarde entre le droit et le fait, c'était un digne fruit de la politique introduite dans les conseils de la France par l'avènement du Roi-citoyen. Sur le terrain, tout nouveau pour elle, des affaires d'Orient, cette politique n'était même pas parvenue à donner à l'équilibre européen les garanties pour lesquelles elle était intervenue avec tant de zèle ; comme la mouche du coche, elle pouvait s'applaudir bruyamment d'un pas, grâce à elle, si heureusement franchi : l'Europe, qui connaissait le dessous des cartes, s'était dédaigneusement abstenue, et à tout ce mouvement, la Russie avait répondu par le traité d'Unkiar-Skelessi. C'est-à-dire que le coche se trouvait un peu plus embourbé qu'auparavant.

Cette politique, si bien qualifiée du *juste-milieu*, — mais dans le sens qui place aux extrêmes la timi-

dité et l'inconséquence, — mêlait à la simplicité de chaque question, des complications qui n'étaient que l'écho de ses terreurs, l'image de sa débilité. Au début de la crise orientale, par exemple, elle n'avait d'autre parti à prendre que de se joindre au reste de l'Europe contre l'ambition avouée de la Russie; elle était, par conséquent, tenue à embrasser quand même, partout et toujours, la défense de la Turquie; mais peu franche dans cette conduite, elle ne sut pas s'assurer des alliances solides; quelques manifestations de l'opinion publique en faveur de la grande individualité de Méhémet-Ali, lui parurent s'élever jusqu'à la hauteur de prescriptions à subir; elle perdit de vue l'objet capital de la question et voulut, à la fois, ménager la chèvre égyptienne et le chou ottoman. Le résultat, on le connaît; et si la Russie a prouvé qu'elle secourait ceux qu'elle voulait perdre, le Rouméliote apprit plus tard, à ses dépens, que la France savait parfaitement perdre ceux qu'elle voulait secourir.

XLI

Dejà, peu après le traité de Kutayè, Méhémet-Ali aurait dû bien saisir le caractère de cette poli-

tique, dont la faiblesse était de notoriété européenne, et se tenir pour assuré que s'appuyer sur la protection de Louis-Philippe, c'était mettre le pied sur une volige. Les menaces et les protestations, non suivies d'effet, que provoquèrent le traité d'Unkiar-Skelessi, disaient assez que le gouvernement de Juillet usait toutes ses forces en compressions intestines, et n'en aurait jamais trouvé assez, à l'extérieur, pour défendre ses alliés ou attaquer ses ennemis. Cependant rien n'est comparable au déchaînement d'opinion qui se produisit alors contre le *colosse moscovite* : car ce fut à partir de cette époque qu'il devint à la mode de représenter le géant du Nord avec un pied dans la Baltique, l'autre sur le Bosphore, prêt à écraser les nations de l'Occident. Méhémet-Ali ignorait encore que les tempêtes du juste-milieu dussent se résoudre en déluge de paroles ; quant à lui, qui était habitué à mettre, entre la menace et l'action, juste le temps nécessaire pour choisir son point d'attaque, il lui était bien permis de croire à une occasion : il y avait d'autant plus foi, que l'Angleterre semblait faire cause commune avec la France, et que les deux puissances appuyaient leurs notes comminatoires de la présence de leurs flottes à l'embouchure des Dardanelles. Abondant dans leur sens, le vice-roi signalait la Russie comme le seul obstacle à une constitution

forte de l'Empire ottoman, et l'unique instigatrice de la haine du Sultan à son égard ; il s'offrait de se mettre à la tête de toutes ses forces, exagérées à dessein, pour servir d'avant-garde à la croisade de l'Occident contre le Nord : à sa voix, le peuple entier d'Islam se lèverait ; s'il ne suffisait pas, seul, à terminer cette grande lutte, tout au moins en avancerait-il le résultat, et saurait-il le rendre non douteux. Et, pour prix d'un si grand service, il ne demandait que la possession définitive et incontestée des pays qu'il s'était appropriés, aussi bien par la force des armes que par les liens d'une régénération qui n'attendait, pour être complète, que la sécurité incompatible avec l'état actuel des choses. Telle fut la substance d'une note qu'en septembre 1834 Méhémet-Ali adressa, par l'intermédiaire de Boghos, aux trois cabinets de Londres, de Paris et de Vienne.

Soit que le vice-roi pensât que l'Angleterre serait plus susceptible que toute autre d'adopter cette façon de voir, soit qu'il augurât mieux de sa force et de sa résolution, il donna l'ordre de ne remettre la note qu'au consul anglais, M. Campbell, et ce fut seulement par le conseil de ce dernier qu'elle fut ensuite communiquée aux consuls de France et d'Autriche, avec quelques modifications

dans la forme, qu'exigeaient les dispositions supposées de ces puissances.

Ce factum, que nous reproduisons (1), est encore un trait du caractère de notre héros. Le Rouméliote, dans l'étrange crudité de ses propositions, révèle une astuce qui ne prend même pas la peine de colorer ses assertions de vraisemblance : on y devine l'impatience du bond qui saisit la fauve à l'aspect de sa proie. La haine, une haine orientale, y rugit d'un bout à l'autre contre le Sultan, et prend le long détour de la Russie pour mieux venir le frapper au cœur. Cette interprétation des difficultés politiques pendantes en Europe est le seul hommage rendu, dans cette note, à l'esprit de discussion ; car, pour tout le reste, elle va droit au fait comme une arquebusade.

Cette pièce fit le plus grand tort à Méhémet-Ali en Europe ; la diplomatie, qui ne procède que par insinuations, — sans doute afin de laisser plus de latitude à l'opinion pour interpréter ses paroles, comme au temps pour rectifier ses jugements, — la diplomatie n'était pas apte à apprécier tout ce que ces formes insolites recouvraient chez le vice-roi, de solidité et de vigueur réelle ; elle fut scandalisée de ces façons de condottierri, et, d'une

(1) *Documents historiques*, pièces n° 3.

impulsion commune, sans cependant s'être consultée, elle s'appliqua à donner une leçon au Rouméliote.

Mais avant de dire quelles furent les réponses des cabinets de l'Europe, il ne sera pas inutile d'expliquer l'attitude et l'intérêt que chacun avait pris dans la question orientale.

XLII

Nous avons dit qu'au moment où se produisit la révolution qui fit passer le gouvernement des Bourbons de la branche aînée à ceux de la branche cadette, les premiers étaient en train de nouer une alliance avec la Russie pour faire pièce à l'Angleterre : cette dernière fut donc la seule à pouvoir s'applaudir de l'événement. La nouvelle dynastie se présentait, aux yeux de l'Europe monarchique, entachée de son origine révolutionnaire, responsable en quelque sorte de l'ébranlement communiqué aux peuples par le fait de son avènement ; mais elle était antipathique au Czar d'une manière particulière, parcequ'elle le privait du seul allié sur lequel il eût pu compter, et le

forçait ainsi d'ajourner ses projets sur l'Orient. Tout l'abaissement de Louis-Philippe devant l'autocrate ne réussit pas à adoucir chez lui ce froissement de ses intérêts les plus chers ; le Roi-citoyen eut beau offrir en holocauste les vifs sentiments de nationalité empreints au cœur de son peuple, et protester de son respect pour les traités de 1815. Ces traités-là importaient fort peu à la Russie : concession qu'elle avait faite à ses alliés d'autrefois, pour prix de l'omission qui lui laissait, pour ainsi dire, le soin de régler seule le sort de l'Orient, n'était-elle pas sur le point d'en révoquer le principe, dans l'espoir d'arriver plus vite à ses fins ? Ce n'est guère qu'à l'Autriche que les stipulations du congrès de Vienne avaient été directement profitables ; — l'Autriche, cette grande invalide des guerres de la Révolution et de l'Empire, à la reconstitution de laquelle la coalition s'était crue tenue, et procéda, par une espèce de prothèse politique, en lui faisant échanger sa pourpre déteinte contre un bizarre manteau, formé de lambeaux de toutes les races et de toutes les nationalités. Rien moins qu'une paix profonde, le calme politique le plus plat, pouvaient permettre à cette puissance de conserver l'adhérence aux nombreuses soudures dont elle était sillonnée. Fort heureusement pour elle, elle eut à sa tête des hommes en harmonie avec son tempérament, c'est-à-dire pratiquant la ré-

serve des valétudinaires, pour qui tout mouvement peut être fatal, et qui n'ont qu'une force pour les garantir de la chute, la force d'inertie. Le temps était venu où la maison d'Autriche, liée à celle des Romanoffs pour la perpétration d'anciens méfaits politiques, s'était lassée du contact de ce rude complice, et ne voulait plus lui prêter l'épaule pour de nouvelles prouesses. Si elle avait bien jugé les apparences d'ailleurs, le butin ne serait plus à partager cette fois comme pour la malheureuse Pologne, et la Russie ne semblait pas disposée à concéder aucune portion, si faible qu'elle fût, du chemin qui la mènerait à Constantinople. Aussi Metternich redoutait-il l'ambition moscovite à l'égal des plus rouges brandons insurrectionnels, et fut-il le premier à crier à l'aide, lorsque, en 1829, il lui vit porter une main si peu scrupuleuse sur les provinces moldo-valaques.

Cependant la révolution de Juillet rapprocha l'Autriche de la Russie, et lui imposa plus de ménagements pour les vues de son envahissante voisine. Les dédains de Saint-Pétersbourg eussent rendu plus précieux à Louis-Philippe les bonnes grâces de Vienne, si Vienne eût voulu se résigner à être un pis-aller : mais elle jugea de son intérêt encore plus que de sa dignité de répondre à toutes les avances par la plus froide réserve.

Forcé de se rejeter dans l'alliance anglaise, le

gouvernement de Juillet y trouva cette méfiance que justifiaient ses tergiversations, et qui explique jusqu'à un certain point comment l'Angleterre se montra si tiède à agir de concert avec la France dans la première crise orientale : elle voulait la voir à l'œuvre et la laisser s'engager. Il y avait peut-être aussi un autre motif : pour l'Angleterre, la véritable difficulté du moment, sa grande rivalité avec la Russie, gisaient en la Perse, qui est resserrée étroitement entre les possessions des deux puissances. L'une et l'autre avaient patroné la candidature du nouveau souverain de cet empire, Mohamed-Châh, et le soutenaient à frais communs, dans l'espoir d'une influence exclusive. Pour ce qui lui était propre, la politique de Juillet, trop inquiète d'acquérir droit de cité dans le monde, n'avait aucune idée arrêtée sur cette question d'Orient ; les éléments lui en étaient même très-imparfaitement connus. Surprise plus que personne par les événements de 1833, l'étendue de son imprévoyance est révélée par ce fait que le poste diplomatique de Constantinople était inoccupé en ce moment, et que l'arrivée de l'ambassadeur français coïncida avec celle de la flotte russe dans le Bosphore. Un sentiment exagéré du danger succéda à cette extrême confiance, et fit adopter à la hâte une ligne de conduite qui devait peser fatalement sur toute la suite de cette affaire ; la diplomatie française

ne respira que lorsqu'elle vit les troupes russes loin des rives de la mer de Marmara : pour en arriver là, elle fit faire toutes les concessions à la Porte, faible et désarmée, et plia devant les menaces du Pacha d'Egypte, consacrant, en quelque sorte, par son assistance morale, les droits du rebelle victorieux. Pouvait-on engager plus maladroitement une politique qui devait prendre pour devise : intégrité de l'Empire ottoman ?

Le traité d'Unkiar-Skelessi fit apercevoir l'énormité de la faute. C'était une réponse convenable du Sultan à celui de Kutayè, et si tous les deux avaient un caractère de contrainte, encore Mahmoud devait-il préférer celui qui lui promettait protection à celui qui le dépouillait. Toutes les récriminations de l'Europe occidentale tombèrent devant cet argument. La Russie semblait satisfaite, parce qu'elle n'apercevait aucune éventualité qui ne lui fût propice, et les autres puissances, tremblant qu'une de ces éventualités se produisît, ne voyaient de salut que dans le maintien du *statu quo*.

XLIII

Maissi quelqu'un paraissait devoir tenir à ce *statu quo* et le respecter, c'était à coup sûr le Roumé-

liote, qui y avait tant gagné ; aussi qu'on juge de l'effet de sa note incendiaire dans les chancelleries. Le cabinet français, comme le plus engagé vis-à-vis le Pacha, comptait avoir le plus de droit à sa confiance, et il en avait reçu maintes fois l'assurance ; la préférence dont l'Angleterre était l'objet, et que celle-ci ne lui laissa pas ignorer, prenait donc à son égard, les proportions d'une trahison. C'est ce qu'il fit entendre à Méhémet-Ali, en même temps que des vérités très-dures : sa réponse, de toute, la plus explicite, trahissait un secret dépit d'avoir été conduit par la force des choses à stipuler en sa faveur, et le gourmandait de l'air de quelqu'un qui aurait sur la conscience d'avoir introduit un rustre en bonne compagnie (1). Les communications des deux autres cabinets furent conformes, quant au fond, à celle-ci ; la dépêche de Metternich, adoptant la forme de conseils donnés avec bonhomie, s'attachait à exonérer la Russie du reproche dont la chargeait le vice-roi, et privait ainsi sa proposition de sa base essentielle ; lord Palmeston, dédaigneux d'entrer en discussion, ne parlait même pas de la Russie, et reprochait au vice-roi la trahison que comportait son projet vis-à-vis d'un gouvernement allié de la Grande-Bre-

(1) *Documents historiques*, pièces n° 3.

tagne. Les trois notes concouraient enfin à faire sentir à Méhémet-Ali la nécessité de se renfermer étroitement dans les termes du traité de Kutayè, d'évacuer les districts d'Orfa et de Raká, qu'il détenait encore, au mépris des conventions, de payer exactement son tribut, de ne se jeter dans aucune entreprise attentatoire à la suzeraineté du Grand-Seigneur, — lui promettant l'appui des gouvernements européens s'il se tenait dans ces sages limites, mais leur opposition et leur hostilité s'il tentait de les franchir.

XLIV

La question était donc très nettement posée de ce côté, et le *statu quo* devenait obligatoire pour Méhémet-Ali : mais le Sultan s'y résignerait-il, et les puissances emploieraient-elles la même contrainte à son égard ? C'était douteux pour plusieurs raisons. Voici dans quels termes Mahmoud caractérisait sa propre situation dans une note adressée à l'ambassadeur d'Angleterre, vers la fin de 1835 :

« La Sublime-Porte étant amenée, par les nécessités
« les plus impérieuses, à entretenir des forces en

« Asie, à faire camper une armée turque en présence d'une armée égyptienne, il est impossible
« de ne pas prévoir une explosion. Sa Hautesse,
« instruite des préparatifs incessants qui ont pour
« objet d'employer contre elle-même les habitants
« de ses propres domaines, ne saurait se résigner
« à une patience sans fin, et faire taire toutes les
« exigences de la dignité de sa couronne. Une telle
« situation ne peut être supportée par aucun monarque. »

Cette note ne laisse aucun nuage sur les sentiments du Sultan : il brûlait de recouvrer la Syrie, dont, au contraire, le Pacha voulait transformer la possession, pour lui précaire, en fief héréditaire : comment espérer que des désirs si opposés parvinssent à se rapprocher ? Méhémet-Ali le tenta pourtant, la réprimande de l'Europe ne lui laissant d'autre moyen que celui des négociations. Il n'était pas d'ailleurs sans comprendre que le *statu quo*, s'il le respectait effectivement, lui créerait une position avantageuse, aussi bien dans le cas où son adversaire imiterait cette réserve que dans celui où il prendrait l'initiative des hostilités ; tout ce qu'il voulait, c'était d'amener le Sultan à se prononcer promptement, pour faire cesser une attitude armée et de défiance réciproque, qui gênait ses projets et épuisait ses ressources.

Le Rouméliote déploya dans cette occasion sa

finesse caractéristique ; il n'exposa pas, de prime-abord, une démarche officielle à un échec qui aurait brusquement coupé court à toute négociation ; son habileté s'attacha à attirer la Porte sur son terrain, en faisant luire à ses yeux des concessions qu'il était bien loin de vouloir faire. A cet effet, il commit ses premières ouvertures aux soins d'un messager féminin, sa bru Zèra-Kanoun (1), la veuve de son fils Ismaël, tué dans le Sennaar. La distinction naturelle de cette dame, et les relations qu'elle avait avec les premiers personnages de la cour ottomane, la rendaient propre à cette délicate mission. Elle était fille d'Arif-Bey, naguère Cadi-asker, ou grand juge d'Asie, un homme que son mérite et une honorabilité généralement reconnus, eussent porté au rang suprême de cheik-ul-Islam, n'eût été, disait-on, son alliance avec la famille du Pacha égyptien. Sous le prétexte fort plausible de rendre visite à son père, Zèra-Kanoun vint à Constantinople au commencement de 1836, bien munie de cadeaux et de paroles persuasives. Toutefois, l'action de cette dame resta confinée aux murs des harems et à l'ombre du *feradjia* (2) ; il est difficile de déterminer quelle part elle prit à l'esprit de conciliation qui se manifesta, pendant un moment, dans les conseils

(1) *Kanoun*, grande dame, l'équivalent de Lady, en Angleterre.

(2) Voile.

du Divan, car de plus sérieuses influences vinrent concurremment avec la sienne interposer leur médiation officieuse. L'ambassadeur de France à Constantinople, et le consul-général à Alexandrie, M. Mimaut, bien placés pour connaître le fond des choses, voyaient, malgré les protestations pacifiques, se dessiner l'imminence d'une nouvelle collision entre les adversaires; instruits par leur gouvernement à tâcher de conjurer cet événement, ces diplomates s'entendirent et multiplièrent leurs efforts pour amener les parties sur le terrain de mutuelles concessions. Ils purent croire un moment y être arrivés. Circonvenu de toutes les façons, désespérant de faire condescendre l'Europe à son point de vue belliqueux, le Sultan consentit à ouvrir des conférences toutes spéciales, à Constantinople, sous la médiation de la France, en vue d'un arrangement pacifique avec Méhémet-Ali. L'amiral Roussin les dirigea en personne, assisté de M. de Franqueville, drogman de l'ambassade; quant à Mahmoud, il avait pris tellement cette affaire à cœur qu'il voulut la distraire de la compétence ordinaire du reis-effendi pour se la réserver à lui-même, par l'intermédiaire de ses deux secrétaires intimes, Saïd-Bey et Mustapha-Effendi. Comme il arrive assez fréquemment aux premiers pourparlers, les Turcs se montrèrent d'un coulant

qui induisit M. Roussin en erreur ; il crut qu'il obtiendrait pour Méhémet-Ali tout ce qu'il voudrait, même la Syrie à perpétuité. On voit que, malgré la boutade du Pacha, la France n'avait pas cessé de prendre ses intérêts en haute considération ; elle persistait maladroitement à croire que l'Orient ne pourrait jouir d'aucune stabilité avant qu'il n'ait été donné pleine satisfaction à ses désirs. Partant de cette base erronée, le négociateur français insista, plus qu'il n'aurait dû le faire, sur la convenance des propositions du Pacha, et se fit plutôt son avocat que son juge. Mahmoud, avec toutes les apparences d'un droit peut-être trop absolu, n'admettait aucune transaction qui n'eût pour principe la rétrocession de la Syrie sous son autorité ; les débats, selon lui, ne devaient porter que sur l'étendue du sacrifice qu'il serait amené à faire en retour de cette restitution : pour le moment, il bornait ses intentions à ce sujet à l'abandon de l'Égypte héréditaire. Quand on est si loin de compte, il est difficile de s'entendre. La négociation fut bientôt rompue par une note en forme d'ultimatum, écrite sous la dictée du Sultan. « Les souverains, disait-il, sont institués par la Providence pour faire le bonheur des peuples qu'elle a confiés à leur autorité, et comme il est démontré à tous que Méhémet-Ali-Pacha a méconnu ce devoir imposé par Dieu, surtout envers les peuples

de Syrie, ce qui, du reste, est prouvé à tous les yeux par les soulèvements dont cette province est le théâtre, et aussi par les demandes nombreuses venues du *Scham* (1), pour passer de nouveau sous l'autorité légitime, le Sultan compte sur l'amitié de ses alliés, et surtout sur celle de l'ambassadeur de France, pour que les gouvernements lui fassent rendre cette province. Toutefois, prenant en considération les longs services de Méhémet-Ali-Pacha, il consent à lui accorder l'hérédité de l'Égypte et du Hedjaz. •

Peu de temps après, M. Roussin partit en congé, sans avoir pu faire céder le Sultan d'un iota, et le laissa à des influences qui flattaient davantage sa manière de voir. M. Mimaut avait aussi quitté l'Égypte, et n'y devait plus rentrer, car il mourut pendant le temps qu'il était venu passer en France. Il fut remplacé par M. de Lesseps, auquel succéda M. Cochelet.

XLV

Méhémet-Ali avait été instruit de la négociation : il apprit sa rupture sans s'émouvoir, sans

(1) Les Orientaux nomment la Syrie *Bâr-el-Scham*, au propre : pays de la gauche.

même perdre l'espoir d'en arriver à ses fins. Le Sultan, d'ailleurs, sauva les apparences, en donnant pour motif à l'interruption des conférences, qu'il n'était pas convenable que l'arrangement définitif entre le suzerain et le vassal semblât se conclure sous la médiation d'une puissance étrangère. Il ne voulait point instruire Méhémet-Ali du fond de sa pensée, le pousser au pis, lui *faire son prix* enfin, qu'on nous passe l'expression, avant que le Rouméliote n'eût lui-même émis quelque proposition compromettante. Mais celui-ci jouait tout aussi serré : il attendait les offres officielles, et cherchait à les provoquer par des démarches qui ne l'engageassent à rien.

XLVI

Un certain Habib-Effendi fut nommé *Mollâ* (1) de la Mecque ; il eut ordre, en passant par le Caire pour se rendre à son poste, de sonder le vice-roi et d'en rendre bon compte. Ce fut lui qui fut percé à jour par le Rouméliote et lui servit d'ins-

(1) C'est la dignité immédiatement supérieure à celle de Cadi.

trument. Dans ses entretiens avec cet homme, Méhémet-Ali eut l'art de se représenter comme mis à bout par les tracasseries qui l'assaillaient, et très-disposé à se relâcher beaucoup de ses exigences : il n'attendait qu'un envoyé du Sultan, apportant des conditions acceptables, pour en finir aussitôt ; il insinua même quel homme serait plus capable que tout autre de lui faire épuiser d'un seul coup ce calice : c'était Achmet Fevzi-Pacha, le favori du Sultan, le commandant de sa Garde. Méhémet-Ali avait l'air de ne prendre en considération, chez cet individu, que sa haute position, et les qualités appréciées par le Sultan, dont il flattait ainsi le goût en paraissant le partager ; le vrai de la chose, c'est qu'il ne tenait Achmet-Pacha que pour ce qu'il était en réalité, c'est-à-dire vain, vénal, rampant et présomptueux,—un négociateur fait à point pour le Rouméliote, qui espérait trouver en lui un peu de cette facilité, voisine de la trahison, dont il avait déjà fait preuve, à deux reprises, dans des missions remplies en Russie. Habib-Effendi donna en plein dans le panneau ; il écrivit personnellement à Achmet-Pacha pour lui faire part de cette *bonne nouvelle*, et le presser de venir en Egypte. Si abusé que fut le *Mouschir* (1) sur ses propres mérites, si solide que fût sa faveur, il n'osa pas, de son autorité pri-

(1) Titre correspondant à celui de Maréchal.

vée, engager cette affaire ; il communiqua à son maître la lettre qu'il avait reçue. Mahmoud, dont la confiance était restée vierge à l'égard de son favori, ne pouvait même soupçonner la ruse de Méhémet-Ali ; tout au contraire, il vit dans l'expression de son désir le gage d'un retour à des sentiments plus conciliants. Le départ d'Achmet fut résolu.

XLVII

Voici ce qui l'empêcha. A cette époque même, le ministère, à la tête duquel régnait despotiquement le vieux sérasker Kousrouf, succomba sous les efforts d'une ligue organisée par Pertou-Pacha, le représentant du puritanisme ottoman. Achmet avait coopéré à l'intrigue ; il eut part à la curée, et fut nommé Capitan-pacha. Le métier de batelier, qu'il avait autrefois exercé sur le Bosphore, était son titre le plus méritoire à ces hautes fonctions. Quoique le Sultan eût sur la question égyptienne des idées peu susceptibles d'être modifiées, le fait de l'envoi de son grand-amiral lui parut trop grave pour que le Divan n'en fût avisé. Pertou donna, à ce projet, le signal d'une opposition qui réunit rapidement l'unanimité du conseil ; sa franchise ne ménagea personne. « Qu'esperez-vous, s'écria-

t-il, de la mise en présence d'un agneau avec ce vieux loup? Si, à toute force, vous voulez répondre à l'appel peu explicite de Méhémet-Ali, ce n'est pas un enfant qu'il faut envoyer en Égypte, c'est un homme d'affaires. D'ailleurs, est-il digne de la Sublime-Porte de mander un de ses plus hauts dignitaires pour recevoir des propositions dont elle ignore la nature? » Conformément à cet avis, le conseil proposa de remplacer Achmet-Pacha par Sarim-Effendi, le *beylidji* (1) aux affaires étrangères. Le Sultan ne toléra cette critique d'une mesure qu'il avait patronnée, que grâce aux expressions de haine contre le Rouméliote dont elle fut accompagnée; il fit plus, il donna sa sanction à la proposition du Divan, et priva ainsi Achmet de l'honneur et du profit qu'il s'était promis de cette négociation. Celui-ci en fut inconsolable; il écrivit à Méhémet-Ali de se tenir sur la réserve avec Sarim, et de traîner les choses en longueur jusqu'à l'époque où ses fonctions de grand-amiral le conduiraient en tournée dans l'Archipel : il pousserait alors jusqu'à Alexandrie pour avoir un entretien avec lui, et lui ménager un accommodement sans doute préférable à celui qu'il pourrait maintenant obtenir. On n'arrive pas tout d'un coup à la plénitude du crime, de même qu'on n'atteint pas, sans degrés, à la maturité du génie : ces perfidies

(1) Vice-chancelier.

d'Achmet, qu'il eut l'art de dissimuler à beaucoup d'yeux, préparaient la trahison éclatante qui termina sa carrière.

XLVIII

Les conférences entre Sarim-Effendi et Méhémet-Ali s'ouvrirent au Caire, le 7 janvier 1837. On pense bien que le vieux loup, suivant l'expression de Pertou, savait à quoi s'en tenir sur les promesses de l'agneau détourné de son chemin, et qu'elles n'éveillèrent pas le plus léger scrupule dans sa résolution de tirer tout le parti possible du renard qu'on lui dépêchait à sa place. Seulement, il fut obligé de changer ses batteries ; quittant le rôle de l'homme fatigué de la lutte et prêt à acheter le repos à tout prix, il affecta une sénérité, une sécurité, un contentement parfaits ; au premier mot de transaction prononcé par Sarim, il assura que, quant à lui, il était on ne peut plus satisfait de sa situation et ne désirait rien de mieux. En cet instant il aurait fourni des arguments aux plus chauds partisans du *statu quo*. Il ajoutait que si, cependant, le Grand-Seigneur n'était point satisfait au même titre, et voulait introduire quelques modifications dans l'état présent des choses, il était disposé à s'y prêter avec l'empressement d'un

vassal soumis et reconnaissant. Sarim sentit la profondeur de la botte; il avait, sans doute, une parade toute prête, car il répondit incontinent, — ayant soin d'édulcorer sa parole du même patelinage hypocrite, — qu'il était enchanté de le trouver en de si bonnes dispositions, qu'elles différaient beaucoup de celles qu'on lui prêtait à Constantinople; que, puisqu'il en était ainsi, rien ne pouvait plus s'opposer à un arrangement entre le Grand-Seigneur et lui, et que ce qu'il aurait de plus simple, de plus habile à faire, c'était d'aller lui-même rendre visite à son souverain et de traiter ses affaires en personne. Sarim fit cette proposition avec un sérieux imperturbable. Non moins sérieusement, le Rouméliote répliqua qu'il n'aurait pas de joie plus grande que celle d'être admis à approcher sa bouche du bord du manteau impérial, à lever ses yeux sur la face auguste du Sultan ! Ce bonheur manquait à sa vie; mais, hélas ! les inexorables nécessités de son gouvernement ne lui laisseraient sans doute pas de longtemps le loisir de se le procurer ! — Plus tard, le Rouméliote disait à quelques Européens, ses intimes : « On dit que l'empereur Nicolas est devenu fou (1) : eh bien ! il y a un autre souverain aliéné, et c'est mon maître. N'a-t-il pas

(1) Le bruit en fut répandu par quelques journaux à cette époque.

fait engager le vieux Méhémet-Ali à venir se mettre entre ses mains ! »

XLIX

Sarim désirait pourtant bien débusquer son adversaire de la position qu'il avait prise, et où il lui paraissait trop fort pour être admis à débattre les propositions qui devaient lui être communiquées. Si le vice-roi était dans l'impossibilité de se rendre de sa personne à Constantinople, ne pouvait-il du moins y envoyer quelqu'un de sa cour ? Tel fut le subséquent argument de Sarim : il y insista longuement ; mais il rencontra tout autant de peine à le faire prévaloir. Retranché dans sa première déclaration, Méhémet-Ali se défendait surtout du rôle de solliciteur : il ignorait les intentions du Sultan, il n'aurait su conséquemment bien déterminer les pouvoirs d'un envoyé ; quant à en donner d'illimités, il n'avait point assez de confiance en personne pour le faire, habitué qu'il était à tout traiter par lui-même. Enfin, puisque la Porte désirait un changement, quoi de plus naturel que d'exprimer les conditions auxquelles elle entendait le produire ?

Sarim fut bien obligé de parler : il offrit la concession héréditaire de l'Egypte et de l'Arabie. Le vice-roi considéra ces offres comme dérisoires,

par rapport à l'Arabie surtout qui lui coûtait les yeux de la tête ; alors, l'envoyé turc comprit dans la concession les pachaliks d'Acre et de Tripoli, réservant les droits entiers de la Porte sur le reste de la Syrie, dont la jouissance ne serait laissée au vice-roi qu'à titre annuellement révocable. C'était beaucoup, mais cela ne parut pas suffisant à Méhémet-Ali, qui réclama purement et simplement l'hérédité de tout ce qu'il possédait : singulière façon, comme on voit, d'entendre la transaction, et de justifier ses protestations de dévouement à son souverain ! Il y avait même une certaine impertinence à supposer que la Porte consentît à modifier le *statu quo* dans l'unique sens du raffermissement de son vassal ; car, que lui proposait Méhémet-Ali en retour ? Une augmentation du tribut, la faculté de le fixer à son gré ? Mais si le vice-roi avait quelque raison de supposer que la Porte ne se contentait, pour le moment, de récupérer une partie de la Syrie que pour être plus à même de rentrer dans la possession de l'autre, la Porte était bien mieux fondée à croire que le vice-roi se montrait si coulant sur la question d'argent, parce qu'il savait bien qu'une nouvelle consécration de ses droits lui rendrait encore plus facile la non-exécution de ses engagements ? A cet égard, le passé ne pouvait-il pas servir de leçon à l'avenir ?

L

Si Sarim n'eût pas été d'avance intimement persuadé qu'il n'obtiendrait rien de cet homme , qui joignait une âpre avidité à la ruse la plus cauteleuse, — qui s'armait d'une concession pour en obtenir une plus étendue, — ne reculant jamais, avançant toujours, — faisant entrer enfin l'infatuation d'un conquérant invincible dans les paroles d'humilité d'un vassal soumis et dévoué, — Sarim eût acquis cette conviction aux premiers pourparlers qui mettaient en jeu ses intérêts réels. A l'ultimatum du vice-roi , il répondit que ses pouvoirs n'allaient pas jusqu'à lui accorder officiellement ce qu'il demandait, mais qu'il en rendrait bon compte à son maître, et qu'il croyait bien que Sa Hautesse, dans son vif désir de conciliation, y donnerait son assentiment. Et il partit.

Cette promesse finale de l'envoyé ottoman était ce qu'en termes dramatiques on appelle une sortie. L'histoire est embarrassée ici de savoir si elle doit attribuer au Rouméliote une duplicité de plus, ou constater chez lui un exemple de crédulité, bien singulier de la part d'un homme aussi retors ; toujours est-il qu'il parut ajouter une foi entière

aux dernières paroles de Sarim, à l'espérance qu'elles lui avaient laissée. Ce qui ferait pencher pour le premier parti, c'est qu'en rendant compte aux consuls du résultat des conférences, Méhémet-Ali transforma l'espérance en certitude, et les avisa que tout était terminé dans le sens favorable à ses prétentions. Que les nouvelles vinsent démentir cette assertion, et tout le poids des conséquences retombait sur le Sultan. Certes, un tel machiavélisme n'était ni au-dessus ni au-dessous de notre héros. Cependant trop de ruse est comme l'excès de toute faculté, elle peut nuire à la pénétration : la lumière qui fait agir l'homme est alors comme ces flambeaux placés trop près des yeux, et qui laissent dans l'obscurité tous les objets qui ne sont pas immédiatement tangibles. Le Rouméliote, aussi, pouvait se flatter que son attitude résolue, sa persistance, l'habileté de sa manœuvre, accessoirement enfin l'état de délabrement bien connu où était l'empire, avaient pesé sur la détermination du Sultan, et fait tourner la chance en sa faveur.

LI

Du reste, affectée ou réelle, la satisfaction qu'il en témoignait n'eut pas le lieu de se donner

une longue carrière, car, peu de temps après le départ de Sarim, arriva un message de la Porte. Le Sultan écrivait au vice-roi que, dans sa généreuse munificence, il lui octroyait l'hérédité de l'Arabie, de l'Egypte et des gouvernements de Saint-Jean-d'Acre et de Tripoli. Méhémet-Ali cria à la surprise, à la trahison ; mais cette violence ne se fit pas jour dans ses communications officielles ; c'était le moment, au contraire, plus que jamais, de se rabattre sur le *statu quo*, et de se faire une arme défensive de ce frein imposé à son ambition. Il déclara préférer le maintien de l'état actuel des choses aux étroites et captieuses conditions de la Porte, — prétendant, d'ailleurs, qu'en les lui mandant alors *qu'il ne les avait sollicitées d'aucune manière*, le Sultan entendait sans doute le laisser libre dans son choix ; que ce choix était fait, et qu'il refusait péremptoirement.

Ainsi se terminèrent les négociations de Mahmoud avec Méhémet-Ali. Elles n'eurent, il faut l'avouer, d'un côté comme de l'autre, aucun caractère de sincérité, et n'en pouvaient avoir. Une égale fureur animait les rivaux ; l'un brûlait de venger sa défaite, l'autre d'achever sa victoire. Leur triste comédie de modération n'avait pour but que d'en imposer à l'Europe qui les surveillait ; c'était la manœuvre de deux champions qui préludent à la lutte en cherchant à s'assurer l'avantage du ter-

rain et du soleil. Nous allons, désormais, les voir s'efforcer de se porter des coups plus effectivement que par de belles paroles; et l'issue du combat nous apprendra qu'en champ clos, il est encore moins utile d'avoir une bonne épée qu'un bon parrain.

LII

Attachée, ostensiblement du moins, à empêcher la collision entre ces deux ennemis acharnés, l'Europe recueillit, à cette tâche difficile, le fruit de ses propres discordes. La Diplomatie voulut un moment réparer sa bévue ou sa faiblesse de 1815, et faire rentrer l'empire ottoman dans le droit public européen. Le projet fut adroitement présenté à Constantinople : il indigna, comme on le pense, Saint-Pétersbourg, qui s'était faite à l'idée de régler seule les destinées de l'Orient, et proclamait fièrement sa résolution de n'en agir, dans ces parages, qu'à sa guise. Toutefois, la politique russe fut plus insidieuse auprès du Sultan; elle fit luire à ses yeux, dans la perspective d'un congrès, un démembrement pareil à celui qui avait retranché la Grèce de l'Empire. La plaie saignait encore au cœur de Mahmoud : il écarta la proposition. La Diplomatie,

réduite aux expiations, obligée de s'en tenir aux faibles digues du *statu quo* contre toute redoutable éventualité, n'en devint que plus attentive à le maintenir, à réprimer toute velléité d'y porter atteinte.

LIII

Le Rouméliote était tenu de se faire pardonner l'agression qui avait remué cette grosse question; peut-être l'habileté, de son côté, eût-elle consisté à montrer une entière déférence au vœu des puissances, à se couvrir de leur responsabilité. Par position, il était le dernier à qui la patience dût échapper, si gêné qu'il fût d'ailleurs. Mais l'ambition n'aura jamais de plus grand ennemi que sa propre violence. Méhémet-Ali ne fut ramené que trop tard, et par la force des choses, à cette condition expectante, dont une démonstration intempestive lui avait fait perdre d'avance tout le fruit.

En mai 1838, enhardi par la répression des troubles de Syrie, il annonça officiellement aux consuls généraux qui siégeaient auprès de lui, que ne voyant aucune issue à ses tentatives d'arrangement avec le Sultan, il était résolu à proclamer son indépendance. C'était, à l'entendre,

les larmes aux yeux et le cœur serré qu'il se décidait à ce parti extrême ; mais il se trouvait entre *deux épées* : sa famille et les grandes puissances. L'intérêt de ses enfants lui commandait impérieusement de fixer leur sort ; il avait soixante-dix ans, et, au moment de terminer sa carrière, il ne voulait pas laisser leur avenir incertain. Du reste, il attendrait un temps raisonnable la réponse des gouvernements de l'Europe, dans l'espoir que leur intervention lui faciliterait un arrangement à l'amiable avec la Porte ; jusque-là, il s'abstiendrait de toute mesure hostile, ne ferait point passer la frontière à son armée, et paierait très-prochainement le tribut, y compris l'arriéré.

LIV

Ce langage accusait plutôt un faux calcul qu'une résolution bien arrêtée : le pacha continuait son école de diplomatie occidentale. En 1834, il avait eu foi en la sincérité des protestations des puissances contre l'ambition russe, jusqu'au point de faire les avances belliqueuses que nous connaissons, et le refus de l'Europe à s'y associer lui parut dicté par un impérieux besoin de paix :

dès lors, il crut ne pouvoir trop compter sur la longanimité des cabinets, ni se confier trop à une menace qui serait l'aiguillon par lequel il les forcerait à sortir de leur torpeur pour lui ménager un arrangement avantageux avec le Sultan : de là son audacieuse sortie de 1838. Cette fois encore le résultat déjoua ses espérances ; car parmi toutes les puissances nourrissant contre lui un grief commun, à cause de son rôle de boute-feu, il n'y avait que la France qui eût à son égard quelques dispositions bienveillantes, et elles étaient beaucoup plus propres encore à aggraver l'animadversion générale qu'à lui être de quelque utilité. L'Angleterre le trouvait beaucoup trop sur son chemin : en 1807, cet homme n'avait-il pas été l'écueil au couronnement de la haute fortune d'Albion ? N'était-ce pas lui qui, en chassant les Anglais de l'Égypte, les avait empêchés de nouer les deux bouts de leur route de l'Inde, et de fermer ainsi l'équateur politique du monde. L'Angleterre ne devait jamais pardonner. D'ailleurs, depuis lors, en Arabie, sur l'Euphrate, à Bagdad, en Abyssinie même, partout où elle avait tenté de se frayer une voie nouvelle, elle avait rencontré Méhémet-Ali : elle en était définitivement lasse. Indépendamment de l'appréhension où était l'Autriche de voir se répercuter en Asie les coups portés sur le Danube, — ce fleuve dont elle laisse à regret les eaux sortir de chez elle, et

par lequel il lui semble que s'écoule, en même temps, une portion notable de son commerce et la majeure partie de sa puissance, — l'Autriche était particulièrement froissée de devoir cette inquiétude à la rébellion d'un vassal contre son suzerain, — elle, la plus illustre représentante du vieux droit féodal et de l'autorité imprescriptible de la race. La Prusse, appelée à servir d'appoint à toute question ayant l'Orient pour objet, voudrait en vain masquer son opinion en cette manière sous des intérêts imaginaires; son unique intérêt en ce monde est d'être agréable à la Russie, comme le rôle de l'armure est de couvrir celui qui la porte. Encore notre comparaison exagère-t-elle l'office de la Prusse; elle n'est pas l'armure tout entière de la Russie, elle n'en est qu'une partie; et, à ce titre, son vœu le plus cher, en cas de conflit, est de voir détourner les coups vers la cuirasse, ou dans toute autre direction. Occupée au Bosphore, son oppressive alliée paraîtrait toujours moins pesante sur les frontières de la Silésie : telle était la seule raison déterminante de la manière de voir de la Prusse. Quant à la Russie, la paix ou la guerre lui était indifférente; à l'une comme à l'autre, elle n'avait qu'à gagner : mais le maintien du *statu quo*, ruineux pour l'empire ottoman, lui offrait le simulacre d'un désintéressement qu'elle n'eut garde de répudier. Peut-être aussi en vou-

lait-elle secrètement à Méhémet-Ali de n'avoir pas assez osé en 1833, et de s'être arrêté court sur les injonctions de la France. Les grands joueurs n'aiment pas les parties remises.

LV

Quant à la France, nous avons très-suffisamment caractérisé son attitude, ses intérêts et son influence; à une autre époque, cette même politique qui s'agitait dans ses conseils se fût attachée à marier le grand Turc à la république de Venise; ce beau rôle manquant à ses efforts, elle voulait présentement le réconcilier avec un ennemi qui, à toutes les injures d'homme à homme, de subordonné à supérieur, d'obligé à bienfaiteur, avait joint les âcres malédictions d'une même foi religieuse, — le plus acre ferment de toutes les haines. La politique du juste-milieu ne voulait rien moins que voir le spoliateur donner la main au dépouillé, et par des motifs de concorde qui leur étaient complètement étrangers; elle prêchait la paix à la façon de ce personnage de la comédie,

c'est-à-dire au risque de voir les coups lui tomber des deux parts sur les épaules.

LVI

Les cabinets furent donc unanimes dans leurs réponses à blâmer la déclaration du pacha ; mais ils y déployèrent un ton de sévérité qui le surprit, encore qu'il fût préparé à essayer le feu de cette première colère, et n'attendit que de Constantinople le véritable effet de ses menaces. Un dépit éloquent respira dans sa réplique aux consuls.

« Messieurs, leur dit-il , les rois de l'Europe sont très-éclairés et disent, que depuis longtemps, ils désirent la tranquillité des peuples, et en général la prospérité de l'espèce humaine. Mais quand ils refusent de reconnaître mes droits à l'indépendance, ils sont inconséquents à leur dire, et en voici la preuve.

« Tant que je ne suis pas indépendant, attendu que je suis plus riche, plus puissant que le Sultan, ses Etats et les miens demeurent en présence et sous les armes. L'Épire, l'Anatolie, la Carama-

nie , la Syrie , l'Egypte , les Iles , toute la Turquie et l'Arabie en un mot, sont en proie à l'inquiétude, aux secousses politiques, aux dépenses et aux malaises de toute sorte, qui ruinent les malheureuses populations de ces pays, par suite de la crainte que j'inspire au Sultan qui tremble devant moi , moi qui déjoue toujours ses embûches ! Les forces du Sultan sont bien connues et depuis longtemps appréciées. S'il arrivait que le pacha de Bagdad lui déclarât la guerre, il ne pourrait le soumettre. Quant à moi, si je mettais le pied sur le territoire du Sultan, tous ses sujets, tous, dis-je , m'accueilleraient les bras ouverts , et ses soldats eux-mêmes déposeraient les armes à mes pieds.

« Ainsi les rois de l'Europe semblent, dans cette circonstance, désirer plutôt le malheur des peuples que leur bien-être et leur tranquillité ; car s'ils me laissaient assurer mon indépendance, ne serais-je pas toujours le même, et musulman comme par le passé ? Ils n'ignorent pas que la Grèce, dont l'étendue ne dépassait pas celle d'un thalari quand elle se souleva, réussit, dans l'espace de six années, et malgré tant de visirs et tant de pachas à la tête de si nombreuses armées, à tenir le Sultan en échec, et que, si je n'avais pas pris fait et cause pour lui contre les Grecs, ils auraient conquis jusqu'à Constantinople, tandis que sans

l'intervention des trois puissances, j'aurais soumis toute la Grèce, dont Nauplie seule résistait à mes armes !

« D'un autre côté, que n'ai-je pas fait pour la civilisation en Egypte ? Ne l'ai-je point dotée de troupes régulières et d'une marine de guerre organisée d'après la méthode européenne ? N'y ai-je pas introduit les manufactures de soie, de coton, de cuivre, et mille autres métiers qui étaient inconnus avant moi, et dont aujourd'hui les produits rivalisent, à la surprise générale, avec les produits de l'industrie européenne ? Ne suis-je pas parvenu à faire construire et confectionner dans mes Etats des vaisseaux, des canons, des télescopes, et tout ce qui y est nécessaire ?

« Mais qu'on dise comment il se fait que les monarques européens interviennent dans une cause étrangère ? Lorsque la France marcha contre l'Algérie, lorsque la France s'empara de Constantine, et de tant d'autres villes, qui donc est intervenu dans ses démêlés avec les Etats barbaresques, bien que, comme coreligionnaires des Algériens, il nous eût été permis de nous croire intéressés à leur cause, ou bien qu'il nous eût été possible de les soutenir, de les défendre, ou au moins de rendre leur soumission plus laborieuse à la France ? Quelle est donc la conduite des souverains de l'Europe ? L'intérêt de la tranquillité des peuples,

et le désir d'épargner l'effusion du sang, disent-ils ? Mensonge, mensonge évident ! Dans la guerre d'Alger, était-ce de l'eau ou du sang qui coulait ? A la prise de Constantine, était-ce de l'eau ou du sang qui coulait ?

« Tant que je ne serai pas indépendant, la Turquie ne peut être ni paisible ni tranquille, et le Sultan lui-même verra peu à peu ses Etats lui échapper pour passer sous le pouvoir de l'un ou de l'autre, jusqu'à ce qu'il soit entièrement dépossédé de son trône. Et je demeurerai spectateur de sa ruine, tandis qu'indépendant je serais son allié ; nous serions unis et tranquilles, lui et moi, ses peuples et les miens. Indépendant, mon premier soin serait de désarmer la moitié de mon armée de terre et de mer pour laisser mes soldats libres de se livrer à leurs travaux et à l'agriculture. Mes premières occupations auront pour but de supprimer bien des impôts qui pèsent sur le peuple par suite de ma position actuelle ; mon exemple sera suivi par le Sultan, et voilà le véritable moyen de rétablir le bien-être des populations de la Turquie et de l'Egypte. Dans tous les cas, ma résolution est de ne plus payer à l'avenir un *para* (1) de tribut au Sultan ; et qu'il vienne, s'il veut, le faire payer les armes à la main ! »

(1) La quarantième partie d'une piastre, moins d'un centime.

LVII

Cette argumentation n'était que la glorification des faits et gestes du Rouméliote, une sorte de véhémence projection de son épée dans la balance politique ; très-faible sur la question de droit, — seul point de vue auquel voulussent se placer les puissances, pour faire prévaloir leur système d'unité de l'empire ottoman , — elle ne pouvait offrir la base d'aucune sérieuse négociation. Les consuls, aussi bien collectivement qu'avec les ménagements propres à des communications intimes et personnelles, exhortèrent le vice-roi à abandonner son idée d'indépendance ; ils parurent d'autant mieux y réussir que Méhémet-Ali avait surfait ses prétentions pour obtenir le meilleur marché, et qu'ils le laissèrent assez facilement se retrancher derrière l'hérédité, seul objet réel de son désir, et l'unique qui pût entrer en litige aux yeux du Sultan. Sur ce dernier point, le langage du Rouméliote stipulant pour ses enfants et pour le fruit de ses longs et infatigables travaux, reprit une grave

élévation, et le *memorandum* qu'il adressa aux consuls est empreint d'une grandeur antique.

« Le pacha, y était-il dit, se repose toujours sur les bonnes intentions des quatre puissances à son égard. Il regrette de les voir maintenant opposées à ses vues ; mais il attend avec confiance leur retour à de meilleurs sentiments.

« Il espère d'ailleurs que la question d'hérédité sera favorablement résolue ; il s'en contentera si elle est terminée à l'amiable et par la voie des négociations ; mais s'il ne peut y réussir et s'il est forcé d'avoir recours aux armes, alors il proclamera non-seulement l'hérédité, mais l'entière indépendance de l'Égypte. Il est sérieusement décidé à ne point se laisser livrer à la Porte par les puissances européennes. Il est vieux, et peut-être n'a-t-il rien de mieux à faire que de succomber honorablement dans la lutte, plutôt que de laisser au hasard des événements sa famille, ses serviteurs, et tout ce peuple qui a tant travaillé pour lui. Il a, dans sa vie, été obligé de répandre bien du sang pour faire ce qu'il a fait, pour obtenir ce qu'il possède ; il ne veut pas non plus que ce sang ait coulé en vain !

« D'ailleurs, ses vues s'accordent avec les intérêts et la politique de l'Europe. Pourquoi donc le sacrifier ? Il n'est pas de leur religion, mais il est homme aussi, et on doit le traiter humainement,

c'est-à-dire souffrir qu'il songe à la destinée de ses enfants, dont il veut affermir la fortune.

« Si les grandes puissances n'approuvent pas ces raisons, si elles ne veulent donner aucune garantie à la stabilité de l'état de choses existant en Egypte, si on le réduit à ne plus prendre conseil que de lui-même, il est décidé à sacrifier ce qui lui reste de vie et de force pour finir une incertitude qui lui est insupportable, parce qu'elle pèse surtout sur ses enfants.

« Il sait bien, du reste, que si les puissances sont d'accord pour l'accabler, il succombera ; mais elles sont à un tel degré de grandeur qu'une pareille victoire n'ajoutera rien à leur renommée, et que les suites mêmes de cette victoire pourront les embarrasser. Quant à lui, il a quatre-vingt-quinze chances contre et cinq pour lui ; mais n'importe ! à la guerre les dés sont toujours incertains, et si le hasard les fait tourner en sa faveur, il laisse aux puissances le soin de juger les conséquences d'une victoire que personne n'aura plus le droit de modérer ! »

LVIII

Cette note est du 5 septembre 1838. Depuis la rupture des négociations avec Sarim, aucune communication n'avait eu lieu entre le Sultan et Méhémet-Ali, et des deux côtés les préparatifs de la guerre avaient été poussés avec une égale activité; on s'attendait donc, d'un moment à l'autre, à voir éclater un conflit, vis-à-vis duquel la diplomatie se montrait impuissante ou complice, lorsque tout à coup, au grand étonnement d'un chacun, le vice-roi annonça le projet d'un voyage dans le Fazoglo, à plus de six cents lieues d'Alexandrie, dans le but ostensible de visiter les mines d'or qui lui avaient été signalées, et d'organiser ce pays, jusque-là rebelle à toute espèce d'autorité. Ce voyage, si extraordinaire pour l'occurrence, a donné lieu à bien des commentaires hypothétiques; quoiqu'on ait voulu voir sous la transparence du prétexte, — surtout le désir de fuir la responsabilité dans une question si gonflée d'événements, qu'un simple coup d'épingle pouvait en faire jaillir les plus graves et les plus décisifs,

— nous ne pensons pas que le Rouméliote se soit montré si cauteleux ni si timide, ni que les motifs de son voyage aient différé beaucoup de ceux qu'il mit en avant. A cette époque son siège était fait, pour nous servir de l'expression ; après avoir inutilement tenté de convertir la diplomatie à sa cause, il s'était prudemment rangé à ses avis, dont le meilleur consistait à ne rien faire pour provoquer les hostilités, et à racheter ce qui manquait à son droit strict par son respect pour les conventions. Il abdiquait ainsi entre les mains d'une direction supérieure toute la suite de cette affaire. Jamais donc sa situation n'avait été plus franche, et il lui était permis de croire, puisqu'il y avait encore matière à négociations, que la solution s'ajournerait jusqu'à son retour. Car, supposer que le Sultan aurait l'audace d'attaquer Ibrahim et son armée, Méhémet-Ali en était à mille lieues.

LIX

Un fait, de nature à influencer davantage sa détermination, venait de lui être révélé. Le 17 août,

avait été conclu, entre la Porte et l'Angleterre, un traité de commerce, dont la principale clause prononçait l'abolition des monopoles dans toute l'étendue de l'empire ottoman. Nous aurons tout à l'heure sujet de revenir sur cette importante négociation, quand nous jetterons un coup d'œil sur la cour du Sultan et sur les intrigues qui s'y agitaient pour la guerre ou pour la paix. Quelques avantages réciproques qui en dussent résulter, ce traité, aussi bien dans l'esprit de la Porte que dans celui de l'Angleterre, était une machine de guerre dirigée contre le pacha d'Egypte. Il donnerait la mesure de sa soumission, et dut-il l'accepter, mettrait son obéissance à une rude épreuve, en tarissant la source de sa puissance et de son orgueil. Peut-être Méhémet ne comprit-il pas tout de suite la portée de cette atteinte, ou s'en exagéra-t-il d'abord les effets, par l'impossibilité d'en prévoir tout de suite le côté éludable, ou les palliatifs. Il n'en fut pas ainsi plus tard; il sut bien abriter son monopole sous sa qualité de possesseur réel de la majeure partie du sol et mettre en défaut, comme propriétaire foncier, la loi qu'il était forcé de reconnaître à titre de gouverneur et de négociant. De prime-abord, donc, il est permis de supposer que le voyage au Fazoglo fut une réponse au coup qui lui était porté de Constantinople : quelle belle compensation aux pertes occasionnées

par une diplomatie mesquine et chicanière, qu'un triomphant Eldorado où le Rouméliote puiserait à pleines mains. Malgré d'assez fréquentes déceptions, la croyance aux mines d'or, dans cette partie reculée de l'Afrique, n'avait pas faibli chez lui; en vain l'expédition de Nubie, entreprise sous l'empire de cette idée dominante, lui avait-elle coûté son fils Ismaël et d'autres grands sacrifices, sans lui rapporter rien. Il se dit, sans doute, que tant qu'il n'aurait pas jugé les choses par lui-même, il ne lui était pas permis d'abandonner l'espérance. Et encore cette épreuve, décidivement négative, ne parut-elle que lui rendre l'idée plus chère; toujours est-il qu'elle continua à être bien soigneusement caressée par son imagination, car dans le grand naufrage de ses facultés intellectuelles, ce fut le premier écueil sur lequel on reconnut que sa raison avait échoué.

LX

L'historique de la recherche des mines aurifères du Fazoglo et du voyage de Méhémet-Ali, si inté-

ressant sous beaucoup d'autres rapports, fait l'objet d'une note que nous plaçons à la fin de l'ouvrage pour ne pas interrompre la chaîne des événements politiques dans lesquels notre récit se trouve engagé(1). Nous nous permettrons une seule digression, à propos d'un fait qui survint peu de jours avant le départ de Méhémet Ali, et qui, par cela même qu'il est resté ignoré dans ses causes, pourrait bien se rattacher aux passions alors en jeu. Le pacha habitait sa résidence de Choubra, et surveillait les derniers préparatifs de son départ, lorsque, un jour, on vint lui annoncer la visite d'un Turc venu de Constantinople, et qui arrivait muni de titres d'introduction, qu'on lui avait délivrés à Alexandrie sur ses instantes prières. Il prétendait avoir des secrets de la plus haute importance à révéler au vice-roi. Celui-ci le reçut : les confidences se réduisirent à la remise d'une lettre que Méhémet-Ali lut, après quoi il lui demanda s'il n'avait pas autre chose à lui dire ; sur sa réponse négative, il fut congédié poliment, et le pacha ne s'ouvrit à personne du contenu de la lettre. Mais le messenger revint le lendemain et les jours suivants, se confondant à chaque fois en salamalecs, sans être plus explicite ; aussi le pacha finit-il par lui dire qu'il avait, pour le mo-

(1) Note A.

ment, des affaires fort importantes à traiter, et qu'il ne pourrait plus le recevoir. Le quidam se retira, et le pacha lui-même, quittant sa suite, allait passer dans un autre appartement, lorsqu'il vit son visiteur qui s'était arrêté à la porte dans une attitude suspecte : « Que fais-tu là ? » s'écria vivement Méhémet-Ali. Au lieu de répondre, le Turc mit la main à ses pistolets, qu'il portait à sa ceinture ; mais, aussi prompt que l'éclair, le pacha saisit son sabre, s'élança sur lui, et le terrassa. Plusieurs cavass accoururent et le désarmèrent. On ne trouva sur lui aucun papier révélateur. Remis de son émotion, Méhémet-Ali prononça froidement ces simples mots : « Une pierre au cou, et au Nil. » L'ordre fut exécuté, sans que l'inconnu daignât déserrer les dents. Une visite qu'on fit ultérieurement à son domicile n'amena aucune découverte. Mais on prétendit que les officiers commis à ce soin avaient mis la main sur des pièces de la plus haute importance et les avaient anéanties. Sur la foi de ce simple bruit, Méhémet-Ali destitua ces officiers et leur ordonna de sortir d'Égypte. On n'en a jamais su davantage. Plusieurs versions circulèrent, qui ne méritent pas la peine d'être rapportées. D'après l'une d'elles, la lettre était un piège ; elle émanait directement d'un grand personnage de la Roumélie, qui proposait au vice-roi un plan de trahison contre le Sultan. Franchement, au point où en

étaient les choses, on ne s'explique guère le but et l'utilité d'un pareil simulacre.

Le 15 octobre, Méhémet-Ali partit pour le Fazoglo.

LXI

La diplomatie n'avait pas dans Mahmoud un moindre sujet d'embarras, et se croyait tenue vis-à-vis de lui à plus de déférence qu'envers le pacha d'Egypte. Ce que nous avons dit du caractère de ce prince doit faire supposer avec quelle frémissante impatience il supportait la crise actuelle ; ajoutons que la funeste habitude de l'ivresse, à laquelle il se livrait depuis longtemps déjà, donnait à ses passions quelque chose de morbide. Cependant, il y allait tellement de son intérêt de paraître vouloir céder au vœu pacifique de l'Europe, qu'il réussit à induire en erreur sur ses véritables dispositions les principaux représentants officiels des puissances. Mais il fallut pour cela que ceux-ci y missent un peu de bonne volonté, car Mahmoud était placé dans un courant d'une force invincible, et ces nécessités subies se traduisaient

par des signes de la dernière évidence. En effet, de quelque côté qu'il se tournât, quelque parti qu'il prît, l'unique moyen d'éviter l'abîme était de vaincre Méhémet-Ali par la seule puissance de ses armes; pour relever le padichâ dans l'esprit des populations, pour effacer la honte de Katayè, il fallait que l'Empire, sans secours étranger, eût raison du rebelle suscité dans son sein : une victoire sur le Taurus délivrait le Sultan à la fois de Méhémet-Ali et de la tutelle asservissante de la Russie. Qu'avaient à lui proposer les partisans de la paix en compensation de ces avantages? Des concessions déshonorantes, ou un *statu quo* également plein de sacrifices, et qui consommerait sa ruine indubitablement, mais sans éclat. Aussi Mahmoud en était-il arrivé à ce point où l'esprit, immuable dans une résolution, ne délibère plus que pour la faire prévaloir, pour lever les obstacles, surmonter les résistances ; où, enfin, les actes prennent une couleur si conforme au sentiment intime, qu'il n'est plus possible de dissimuler, à moins d'affecter, dans les paroles, une résolution directement contraire. Déjà, dans le choix de ses ministres, le Sultan ne se réglait plus que par les témoignages secrets ou patents qu'ils pouvaient donner de leur haine contre Méhémet-Ali. Ce sentiment bien avoué étant un titre à la faveur, on voyait tous les courtisans se montrer aussi belliqueux que naguère ils

avaient été timides sur le compte du pacha d'Égypte. Le vieux Kousrouf-Pacha, le plus ancien des ennemis personnels du Rouméliote, le plus énergique promoteur de la guerre de 1833, était tombé en disgrâce du moment que sa haine assoupie ne put primer les incitations de sa conscience, et qu'il se fut rangé au parti de la paix, dont l'Empire lui paraissait avoir le plus grand besoin pour recouvrer ses forces. Au contraire, Achmet-Pacha, ce modèle des favoris, passé Capitán par l'effet de la chute de Kousrouf, troqua subitement les calculs que sa cupidité basait sur une collusion avec Méhémet-Ali, contre les bénéfices plus certains que lui promettait l'adoption, sans réserve ni mesure, des idées de son maître; et de plus chaud partisan d'un arrangement pacifique, il était devenu apôtre immodéré de la guerre.

LXII

D'ailleurs, le Sultan ne rencontrait pas, dans le corps diplomatique, une unanimité susceptible de réfréner sa colère et ses projets; les divers ambassadeurs reflétaient, dans leurs exhortations à la

paix, les divergences que nous avons déjà signalées. L'ambassadeur de France, bien que Méhémet-Ali ne lui fût pas sympathique, suivait à la lettre les instructions de son gouvernement en conjurant la Porte de ne pas se jeter dans un système d'hostilités qui remettrait tout en question, tandis que lord Ponsonby, l'ambassadeur d'Angleterre, ostensiblement favorable à la paix, poussait secrètement aux partis extrêmes, et ne remplissait pas moins exactement les vues du cabinet qu'il représentait, tout en paraissant n'obéir qu'à ses suggestions personnelles. Albion a poussé l'art de la diplomatie à ce point, qu'elle ne saurait être ni compromise ni trahie par ses agents; aussi se dispense-t-elle de jamais les brider par d'étroites instructions. Perdre à la fois Méhémet-Ali et la Russie dans les conseils de la Porte; nuire à tous ses rivaux à Constantinople, sans scission apparente : lord Ponsonby possédait là le fort et le faible de la politique de lord Palmerston; et, sur ce thème si large, permis à son habileté et à son imagination de broder toutes les fantaisies diplomatiques, — sauf, bien entendu, le désaveu, si le cas l'exigeait. Membre important de la haute aristocratie, gendre de lord Grey, beau-frère de lord Durham, dont les voix comptaient dans la majorité du Parlement, l'ambassadeur britannique puisait dans cette position une assurance qui

contribuait encore à donner à ses actes un vernis d'indépendance. En arrivant à Constantinople, en 1833, lord Ponsomby avait trouvé le traité d'Unkiar-Skelessi conclu, et, dès-lors, il s'était juré, *in petto*, d'attacher son nom à l'annulation de ce traité. Au premier abord, son ardeur quelque peu irréfléchie lui fit entrevoir la réalisation de ce but dans une croisade de l'Europe contre la Russie; il n'eut pas besoin de tâter longtemps le terrain, avant de se persuader qu'un pareil projet était chimérique. Adhérant alors aux vues secrètes du Sultan, il reconnut que la perte de Méhémet-Ali était le seul échec grave que la Russie pût éprouver à Constantinople, et il se mit à y travailler avec d'autant plus de persévérance que ce résultat satisfaisait deux rancunes de son gouvernement, au lieu d'une. Mais, à ce jeu, l'insuccès avait de redoutables conséquences. Dans ce nouveau recours au sort des armes, Méhémet-Ali, victorieux, rapprochait beaucoup plus les Russes du Bosphore que sa défaite n'aurait eu pour effet de les en éloigner. On croit si aisément ce qu'on espère, même en Diplomatie, qu'à cet égard encore lord Ponsonby partagea toutes les illusions de Mahmoud, si même il ne contribua pas à les faire naître. Malgré l'expérience acquise, malgré le délabrement de l'Empire et les faciles inductions qui pouvaient être tirées de l'examen comparatif des deux armées turque et

égyptienne, il demeura comme un fait acquis, aux yeux du Sultan et de l'ambassadeur anglais, que l'armée ottomane ne le cédait nullement, soit pour l'esprit qui l'animait, soit par son organisation, aux troupes de Méhémet-Ali. A la vérité, celui-ci pouvait se prévaloir de succès antérieurs, — succès uniquement dus à la surprise et au peu de crainte qu'il avait d'abord inspirée; — mais les rôles se trouveraient cette fois changés, aussi bien par l'école dont les généraux impériaux avaient profité, que par la fâcheuse position que créait à Méhémet-Ali le besoin de couvrir toute la Syrie, pays qui tendait continuellement à lui échapper par son esprit insurrectionnel, et dont il suffirait de remuer les cendres encore chaudes pour en faire jaillir un nouvel incendie.

LXIII

Telles étaient les agitations belliqueuses que le Sultan et l'ambassadeur couvraient depuis longtemps d'un masque pacifique. La conclusion du traité de commerce aurait déjà dû désiller bien des yeux et mettre à jour l'imposture des paroles officielles. L'idée de ce traité était due à l'initiative

du baron Roussin, l'ambassadeur de France. Dès 1836, les réclamations de la Porte auprès des ambassadeurs de France et d'Angleterre pour le renouvellement des *capitulations* (1), ou tarifs douaniers, dont le bail était expiré depuis quelque temps, firent concevoir à M. Roussin le projet de rassembler les diverses puissances contractantes en un traité commun avec la Porte; ce projet réunit tous les suffrages, à l'exception de la Russie, qui employa plus de huit mois en allées et venues avant d'y donner un assentiment sans réserve. Les changements ministériels effectués à Constantinople apportèrent de nouveaux retards aux négociations, qui furent encore entravées par le départ en congé de M. Roussin, leur plus actif promoteur. C'est en cet état que les reprit lord Ponsonby, et plutôt au nom de l'Angleterre qu'au nom collectif, lorsqu'il y eut découvert un moyen de nuire à Méhémet-Ali : n'était-ce pas y ajouter le seul stimulant propre à les faire goûter au Sultan, et en hâter la conclusion? Sur ce terrain d'une commune animosité, les parties se firent des concessions mutuelles, et, le 17 août 1838, toutes difficultés se trouvant applanies, lord Ponsonby apposa sa signature au traité. Pendant ce temps, l'ambassadeur

(1) Voyez, note B, quelques détails relatifs à la négociation du traité de 1838.

de France, faute de *pouvoirs assez étendus*, était réduit à rester spectateur, en apparence désintéressé, dans une affaire dont le légitime honneur lui appartenait. Enfin, cet indispensable supplément d'autorisation arriva, et, le 23 novembre suivant, M. Roussin ratifia, au nom de son gouvernement, les conditions consenties par l'Angleterre.

LXIV

C'était la continuation du triste rôle que la France avait accepté, dès le début, en Orient. Abandonner ainsi la conduite d'une question qu'on a soulevée dans un intérêt général, à une puissance qui ne cherche qu'à y faire prévaloir ses vues particulières, qu'à en pervertir le principe et le résultat ; se laisser ensuite traîner à la remorque de cette soi-disant alliée, et adhérer à tout ce qu'elle a cru devoir faire : tout cela ressemblait plus à la faiblesse qu'à la confiance ; une pareille longanimité appelait la tromperie, semblait porter un défi à l'abus. On ne se fit faute ni de l'une ni de l'autre vis-à-vis de la France. De la part de l'Angleterre, la chose n'était pas nouvelle, et en cette circon-

stance même, elle prit à peine la précaution de déguiser ses sympathies et ses tendances : quelques jours après la conclusion du traité, on vit l'escadre de l'amiral Stopford naviguer bord à bord avec la flotte du capitán-pacha, et lorsque le ministère français, justement inquiet de cet accord entre les deux puissances, demandait des explications au cabinet de Saint-James, il dut savoir à quoi s'en tenir sur la sincérité des dénégations. Mais, si peu d'influence et d'autorité qu'il se crût dans le monde, il ne pouvait imaginer qu'il fût au point d'être joué par la Sublime-Porte, — une puissance devenue, par cause d'affaiblissement, l'objet de toutes les convoitises. La chose arriva cependant, et avec tous les caractères de solennité qui pouvaient rendre le mensonge plus sensible, l'outrage plus éclatant. Peu subtil, mais assez clairvoyant, et surtout d'une fermeté qui n'aurait demandé qu'un peu d'encouragement pour se montrer dans tout son lustre, M. le baron Roussin avait pris ombre des menées de l'ambassadeur d'Angleterre, qui avait l'insigne avantage de pouvoir ériger sa morgue naturelle en preuve d'habileté ; non plus satisfait des assurances semi-pacifiques que le divan retournait à ses remontrances touchant l'activité des armements, l'ambassadeur français prit le parti de poser nettement la question au Sultan, dans une audience qu'il demanda *ad hoc*. Mahmoud

ne craignit pas de garantir la paix à la France, de sa propre bouche. Pourtant M. Roussin, en mandant cette promesse impériale à son gouvernement, fut dans la nécessité de l'avertir, en même temps, qu'aucun des préparatifs n'avait été pour cela contremandé, et qu'une prochaine collision était généralement regardée comme inévitable. On était alors au 17 mai 1839 : un mois après, l'événement justifia cette prévision. Jusqu'au dernier moment, le Sultan ne cessa de recevoir, de la part du ministre français, des avis de modération dont il continua de ne tenir aucun compte. C'est ce qu'on peut constater dans la note du 17 juin suivant, remise par M. Roussin à la Porte, et dans la réponse de celle-ci (1); on y saisit également la différence d'esprit qui animait les deux gouvernements, les ménagements presque obséquieux prodigués par la note française à la susceptibilité turque, le ton sec et décidé de la réponse ottomane. Six jours après avait lieu la bataille de Nésib.

LXV

Nous avons dit les raisons tout intimes qui rendaient la politique de Louis-Philippe si faible

(1) Documents historiques, n° 4.

sur le terrain des questions extérieures; ces raisons se trouvaient alors corroborées par une des plus déplorables crises ministérielles qu'ait enfantées le gouvernement représentatif : lutte décisive du gouvernement personnel contre les ambitions bourgeoises coalisées, dissolution de la Chambre, élections menaçantes, chute du ministère du 15 avril, ministère provisoire, bruits de tribune vides et sonores, émeute sanglante, rien enfin n'avait manqué au programme des saturnales du libéralisme. On était trop préoccupé, en France, des orages amoncelés sur le palais Bourbon, pour faire attention à ceux qui se préparaient dans les parages orientaux ; grâce à cet oubli, la question d'Orient, à son origine, fut du petit nombre de celles que le roi put se réserver exclusivement ; mais il y reflétait l'image des indécisions et des tâtonnements nés de ses embarras d'autre part ; il craignait surtout d'en voir surgir une nouvelle pierre d'achoppement. Le cabinet du 12 mai, issu de la victoire de la coalition, espèce de transaction entre les alliés, qui désarmèrent pour s'observer, — fut comme le chapeau que chaque compétiteur mettait à sa place pour la garder. Naturellement, ce ministère, n'ayant aucun engagement de parti à remplir, se mit à faire les affaires du pays du mieux qu'il put. La question d'Orient lui parut alors dans tout son jour mena-

çant, et il se hâta de donner l'alarme aux Chambres, en leur demandant un crédit extraordinaire de 12 millions, pour parer aux éventualités qui se dessinaient en Syrie. Mais il était alors trop tard pour que les événements pussent dévier du résultat auxquels ils tendaient depuis si longtemps.

LXVI

Pour comble d'imprévoyance, la Diplomatie, en même temps qu'elle cherchait à contraindre moralement les adversaires à la paix, les laissait se porter un mutuel défi par la proximité et, pour ainsi dire, par le contact de leurs forces. Après la convention de Kutayè, l'armée ottomane et celle de Méhémet-Ali étaient restées en présence, comme les deux pôles d'une pile électrique, entre lesquels le rapprochement ne pouvait produire que l'éclair de la foudre. C'était bien là-dessus que comptaient les partisans de la guerre. Dès 1834, au printemps, Mahmoud avait réuni à Sivas un corps de troupes, sous les ordres de Réchid-Mohammed, le sérasker malheureux de Koniè. Ce nom révélait suffisamment l'intention d'une revanche. De son côté, jusqu'au jour où il convint à la politique de Méhémet-Ali de ne pas paraître l'agresseur, Ibrahim ne s'était pas piqué d'un grand respect pour le territoire ottoman ;

quoique l'Euphrate, dans une certaine partie de son cours, eût été donné pour limite aux possessions syriennes du pacha d'Egypte, le généralissime Ibrahim, sous prétexte de contenir quelques tribus de Bédouins insubordonnées, avait enavhi les districts de Raka et d'Orfa, situés sur ce fleuve et au delà, et y avait laissé des troupes en cantonnement. Si les terribles insurrections de Naplouse et du Hauran avaient montré aux Egyptiens quelle influence le Sultan conservait dans les affaires de Syrie, celui-ci voyait, de jour en jour, se fortifier entre les mains de ses ennemis, cette chaîne du Taurus, restée inutile entre les siennes, et s'élever peu à peu des barrières infranchissables entre les populations de son empire. En 1837, cette situation s'aggrava encore par l'insuccès des tentatives de réconciliation dont Sarim fut l'intermédiaire; l'armée de Sivas reçut un accroissement considérable et fit un pas vers la frontière de Syrie, en venant prendre ses quartiers d'hiver dans le Kourdistan. Réchidne la commandait plus alors; une fièvre cérébrale l'avait enlevé, avant l'âge, à l'espoir de son maître et de l'armée. Il avait été remplacé par Hafiz-Pacha, dont la destinée, l'existence, le caractère, offraient avec les siens la plus remarquable analogie. Nés tous deux dans le Caucase, tous deux devaient leur renommée à la même cause, à la répression des troubles

de l'Albanie : triste symptôme pour un État, quand il n'offre de champs de bataille glorieux que dans des guerres intestines ! Pas plus que Réchid, Hafiz n'était pourvu d'assez de talent et d'instruction pour peser d'un poids décisif dans une campagne sérieusement militaire. Si, plus que son devancier, il était doué de calme et de réflexion, il avait, moins que lui, cette fougue entraînante qui peut décider le succès en un jour d'action, et qui est prisee par le soldat au delà de toute autre qualité. Comme pour achever le parallèle, Hafiz continua l'œuvre de la pacification du Kourdistan, commencée par Réchid ; mais ce n'était là que le masque du plus haut dessein auquel le réservait son maître, et la tâche de battre l'armée égyptienne et son terrible chef était l'endroit par où sa destinée était appelée à trancher définitivement avec celle de Réchid. Nous verrons, malheureusement, Hafiz rester fidèle à la similitude.

LXVII

Dès cette époque, le plan d'attaque était résolument formé dans l'esprit du Sultan. C'est par

le nord-est que la Syrie devait être abordée, le nord-ouest offrant une résistance à peu près invincible par la chaîne du Taurus en avant d'Adana, et par l'*Amanus*, qui formait sur son littoral même une seconde ligne de retranchements. Au nord, mêmes difficultés de passage, quoique le prolongement du Taurus dépendît du territoire ottoman. Ce plan, qui choisissait judicieusement, pour centre de l'effort principal, le point vulnérable de la frontière ennemie, n'avait qu'un défaut, celui d'être nécessairement pressenti par le général égyptien, et de lui faire prendre ses mesures en conséquence. Il est vrai que ce mouvement devait être combiné et soutenu par des attaques partielles sur tous les autres points. Au nord, Soliman, pacha de Marasch, n'attendait que l'occasion de lancer ses bandes de Kourdes, avides de pillage ; au nord-ouest, le pacha de Konié ne renoncerait même pas à forcer les défilés du Taurus pour pénétrer dans le pays par la voie d'Adana : un officier prussien, qui l'accompagnait, lui semblait un gage de succès dans cette tentative. A Angora se trouvait une réserve, sous les ordres d'Izzet-Pacha, célèbre par la part qu'il avait prise à l'extermination des janissaires, d'abord capitain-pacha en 1827, grand-visir l'année suivante, bientôt après, destitué et envoyé dans le gouvernement d'Angora, qu'il opprimait d'une

tyrannie aveugle et sanguinaire. Un autre Prussien, le baron de Winke, était chargé de donner à ses opérations militaires le nerf qui pourrait leur manquer. Ce n'était pas tout : on comptait encore sur une autre armée venant du sud-est, celle des pachas de Bagdad et de Mossoul réunis, qui venait, disaient les uns, opérer sa jonction avec celle de Hafiz, selon les autres, concourir à l'attaque par une puissante diversion. Ainsi abordé de tous côtés à la fois, était-il possible qu'Ibrahim ne succombât point sous cette masse de cent cinquante mille hommes, et avec cette circonstance, surtout, que la flotte turque occuperait les côtes de Syrie et pourrait choisir un lieu de débarquement à sa convenance.

Tout ce vain étalage de forces ne devait servir qu'à confirmer plusieurs principes déjà bien établis dans le grand art de la guerre, à savoir : qu'il en est tout autrement, sous le rapport de l'espérance qu'on peut fonder sur elles, des troupes disséminées entre plusieurs chefs et de celles qui sont reliées par l'unité du commandement ; en second lieu, qu'une seule action, vigoureusement menée, décide, la plupart du temps, de toute une campagne.

LXVIII

Ibrahim s'alarmait médiocrement de ces dispositions terrifiantes, quoiqu'il préparât activement la défense sur chaque point menacé. D'abord, la flotte turque ne lui causait aucune inquiétude, parce qu'il comptait, avec juste raison, que la flotte d'Alexandrie saurait au besoin la paralyser. Pour barrer le chemin au pacha de Koniè, il s'en reposait sur le défilé de Kulek-Boghaz, tellement encaissé entre des pics élevés et abrupts, que, selon l'expresion du pays, un ange n'y passerait point les ailes déployées. Un Polonais au service du vice-roi, le colonel Schutz, avait élevé en cet endroit des défenses formidables. Pour tenir en bride le pacha de Marasch et empêcher sa pointe sur Aïntab, située à l'extrême frontière, il augmenta la garnison de cette dernière ville de deux régiments tirés de Tarsous. Quant aux pachas de Bagdad et de Mossoul, il paraissait croire que le désert ne laisserait pas de faire obstacle à leur marche. D'ailleurs, il pouvait à bon droit compter sur la coopération de la grande tribu des Arabes

Anezés, qui occupe la bordure orientale de la Syrie, et qui est l'ennemie-née de tous les Bédouins du désert. Lui-même, enfin, avec le gros de ses forces, avait porté son quartier-général à Alep, d'où il pouvait observer les mouvements d'Hafiz. Ayant la confiance de vaincre, il attendait impatiemment que l'armée turque donnât le signal des hostilités, certain qu'une affaire à son avantage, de ce côté, aurait pour résultat de frapper d'immobilité l'ennemi partout ailleurs.

LXIX

Au mois d'août 1838, l'armée turque vint poser ses tentes auprès de Malatia (1); en octobre, elle se porta à Samsott (2), en poussant des avant-gardes jusqu'à Bîr (3), sur la rive gauche de l'Euphrate, à

(1) Ancienne *Mélitène*. Grande ville de 12 à 1,500 maisons, en plaine, sur la rive droite de l'Euphrate, au pied du versant nord de la chaîne du Taurus.

(2) Ancienne Samosate, patrie du poète Lucien.

(3) Appelée par les Turcs, Biledjik (antique Bîrtha). Ville de 5 à 6,000 âmes, possédant une citadelle et une enceinte à demi ruinée.

quelques lieues de la frontière syrienne. L'avancement de la saison, un automne pluvieux, empêchèrent les Turcs de donner suite à leurs projets d'invasion et les forcèrent même à rétrograder. L'armée d'Hafiz, à peine nourrie, à peine vêtue, privée de bois pour le bivouac, eut à essuyer des pertes considérables, et fut, au commencement de novembre, obligée de revenir à Malatia. L'hiver qui suivit fut d'une rudesse exceptionnelle; le thermomètre Réaumur descendit à 12 degrés. Les provisions, qui venaient par le fleuve, sur des outres gonflées d'air, — mode de transport usité depuis la plus haute antiquité, — furent interceptées par l'amorcellement des glaces. Le sérasker, voyant son armée en proie à une mortalité qui menaçait de la réduire à rien, si elle restait concentrée, comprit la nécessité de la disséminer sur une étendue de plus de quatre-vingts lieues, des deux côtés du Taurus et de l'Euphrate.

Cet hiver fut donc la meilleure occasion, et la dernière donnée à la Diplomatie pour faire prévaloir ses vues pacifiques; mais tous ses efforts n'ayant pu, comme nous l'avons vu, ébranler le Sultan dans sa résolution, dès les premiers jours du printemps, le mouvement de concentration des troupes ottomanes sur la frontière syrienne recommença. L'état-major d'Hafiz s'était augmenté de trois officiers prussiens, MM. de Mulbach, de Moltke

et Laoué, chargés d'apporter les derniers progrès de l'art militaire à l'armée active. Ainsi pourvu de l'ascendant de la science européenne, ayant déjà la supériorité du nombre, et, il le croyait, celle du courage, Hafiz ne douta plus de la victoire et en répondit sur sa tête au Sultan.

LXX

Pendant que tous les corps de l'armée turque convergeaient vers Samsott, une brigade, commandée par Ismaïl-Pacha, qui avait pris ses quartiers d'hiver à Bir, reçut l'ordre de franchir l'Euphrate en cet endroit, et de s'établir sur la rive opposée. Ce passage ne put s'effectuer qu'en plusieurs jours, à cause des crues du fleuve. La nouvelle en parvint à Alep, le soir du 23 avril. Ibrahim l'accueillit comme un fait depuis longtemps attendu, et prit ses dispositions avec une remarquable promptitude. Si, jusqu'alors, les marches et contre-marches des Turcs sur leur propre territoire, tout menaçantes qu'elles fussent, pouvaient être récusées comme directement hostiles aux Égyptiens, l'établissement de trois régiments dans un camp re-

tranché, sur la rive droite de l'Euphrate, à cinq heures de la frontière syrienne, n'avait plus aucun caractère douteux, et justifiait toute mesure de représailles. Ibrahim passa la nuit à expédier des courriers : il prévint son père de l'état des choses, et manda à toutes les troupes disponibles en Syrie l'ordre de gagner Alep à marches forcées.

LXXI

Méhémet-Ali était rentré au Caire le 15 mars 1839, après une absence de cinq mois. Son voyage au Fazôglo ne lui avait pas procuré les ressources sur lesquelles il avait compté; mais, ainsi que nous l'avons déjà fait pressentir, il lui avait été d'une grande utilité, en le soustrayant aux conséquences d'une situation dont il voyait fatalement se dérouler les péripéties, et en allégeant sa part de responsabilité, que la Diplomatie, par système, était portée à exagérer. Il avait pu aussi éluder de cette manière les réclamations de la Porte relatives au tribut, en renvoyant le réala-bey porteur de ces réclamations, à six mois de là, à son retour au

Caire. Le réala-bey n'avait eu garde de l'attendre, et était reparti les mains vides. Les consuls recommencèrent, auprès du Rouméliote, leurs éternelles exhortations à la paix ; mais il était trop facile à celui-ci de leur démontrer que les incitations belliqueuses ne venaient pas de sa part. A quoi l'engageaient-ils, en effet ? A payer le tribut ! — Sans doute, répondait Méhémet-Ali, pour solder les troupes qui se massaient sur l'Euphrate ! A éloigner ses soldats de la frontière turque ? — N'était-ce point pour laisser toute liberté à ceux du Sultan d'opérer leur mouvement en Syrie ? La seule garantie qu'il voulût bien donner, c'était de ne pas attaquer le premier, et il transmit à ce sujet, à son fils Ibrahim, les ordres les plus positifs. Mais, nonobstant, il ne cessait de faire des envois de troupes et de munitions en Syrie ; et puisqu'il était venu du Fazôglo un peu plus pauvre qu'il n'y était allé, il fallut encore que la misérable Égypte, réduite au dernier degré d'exhaustion, fît les frais de cet effort suprême. Elle y fut contrainte par une rigueur implacable. L'impôt du *ferdè-el-ras* fut augmenté et perçu pour deux années d'avance. Les négociants musulmans de première classe, qui payaient annuellement 1,250 fr., furent taxés à 3,650 fr. La contribution du simple domestique fut élevée de 15 fr. à 90 fr. Des retranchements eurent lieu dans toutes les administrations, por-

tant principalement sur les petits emplois. On prétend même que l'argent de la Banque, que le vice-roi avait fondée en 1837, fut diverti pour être appliqué à cet urgent besoin. Cette Banque, formée au capital de 60,000 bourses (7,500,000 fr.), par les fonds de tous les hauts fonctionnaires, avait présenté à ceux-ci, — peu de temps, il est vrai, — le leurre de gros bénéfices personnels, tout en concourant à la prospérité publique.

LXXII

L'envoi continuel de renforts en Syrie inquiétait M. Cochelet, consul général de France; cette inquiétude fut portée au comble par la nouvelle qui se répandit dans le courant d'avril, que Menikli-Pacha, ministre de la guerre, allait partir pour le quartier-général d'Ibrahim-Pacha. M. Cochelet demanda l'ajournement de ce départ, prétendant qu'il pourrait être interprété comme un signal de guerre, dans ce moment surtout, où le Sultan venait de protester de son désir de maintenir la paix. Méhémet-Ali répondit que, si le consul de France pouvait lui garantir ces dispositions

pacifiques du Sultan, non-seulement il retiendrait Menikli-Pacha, mais encore il rappellerait Ibrahim de la Syrie. Sur quoi, M. Cochelet s'empressa de produire une lettre, qu'il avait reçue de l'amiral Roussin, et qui se terminait par ces mots : *« La France a parlé; elle a été écoutée. Veuillez donner la plus grande publicité à ma dépêche. »* Cette lettre avait été écrite en suite des assurances que Mahmoud donna verbalement à l'ambassadeur. M. Laurin, consul général d'Autriche, était présent à l'entretien de M. Cochelet avec le vice-roi; ce dernier, se tournant alors vers M. Laurin, lui demanda en souriant si les dépêches qu'il avait reçues de M. Sturmer, internonce à Constantinople, confirmaient les espérances que venait de lui donner le consul de France. M. Laurin ne put nier qu'elles ne leur fussent tout à fait contraires. Alors Méhémet-Ali déclara que vu ce désaccord, il lui était loisible, et même commandé par la prudence, de prendre ses précautions. Meniki partit donc et arriva à Alep quelques jours avant le passage de l'Euphrate par les Turcs.

LXXIII

Lorsque cette démonstration provoquante vint à

la connaissance de Méhémet-Ali, il avait quitté le Caire pour faire une tournée dans le Delta, et déjà tous les consuls généraux s'étaient rendus à Alexandrie. Il est certain qu'elle allait au-devant de ses vœux, puisqu'elle lui présageait la guerre sans lui donner le tort de l'agression. Ne doutant pas que ce premier pas en amènerait un plus décisif de la part de ses ennemis, il voulut encore garder ce masque de modération qui lui séyait si bien. En conséquence, il avisa les membres du corps diplomatique de la déclaration suivante, transmise par Boghoz-Bey, à qui elle était adressée :

« De Chibinn (Basse-Egypte), 16 Sefer 1255 (29 avril 1839).

« S. A. le généralissime vient de faire connaître, par une lettre particulière, que les forces du Sultan ont dépassé Biledjik, appelée actuellement Bîr, et y ont fait quelques fortifications. S. A. le généralissime, après avoir donné ordre à nos régiments cantonnés en Syrie de marcher vers Alep, allait se rendre en personne dans cette ville (1).

« S. A. le vice-roi, ayant jugé que cette conduite de la Porte devait avoir pour but de faire tomber la faute sur nous, a écrit à S. A. le généralissime de ne faire aucun mouvement avant que d'être sûr

(1) Assertion sciemment erronée, puisque, comme nous l'avons vu, Ibrahim-Pacha était déjà à Alep.

de l'avancement des troupes du Sultan, et de se confier en Dieu, et d'agir en conséquence, si l'avancement des troupes se constatait d'une manière positive.

« S. A. le vice-roi charge Votre Excellence de communiquer de suite, à MM. les consuls généraux, ce que j'ai l'honneur de lui écrire ci-dessus.

« Signé : ARTIN-BEY.

« Premier drogman de S. A. le vice-roi d'Egypte. »

Prévoyant bien, du reste, que les consuls prétexteraient l'imminence des événements pour exercer sur sa volonté une pression décisive, il aurait voulu échapper à leurs sollicitations jusqu'au jour prochain où ces événements prendraient un caractère irrévocable. Il avait déjà gagné quelques jours en faisant différer jusqu'au 5 mai la communication de la dépêche qu'on vient de lire, et il évitait de rentrer à Alexandrie en prolongeant sa tournée dans le Delta et son séjour à Damiette. Mais la Diplomatie vint le relancer jusque dans cette dernière ville. M. de Medem, consul général de Russie, alla l'y trouver, armé d'une lettre écrite en entier de la main de M. de Nesselrode, et qui était une espèce de mise en demeure, à Méhémet-Ali, de rentrer dans le devoir et la soumission. Le Rouméliote renouvela pour la centième fois, peut-

Enfin un beau jour elle vint couronner de ses lignes profondes les escarpements blanchâtres de la rive gauche du fleuve. Il ne s'agissait plus que de le leur faire franchir. L'Euphrate, à Bir, n'a, au moment de l'étiage, qu'environ deux cents pas de largeur, et cinq à six cents dans ses crues : il en avait alors mille. Aussi le passage fut-il lent et difficile, tant à raison de cet état exceptionnel du fleuve que par la pénurie des moyens mis en usage; car on se servit de ces grossiers bateaux plats employés à la navigation ordinaire; chacun portait cent hommes. On en eut d'abord douze, plus tard réduits à cinq, les autres s'étant engravés ou ayant coulé à fond. Certes, pendant une opération aussi mal menée, les Égyptiens auraient eu beau jeu d'inquiéter l'armée d'invasion, et si les ordres de Méhémet-Ali n'eussent retenu le bras d'Ibrahim, il est bien probable que les eaux de l'Euphrate eussent vu le commencement et la fin des prouesses ottomanes. Le généralissime égyptien s'était contenté de faire surveiller les progrès du transbordement par un corps de cinq cents Bédouins Hanadés. Mais déjà il avait toutes ses troupes sous la main, réunies à Alep, et dans les environs. Pour les loger, il avait fallu transformer en casernes les principaux édifices, les mosquées, les caravansérails : la ville ressemblait à un camp. Ibrahim ne la fit nullement mettre en état de défense; il n'en

releva pas même les fortifications. Il savait bien que tout devait se décider dans une bataille, et que, s'il avait le malheur de la perdre, Alep, pas plus qu'aucune autre ville, ne lui offrirait un refuge assuré. Cependant, pour assurer sa ligne de communications, il avait garni Balbeck, ce point stratégique si important entre les montagnes du Liban et la plaine de Damas, de six cents Arnaoutes, et de huit mille de ces Maronites auxiliaires, qui, l'année précédente, l'avaient aidé à réduire les Druses révoltés. Damas, elle-même, était confiée à l'émir Béchir, qui y tenait garnison.

LXXV

Sous la protection de leur territoire et des engagements de Méhémet-Ali, pris à la face de l'Europe, les Turcs avaient donc pu effectuer tranquillement le passage de l'Euphrate et occuper la rive syrienne. Vers la fin de mai, cette opération était terminée. L'armée d'Hafiz occupait le demi-cercle rentrant formé par une sinuosité du fleuve, et la ligne de ses retranchements en dessinait la corde. Cette position, choisie par le sérasker, ne concordait

guère avec ses projets d'invasion ; elle semblait plutôt accuser l'intention de se tenir sur la défensive, et, à ce titre, elle était détestable, puisqu'elle acculait l'armée dans un coude, qui, au cas où elle serait forcée dans ses lignes, ne lui laisserait que les caux de l'Euphrate pour retraite ou pour tombeau. D'ailleurs, Hafiz recevait la majeure partie de ses approvisionnements de Samsott, par le fleuve : aurait-il donc été difficile à Ibrahim, s'il eût pris le parti de l'offensive, d'aller occuper une position en amont de celle où Hafiz se renfermait si étroitement, et de forcer l'armée turque à une retraite ou à un combat également désastreux en l'affamant ? Les judicieuses observations des officiers prussiens qui faisaient partie de l'état-major d'Hafiz, le décidèrent peut-être à faire un pas en avant ; mais ce fut aussi par le besoin de mettre en pratique le genre de tactique qui lui avait été imposé, et dont il nous faut dire deux mots.

LXXVI

Quelque confiant que fût le Sultan dans la valeur de ses nouvelles troupes et dans le mérite de

son lieutenant, il n'était pas sans appréhension de les voir se mesurer contre un homme aussi renommé qu'Ibrahim-Pacha. Il comprenait également qu'aller droit à l'encontre des troupes égyptiennes pour décider la question à coups de canon, ce n'était pas agir suivant la lettre des assurances qu'il avait données à l'Europe, et il avait besoin, lui aussi, de ne pas paraître trop violemment l'agresseur. S'attribuant donc un retour de popularité parmi les Syriens, de ce qui n'était que la lassitude de l'administration égyptienne, il comptait que l'approche seule de ses troupes réveillerait l'insurrection, et qu'Ibrahim, paralysé par ces témoignages de l'esprit public, serait obligé de se retirer sans combattre. Des instructions conformes à cette manière de voir avaient été données à Hafiz; il lui était recommandé de ne pas courir au-devant d'une affaire générale, de stimuler le zèle des populations, et de marcher, pour ainsi dire, sur les pas de la révolte. Telle était la raison de cette vaste ceinture de forces, qui, depuis Adana jusqu'à Bîr, étreignaient le nord et le nord-est de la frontière syrienne, et qui, au lieu de concourir à une commune et vigoureuse attaque, semblaient s'interroger du regard et hésiter à commencer les hostilités. Hafiz espéra que le voisinage de son armée déciderait les cheiks des cantons limitrophes à reconnaître, *proprio motu*, la souveraineté du

Sultan. Il les fit d'abord tâter à ce sujet ; mais les cheiks ne lui laissèrent pas ignorer que, tant qu'il resterait à distance de la frontière, ils ne prendraient pas sur eux de se prononcer d'une manière aussi nette et de s'exposer à la vengeance des Égyptiens.

LXXVII

Cette déclaration obligeait Hafiz à s'avancer. Le 22 mai, il porta son avant-garde au village de Nésib, sur la route de Bir à Alep, à deux heures de marche seulement de la frontière syrienne, et les cheiks persistant dans leurs sentiments de timide réserve, un corps de cavalerie turque vint occuper les villages de Mezzar et d'Ouroul, sur les limites mêmes de la frontière, ainsi que quatorze autres dans la direction d'Aintab. Sur-le-champ, le sérasker fit appeler les cheiks récalcitrants à son quartier-général, et, au lieu de leur infliger la punition que présageaient les mauvais traitements dont ils avaient déjà été l'objet de la part de ses soldats, il les combla de présents, leur fit revêtir des pelisses d'honneur, et les ren-

voya, comme les apôtres d'une nouvelle foi politique, prêcher dans tous les districts septentrionaux de la Syrie, l'obéissance au Grand-Seigneur et la guerre au vice-roi d'Égypte ; et déjà il n'était bruit, dans la population, que de la retraite honteuse d'Ibrahim-Pacha.

LXXVIII

Cependant, celui-ci rongait le frein que lui avait imposé la politique de son père. D'après ses ordres, ses avant-postes s'étaient retirés devant la cavalerie turque. L'occupation de Mezzar et d'Ourol pouvait encore être contestée comme acte de flagrante hostilité, grâce au vague que comportait la délimitation des frontières ; mais l'envahissement des villages aux environs de la forteresse d'Aïntab, les germes d'insurrection qui se propageaient de district en district, constituaient des faits devant lesquels il fallait qu'Ibrahim prît un parti : reculer, en laissant le champ libre à l'ennemi, ou se porter en avant pour faire taire les bruits de retraite, et raffermir par sa présence les fidélités chancelantes, au risque d'une collision

avec les troupes du Grand-Seigneur. Ibrahim n'hésita plus. Le 29 mai, après avoir écrit à son père l'état des choses, il partit d'Alep, à la tête de sept régiments de cavalerie et de douze batteries d'artillerie légère, donnant l'ordre à Soliman-Pacha, son major-général, de le suivre prochainement avec le gros de l'armée. En route, il eut la nouvelle du premier engagement des siens avec les troupes impériales. A mesure que celles-ci s'avançaient, les cinq cents Hanadés postés en observation s'étaient retirés, et ils avaient fini par se replier sur la rivière Sadjour, qui formait la limite certaine de la Syrie égyptienne. Cinq escadrons de cavalerie turque passèrent la rivière, et vinrent attaquer à Tell-Bâcher les Bédouins, qui, trop faibles pour résister, leur abandonnèrent la place et une soixantaine de prisonniers. Sur-le-champ, les troupes ottomanes avaient occupé Tell-Bâcher et les villages voisins. Dès qu'il en est instruit, Ibrahim expédie à Soliman l'ordre de le rejoindre en toute hâte ; Soliman obéit, fait partir successivement tous les corps de l'armée, et lui-même ferme la marche, le 31 mai, laissant à peine un soldat dans Alep et une seule pièce de canon dans la citadelle.

LXXIX

L'arrivée d'Ibrahim sur le Sadjour suffit pour contenir les Turcs et empêcher leurs progrès sur la route d'Alep. Soliman s'était lui-même arrêté à huit lieues au nord de cette ville, sur les bords du Koïk. Mais le but d'Hafiz, en prenant une position avancée sur la route d'Alep à Aïntab, était d'isoler cette dernière et la garnison égyptienne du corps principal de l'armée, et de se mettre en communication avec les pays soulevés dans les environs. Ibrahim, à qui l'hésitation même du sérasker et l'attente où il était de la réponse de son père, ne pouvaient donner le prétexte d'aucune opération sérieuse, aima mieux rappeler à lui la garnison d'Aïntab que de la laisser exposée plus longtemps au milieu de forces supérieures, ou de s'affaiblir lui-même en la renforçant. En conséquence, le 4 juin, il fit évacuer Aïntab. Pour offrir, cependant, à l'ennemi l'occasion d'une hostilité bien irrécusable, il eut soin de laisser un bataillon dans la citadelle. En effet, les Égyptiens s'étaient à peine retirés que les soldats du pacha de Marasch vin-

rent occuper la ville, et quelques jours après, ils décidèrent, par leurs promesses, le bataillon abandonné à leur livrer la citadelle sans combat.

Les jours suivants se passèrent en escarmouches d'avant-postes et en reconnaissances. Le 7 juin, Hafiz vint en personne reconnaître l'avant-garde égyptienne. Aussitôt, Ibrahim s'élança avec toute sa cavalerie et son artillerie légère ; mais les Turcs ne l'attendirent pas, tournèrent bride et s'éloignèrent au galop.

On n'avait peut-être jamais vu deux armées en présence tant tarder d'en venir aux mains : c'est qu'Ibrahim attendait religieusement les ordres d'Alexandrie.

LXXX

En apprenant l'occupation d'Ouroul et des villages du district d'Aïntab par l'armée turque, Méhémet-Ali en référa sur-le-champ aux consuls généraux, leur demandant, non sans quelque ironie, si le cas de l'agressive s'était enfin présenté et si le droit de représailles lui était acquis. Les consuls eurent encore le courage de lui recom-

mander la modération, et lui conseillèrent de n'accepter la bataille que sur le territoire égyptien, afin qu'il fût bien constaté qu'il n'avait pas été l'agresseur. En vérité, les consuls, voyant le Rouméliote céder à de pareils avis, auraient dû commencer à s'apercevoir qu'il se jouait d'eux. Qu'importait, en effet, à Méhémet-Ali que le conflit eût lieu un peu plus tôt, un peu plus tard, lorsqu'il était si certain, à ses yeux, qu'il était inévitable et ne pouvait que lui être avantageux. Ce qu'il gagnait lui-même à ces tergiversations, c'était de lasser ses adversaires diplomatiques, et de les associer, malgré qu'ils en eussent, à sa propre cause, par la responsabilité de leurs conseils. Il écrivit donc une dépêche à Ibrahim, dans le sens qui lui était indiqué par les consuls, l'engageant à demeurer dans la même ligne de patience, et à se contenter d'envoyer un officier à Hafiz, pour lui demander des explications sur ce qui s'était passé (1). Cette dépêche arriva au camp d'Ibrahim, le 8 juin, le lendemain du jour où Hafiz avait poussé sa reconnaissance. Quoique, au point où en étaient les choses, une demande d'explications pût être considérée comme une démarche assez ridicule, le généralissime égyptien ne laissa pas d'exécuter les ordres qui lui avaient été transmis, et il s'en-

(1) Dépêche de Méhémet, pièces justificatives n^o. 4.

suivit entre les deux généraux un échange de lettres, dans lequel le Turc s'efforça d'être aussi nuageux et évasif que l'Égyptien avait été précis et pressant (1).

Mais le Rouméliote était informé, jour par jour, du progrès des choses, et, à la nouvelle des dernières attaques des Turcs, du soulèvement des provinces, de la prise d'Aïntab, il mit trêve à cette comédie diplomatique : elle ne pouvait plus désormais lui servir, et toute hésitation devenait dangereuse. Sans s'ouvrir cette fois aux consuls, il lança l'*alea jacta*, dans une dépêche définitive à son fils, où, à travers les ménagements que lui inspire encore la politique de l'Europe, on saisit la netteté et la résolution d'un homme qui, depuis longtemps déjà, a pris son parti. Voici cette dépêche :

« Alexandrie, 28 rebi-ul-ouël (9 juin).

« J'ai reçu votre dépêche du 23 courant, par laquelle vous m'annoncez que les ennemis étendent de plus en plus leur invasion, qu'ils ont occupé soixante villages, situés au delà d'Aïntab, et ceux de Kizil-Hissar à Killis, en deçà des villages d'Aïntab ; qu'ils ont armé les populations, emmené

(1) Documents historiques, n° 5.

de leur côté les notables d'Aintab ; qu'outre qu'ils ont précédemment et dernièrement insurgé le territoire de Payas, la montagne du Kurd-Dagh et celle du Giaour-Dagh, ils ont excité les rebelles à attaquer Akker, dépendance de Tripoli, et à assassiner et dépouiller le gouverneur de l'endroit. Vous dites aussi qu'il ne serait pas prudent de laisser les Turcs continuer de la sorte, et vous désirez savoir comment vous devez vous conduire.

« L'agression de nos adversaires a dépassé les bornes. Avec plus de patience, nous ne pourrions plus les arrêter, car, peu à peu, ils sèmeront partout le désordre. Plus nous avons été patients et circonspects, pour ne pas agir contre le gré des grandes puissances, plus nos adversaires se sont avancés et ont porté les choses au point où elles en sont, de manière qu'il n'y a plus de remède, et qu'en différant davantage nous perdrons du temps, ce qui ne convient pas à notre position. Donc, nous n'avons d'autre ressource que celle de marcher sur eux et de les attaquer. Comme l'agression vient de leur part, l'état évident des choses démontre qu'après tout les grandes puissances nous excuseront et nous donneront raison.

« En conclusion, à l'arrivée de la présente dépêche, vous attaquerez les troupes de nos adversaires qui sont entrées sur notre territoire, et, après les en avoir chassées, vous marcherez sur

leur grande armée, à laquelle vous livrerez bataille. Si, par l'aide de Dieu, la fortune se déclare pour nous, sans passer le défilé de Kulek-Boghaz, vous marcherez droit sur Malatia, Karpout, Orfa et Diarbékir. »

LXXXI

Cependant, fidèle à la tactique que nous avons signalée, Hafiz n'annonçait pas, par son attitude, des intentions formellement agressives ; il avait concentré toutes ses forces à Nezib, ne laissant à la garde de ce camp de Bîr, si laborieusement retranché, qu'un bataillon, une compagnie d'artillerie et quelques irréguliers. Depuis le 28 mai, jour de ce déplacement, il s'était attaché à rendre sa nouvelle position aussi formidable que l'ancienne et semblait défier l'attaque tout en la provoquant. Résolu à tout risquer, sur le dernier avis de son père, Ibrahim, qui se tenait à l'avant-garde, à Toussel, en deçà du petit Sadjour, avec sa cavalerie, l'artillerie légère et les Hanadés, manda à Soliman de venir le rejoindre avec le corps principal de l'armée. Dès que cette jonction eut eu lieu, le

20 juin, il se dirigea sur le village de Mezzar, au sud-ouest de Nezib, à deux heures à peine du camp du sérasker. Hafiz y avait logé deux régiments de cavalerie, trois pièces d'artillerie et une nuée de batchi-bouzouks. Une gorge qui précédait ce village, ainsi qu'un pont établi sur le ruisseau qui le traversait, auraient permis aux Turcs d'y faire une sérieuse résistance ; mais ils lâchèrent pied aux premières volées de canon, abandonnant tentes, munitions et jusqu'à la caisse militaire. L'armée égyptienne vint camper, le soir, de l'autre côté du pont, en avant de la rivière.

Pressé d'en venir aux mains, avec sa fougue ordinaire, Ibrahim s'avancait à l'ennemi par la route la plus directe. Dans une lettre à son père, il avait lui-même fixé la journée du 21 pour celle où il livrerait bataille. Par une imprudence qu'expliquait le profond mépris qu'il avait de ses adversaires, il n'avait recueilli aucun renseignement préalable sur leur position, et se trouvait presque à portée de leurs canons sans avoir un plan de bataille arrêté. La sagesse de Soliman-Pacha obtint de lui qu'on n'avancerait pas d'un pas de plus sans faire une reconnaissance. Le lendemain fut consacré à cette opération ; Ibrahim la conduisit en personne, accompagné de Soliman-Pacha, avec quatre régiments de cavalerie et deux batteries d'artillerie à cheval, éclairés par quinze cents Bédouins. Hafiz

essaya d'y mettre obstacle, en faisant sortir à peu près le même nombre de troupes ; mais l'engagement se borna à quelques coups de canon et à des combats de tirailleurs. Les Turcs rentrèrent les premiers dans leur camp, et le généralissime égyptien acquit une exacte notion de tout ce qu'il lui importait de savoir.

LXXXII

Ce renseignement n'était pas engageant. Le camp turc s'étendait dans une direction sensiblement nord-sud, faisant face à l'est, derrière le Kar-sim, petit ruisseau que vient rencontrer le Mezzar, à peu près perpendiculairement. Sa gauche s'appuyait à ce cours d'eau et sa droite à Nezib ; le front dans toute sa longueur, et les flancs de cette ligne de bataille étaient protégés par des redoutes sur les hauteurs, et par des ouvrages savamment reliés entre eux et fortement armés. Cette position, où l'art des officiers européens qui étaient dans le camp d'Hafiz avait si heureusement mis à profit les conditions naturelles du terrain, était parfaitement inexpugnable ; songer à l'enlever de haute

lutte eût été folie, et Ibrahim le comprit bien. Il fallait donc la tourner; mais cette manœuvre, dans l'état actuel des choses, se présentait avec cette redoutable alternative d'être opérée sous le feu de l'ennemi en lui présentant le flanc, ou bien, par un mouvement de recul, destiné à masquer le passage du Karsim en un point plus à l'est, pour venir s'établir entre le camp turc et l'Euphrate, lui couper les communications et lui dicter les conditions du combat. C'est ce dernier parti qu'il eût été habile de prendre tout d'abord, si Ibrahim eût pu être instruit de la position de l'ennemi, ou si son impatience lui eût laissé le choix de la route. S'y résoudre en ce moment offrait l'inconvénient de mettre l'ennemi sur ses gardes et de se faire chèrement disputer le passage. D'ailleurs, tout semblant de retraite déplaisait à Ibrahim, et il préféra braver l'ennemi, en opérant le mouvement sous ses yeux. En vérité, il le connaissait bien, et l'événement vint donner raison à son audace et à son mépris. Déjà, dans la reconnaissance de la veille, de quelle pusillanimité, de quelle incapacité Hafiz n'avait-il point fait preuve! Ce n'était rien que d'avoir su prendre une position formidable, s'il devait n'en tirer aucun parti. Or, qu'aurait risqué le sérasker à descendre en force contre les Égyptiens, appuyé qu'il était sur ses redoutes? Son camp inexpugnable ne lui aurait-il

pas offert une retraite sûre en cas d'insuccès, tandis que les Égyptiens n'étaient pas même retranchés dans le leur? On dit qu'il fut tenté de faire sortir toute son armée et de livrer bataille, mais que les nombreux ulémas dont il était entouré s'y opposèrent, sous le prétexte qu'il n'était point convenable, pour des Musulmans, de combattre un vendredi, et que, d'ailleurs, ce jour, ainsi que le mercredi, étaient fatalement favorables à Ibrahim. Si ce fait est véritable, il doit achever le portrait du généralissime impérial.

LXXXIII

Pour arriver derrière les Turcs en tournant leur flanc gauche, il fallait repasser le pont de Mezzar, longer la rivière de l'est à l'ouest, dans une gorge resserrée, et gagner un pont sur le Karsim, à l'endroit où celui-ci, déjà grossi du Mezzar, coupe la route d'Alep à Bir. Les dispositions furent prises en conséquence dans la nuit du 21 au 22, et le 22 au point du jour, l'armée égyptienne commença son mouvement, la droite en tête, par colonnes. La plus vulgaire précaution

eût dû prescrire au général ottoman de couper ce pont, sinon de s'en servir pour accueillir avec des forces suffisantes les colonnes égyptiennes, au débouché de la gorge. C'est à quoi s'attendait Ibrahim, et, toujours au poste le plus périlleux, il précédait avec l'avant-garde Soliman-Pacha, engagé avec le reste de l'armée dans le défilé. Il n'avait avec lui que deux régiments de cavalerie, quelques centaines de Bédouins et quatre batteries d'artillerie à cheval. Quel ne dut pas être son étonnement de trouver le pont libre ! Une troupe turquese montrait bien à l'horizon, sans doute pour venir disputer le passage ; mais il était trop tard. Ibrahim se hâta de traverser le pont et de venir planter ses tentes de l'autre côté. Les Turcs n'essayèrent pas de le débusquer et rebroussèrent chemin. Quant à lui, telle était sa confiance qu'il fit étendre un tapis à terre et se coucha, en attendant Soliman-Pacha et le gros de l'armée.

LXXXIV

Celui-ci n'eut pas moins de bonheur que le généralissime ; dans l'après-midi seulement, les Turcs

s'étant montrés sur son flanc gauche, il envoya, pour les contenir, un régiment de cavalerie et un régiment d'infanterie, et fit occuper un mamelon à sa droite par deux batteries d'artillerie. Ces dispositions suffirent pour intimider l'ennemi, qui se retira sans brûler une amorce. Cependant, le chemin suivi par l'armée égyptienne était tellement hérissé de difficultés que ce ne fut que le soir, à dix heures, qu'elle se trouva massée sur la rive droite, en face du pont d'Horgoun. Malgré l'heure avancée et la fatigue des soldats, Ibrahim donna immédiatement l'ordre de le franchir. Qu'à ce moment encore, Hafiz, qui, de sa position élevée, pouvait voir s'allumer les feux des bivouacs égyptiens, eût attaqué, avec ses troupes fraîches et reposées, une armée harassée de fatigue, disséminée entre les deux bords d'une rivière, sur un terrain qui lui était étranger et qu'elle pouvait à peine distinguer dans l'obscurité, et il eût pu faire payer cher au général égyptien son audacieuse manœuvre. L'occasion était magnifique, et Hafiz pouvait se faire un mérite même de l'avoir tant attendue.

LXXXV

Mais il était dit que le sérasker accumulerait

faute sur faute , faiblesse sur faiblesse. Le matin de ce jour, au premier mouvement des Égyptiens dans leur camp de Mezzar, les Turcs avaient poussé des cris de joie, s'imaginant qu'ils battaient en retraite. Hafiz partagea cette illusion ; mais elle ne fut pas de longue durée, car les officiers européens de son état-major le convinquirent que l'intention de l'ennemi était de le tourner. C'était le moment critique pour le généralissime : il lui fallait prendre un parti. Acceptera-t-il la bataille en sacrifiant les avantages de sa position, ou bien, l'abandonnant tout à fait, ira-t-il se renfermer dans son camp retranché de Bîr ? S'il se range à cette dernière détermination, il n'a pas un moment à perdre et son mouvement doit s'opérer en même temps que celui des Égyptiens, pour conserver sur eux l'avance strictement nécessaire. Les officiers prussiens l'en pressent vivement, lui faisant observer qu'un pas rétrograde n'est pas une fuite, surtout lorsqu'il a pour but de déjouer les plans de l'ennemi, et de faire ressaisir l'avantage du terrain. Mais, sur ce point, Hafiz ne voulut rien entendre et prétendit sa gloire intéressée à ne pas paraître reculer : « Que dirait de moi l'histoire ? » s'écria-t-il. Les vénérables ulémas, dont les conseils étaient auprès de lui tout puissants, furent de son avis : « Il était écrit, suivant eux, dans les fastes des fils d'Osman, qu'ils avaient toujours

marché en avant et jamais fait un pas en arrière. Il fallait placer sa confiance en Dieu, car Dieu seul donne la victoire; mais reculer était un opprobre incompatible avec l'assistance divine. »

Toutefois, la plus grande faute d'Hafiz ne fut point d'avoir résisté à l'avis des officiers prussiens; l'excellence de la position de Bîr était contestable, et on comprend d'ailleurs que le général ottoman n'ait pu se résoudre à abandonner son camp si laborieusement fortifié, ses bagages, et à perdre ainsi la confiance que lui et les siens puisaient dans leur présente attitude. Ce qu'il est impossible de comprendre, une fois sa résolution de rester bien arrêtée, c'est son inaction pendant ces deux journées du 21 et du 22, à moins qu'on ne l'explique par cette malheureuse et ridicule outrecuidance propre aux gens de cette nationalité, qui leur fait considérer chaque pas de l'ennemi vers eux comme un de plus pour sa perte.

Durant la nuit et pendant qu'Ibrahim campait tranquillement à deux portées de canon, Hafiz fit faire un mouvement de face en arrière à son armée, en prolongeant sa droite, devenue sa gauche, jusqu'au delà de Nezib, pour l'appuyer à un bois d'oliviers. Sa gauche, devenue sa droite, s'appuya à de profonds ravins, dans le coude du Karsim. De cette façon, la circonvolution de cette petite rivière enseignait les deux armées, tandis qu'elle les sé-

paraît avant le mouvement des Égyptiens. Les Turcs tournaient le dos à tous leurs travaux, qui devenaient inutiles.

LXXXVI

La journée du 23 fut employée, de part et d'autre, en préparatifs. Les Turcs élevèrent à la hâte quelques retranchements sur leur nouveau front. Au camp égyptien, on fit l'inspection des armes et les troupes furent passées en revue. Les deux armées étaient à peu près égales en nombre; celle des Turcs comptait cinquante-sept bataillons, environ trente mille hommes d'infanterie, cinquante-deux escadrons, dont douze d'irréguliers, en tout cinq mille hommes de cavalerie, et trois mille artilleurs. L'armée égyptienne dépassait le chiffre de quarante mille hommes. Il y avait cent cinquante canons de chaque côté. L'un et l'autre camps offraient le même défaut d'homogénéité. Si l'armée ottomane était formée mi-partie de Turcs et de Kourdes, l'armée égyptienne avait aussi les Syriens incorporés, qui altéraient l'unité de sa composition; mais elle était supérieure par la discipline,

l'instruction, et beaucoup plus rompue aux fatigues de la guerre. Pendant que les Turcs campaient sous des tentes, les Egyptiens affrontaient le soleil brûlant de la Syrie au solstice d'été, et dormaient à la belle étoile. Ce qui assurait encore à ceux-ci un incontestable avantage, c'était la qualité de leurs chefs. Chez les Turcs, depuis la tête de l'armée jusqu'à l'officier de dernier rang, les mêmes mobiles présidaient aux nominations : l'intrigue ou la faveur ; chez les Egyptiens, au contraire, il n'y avait pas un grade qui ne fût donné au mérite ou aux services rendus. Il en résultait, qu'employant toute leur perspicacité à s'apprécier, les chefs ottomans se méprisaient réciproquement et ne manifestaient aucune subordination. Les officiers égyptiens pouvaient bien se jalouser, mais ils se respectaient, et Ibrahim avait su maintenir parmi eux l'obéissance comme le premier titre à ses bonnes grâces.

LXXXVII

Vers la fin du jour, le généralissime égyptien

rassembla les officiers supérieurs sous sa tente et les harangua dans un langage tout militaire ; il leur rappela les faits qu'ils avaient déjà accomplis, le lustre qui en était rejailli sur eux, et leur demanda s'il serait jamais possible qu'ils ternissent dans un seul jour l'éclat de toute une carrière. Puis, il ne leur dissimula point le danger de leur situation : vaincus, tous les chemins de la retraite leur seraient fermés par une population frémissante sous un joug que la victoire seule pouvait maintenir. En un mot, il sut toucher à point la seule corde sensible chez ces gens, privés de l'enthousiasme patriotique et qu'attachait au prince la seule communauté de fortune et de périls. Tous jurèrent de mourir, au besoin, pour la cause de Méhémet-Ali. Il les congédia alors en les renvoyant à Soliman-Pacha, qui leur communiqua les ordres relatifs à la bataille, et finit en les conviant, pour le lendemain, à prendre le café dans la tente d'Hafiz-Pacha. Une heure après, chefs et soldats se livraient au repos, dans le camp égyptien, ni plus ni moins que s'ils eussent été dans un champ de parade et à la veille d'une revue.

LXXXVIII

Cependant, durant cette journée, une voix secrète disait à Hafiz que sa conduite manquait de nerf et de résolution. La nuit venue, et voyant l'inaltérable confiance des Egyptiens, il fut tenté de faire descendre son armée et de les attaquer ; cette attaque semblait d'autant plus opportune que des transfuges avaient donné avis au camp turc que plusieurs bataillons syriens se proposaient de passer de son côté. La nuit et le désordre propre à un engagement nocturne ne pouvaient manquer de favoriser cette désertion. Mais le sérasker fut encore empêché par les ulémas, qui déclarèrent, à l'unanimité, qu'il était indigne des soldats du Sultan de se battre au milieu des ténèbres comme des bandits ; que le soleil devait éclairer leurs hauts faits et leur victoire. Ne renonçant pas, toutefois, à éprouver le vrai de ce qui lui avait été dit touchant les Syriens, Hafiz, entre onze heures et minuit, fit avancer, dans le plus grand silence, quatre batteries d'obusiers soutenues par une brigade d'infanterie et quelques escadrons. Ce déta-

chement put prendre position à mille mètres, à la gauche du camp égyptien, sans lui donner l'éveil. Tout à coup le feu éclate et les Égyptiens se réveillent épouvantés. Le désordre effroyable qui régna pendant un bon moment parmi eux montra quel succès aurait pu avoir cette attaque, si elle eût été soutenue. Mais bientôt Soliman-Pacha vole aux avant-postes et fait tonner toute l'artillerie qui se tenait prête, tandis qu'Ibrahim, à cheval, met l'armée sous les armes. Hafiz ayant atteint son but, se retire sans être poursuivi, content d'avoir jeté dans le camp ennemi environ trois cents obus, qui mirent hors de combat à peine une cinquantaine d'hommes, et d'avoir recueilli une centaine de transfuges. L'affaire terminée, on constata l'absence de deux bataillons composés de Syriens. Le généralissime se mit lui-même à leur recherche, escorté de plusieurs colonels, et les trouva, à quelque distance du camp, en marche vers l'ennemi. Ils prétendirent s'être égarés dans l'obscurité. Ibrahim ne dit rien, les fit rentrer et se contenta de changer leurs officiers (1). L'armée égyptienne se tint debout et l'arme au bras tout le reste de la nuit.

(1) D'après une autre version, Ibrahim en aurait tué cinq de sa propre main, et sept autres auraient été tués par le lieutenant-colonel du régiment auquel ils appartenaient.

LXXXIX

Dès la pointe du jour, elle reprit son mouvement de flanc, disposée sur trois lignes d'infanterie en colonnes, chacune de douze bataillons, à intervalles de déploiement, couvertes sur leurs flanc par l'artillerie, en tête et en queue par un régiment d'infanterie ; six régiments de cavalerie en tête, sur la direction de la troisième colonne, avec quatre batteries ; deux autres régiments de cavalerie et quatre batteries à l'arrière-garde. Cet ordre de marche, dû aux savantes dispositions du major-général, prévenait toute surprise de la part de l'ennemi, et, au cas où il se fût déterminé à attaquer l'une ou l'autre extrémité, permettait aux lignes de se développer sous la protection de la cavalerie et de l'artillerie. C'était la continuation de la téméraire manœuvre que l'armée égyptienne tentait de réaliser depuis trois jours. Elle ne doit être louée sans réserve qu'en considération de l'infériorité des troupes qu'Ibrahim et Soliman-Pacha avaient à combattre ; car, que serait-il advenu, si l'ennemi, doué de quelque rapidité dans

la manœuvre, eût concentré un vigoureux effort sur le milieu des colonnes en marche et eût réussi à les couper? Bien qu'une pareille audace ne fût pas à craindre de la part d'un général de la force d'Hafiz, cependant Ibrahim hésita avant de prendre franchement une direction qui mettait son plan à jour; avant de prêter imprudemment le flanc à l'ennemi, il interrogea son intention, en faisant d'abord marcher ses colonnes dans un sens presque perpendiculaire à la ligne de bataille des Turcs: il voulait voir si ceux-ci descendraient de leurs hauteurs et accepteraient la bataille en plaine. Rien ne bougeant dans leur camp, il reprit, en appuyant à gauche, une direction sensiblement parallèle à leur front, et enfin, par une nouvelle inclinaison à gauche, les colonnes en marche dessinèrent une oblique d'environ 45° à la ligne turque. Cette dernière direction avait été pointée sur un mamelon dominant la gauche de l'ennemi, et que, dans son impardonnable incurie, Hafiz n'avait point fait occuper. Aussitôt que ses têtes de colonnes furent parvenues à deux cents pas de ce mamelon, Ibrahim le fit occuper par une batterie de gros calibre. Un coup d'œil véritablement militaire lui avait révélé que là était la clef du champ de bataille. La même révélation sauta aussi aux yeux d'Hafiz, il le faut croire, car, s'éveillant tout à coup de sa torpeur, il fit ouvrir le feu contre la batterie égyptienne.

Mais il était encore trop tard : Hafiz devait éprouver à ses dépens qu'en bonne stratégie il ne sert à rien de reconnaître le plan de l'ennemi, quand il est en voie d'exécution : il faut le pressentir. Celui d'Ibrahim n'avait plus rien d'obscur : sa ligne oblique s'était développée avec un ordre, un aplomb, une mesure dignes des troupes les mieux aguerries : elle annonçait qu'il refusait son centre et sa gauche, pour porter avec toute sa droite sur la gauche des Turcs, qui avait toujours été la partie la plus faible de leur ligne de bataille, et que la possession du mamelon mettait en un pressant danger. Pour le conjurer, Hafiz détache des troupes de sa droite, appuyée à des ravins, de son centre, couvert de trois redoutes, et les porte à sa gauche. Soliman-Pacha, qui a descendu du mamelon après en avoir assuré la défense et dirigé convenablement les feux, vient se mettre à la droite, dont il a le commandement, et fait avancer l'artillerie, soutenue par l'infanterie, pour entamer l'aile des Turcs, pendant que la cavalerie les contient à son extrême droite.

Une canonnade très-vive s'engage sur ce point ; les Turcs font bonne contenance, quoique l'artillerie des Égyptiens, par la justesse de son tir, leur fasse incomparablement plus de mal qu'ils ne peuvent leur en rendre. Le résultat paraît incertain et l'impatience s'empare d'Ibrahim, qui

était, avant tout, l'homme du coup de main. Il prend les quatre régiments de cavalerie qui manœuvraient péniblement à l'extrême droite, y joint les deux régiments d'infanterie laissés en arrière du mamelon, et s'élance à la tête de toutes ces forces pour refouler ou percer la droite ennemie. La brigade d'infanterie qui composait celle-ci était, comme nous l'avons déjà dit, couverte par un bois clair-semé d'oliviers, dans un terrain montant et rocailleux. Les Turcs, parfaitement protégés par leur position, attendent la cavalerie égyptienne jusqu'à demi-portée de fusil et lui font essuyer un feu terrible. Cette masse tourbillonne au milieu des obstacles formés par les arbres et les chevaux renversés, se débande et recule. Ibrahim se précipite sous une grêle de balles, mais il n'est pas suivi : ni prières, ni menaces ne peuvent ramener les siens, qui vont communiquer leur panique à l'infanterie, restée en arrière, et même jusqu'à l'artillerie en bataille. En ce moment, celle-ci était dans une position assez critique : elle avait épuisé ses caissons, après deux heures d'un feu continu, et était obligée de le ralentir, jusqu'à ce que de nouvelles munitions lui arrivassent de la réserve.

XC

L'instant était décisif : toutes les grandes batailles ont de ces moments suprêmes, où les plans les mieux combinés à l'avance sont mis en défaut, et qu'il appartient au génie seul du grand capitaine de saisir. On dit qu'en ce moment un officier français de l'état-major d'Hafiz lui conseilla, avec les plus vives instances, de charger les Égyptiens à la baïonnette. Hafiz hésita, et l'opportunité s'envola. Une soudaine et impitoyable inspiration de Soliman-Pacha rétablit l'ordre à la droite : tandis qu'Ibrahim, s'efforçant vainement de redonner du cœur à ses troupes, était lui-même entraîné dans leur fuite, Soliman fait pointer sur les fuyards les canons du mamelon, dans la direction duquel ils accouraient, les mitraille, les écharpe cinq minutes durant, et les force à s'arrêter. Les chefs, survénant, parviennent à reformer les lignes, et la fuite cesse. Dans l'intervalle, des munitions étaient arrivées à l'artillerie, qui reprit son feu de plus belle. Ce fut au tour des Turcs de mollir sous ce feu meurtrier ; les Kourdes et les irréguliers donnèrent chez eux le signal de la débandade ; six bataillons

lâchèrent pied ; leur chef en tua plusieurs de sa propre main ; Hafiz lui-même accourut les sabrer : mais rien ne put les faire rentrer en ligne, et ils s'enfuirent dans toutes les directions. Dès lors, la panique a passé des rangs égyptiens au camp turc. Soliman-Pacha, d'un œil ardent, suit ce premier symptôme de désordre ; sur-le-champ, il porte en avant toute son aile droite, et Ibrahim envoie, en même temps, l'ordre aux généraux du centre et de la gauche, les pachas Menikli et Osman, d'arriver sur la ligne des feux et de développer le leur. Sous cette recrudescence d'efforts, les Turcs plient de toutes parts ; leurs lignes entières d'infanterie se rompent et s'enfuient vers leur ancien camp. Leur cavalerie, qui était restée en arrière tout le temps, spectatrice du combat, aurait pu, en faisant bonne contenance, arrêter les têtes de colonnes égyptiennes et donner à l'infanterie la facilité de se rallier ; mais, saisie elle-même de la terreur générale, elle s'enfuit de toute la vitesse de ses chevaux. La bataille était irremédiablement perdue pour Hafiz ; lui-même, malgré sa brillante valeur, avait été emporté dans le torrent de la fuite. Bientôt, toute l'armée égyptienne couronna les hauteurs qu'occupaient les lignes turques et put voir les débris de la cavalerie et de l'artillerie couvrir la route qui menait à Aïn-tab.

Jamais victoire ne fut plus complète; presque toute l'infanterie turque abandonna ses fusils sur le champ de bataille: on en ramassa plus de quinze mille. Cent soixante-dix-neuf bouches à feu, y compris les canons des redoutes de Nézib et de celles de Bîr, douze à quinze mille prisonniers complétèrent ces trophées, sans compter le camp tout entier, que les Égyptiens trouvèrent aussi intact que si l'armée turque en eût été absente pour une promenade. Soliman-Pacha, à la vigueur, au talent duquel cette victoire fut principalement due, put remplir sa promesse à ses officiers et les traiter dans la tente du sérasker, car on y trouva jusqu'aux dépêches et à la décoration de l'infortuné général ottoman.

La bataille avait duré quatre heures; elle coûtait aux Égyptiens environ trois mille hommes hors de combat; les Turcs en eurent plus de quatre mille.

Encore une fois, l'étoile du Rouméliote avait fait pâlir l'astre de la maison d'Osman, et le sort de l'Islam semblait de nouveau être fixé dans ses mains.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.







ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
Μ. ΚΑΛΤΑΤΣ